

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

NOTES HISTORIQUES
SUR LES
BIENS COMMUNAUX
DU CANTON DE VARENNES-EN-ARGONNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 15 Juin 1912, à 1 heure 1/2

PAR

HENRI ÉVRARD

Président : M. SOUCHON, *Professeur*

Suffragants { MM. TRUCHY } *Professeurs*
 { HITIER }

BAR-LE-DUC

IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE

36, RUE ROUSSEAU, 36

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551418_0033

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

NOTES HISTORIQUES
SUR LES
BIENS COMMUNAUX
DU CANTON DE VARENNES-EN-ARGONNE

Présentée et soutenue le Samedi 15 Juin 1912, à 1 heure 1/2

HENRI EVRARD

Suppléants { MM. TRUCHY } *Professeurs*
 { HITIER }



IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE

36, RUE ROUSSEAU, 36

1912

INTRODUCTION

La commune, particulièrement la commune rurale, agrégation d'individus qu'une longue tradition de famille attache au même sol et au même clocher, et que la similitude de vie, le commerce journalier, les intérêts communs unissent entre eux, est la forme première de la société. On serait tenté d'y voir une institution spontanée, presque aussi vieille, presque aussi naturelle que la famille dont elle n'est sans doute que l'extension¹. Elle se constitua virtuellement le jour où des travailleurs de diverses conditions mirent leurs intérêts juxtaposés pour mieux les défendre, nommèrent des procureurs pour les représenter en justice², choisirent des gardes et des pâtres pour surveiller les biens et les troupeaux communs³. Ses membres n'avaient point de juridiction, ils n'avaient point de droits écrits ; mais on traita avec eux parce qu'ils étaient nombreux, qu'ils étaient unis, et plus tard parce qu'il en avait été ainsi de tous les temps du monde³.

1. Batbie, *Droit administratif*, 2^e édit., t. IV, p. 71.

2. Babeau, *Le Village sous l'ancien régime*, p. 4.

3. Travaux et séances de l'Académie des sciences morales et politiques, I, LXV à XVIII.

Antique organe, déjà formé en fait, sinon en droit, lorsque au Moyen âge on commence à la signaler, la commune s'impose et s'agrége au nouveau corps social dont elle a précédé la naissance. La Révolution songe à la détruire¹, mais en vain. Autre chose qu'une création de l'autorité royale, elle subsiste et demeure le moyen de la vie nationale, en qui réside, dit M. de Tocqueville, la force des peuples libres.

A l'heure actuelle, elle peut juridiquement se définir « la circonscription administrative élémentaire du territoire national investie de la personnalité civile, qui, sous des conditions de contrôle à déterminer, constitue, dans l'administration générale de l'État, un organe distinct chargé en même temps de la gestion de ses intérêts particuliers »². Elle n'est pas seulement une individualité propre, mais encore une circonscription territoriale et un démembrement de l'autorité. Elle est propriétaire de biens consacrés à l'usage public, par essence hors commerce, inaliénables et imprescriptibles, et aussi de biens communs proprement dits, ou plus simplement « communaux » livrés à la jouissance commune des habitants. L'art. 542 du Code civil, à l'imitation de la loi du 10 juin 1793³, les définit : « ceux, à la propriété ou aux produits desquels les habitants, d'une ou plusieurs communes, ont un droit acquis ». Laissant penser que ces biens appartiennent aux habitants « ut singuli » alors qu'ils sont

1. Sous la Constituante, le comité de constitution proposait de diviser la France en circonscriptions administratives, de même étendue et de même forme géométrique.

2. *Dictionnaire de l'administration française*, par Maurice Block, 1898.

3. Loi du 10 juin 1793, art. 1, sect. I : « les biens communaux sont ceux sur la propriété ou le produit desquels tous les habitants d'une ou plusieurs communes ou d'une section de commune ont un droit commun.

à la commune personne morale, dont ils accentuent encore le caractère.

De ces biens seuls, nous nous occuperons dans cet ouvrage, et restreindrons notre étude aux communes du canton de Varennes-en-Argonne¹.

Notre but est d'exposer ici la formation et l'évolution historique de ces biens : forêts, clairs chênes, pâturages, sous l'Ancien régime, la Révolution et les temps modernes. Nous nous appuierons pour cela sur l'étude des anciennes chartes, sur les archives communales, les vieux registres des délibérations des « gens de justice de ces communes ».

Leur histoire, comme celle des modestes habitants qui en jouissent, est peu fertile en révélations sensationnelles, en péripéties captivantes. Leur étude ne mettra pas au jour des faits bien nouveaux ; elle ne sera que l'illustration des principes généraux, car, d'eux comme des institutions politiques, l'on peut dire, que ce n'est que dans les plus humbles villages que l'on peut en saisir le mécanisme.

Si la publication de ces documents pouvait servir à plus autorisé que nous, notre but serait atteint ; c'est le seul que nous nous proposons.

1. Arrondissement de Verdun, département de la Meuse.

NOTES HISTORIQUES
SUR
LES BIENS COMMUNAUX
DU CANTON DE VARENNES-EN-ARGONNE

PREMIÈRE PARTIE
PHYSIONOMIE GÉNÉRALE DE LA VILLE
ET DU CANTON DE VARENNES-EN-ARGONNE

Borné au nord par le département des Ardennes, au sud par le canton de Clermont-en-Argonne, arrondissement de Verdun, à l'est par l'arrondissement de Montmédy et à l'ouest par le département de la Marne, le canton de Varennes-en-Argonne¹, jadis marche frontière entre la Champagne, province royale, et la Lorraine, terre d'Empire, est encore aujourd'hui un canton limitrophe à plusieurs départements et arrondissements. Les douze communes qui le composent s'étendent sur un territoire de 15.334 hectares, renfermant une population globale de 4.983 habitants². Pour la plupart elles faisaient jadis partie du Clermontois, petite principauté, donnée au Prince

1. Situation : longitude : 2° 42' 30"; latitude : 49° 12"; altitude : 209 m.

2. Recensement de 1911.

de Condé en 1648¹. Quatre communes appartenait à d'autres provinces : Avocourt dépendait du Verdunois; Boureuilles, Baulny, Malancourt, de la Champagne. Le département de la Meuse fut lui-même composé de portions de territoires empruntées à la Lorraine, au Barrois, aux Trois Évêchés, au Luxembourg, au Clermontois et à la Champagne. Opprimée, pillée, rançonnée par les uns et par les autres, suivant les hasards de la guerre, cette région, ainsi que la Lorraine, fut jusqu'à nos jours le champ clos que se disputèrent et s'arrachèrent successivement les Allemands, les Suédois et les Français.

Les douze communes du canton sont les suivantes :

Tableau 1 (Recensement de 1911).

	SUPERFICIE.	POPULA- TION.	DISTANCE AU CHEF-LIEU de		
			Canton.	Arrondisse- ment.	Départe- ment.
	Hect.	Habit.	Km.	Km.	Km.
Avocourt.....	1.341,0139	562	10 E.	20 N.-O.	63
Baulny.....	376,94	110	6 N.	35	68
Boureuilles.....	2.123,0531	403	3 S.	32	61
Charpentry.....	441,48	93	5 N.	34	68
Cheppy.....	1.483	344	2 E.	29	65
Esnes.....	1.453	455	16 E.	15	60
Lachalade.....	1.922,30	335	11 S.-O.	40 O.	62
Malancourt.....	1.650	723	15 E.	21 N.-O.	68
Montblainville...	1.207,74	357	5 N.-O.	35	66
Varennnes.....	1.180,20	1.097	—	290.-N.-O.	64
Vauquois.....	767	168	6 S.-E.	27	62
Véry.....	1.174	336	4 N.-E.	32	67
TOTAL.....	15.362	4.983			

La superficie moyenne des communes est en France de 1.643 hectares;

1. Donation ratifiée en 1659 par le traité des Pyrénées.

dans le département de la Meuse de . . 1.062^h,81
 dans l'arrondissement de Verdun de . . 999^h,98
 dans le canton de Varennes de 1.277^h,83
 ce qui nous donne une superficie supérieure à l'étendue
 moyenne des communes de la région.

La cause en est l'extension considérable des forêts.

Population.

Au point de vue du nombre d'habitants, le tableau ci-dessous en montre la répartition. Il n'existe pas dans le canton de communes de plus de 1.500 habitants.

Tableau II.

COMMUNES.	EN FRANCE sur 36.241 comm.	Dans le département.	Dans l'arrondisse- ment.	Dans le canton.
Habitants.				
— de 50.....	174	7	3	»
51 à 100.....	1.191	43	9	1
101 à 200.....	4.970	167	44	2
201 à 300.....	5.361	128	30	»
301 à 400.....	4.332	85	20	4
401 à 500.....	3.242	45	12	2
501 à 1.000.....	9.409	69	20	2
1.001 à 1.500.....	3.197	14	5	1

Le *Journal officiel* du 10 janvier 1912 indique que le nombre des communes en France dont la population ne dépasse pas 500 habitants est de 19.270 sur 36.241 communes, soit un peu plus de la moitié du nombre total. D'après le tableau II, nous voyons que dans le département de la Meuse, 475 communes sur 586 ont une population de moins de 500 habitants, soit près des 4/5 du nombre total; que l'arrondissement de Verdun qui se compose de 149 communes en possède 118 de moins de 500 habitants, soit près des 6/7, et que dans le canton de

Varennes-en-Argonne, 9 communes sur 12 rentrent dans cette catégorie, les 3 autres communes variant de 500 à 1.000 habitants. Cette région est donc proportionnellement plus morcelée que le reste de la France, puisque si, aux 19.270 communes de moins de 500 habitants, on ajoute les 12.606 communes de 501 à 1.500 habitants, on arrive au chiffre total de 31.870 communes de moins de 1.500 habitants, soit environ les 8/9 des communes de France, alors que dans le canton on trouve que respectivement les communes de moins de 500 habitants occupent les 3/4 du territoire, aucune des autres ne dépassant 1.500 habitants.

Ce canton qui depuis 1851 voit sa population diminuer régulièrement dans des proportions inquiétantes a toujours eu une densité parfois égale, mais le plus souvent inférieure à celle de la France, sinon à celle du département. De la Révolution à la moitié du xix^e siècle il voit, ainsi que le département, sa population s'accroître d'une façon constante. Une diminution se fait bientôt sentir à partir de cette date, surtout dans les cantons essentiellement agricoles. La chute de la petite industrie, l'exode vers les grandes villes et surtout la faiblesse de la natalité en sont les causes essentielles. L'épidémie de choléra de 1854, la guerre de 1870 et les épidémies qu'elle a amenées à sa suite accentuèrent encore ce mouvement.

Nous voyons, en effet, que pour un territoire de 15.362 hectares, le canton avait :

ANNÉES.	POPULATION.	DENSITÉ		
		du canton.	du département.	de la France.
	Habitants.			
1800.....	7.693	50,2	43,3	50,2
1851.....	8.274	54	52,7	»
1901.....	5.671	37	45,4	72,6
1906.....	5.365	35,1	45	73
1911.....	4.983	32	44	75

Si de la Révolution à 1851, le canton a eu une densité supérieure à celle du département, c'est qu'alors de nombreuses industries : verreries, forges, poteries, etc., y prospéraient, qui toutes disparurent peu à peu.

A l'heure actuelle, avec une densité de 35,1 en 1906 et de 32 en 1911, le canton de Varennes, le moins peuplé de l'arrondissement, est bien le type du canton agricole, tirant de la culture et de l'exploitation de ses forêts tous ses moyens d'existence.

Formé de deux régions distinctes, séparées par la vallée de l'Aire, affluent de l'Aisne, son territoire est couvert à l'ouest, par la partie septentrionale de l'Argonne (forêt de Lachalade) et à l'est par les collines boisées en majeure partie (forêt de Hesse) restes du massif gaizeux qui constituent le sol du massif d'Argonne, dont elles ont été séparées par des phénomènes d'érosion. Le massif forestier va en s'éclaircissant au fur et à mesure que l'on se rapproche du Verdunois. Le territoire de Lachalade, village le plus occidental, porte 4.687 hectares de forêts sur une superficie totale de 4.922 hectares; alors que le village d'Esnes, formant transition entre les pays Verdunois et Argonnien, à l'est du canton, dans la vallée de la Meuse, ne possède plus que 155 hectares de bois sur un territoire de 4.453 hectares. Une seule commune, Charpentry, n'a pas de bois sur son étendue ¹.

Dans la partie ouest, les habitants vivent exclusivement de la forêt et des industries qui en dépendent; ils sont bûcherons, scieurs de long, charbonniers, tourneurs, marchands de bois et ne cultivent que quelques parcelles de terre. Certains même continuant d'anciennes traditions d'émigration vont en été, le travail forestier terminé, travailler dans les cultures maraîchères des environs de Paris, dans les vignobles ou les fermes

1. La commune de Baulny possède des bois communaux sur le territoire d'Exermont.

de la Champagne. Les habitants de la rive droite de l'Aire, au contraire, s'adonnent essentiellement à l'agriculture, la forêt n'étant pour eux qu'un appoint secondaire.

Cette influence de la forêt se fait surtout sentir dans le mode de groupement et le mode de construction. Là comme dans tout l'est de la France, la population est très concentrée, celle éparsée dans les écarts et les fermes dans une très faible proportion. Dans tout le pays, on trouve le village aggloméré à banlieue morcelée, environné d'une ceinture de terrains cultivés plus ou moins intensivement. Au delà les terres de moindre valeur, où se pratique l'assolement; puis les friches ou la forêt¹. Le territoire, sans aucune clôture, reste libre pour le partage par parts égales entre les enfants à la mort du chef de famille. Ici le Code civil se substitua simplement aux anciennes coutumes², les mœurs se trouvant d'accord avec la loi³. Arthur Youg en 1789⁴ disait que le morcellement allait même jusqu'à découper de longues lanières possédant à peine une largeur de cinq sillons de charrue, que plus on allait, plus la propriété était divisée, chaque enfant voulant avoir sa part.

Ce serait à la forêt primitive qui couvrait la région que nous devrions ce mode d'habitat.

D'après Meitzen et son école⁵, il existerait une corrélation étroite entre le mode de groupement de la population et la provenance des divers éléments ethniques fixés successivement dans la contrée, ces populations primitives s'installant avec des formes d'atelier rural en rapport avec leurs habitudes sociales. MM. Michaud et Demolins en recherchent l'origine

1. Lavergne, *Économie rurale de la France*, 4^e éd., 1877, p. 126.

2. Coutume de Vitry, Saint-Mihiel, Clermont.

3. Michaud, *Science sociale*, t. I, 1886, p. 444.

4. Arthur Youg, *Voyage en France*, t. I.

5. Alexandre von Brandt, *Origine des villages à banlieue morcelée, réforme sociale*, t. IV, 1898, p. 148-149; de Foville, *Enquête sur les conditions de l'habitat en France*.

chez les peuples chasseurs, nos ancêtres, qui donnèrent naissance à la famille instable, type caractéristique du pays. Vivant dans la région des forêts, ils se dispersent en une multitude de petites tribus, isolées les unes des autres, réduits à demander à la chasse leur mode de subsistance, la haute futaie empêchant l'herbe de croître et par conséquent d'élever des troupeaux. La chasse attire l'homme, lui enlève son ambition, ses habitudes de prévoyance et surtout ses habitudes familiales puisqu'il peut seul se suffire à lui-même. A la mort des parents, le foyer et le domaine sont vendus ou partagés par parts égales entre les enfants; le surplus étant propriété de la tribu¹. Sous l'influence de la nécessité, cette société simple se transforme en société compliquée, s'adonne même à la culture. Ici protégés par les immenses forêts qui au XVIII^e siècle couvraient encore le pays et dont l'Argonne d'aujourd'hui ne peut donner qu'une faible idée, ces peuples conservent mieux leurs traditions ancestrales et se partagent les troupeaux, puis les terres, comme jadis ils se partageaient les armes, sans que jamais la coutume normande, de transmettre l'héritage à un seul enfant, ne s'exerçât sur eux. Enfin l'influence germanique aurait encore contribué à la concentration de la population dans des villages agglomérés, à banlieue morcelée².

Cette influence des peuples ancestraux est fort discutée; la géographie, la géologie et l'extension du domaine forestier expliquent très suffisamment par elles-mêmes le mode de groupement des populations. Si les villages paraissent avoir existé depuis les époques les plus reculées, il semble que ce fut assez tardivement, au début de l'époque féodale, que la population se resserra fortement sous la protection des monastères et des châteaux forts, cette forme étant la condition même de leur

1. *Science sociale*, t. II, p. 116.

2. De Laveleye, *La Propriété primitive*, p. 80, édit. 1901.

sécurité, résultant d'un état politique spécial, d'un mode d'existence nouveau¹. Les guerres continuelles, guerre de Cent ans, guerres de Religion, la Fronde surtout qui sévit cruellement dans notre région², terminèrent cette œuvre.

Les quelques fermes champêtres qui subsistent dans le canton doivent sans doute leur origine à la colonisation monastique. Toutefois on a retrouvé des stations préhistoriques sur les emplacements de la plupart d'entre elles, situées contre la forêt, soit de l'Argonne, soit du massif de Hesse; elles appartenaient pour la plupart avant la Révolution à l'abbaye de Lachalade³.

Ces quelques fermes mises à part, toute la population reste fortement agglomérée⁴. Dans l'Argonne, par suite des difficultés en eau potable, les centres habités sont rares. Quelques-uns comme Vauquois, situés sur des crêtes, doivent leur situation à d'anciennes nécessités de défense plutôt qu'à des considérations économiques, confirmant la théorie que ce ne furent ni les parties les plus fertiles ni les plus faciles à cultiver que l'on défricha les premières, mais bien les plus faciles à défendre. Un seul village, Lachalade, est de création monastique⁵.

La plupart des pays se massèrent dans la vallée de l'Aire et actuellement cinq communes sur douze y sont situées : vivant à la fois de l'agriculture et de la forêt. Car autant le sol gaizeux du massif d'Argonne est pauvre, sec, dépourvu de carbonate

1. Flasch, *Les Origines de l'ancienne France*, éd. 1893, t. II.

2. L'enquête de 1657, statistique des élections de Sainte-Menehould, Reims et Rethel, cite Malancourt, Haucourt, 235 habitants n'ont plus que 18 ménages et 16. Boureuilles au lieu de 200 habitants n'a plus que 36 maisons, comportant 33 ménages et 12 1/2 et Baulny n'a plus que 4 ménages et 3 1/2.

3. Les Escomportes, la Neuve-Grange, le Four les Moines, Rochamp, Bas-Bruat, Abancourt, la Hardonnerie.

Une ferme près Vauquois porte le nom caractéristique des Alleux.

La loi de Baumont a pu également pousser à leur création en exemptant partiellement de redevance les terres défrichées.

4. Chantriot, *La Champagne*, éd. 1906, p. 81.

5. Lachalade fondée au XII^e siècle par un moine de Beaulieu.

de chaux, autant le sol de la vallée de l'Aire est fertile : partout de riches prairies naturelles qui reposent sur les argiles du gault et les sables verts. De plus en plus la population se tourne vers l'élevage, le nombre des parcs augmente chaque année. Au contraire l'antique culture de la vigne est complètement abandonnée depuis le milieu du XIX^e siècle ¹. Les vieilles industries : verreries, faïenceries sur la Biesme², l'Aire, la Buanthe, métallurgie à Montblainville, à Cheppy, ont complètement disparu, et l'exploitation des phosphates de chaux, qui avait donné un regain de vie au pays, tombe de même en décadence. Il ne subsiste plus que quelques tourneurs de bois à Malancourt, auxquels viennent s'ajouter des industries naissantes, telles que beurreries, broderies. Aussi les antiques traditions d'émigration temporaire persistent-elles toujours. Chaque été, des essaims de travailleurs, hommes, femmes, enfants, partent des vallées de la Biesme et de l'Aire pour la fenaison et la moisson dans le Barrois, le village d'Aisne, la Champagne; à l'époque des vendanges pour Épernay, Reims, Ay et les environs, laissant déserte une partie des maisons. En hiver les scieurs et les bûcherons de Lachalade, Boureuilles, Montblainville, les charbonniers d'Avocourt vont travailler soit dans les forêts de Brie ou du Der, soit dans les bois voisins. Quelques-uns sont fondeurs et étameurs jusque dans la ban-

1. Le 2 ventôse an II, dans une adresse à la Convention nationale, les officiers municipaux de Varennes écrivaient : « Cette petite commune, composée de 1.304 individus, consultant plutôt son zèle et le salut général que ses forces physiques, s'est exposée à périr en arrêtant le fugitif et coupable Capet..... ».

Peu fortunée, un sol ingrat, un territoire borné à une superficie d'une demi-lieue carrée entrecoupée de coteaux boisés et couverts en grande partie de vignes qui n'ont rien produit depuis cinq ans... », et concluaient en demandant une exemption de réquisition. A. M. registre correspondance.

Actuellement il n'existe plus aucune vigne sur le territoire de la commune ni les communes voisines.

2. Jadis une faïencerie célèbre existait à Lachalade et un grand nombre de faïences révolutionnaires en sont sorties.

lieue de Paris; ces derniers tendent à disparaître. Il est bon d'ajouter depuis quelques années l'émigration, à titre définitif cette fois, des familles nombreuses pour le pays minier de la région de Briey où elles trouvent un travail abondant et rémunérateur ¹.

L'habitat.

Il n'existe plus dans le canton qu'une seule petite ville déchue, Varennes, traversée par la route de Marles à Verdun et par celle de Grandpré à Bar, dont l'insignifiance actuelle contraste avec son rôle historique ². Située sur les deux rives de l'Aire, à l'endroit où la vallée taillée dans la roche calcaire décrit un vaste fer à cheval, la ville, chef-lieu du canton, voit sa population décroître d'une façon continue. Elle ne compte plus aujourd'hui que 1.097 habitants et bientôt moins de 1.000, alors qu'au xv^e siècle ³ elle possédait des fabriques de drap florissantes, des fonderies, des bonneteries, un hôtel des monnaies, et qu'à la veille de la Révolution elle était encore le siège d'un bailliage, d'une maîtrise des eaux et forêts du Clermontois et chef-lieu d'une prévôté ⁴. Dépourvue de voie ferrée, à 10 kilomètres d'Aubréville ⁵ qui lui assure ses communications avec Verdun, Bar et Paris, cette petite ville reste donc à l'écart et serait profondément oubliée sans le grand événement historique survenu dans ses murs : l'arrestation du roi Louis XVI le 21 juin 1791. La ville, disposée en amphithéâtre sur des collines aux pentes rapides, est divisée en deux parties par la rivière d'Aire. La ville basse, quartier vivant, aligne sur la place principale et sur la route de Verdun ses maisons aux grands toits en auvents à faible pente, destinés

1. Chantriot, *op. cit.*, p. 80 et s.

2. Ardouin Dumazet, *Voyages en France*, éd. 1906, 21^e série, p. 326 et s.

3. Un document des archives municipales dit qu'au xv^e siècle, Varennes possédait plus de 2.000 feux.

4. Ardouin Dumazet, *op. cit.*

5. Canton de Clermont (Meuse).

à préserver de l'humidité les murs dont un éclatant badigeon dissimule l'ossature de poutrelles et de torchis. Cette partie est habitée par les cultivateurs et métiers adjacents. Au contraire, la ville haute, morne et silencieuse, est occupée par de petits rentiers et des retraités qui habitent des constructions massives en briques rouges aux encadrements de pierres fauves, aux volets hermétiquement clos, derniers vestiges de son opulence ¹, trop vastes pour la faible population qu'elles abritent.

Peu de maisons retiennent l'attention du voyageur. Seul l'habitant du pays peut s'y intéresser par la parenté qu'il leur trouve avec les châteaux des pays voisins et surtout par leur mode de construction : bois et torchis pour les maisons de peu de valeur, briques et gaize pour les autres avec très souvent le premier étage en torchis. Ce type de maison se voit dans tout le canton avec quelques modifications pour les villages de Malancourt, Esnes et Charpentry où l'emploi de la pierre calcaire domine et où les portes charretières en plein cintre rappellent déjà les villages lorrains. Partout les habitations entassées les unes contre les autres, liées entre elles par leurs toits plats en tuiles rouges, où des guirlandes de haricots sèchent sous les auvents, sont d'aspect monotone, en façade sur la rue et dépourvues de dépendances. Dans les pays argonnien de Lachalade ² où la culture est presque nulle, la maison de torchis et bois existe presque seule, exiguë et basse. Arthur Youg passant dans la vallée de la Biesme ³ écrivait : « Traversé les Islettes (je devrais dire amas de boue et de fumier) avec un

1. Fortifications rasées en 1678.

2. André Theuriet, *Sous bois*, p. 230 : « Sur la Biesme, les maisons de bois perchées sur de hauts talus, à peine éclairées par d'étroites fenêtres ont un aspect vermoulu et misérable, mais pas une n'a la physionomie banale. La plupart font mine de vouloir s'effondrer et prennent des poses abandonnées ou tragiques ».

3. 9 juin 1789, *op. cit.*

aspect nouveau qui semble ainsi que la physionomie des gens, indiquer une terre non française ».

Au contraire, les villages situés vers le pays verdunois sont plus avenants, disent l'aisance, l'intimité d'une vie étroite et laborieuse¹. Goethe en 1792 était frappé de l'aspect de bien-être du pays, cependant peu favorisé de la nature. Le pays essentiellement agricole et herbager possède des maisons plus vastes, souvent construites en pierres, des engrangements importants ; une transformation significative dans l'agencement des constructions correspond au mode de culture.

C'est la fin des pays à l'originalité si prononcée qui dépendaient de ce qu'on appelait jadis : le pays d'Argonne avec Sainte-Menehould pour capitale, Clermont, Vienne-le-Château, Varennes, Grandpré pour villes principales, et s'étendait au nord depuis Beaumont-en-Argonne sur la frontière de la principauté de Sedan dans la vallée de la Meuse, jusqu'à la célèbre abbaye de Montier, près les limites du Barrois, du côté du midi et au levant depuis les confins de la Lorraine jusqu'au village d'Auve au couchant².

Géologie.

C'est au massif forestier de l'Argonne que le canton de Varennes-en-Argonne doit son nom et son économie et les deux villages orientaux de Malancourt et Esnes, eux-mêmes situés dans le bassin de la Meuse, subissent encore son influence. Une partie de leur territoire, leurs bois en particulier, font partie du bassin de la Seine qui trouve ici sa limite avec l'Aire,

1. Il note que deux enfants qu'il interrogeait lui répondaient : chez nous, nous mangeons du bon pain, de la bonne viande, de la bonne soupe, de la bonne bière. Pain blanc, pain noir c'est le véritable shibboleth, le cri de guerre entre les Allemands et les Français.

A Sivry, non loin de la Meuse, il décrit avec charme ce qu'il appelle le caractère homérique et pastoral des maisons rurales en France et conclut : la petite ville (française) peut être ridicule ; les habitants des petites villes allemandes sont grotesques. Goethe, *Campagne de France*, édit. 1898, p. 93 ets.

2. Buirette, *Histoire de Sainte-Menehould*, t. I, édit. 1882.

affluent de l'Aisne. Le sol de l'Argonne est constitué par une roche résistante, la gaize qui présente un facies spécial et un développement exceptionnel. La gaize est un grès calcarifère, argilo-siliceux, désigné dans le pays sous le nom de pierre morte qui surmonte les sables verts et les argiles du gault. Cette roche forme, sous le nom de massif d'Argonne, un long dépôt lenticulaire, orienté du sud-est au nord-ouest, dont l'extension en largeur, entre les vallées de l'Aisne et de l'Aire, varie de 14 à 20 kilomètres, la moitié seulement de cette largeur faisant partie du canton, avec une puissance qui n'est pas inférieure à une centaine de mètres et diminue graduellement du sud au nord. Près de Varennes, au-dessus de Montblainville, l'épaisseur du dépôt atteint 105 mètres, alors qu'elle n'est plus que de 80 mètres environ dans le département des Ardennes et qu'elle disparaît peu à peu, passé la trouée de l'Aire à Grandpré. Cette pierre était jadis fort employée dans les constructions, mais la concurrence des matériaux artificiels l'a fait complètement abandonner.

Le reste du territoire est composé de terrains secondaires, en général argilo-calcaires, parfois siliceux ; sur les parties élevées du territoire, on trouve en dessous de la couche végétale, les argiles du gault, puis les sables verts avec les nodules de phosphates dont l'extraction amena il y a vingt-cinq ans environ un regain d'activité dans tout le pays. En dessous, une nouvelle couche d'argile, puis une couche de carbonate de chaux. On rencontre dans certains pays une sorte de calcaire dur, appelé pierre chaline, dont les blocs, de dimensions très variables, n'ont guère que 0^m,15 d'épaisseur. Ce calcaire, jaune extérieurement et bleu au centre, avec des cavités analogues à celles de la pierre meulière, se 'polit par l'usage et sert au pavage des écuries et trottoirs. Enfin les villages de Malancourt et Esnes, dans la vallée de la Meuse, ont un sous-sol de la période secondaire jurassique inférieur, portlandien inférieur, kimméridien et astartien.

Orographie.

La gaize étant une roche très poreuse, fissurée, s'est laissé raviner profondément par les eaux; c'est à ces phénomènes d'érosion que tout le pays doit les formes tourmentées de son relief. Le massif d'Argonne, qui s'étend sur 40 kilomètres depuis la trouée de Triaucourt au sud-est jusque la trouée de l'Aire à Grandpré au nord-ouest, est sillonné longitudinalement dans sa partie centrale par un synclinal étroit et profond d'une vingtaine de kilomètres de longueur, le Val de Biesme qui forme limite actuellement entre la Meuse et la Marne, comme jadis entre la Lorraine et la Champagne. Là se trouve le village de Lachalade, le plus occidental du canton. Le versant est de cette vallée fait seul partie du département et comprend la forêt domaniale de Lachalade, les bois communaux de Boureuilles, Varennes et Montblainville. Cette vallée, traversée par une seule voie carrossable, n'avait jusqu'en 1784 que peu de relations avec les villes du Barrois et de la Champagne; « pauvres, ignorants, à demi sauvages, les paysans y demeuraient isolés du reste de la province; vivant uniquement de la forêt et ne connaissant d'autre aristocratie que celle des gentilshommes verriers, souvent aussi dépenaillés et illettrés¹ qu'eux-mêmes »².

Tout le plateau est entaillé par des ravins latéraux, taillés à pic, portant les noms significatifs de gorges, gorgia, culées, belle échine, hauts murs, qui s'entre-croisent en tous sens et ont parfois une profondeur de plus de 100 mètres. La forêt domine dans toute cette partie, occupant sur les communes de Lachalade, Boureuilles, Montblainville et Varennes une superficie de près de 4.000 hectares sur un territoire total de 6.400.

1. Archives de M. de Lachalade. Bureau de bienfaisance pour les pauvres gentilshommes verriers.

2. André Theuriet, *La Chanoinesse*.

Sur la rive droite de l'Aire, le relief, tout en restant à une altitude assez haute¹, n'a plus un aspect aussi bouleversé, la forêt diminue et n'est plus que dans la proportion de 1.717 hectares pour un territoire global de 8.268 hectares. Mais le relief se rattache encore en grande partie au massif de l'Argonne, car, par un phénomène d'érosion, la dénudation des dépôts crétacés ayant été particulièrement intense, il ne reste plus de l'extension primitive du massif vers l'est que quelques roches de gaize isolées, tels Vauquois et plus à l'est Mont-faucon. Cette particularité explique pourquoi la dénomination de l'Argonne a été conservée à des villages, bois ou hauteurs assez éloignés du massif si nettement délimité par la vallée de l'Aire, mais qui présentent avec l'Argonne certaines analogies, résultant de la nature du sol, de sa configuration ou plus simplement de l'extension du domaine forestier. Telle par exemple la ville de Beaumont-en-Argonne, sur la Meuse en aval de Dun, dont la Charte, accordée en 1182 par Guillaume aux Blanches mains, devait avoir une si heureuse fortune dans cette région.

Hydrographie.

Dans tout le canton, mais surtout dans l'Argonne, les plateaux sont remarquablement secs, alors que sur les pentes et les flancs des coteaux de nombreuses petites sources d'un débit plutôt maigre jaillissent sur la ligne d'affleurement des argiles du gault, fertilisant de grasses pâtures ou de magnifiques futaies. La prédominance des sols argileux imperméables se traduit dans l'économie générale de la contrée par la multiplicité des petits cours d'eau et des sources et par la faible profondeur à laquelle on rencontre la nappe d'eau sous le manteau d'alluvions qui la recouvre². Le prin-

1. Vauquois, 282 m.

Esnes, Moulin à vent, 300 m.

2. Près de Varennes, on rencontre des phénomènes hydrologiques acciden-

cipal cours d'eau est l'Aire¹ affluent de l'Aisne. Malheureusement les sinuosités de son cours, son régime torrentiel causé par ses nombreux petits affluents rendent cette rivière absolument impropre à la navigation. La Biesme², seul cours d'eau important avec l'Aire, était autrefois employée au flottage des bois pour les verreries de sa vallée. Mais ces cours d'eau et les petits ruisseaux, leurs tributaires, coulant sur un terrain imperméable infracrétacé, sont trop sujets aux crues, et les travaux entrepris à différentes époques, tant pour ces rivières que pour l'Aisne, tendant à en régulariser le cours, n'ont jamais donné que des résultats négatifs.

Cependant, seules des voies navigables pourraient aider ce pays à sortir de sa torpeur; tous ses produits naturels sont de nature trop pondérable et d'une valeur souvent bien minime pour rémunérer un transport coûteux. Déjà au xvii^e siècle, ces projets étaient à l'étude. Boulainvilliers dans son *État de France* (I, p. 174) donne un extrait du mémoire adressé par M. Turgot, intendant en 1698, où il est fait mention : « D'un canal pour joindre la Meuse avec la Moselle... et par le même dessein de faire un autre canal de la Meuse à la rivière d'Aisne qui se jette dans l'Oise en se servant de la petite rivière d'Aire qui tombe dans l'Aisne et d'un autre ruisseau qui entre dans la Meuse au-dessus de Champigny »; mais ces projets n'ont pas eu d'exécution.

De même, il cite (p. 192) le mémoire de M. Larcher, inten-

tels, bettoirs et mardelles, ainsi que des cours d'eau souterrains, de même sous les bois communaux de Véry.

1. L'Aire coule sur une longueur de 131 kilomètres dont 25 seulement dans les Ardennes, le reste dans la Meuse, arrose 13 communes dont 4 dans le canton, sert de limite à l'Argonne à l'est et au nord et se jette dans l'Aisne au-dessous de Grandpré.

2. Au xviii^e siècle, les moines de Beaulieu contribuèrent de leurs deniers aux travaux entrepris sous la direction de l'Intendant de Champagne pour rendre flottable la Biesme. G. Boulainvilliers, *État de la France*, t. I, éd. 1727, p. 174 et s.

dant pour la généralité de la Champagne qui écrivait : « La rivière d'Aisne a deux sources, l'une à Baulieu, l'autre à Clermont-en-Argonne, sur les frontières du Barrois; elles se réunissent à Mouron. Elle ne *commence* à porter bateau qu'à partir de Château-Porcien, mais on avait formé le dessein après cette dernière Paix de lui faire porter bateau dès au-dessus de Sainte-Menehould. M. le Maréchal de Créquy l'avait proposé au conseil du Roy, les ordres avaient été envoyés à l'Intendant d'en faire dresser les plans et les devis et d'entendre les riverains sur les oppositions qu'ils auraient voulu y former, mais la guerre a fait cesser les projets. Le dessein s'étendait même plus loin, puisque M. de Louvois avait fait dresser les plans d'une jonction de la rivière de Meuse à l'Aisne, par le moyen de certains ruisseaux et il prétendait, outre l'utilité et la commodité du commerce, que le Roy en devait tirer un avantage considérable pour le transport des munitions dans les places de la Meuse. Cela s'est évanoui après sa mort »¹.

Climat.

Ces projets ne peuvent guère tenter des spéculateurs, car ils sont hérissés de difficultés particulièrement à cause du régime torrentiel de ces rivières augmenté encore par la fréquence et l'abondance des précipitations atmosphériques, dues aux hautes cimes boisées de l'Argonne. Le pays subit encore malgré la grande distance qui l'en sépare, l'influence de l'Atlantique, mais il doit à ses forêts de recevoir une plus grande quantité de pluies que le reste du bassin parisien. La nature même du sol en est le principal facteur : l'air étant normalement plus humide au-dessus d'un terrain imperméable et boisé qu'au-dessus d'un sol très perméable et dénudé. Les précipi-

1. Boulainvilliers, *op. cit.*, t. III, p. 390.

tations atteignent leur maximum le long des crêtes orientales de l'Argonne les plus élevées de part et d'autre de la vallée de l'Aire (900^m/m environ). L'été et surtout l'automne sont, dans le canton comme dans l'Argonne, les saisons les plus pluvieuses, le minimum étant atteint en avril et le maximum en juillet et octobre (160 jours de pluie au lieu de 137 en Champagne). Les jours au temps brumeux et sans lumière y sont fréquents. Et ce qui frappe les personnes étrangères à la région est la rareté des belles journées au ciel clair. Les jolis effets de lumière, si fréquents dans l'Ile de France, y sont exceptionnels, et tout le pays se traduit plutôt par silhouettes que par nuances. Et ceci, ajouté à une température plus rude, qui rappelle déjà le climat vosgien avec ses brusques variations, la fréquence des orages, des chutes de neige et des gelées, ses printemps tardifs¹, ses brouillards épais et froids dès la fin de l'été, au-dessus des ravins et des vallées, au sous-sol argileux, en font un pays assez sombre et sévère expliquant assez bien le caractère renfermé et défiant des habitants qui se virent de tout temps envahis, opprimés ou pillés par de trop puissants ou turbulents voisins.

Là surtout, le paysan est froid, réservé, parlant par parabole ; luttant avec énergie, mais résigné devant l'irréparable. Rien de plus typique à ce point de vue que la réponse d'habitants de la région que l'on menaçait de prison, s'ils se refusaient à l'exécution d'un arrêt du Parlement : « Ils n'y savoient que faire, dirent-ils et ne pouvoient faillir d'avoir du mal et estre

1. Digot, t. I, p. 23. — Volcyr. de Sérerville écrivait au xvi^e siècle sur le climat de la Lorraine : « Mais dès lors que l'apparence de tous les biens se monstre au plus beau quartier du printemps, ung vent collatéral se eslien entre bize et zéphire qui par gras de « roys ameine pluies » neiges et grésilz et puis soudainement s'en retourne donnant lieu au dit bize froit et sec, qui par sa grande impétuosité et véhémence non sans plains et pleurs du povre peuple, souventes fois nos vignes, bleds, tremas, fleurs et fruitz congèle et destruits ». V. Le quinternier du Parc d'Honneur. Cf. Durival, *Notice de la Lorraine*, t. I, p. 286.

prisonnier, fust d'une sorte ou d'autre, parce que leurs seigneurs leurs avaient di et que s'ils laissaient (le sergent) exécuter de par le roy, ils les feroient emprisonner »¹. Et lorsque Louis XVI, le matin du 22 juin 1791, refusait de repartir pour Paris, cherchant à gagner du temps, un vieux paysan lui répondit en patois : « Sire, je ne m'y fiâmes », caractérisant la mentalité d'un pays où jamais on ne dit oui ni non.

1. Stein et Legrand, *La Frontière d'Argonne*, année 1561, p. 72.

DEUXIÈME PARTIE

FORMATION COUTUMIÈRE DES BIENS COMMUNAUX DES ORIGINES AU XIII^e SIÈCLE

CHAPITRE I

PÉRIODE GALLO-ROMAINE

L'origine des biens communaux est une question pleine de difficultés sur laquelle la lumière n'a pas encore été faite malgré de nombreuses polémiques dont la plus célèbre fut celle entre MM. Glasson et Fustel de Coulanges. L'origine des communautés qui les possèdent est de même assez obscure.

Pour les uns¹ (Glasson, Dorest, de Laveleye), ces biens auraient leur origine dans la propriété collective des habitants, dans sa répartition primitive à l'époque pastorale, la commune, être moral, n'étant née que comme conséquence de la jouissance indivise de propriétés communes². « Du jour où la commune fut propriétaire, écrit Babeau³, elle

1. M. Glasson cite une charte de 1257 qui reconnaît aux habitants de Pontarlier la propriété de communaux et qui n'entend pas par là consacrer un nouvel état de choses, mais plutôt rappeler l'ancien.

2. De Martignac, Sée.

3. Babeau, *Le Village sous l'ancien régime*.

eut une existence réelle et légale au milieu de la hiérarchie féodale qui reposait sur la possession du sol ».

Les autres, au contraire, Fustel de Coulanges, Dumoulin, Loyseau, les légistes de Louis XIV, d'Aguesseau, Henrion de Pensey. La Poix de Fréminville la font dériver de concessions seigneuriales : « Nulle terre sans seigneur » était la maxime à laquelle aboutissaient ces auteurs. Maxime dont la signification avait d'abord été d'affirmer le droit de juridiction des seigneurs, puis dont on fit dériver quantité d'autres prérogatives, pour en faire enfin le fondement du droit de triage.

Entre ces deux thèses absolues, il s'en établit une troisième¹ : que les villages créés à partir du XI^e siècle n'ont joui de communaux que par concession seigneuriale, faite dans le but d'attirer les habitants ; que parfois de simples droits d'usage ont été ainsi transformés en pleine propriété². En sens contraire, il est également certain que des biens communs « *communia* » existaient à l'époque Franque, car les lois, les capitulaires, les formules mentionnent à chaque instant l'existence de pâturages, forêts, terres vaines et vagues communs aux groupes d'habitants.

Enfin M. Aucoc³ en trouve l'origine dans les associations que formaient entre eux pour exploiter les terres, les serfs et parfois les hommes libres, les communautés d'hommes de poeste du Moyen âge, constituées soit sous l'influence chrétienne⁴, soit sous une influence plus ancienne, comme les colongères d'Alsace, d'origine germanique et qui existaient également en Champagne⁵ : « Ces communautés, dit Guy Coquille,

1. P. Japiot, *Des Biens communaux sous la période révolutionnaire*, thèse, Nancy.

2. Soit par la loi de Beaumont, soit par le cantonnement.

3. Aucoc, *Des Sections de communes, des communaux qui leur appartiennent*, Paris, 1864, p. 48.

4. Eug. Bonnemère, *Histoire des paysans*.

5. L'opinion de M. Aucoc est que les communes n'ont pas une origine unique.

sont de vraies familles qui font corps et université et s'entre-tiennent par subrogation de personnes qui y naissent ou y sont appelées d'ailleurs ». M. Aucoc pense que lorsque après avoir duré plusieurs siècles, ces associations se sont dissoutes et que les associés se sont transformés en voisins, habitant le même village, l'usage commun des pâturages a pu se maintenir pour les habitants sans que l'on recherchât quels étaient ceux dont les auteurs avaient primitivement fait partie de la communauté.

Il ne nous appartient pas de prendre parti dans cette querelle. Notre but n'est ici que d'étudier les documents que nous avons pu recueillir, principalement dans les archives municipales¹; par leur aide, faire l'histoire des biens communaux du canton, des droits d'usage et de pâture, qui ont pu appartenir aux habitants, et dire quelques mots de leur rôle économique et social dans les temps présents.

L'histoire nationale, si obscure pendant les premiers siècles de notre ère, est encore plus indécise pour les temps qui précèdent l'arrivée des Romains.

A l'origine, « chez les nations primitives dont la population, peu dense et plus nomade que fixe, trouve dans les bois ce qui est nécessaire à ses besoins premiers : l'abri, le fruit sauvage, le gibier, on ne conçoit pas que la forêt puisse ne pas être à tous. Comment lui assigner des limites puisqu'elle s'étend plus loin que l'homme ne peut régulièrement pénétrer et comment en détacher des parcelles puisque l'aménagement et la culture forestière sont également ignorés.

» La forêt était donc hors du commerce, comme l'air que l'homme respire, comme l'eau où chacun peut puiser, comme le temple où il adore ses dieux »².

C'est sur cette forêt que le sol fertile de la France a été

1. Les archives départementales ne peuvent être consultées actuellement par suite de reconstruction des bâtiments.

2. Flasch, *Les Origines de l'ancienne France*, t. II, p. 140.

conquis presque tout entier, ainsi que l'emplacement de beaucoup de nos villes et de la plupart de nos villages. Son extension était considérable dans notre région, et l'antique forêt d'Argonne (*Saltus Arguennæ*) prolongeait jusqu'aux massifs de l'Ardenne¹ la ceinture forestière de la Champagne humide, formant entre les plaines champenoises et les plateaux lorrains, une zone frontière où confinaient les évêchés de Châlons, de Reims, de Verdun et de Toul. Les premiers défrichements, ébauchés pendant les trois siècles de prospérité qui suivirent la conquête romaine, ne furent vraiment effectifs que par la colonisation monastique de la fin du vi^e siècle. Au xii^e siècle la forêt couvrait encore tout le pays, et telle en était la puissance, que tous les défrichements successifs ne purent en entamer sensiblement la masse². L'État aujourd'hui, au lieu et place des moines, tire encore, des 6.000 hectares qu'il possède dans l'Argonne, des revenus considérables³.

Au moment de la conquête romaine, les peuplades autochtones vivaient⁴ d'une vie pastorale, conservant les mœurs guerrières des chasseurs primitifs et se préparant à aborder, sous la contrainte de la nécessité, un régime agricole.

La population peu dense se groupe aux points d'eaux ou aux lieux plus faciles à défendre, sans doute là où devaient s'élever les villages des époques postérieures, puisque près de chacun d'eux furent découvertes des stations préhistoriques. Les habitudes ne s'étaient sans doute pas assez multipliées pour devoir demander leur nourriture au rude travail qu'exigent le labourage et la moisson. Tout au plus, la population pratiquait-elle une culture extensive dont les paysans de l'Ardenne

1. D'après César, la forêt d'Ardenne s'étendait depuis le Rhin jusqu'au territoire de Reims.

2. Arch. Varennes. Le plateau dit le Chênois, fut défriché au xv^e siècle; A. Bonneval, Arch. Chantilly, 1763.

3. Par cela même les biens communaux du canton se composèrent pour la plus grande partie de forêts.

4. De Laveleye, *La Propriété primitive*, p. 59 et 80.

belge et des environs de Rocroy ont conservé l'usage ; par le procédé de l'essartage ou écobuage, une partie de la bruyère est partagée entre les habitants, brûlée sur place ; le sol mis en culture, et une récolte de seigle ainsi obtenue. La partie exploitée est alors abandonnée à la végétation et à la pâture commune pour une nouvelle période de dix-huit ou vingt ans.

Tant que l'étendue ne manque pas, il est inutile d'accumuler beaucoup de travail et de capital sur un petit espace. La densité de la population seule rend la culture intensive nécessaire et profitable. Or M. de Laveleye calcule qu'un village de 200 habitants, pratiquant à la manière des Germains une culture extensive, vivant en outre de l'élevage et de la chasse, devait avoir à sa disposition un territoire de 6.000 hectares environ dont 4.000 hectares de culture rotative, 1.000 hectares de pâturages et 1.000 hectares de forêts.

Avec cette densité de 3 à 4 habitants au kilomètre carré, le canton aurait pu nourrir une population de 450 à 600 habitants, ce qui semble assez normal. La population supposée de France est d'environ 6.700.000 habitants au temps de César, et la forêt occupe ici la plus grande partie du territoire.

Aussi de ces premiers habitants, comme des Germains, leurs voisins, peut-on dire qu'ils s'appliquent fort peu à l'agriculture. « *Agriculturæ minime student* », écrit d'eux César qui dit également que les Belges, de même race que les peuplades de nos pays, ne semblent pas s'être beaucoup adonnés à l'agriculture. Quoique sédentaires et délaissant déjà la vie pastorale, l'éducation des bestiaux reste leur principale occupation : d'immenses troupeaux de bœufs, de moutons, de porcs parcourent leurs forêts. Ils aiment surtout les chevaux, en possèdent d'excellente race et les entretiennent avec le plus grand soin¹.

Ils ne cultivent jamais deux années de suite la même terre. Tacite, un siècle plus tard, ajoute : « Les Germains ne luttent

1. César, *De Bello Gall.*, p. 3, t. V.

point par le travail avec la fertilité et l'étendue du sol ». La chasse et l'élevage restent toujours leur mode principal de subsistance, la culture l'appoint secondaire. Avec un tel mode, le partage annuel des terres est chose naturelle et presque nécessaire. Plus chasseurs et pasteurs qu'agriculteurs, ils doivent avoir une forêt et des pâturages communs. Tout le territoire est la propriété indivise du clan; la jouissance collective s'étend même à peu près sur le tout, alors que la part héréditaire ne s'applique qu'à la maison et à l'enclos attenant, appelé : *terra salica*, comme encore actuellement à Java et en Russie¹.

Les villages semblent alors assez nombreux en Gaule. Ils subsistent après la conquête romaine. Les inscriptions et les itinéraires en attestent l'existence². « Rome, écrit Roussel, avait coutume de conserver aux peuples conquis leur individualité, leur organisation propre et leurs divisions territoriales ». L'occupation commencée par César³, poursuivie par les empereurs, complète seulement du temps de Vespasien, n'impose pas à la Gaule de véritables changements⁴.

Plus complète dans les plaines, elle se limite dans les montagnes et les massifs forestiers à percer de grandes voies militaires⁵ qui assurent leurs communications avec le Rhin.

1. De Laveleye, *La Propriété primitive*.

2. Roussel, *Histoire ecclésiastique et civile de Verdun*, éd. t. I, p. 3, note.

3. Verdun pris vers 57, av. J.-C. Texte de Vasseburg, cp. Roussel, *op. cit.*

4. A part quelques exceptions, ajoute-t-il, les diverses peuplades de la Gaule conservent à titre de divisions administratives de l'Empire, leurs délimitations primitives avec leurs noms propres, comme un double souvenir et témoignage de leur autonomie avant la domination romaine.

Bergier disait également en parlant de Reims : « Le peuple de Reims est un de ceux que Pline met entre les considérez : c'est-à-dire entre les peuples libres de leur propre et naturelle liberté, qui sont ceux des Citez que Suetone appelle *socias et bene meritas* : auxquelles J. César et Auguste permirent de se servir ainsi que de coutume de leurs lois et magistrats ». — Bergier, *Les Grands chemins de l'Empire*, t. II, p. 61, édit. 1736.

5. Le pays était protégé par un camp romain établi à l'ouest du village.

Les Romains ne colonisent pas davantage et le pays demeure sans changements notables tel que l'avaient laissé les Gaulois. La majeure partie de la forêt semble appartenir au fisc, comme toutes les terres vacantes et les parcelles moins importantes à proximité des habitations sont englobées soit dans les rares villas voisines, soit plutôt dans les *vici* déjà existants.

Les villages semblent prédominer ici. Les plus obscurs sont les plus nombreux ¹; comme l'humble travailleur qui l'habite,

de Montblainville sur la voie romaine de la Haute Chevauchée, allant par les crêtes de Grandpré à Lochères, se prolongeant de là par d'autres voies jusqu'à Beaulieu, point extrême de l'Argonne vers le sud.

Ce camp dont la substructure subsiste encore est dénommé « le Château de Charlemagne », car l'influence du grand empereur d'Occident fut très forte dans le pays. D'autres camps gallo-romains existaient à Véry, Avocourt, Esnes. Près de Vauquoy, il semble qu'il exista corrélativement un camp et une fabrique de poteries, non loin du chemin romain dit des Feronis qui conduisait de Montfaucon à Lochères et y joignait en cet endroit la voie de Reims à Metz par Verdun. Près de Varennes, outre un hypocauste et un cimetière découverts entre la forêt et le pays, une ferme champêtre, les Escomportes semble être construite sur l'emplacement d'une villa fort importante au pied même du camp du Plateau de Charlemagne.

« Les voies romaines étaient nombreuses, c'est par elles surtout que se manifeste la domination romaine ». Bergier écrivait également : « Mais s'il y a une ville en toute la Gaule de deçà les Alpes, en laquelle il se fasse déjà d'abord de toutes parts de grand nombre de chemins militaires, c'est la ville de Reims que l'itinéraire et la carte de Peutinger appellent « Durocor-torum » des voies encore existantes étaient les seules accessibles au Moyen âge pour les communications entre la Champagne et l'Empire. L'itinéraire d'Ethicus et les Tables de Peutinger citaient entre autres, les voies de Reims à Metz et les pays qu'elles traversaient, tel Vienne-la-Ville (Auxenna). Cette voie franchissait les crêtes de l'Argonne, près de Lachalade et coupait le chemin de la Haute Chevauchée qui, par les hauteurs de l'Argonne joignait Lochères et Grandpré. L'itinéraire d'Antonin cite sur le chemin de Reims à Metz : la *civitas Verodunensium* dont relevait le pays jusqu'à la Biesme. Dès cette époque ce cours d'eau servait déjà de frontière. Le canton faisait partie de la première Belgique avec Trèves pour capitale, alors que les pays de la rive gauche dépendaient de la seconde Belgique et de la *Civitas Remorum* ».

1. Flasch, *op. cit.*, t. II, p. 32.

Le village est un acteur anonyme de l'histoire. Il est même possible que la domination de Rome en augmente le nombre. Près des pays du canton : Vauquois, Véry, Boureuilles, Avocourt, Esnes, Montblainville, Varennes, les fouilles du xix^e siècle attestent l'existence de camps, d'hypocaustes, de fabriques de poteries. La sécurité assurée par la proximité des camps, peut favoriser la colonisation. S'il ne la provoque, le Romain ne lui est pas hostile. Elle assure sa domination, peuple les contrées insuffisamment habitées au nombre desquelles se trouve l'Argonne. Par là le pouvoir impérial s'assure à la fois un avantage économique et fiscal, en substituant le mode de culture au mode pastoral, et en rendant le village solidaire de l'impôt. Mais cette colonisation, si toutefois elle existe, ne semble pas avoir d'influence sur les biens laissés jusqu'alors à la jouissance du clan.

Aux gens sans ressources qu'ils appellent, les Romains distribuent bien quelques parcelles de terre en pleine propriété, mais réservent à la jouissance commune une partie de l'*ager publicus*, proportionnée à la population encore pastorale. Ces biens¹ sont inaliénables et imprescriptibles, leur propriété n'appartient pas aux individus, elle est réservée, attachée aux fonds; elle appartient à la colonie considérée comme être politique ou de fiction; enfin la communauté vivante n'est réellement qu'usagère des biens appartenant à la communauté fictive. Mais il ne dut subsister des coutumes et de la propriété des tribus, que ce que la tolérance des vainqueurs permit d'en conserver. Il semble que chacun des petits peuples fixés dans le pays demeure ce qu'il était avant la conquête, sous le nom de *civitas*. Mais le sort réservé à chacune de ces citées fut différent, suivant le rôle que les peuples qui la composent ont joué lors de la conquête.

1. Cf. Latruffe-Montmélian, *Des Droits des communes sur les biens communaux*, Paris, 1825, p. 3.

Digot¹ écrit que les Treviri, les Leuci, qui habitent la Lorraine reçoivent le titre et les privilèges de peuple libre ; qu'il est croyable que les Mediomatrici, dont le territoire bordait le pays des Catalauni et des Remi, et dont la frontière était voisine de Dun, Varennes, La Chalade, Beaulieu, Belval, furent traités avec autant de bienveillance ?

A mesure que s'étend la domination de Rome le nombre des biens laissés à la jouissance commune s'accroît².

Le village, loin d'être une forme exceptionnelle du groupement rural, se multiplie à l'excès, et le Bas-Empire resserre dans un but fiscal le lien corporatif au point d'en faire un lien servile. Les corporations agricoles, les municipales sont même pourvus un peu partout de ces domaines sous des noms différents³, en Gaule comme dans les autres provinces de l'Empire. Par une série de dispositions générales, les empereurs permettent aux municipalités de recevoir des legs d'abord, puis toutes sortes de choses entre vifs ou à cause de mort⁴.

Bien des propriétaires voient là le moyen d'exonérer une partie de leurs biens, des lourds impôts qui les grèvent, comme ils s'exonèrent eux-mêmes des lourdes charges des villes, en émigrant dans les campagnes, malgré les empereurs⁵. Les donations abondent. Et quand la petite propriété est absorbée par les *latifundia*, quand se manifeste un recul de la culture à la vie pastorale, quand la classe des

1. Digot, *Hist. de Lorraine*, t. I, p. 44. Cependant Pline (IV-31) ne joint pas l'épithète de « liberi au nom des Mediomatrici ». A l'encontre de Roussel, Digot pense que les Verodunenenses ne paraissent qu'à partir du III^e siècle.

2. Tissier, *La Valeur sociale des biens communaux en France*, thèse Paris, 1906.

3. Frontin les appelle *Communia* et *Aggenus Urbicus* ; son commentateur nous apprend qu'on les nommait *communalia* en Etrurie. Cité par Tissier, p. 17.

4. Flasch, *op. cit.*, 35, t. II.

5. Flasch, *op. cit.*, 37 à 39. Les *vici* sont des personnes morales, etc., ayant une organisation municipale.

agriculteurs disparaît presque entièrement, la fiscalité écrasante du Bas-Empire fait de la propriété une charge dont on cherche à s'exonérer par l'abandon. C'est un exode presque général. Les empereurs, après avoir tenté en vain de retenir les propriétaires de biens ruraux dans les villes, s'efforcent plus tard de river à une même chaîne les habitants des villages. Ce n'est pas seulement en un corps politique qu'ils veulent les réunir, c'est en *consortium*, en société à la fois politique et civile¹, une communauté dans toute la force du terme qu'ils veulent créer. De même que le colon a été attaché à la terre et assujetti par là indéfiniment au propriétaire foncier, de même, les divers détenteurs du sol sont enchaînés les uns aux autres et par là assujettis, asservis à la corporation villageoise dont ils font partie. Ils sont *adscripti vici*, comme le colon est *adscriptus solo*. « Tous sont solidaires de l'impôt au regard du fisc »². Nulle terre sans impôt, par conséquent nulle terre sans seigneur et maître contre lequel ce fisc peut agir. Telle est la politique romaine. Les terres *hermes* et vacantes sont attribuées aux propriétaires voisins, la plus grande part en revient aux municipalités; les biens communs, à défaut de titres, sont réputés leur appartenir³. Les forêts qui ont pu être englobées dans les grands domaines, retournent peu à peu à l'État qui, sans doute n'en tire pas grand profit⁴.

1. Digot, *op. cit.*, p. 55, t. I. Les villes avaient des revenus particuliers. Elles possédaient des biens ruraux et des esclaves.

Histoire de Metz, par Dom Tabouillot.

2. Cette solidarité n'a été abolie que par une constitution de Zénon qui ne fut pas introduite en Gaule; Flasch, *op. cit.*, t. II.

3. G. Rivière.

4. La ville de Metz semble avoir possédé quelques propriétés forestières.

Nous manquons de détails sur l'administration forestière romaine; il existait certainement, dit M. Guyot, des magistrats et des officiers chargés de la gestion des *saltus publicis* et de la surveillance générale, mais ce service

Il est même probable que les *pagi*, *loci* ou *vici* de l'Argonne eurent une large part dans ces attributions, le caractère forestier du pays amenant l'annexion de la plus grande partie du territoire à l'*ager publicus*. En tout cas, certains villages anciens : Varennes, Montblainville, Vauquois, Véry surtout, près desquels existaient des camps ou postes romains, possédaient des Biens communaux bien avant la loi de Beaumont, puisque, ainsi qu'on le verra plus loin, les Chartes du ^{xiii}^e siècle en en parlant, semblent reconnaître un état de fait antérieur, le consacrer mais non le créer¹.

devait être dirigé, moins en vue d'utiliser les produits alors sans valeur, que de favoriser ce pâturage et empêcher la dévastation du sol.

Guyot, *Les Forêts lorraines*. M. A. L., 1884, p. 260.

1. Montblainville, *Charte de 1294*. Véry-Cheppy, *Charte de 1464*.

Affranchissement à la Loi de Beaumont pour Varennes et Véry en 1243, pour Vauquoy en 1255. Véry est un des villages du canton qui semble être le plus ancien, et jusqu'au ^{xvii}^e siècle le mieux doté de biens communaux. On y découvre des silex taillés néolithiques et des indices jusqu'alors encore un peu incertains, font penser que là aurait pu vivre l'homme préhistorique.

CHAPITRE II

LES BARBARES (406-751)

A dater du iv^e siècle, la prospérité décline dans la Gaule romaine et la population décroît. Sous l'influence des guerres fréquentes et de l'augmentation des impôts, les propriétaires abandonnent leurs biens qui vont grossir les immenses domaines du fisc impérial. Une grande partie de la législation de l'époque est consacrée à mettre en valeur ces terres et à les peupler de gré ou de force. Dans ce but des peuplades germaniques sont peu à peu transplantées au milieu de l'ancienne race gallo-romaine et c'est ainsi que se prépare lentement et insensiblement, l'installation complète des Francs sur notre sol¹. Commencée en Gaule dès les premiers siècles de la domination Romaine, l'infiltration des barbares germaniques, de même race que les Celtes et les Belges se transforme à partir du iv^e siècle en véritable invasion². Les Francs leur succèdent et sont rapidement maîtres du pays. En 495, Troyes obéissait déjà à Clovis³ et Grégoire de Tours atteste l'occupation de Reims dès 456.

Quels changements ces conquêtes et ces établissements apportent-ils aux institutions existantes? Les villages disparaissent-ils? leurs habitants sont-ils réduits en esclavage,

1. Guyot, *op. cit.*, p. 260.

2. La présence et le séjour prolongé de plusieurs groupes de colons d'origine germanique sur le sol de la région sont révélés par la toponymie locales.

3. Longnon, *La Gaule au vi^e siècle*, p. 75.

En 511 à la mort de Clovis le pays fait partie de l'Austrasie.

dépouillés de leurs terres propres ou communes, ou vivent-ils avec les barbares ? La condition des personnes influa directement sur l'état des terres et, comme la culture agricole a alors avec la forêt des relations intimes, il en résulte pour la propriété forestière des conséquences importantes¹.

Le village ne semble pas disparaître sous l'influence des invasions, mais exister parallèlement à quelques « villæ » de création récente. La concentration de la population s'annonce déjà, et prendra sa plus grande extension à la suite des invasions, des guerres seigneuriales et de la guerre de Cent ans². La prédominance de la forêt détourne les barbares de ce pays ; les riches vallées de la Meuse, de la Moselle et de l'Aisne les attirent de préférence. En dehors d'une minorité sacrifiée et réduite en esclavage, la masse des Gallo-Romains conserve sa liberté et même en principe obtient l'égalité des droits avec les conquérants. Les lois sont personnelles³ : au Romain, la loi romaine ; au Franc, la loi franque⁴.

Les petits propriétaires ruraux subsistent, comme jadis les *possessores* à l'époque gallo-romaine. Leur existence nous est révélée par les « Charges publiques » ; le manse⁵ devient sous

1. Guyot, *op. cit.*, p. 262.

2. La Fronde et la guerre de Trente ans termineront définitivement ce mouvement.

3. Évêque de Reims, saint Remi fait son testament (du reste apocryphe) suivant le droit prétorien.

« Ego Remigius, episcopus civitatis Remorum, sacerdotii compos, testamentum meum condici juri prætorio ».

Flodoard, *Histoire de l'Église de Reims*, édition 1854, t. I, p. 109.

4. La fiscalité écrasante du Bas-Empire avait du reste fait détester le régime romain et fait désertier la terre. Les bénédictins auteurs de l'histoire de Metz écrivaient : « Ce fut autant et plus le choix des habitants des Gaules que la terreur des armes qui les soumit aux Francs ».

Roussel, *op. cit.*, t. I, p. 56 ; Megeray cité par Roussel écrivait également : « Les peuples se donnaient aux Français plutôt de leur gré que par force pour se délivrer des horribles tailles et des cruelles concessions des magistrats romains ».

5. Ch. Guyot, *op. cit.*, p. 264.

Charlemagne la base du service militaire. Mais bientôt, rappelant ce qui s'était passé sous le Bas-Empire, l'impôt anéantira pour une large part cette petite propriété dont il certifie l'existence¹. Il est cependant certain que la conquête franque amena la dépossession partielle de quelques propriétaires gallo-romains. La terre est alors la seule richesse et incontestablement les Barbares veulent en obtenir. Toujours ils en demandaient à l'autorité romaine, lorsqu'ils se pressaient aux frontières avant d'entrer en maîtres². Cette spoliation dut être fort diverse suivant les contrées. Là où le sol est défriché³ dans les riches vallées, dans les plaines, les rois et les chefs se réservent la meilleure partie des territoires envahis, partagent les autres au sort entre leurs soldats ; pour cela on les nommait « sortes ». Chacun reçoit un lot sur lequel il vit avec sa famille, où il édifie sa demeure, qui reste sa propriété particulière, ainsi que l'enclos y attenant. Les lois Burgondes nous montrent les chefs distribuer à leurs guerriers des terres et des esclaves et ceux-ci « s'installer comme garnisaires permanents dans les villages habités par les tenanciers et les *possessores* gallo-romains, puis entrer en partage avec eux », obtenir par exemple dans la Bourgondie les deux tiers des terres, le tiers des esclaves, la moitié de la maison, la moitié des essorts, la jouissance indivise des pâturages et des forêts⁴. Parallèlement, les principaux chefs s'emparent des villæ qui comportent parfois plusieurs villages, dont quelques-uns, composés de tenanciers libres et ayant des terres, pâturages et forêts, soumis à un usage com-

1. Flasch, *op. cit.*, t. II.

2. Esmein, *Histoire du droit*, édit. 1908, p. 47 et 59. Les *Lœti* existaient depuis longtemps.

3. Le défrichement de la vallée de la Meuse commence au v^e siècle (Roussel, t. I).

4. « *Silvarum, montium et pascui jus, ut unicuique pro rata possessionis subpetit, esse commune* ». Lois Burgondes, t. I, p. 17. Cf. Flasch, *op. cit.*, t. II, p. 56.

mün. De ces villæ, les unes sont abandonnées, les autres en exploitation. Les chefs les font valoir avec l'aide de Gallo-Romains, hommes libres ou anciens esclaves qui s'élèvent jusqu'au servage, habiles à la culture et à l'économie rurale : ils en créent ou en laissent créer de nouvelles. La dépossession est donc moins complète qu'on eût pu le croire, même dans les pays fertiles et en plein rapport.

Elle l'est encore moins dans les pays forestiers. L'immigration germanique se fait surtout aux dépens des bois vacants et des possessions fiscales. Les envahisseurs se partagent entre eux, en lots plus ou moins égaux suivant leur grade dans l'armée, les massifs forestiers, non encore appropriés qui devaient servir de frontière jusqu'au Moyen âge. Dans ces marches, les rois semblent avoir pleine liberté car le plus souvent ils y succèdent au fisc romain. Dans le Nord, l'Est, le Nord-Est de la France en particulier, l'établissement des Germains est le plus intense. Le pays y est peu peuplé, les villages isolés les uns des autres : l'Ardenne, l'Argonne sont percées de voies romaines, mais non défrichées¹. Les clans peuvent rester unis sur des territoires déserts, y fonder des villages². « Le plus souvent des frontières naturelles bornent ces régions dont ils prennent possession durable : c'étaient souvent celles-là mêmes qui, du temps des Romains servaient à circonscrire les *pagi* ou les *vici*. Au sein de ce district, d'autres plus petits, ayant de même leurs limites précises, correspondaient aux subdivisions du clan, aux *cognitiones* plus ou moins étendus. Les territoires, petits ou grands, s'appelèrent marches, par extension du nom de la frontière et il y eut de la sorte la marche

1. Le défrichement de la vallée de l'Aire remonterait seulement au commencement du VII^e siècle. Il serait l'œuvre des moines de Mont-faucon (fondé en 597) et de Beaulieu (642). La vallée de la Biesme ne sera défrichée que six siècles plus tard en grande partie par les moines de Lachalade.

2. Flasch, *op. cit.*, t. II, p. 57, *op. cit.*, Cf. mot *Fara*.

du *pagus*, de la *centaine*¹, du *vicus*, de la ville. Plus tard, le nom reste attaché plus spécialement aux terres livrées à l'usage commun des *pagenses* ou des *vicani* et cela avec d'autant plus de raison que ces terres se trouvaient d'ordinaire sur les confins. Ainsi la marche du clan devint la Gemeinmark des régions allémaniques. La marche du village y fut appelée Dorf-mark ou allemend ».

D'extensive, la culture au contact de l'agronomie perfectionnée de la Gaule, ne tarda pas à devenir intensive, et à amener un mode de propriété privée. Les agglomérations, ainsi constituées, forment des communautés à l'état de rudiment ou d'ébauche, comme le *pagus* et le *vicus* à l'époque gallo-romaine, la *centaine* chez les Germains². Formules et lois, nous montrent les *pagenses* et les *vicini*, investis de la jouissance commune des forêts, des pacages et des eaux, qui seuls restèrent indivis dans l'intérêt même des copartageants et de leurs successeurs ; chacun en jouissant à proportion de son lot de propriété, de son unité de culture.

Si même on admet, ce qui semble peu probable, que dans ces pays forestiers, le système de la « villa » prédomine, on voit que même en ce cas, un changement considérable s'est produit depuis l'époque romaine. Les anciens chefs de bande forment très rapidement une aristocratie territoriale devant laquelle disparaissent les petits propriétaires libres. De gré ou de force, ils abandonnent leurs possessions à leurs puissants voisins, s'attachent à eux et cultivent, comme serfs, le lot qu'ils détenaient comme propriétaires libres.

Mais si l'esclave subsiste encore dans la civilisation franque, comme dans la civilisation romaine, la condition des nouveaux tenanciers elle, est bien différente : ce ne sont plus des esclaves,

1. Une charte de juillet 1276 cite près de Varennes, le bois de la Centaine qui n'a pu être identifié. Cf. Lesort, *Les Chartes du Clermontois*, 1904, p. 115.

2. Flasch, t. II, p. 58.

mais des serfs jouissant de droits définis, cultivant chacun leur lot distinct, moyennant des redevances et des services déterminés par la coutume ou loi de la terre.

Le système du manse prédomine¹, quoique les alleux subsistent toujours. Chaque manse servile est cultivé par une famille, qui doit en même temps des corvées au seigneur pour les travaux du manse dominical, et qui jouit en échange de droits d'usage importants sur le domaine du seigneur, qui, à l'opposé des manses serviles, se compose en majeure partie de forêts² et de pâturages, parfois pour les neuf dixièmes de la surface totale.

A titre onéreux, tous les tenanciers se servent de la forêt du seigneur, y exploitent les objets nécessaires à leurs besoins, d'après la coutume locale et le plus souvent sans aucune mesure³.

1. Le système des manses devait subsister jusqu'au XII^e siècle et avoir une grande influence sur tout le Moyen âge.

Les seigneurs se réservent le manse dominical ou *terra salica*. Le surplus du domaine est divisé en manses serviles, chacun d'eux se compose de terres arables, de pré, parfois de vigne et de quelques bois taillis, d'où l'on tire le bois de chauffage. C'est la quantité nécessaire pour faire vivre une famille. Elle varie de 5 à 10 hectares.

Les causes qui poussent le petit et le moyen propriétaire à abdiquer sont les mêmes que sous le Bas-Empire : l'insécurité et les charges trop lourdes.

Cf. Guyot-Esmein, *op. cit.*

2. Guyot, *op. cit.*, dit : Que le manse seigneurial dans les domaines de Saint-Germain-des-Prés a plus de 8.000 hectares dont 40 seulement en culture. Un autre peut élever 700 porcs dans la forêt mais ensemencer seulement 10 mesures de froment. A noter que l'abbaye de Lachalade fondée au XII^e siècle possède plus de 6.000 hectares de forêts dans la vallée de Biesme et seulement quelques centaines d'hectares de terres ou de prés.

3. « Les forêts seigneuriales, écrit M. Guyot, étaient ainsi partout grevées et le seigneur ne souffrait nullement de cette situation, car il eût été fort embarrassé de tirer autrement parti de cette portion de son domaine. Ce fut plus tard seulement, quand les bois commencèrent à prendre quelque valeur qu'il eut intérêt à procéder aux règlements et apportionnements de l'époque suivante. Dans la période actuelle, tous les tenanciers profitaient, concurremment avec le propriétaire de l'affouage, du maronage, du pâturage et du

Dire quels faits précis se sont passés à cette époque dans l'Argonne est impossible. Les textes manquent sur ce point¹. Les plus anciens auteurs régionaux ne donnent directement aucun renseignement sur la matière, et indirectement que des présomptions vagues et contradictoires. Les historiens de la première moitié du xix^e siècle affirment parfois l'existence de communaux, mais sans fournir de preuve, ni indiquer les sources. Si Legrand dans sa *Coutume de Troyes* (1659), écrit : « Nous ne devons pas dire comme aucun que tous usages, soit forêts ou pâtures, viennent des seigneurs par cette raison que *omnia consentus moveri a domini territorii*². Ce qui n'est pas vraisemblable, mais plutôt que de toute ancienneté et avant la création des Rois, les forêts étaient publiques et communes au peuple ». Au contraire, La Poix de Fréminville, ainsi que nombre d'auteurs, la font dériver d'une concession seigneuriale et ajoute³ : « Il n'est guère possible soit aux seigneurs, soit aux communautés d'habitants, de justifier d'où proviennent leurs communaux, parce que l'origine de leur possession ou propriété est ordinairement trop éloignée. On ne peut que

panage... Les droits d'usages forestiers des habitants de la terre sont donc aussi anciens que le domaine lui-même et prennent leur origine dans la coutume, de même que le droit sur les terres vagues également comprises dans le manse dominical ». Guyot, M. A. L., XII, p. 207.

1. En cas contraire même l'existence des biens communaux sous la période franque n'en serait pas prouvée, puisque la querelle célèbre de MM. Glasson et Fustel de Coulanges porte sur l'interprétation des mots *communia*, *communis patura*.

2. Cf. Mémoires pour la commune de Chatel (Ardenne), t. I, p. 20. — Ces mémoires, édités en 1863, à Nancy, sont l'œuvre des avocats choisis par la commune de Chatel pour défendre ses intérêts contre M^{lle} Jeanne-Marie de Salse, propriétaire, demeurant à Metz. Cette personne prétendait à la propriété de bois communaux de Chatel, à titre d'héritière de l'ancien seigneur du pays. Ces mémoires comprennent un développement historique important. La défense se base sur la possession immémoriale, et obtient gain de cause.

3. La Poix de Fréminville, *Pratique universelle des Terriers*, éd. 1753, t. III, p. 329.

porter ses vues sur les motifs qui ont fait passer ces héritages en la main des habitants et communautés et faire en sorte d'en découvrir les véritables causes ».

Peut-être peut-on tirer quelques déductions de l'aspect physique du pays, des textes des anciens auteurs, comme Flodoard, des lois franques et surtout des textes postérieurs que nous possédons¹.

Après les invasions, la population d'après les auteurs est pour la plupart gallo-romaine. La continuité de la religion chrétienne dans le pays, et le nombre des moines romains dans les monastères du XII^e siècle peuvent en être une preuve. Dès le règne de Clovis, les évêques reçoivent des dons considérables; l'église de Reims² surtout voit ses domaines s'agrandir. Flodoard énumère de nombreuses donations. L'extension de la forêt, la faible proportion de terres cultivées, l'aridité du sol sur les plateaux constitués par la gaize, étaient surtout alors un obstacle à la dissémination de la population. Les villages devaient vivre très séparés les uns des autres, la forêt interrompant les communications et il est douteux que les invasions franques aient été assez nombreuses pour imposer aux populations préexistantes des conditions d'habitat absolument nouvelles.

Dans l'Argonne, les villages de la vallée de l'Aire, Boureuilles, Vauquois, Montblainville, Véry, Varennes semblent déjà exister. Les villæ des riches gallo-romains, peu nombreuses, tendent plutôt à diminuer d'importance et à évoluer vers la ferme champêtre³. Ces villages devaient avoir des

1. Flodoard, *op. cit.*, I, p. 87 : « Rex igitur francorumque patentes plurimas beato Remigio possessiones per diversas contulit, provincias, ex quibus ille tam, Remensem, quam reliquas nonnullas Franciæ distavit Ecclesias ».

2. Saint Remy fait son testament suivant le mode prétorien (Serait du X^e siècle).

3. Les lois burgondes, titre XXVIII, art. 17, admet que les non-usagers eux-mêmes pouvaient, dans la forêt, prendre le mort bois sans encourir aucune peine.

droits ou plutôt une coutume d'usagers dans les bois voisins. On ne peut guère dire qu'ils en sont les propriétaires, car, en général, la forêt reste libre ¹. Pour les barbares, elle est une divinité, le lieu consacré à l'exercice du culte. Diane et Mercure seront les derniers dieux païens que la contrée adorera encore au XI^e siècle ².

L'Argonne par son étendue ne se prête pas alors à une appropriation totale. Le val de Biesme n'est pas défriché, seule la voie romaine de Reims à Metz, par Vienne-la-Ville et Verdun le coupe transversalement au-dessus de l'emplacement où s'élèvera au XII^e siècle, le monastère de Lachalade. Dans ces vallées, si l'on en juge encore actuellement par les ravins transversaux, les cours d'eau obstrués par les arbres submergent souvent les rives; l'air y est brumeux, le sol marécageux; l'étendue des bois en augmente encore l'humidité³. Seuls des moines peuvent les défricher et les rendre habitables, non des barbares, plus portés à s'emparer d'une terre en plein rapport que d'un terrain inculte. Il est enfin à noter que le versant de l'Argonne, dominant la vallée de l'Aire où seuls existent à cette époque des centres habités, ne porte guère actuellement que des bois communaux; au contraire, les forêts du versant occidental appartiennent à des particuliers ou à l'État subrogé aux couvents de Lachalade et de Beaulieu qui les avaient reçues en don dès le XII^e siècle.

Dire dans ces conditions si les communaux existaient est assez difficile. Flodoard ⁴ cite très souvent dans son histoire de l'église de Reims, des villages donnés à l'évêché « avec leurs dépendances », « cum omnis ad se pertinente, et omnibus ad ipsem possessionem pertinentibus et ceteris adjacentiis ».

1. Digot, t. I, p. 90, Roussel.

2. Grégoire de Tours (l. VIII, 15), cité par Longnon.

3. César, *De Bello Gall.*, t. V, p. 35.

4. Flodoard, t. I, p. 263, 287, 292.

De même dans le testament fait à Verdun en 634 par le diacre Adalgise on retrouve les mêmes termes :

« Confero monasterii, sive Xenodocii vel pauperibus Longagionis villam ubi ipse maram... cum omnibus ad se pertinentibus cum mancipiis; ædificiis, cum terris, campis, patisilvis et omni jure suo.

» Villa vero mea Marciaco (Merry, arrondissement de Briey quantum parcio mea continet, vel legibus abvenire debet, cum dominus inexquisitis, cum mancipiis, ædificiis, campis, patis, silvis, aquis, aquarumve decursibus, cum omni superlectili : vel appenditiis et redditibus suis, vell quidquid in die martis necoe in ipsa villa inventum fuerit, sacro sanctæ ecclesiæ Virdunense in suo jure et dominationi, recipiet, ab ipsa ecclesia perpetualiter in Dei nomine possidendum.

» Villam vero meam Unichii Monhiaga (Ugny et Montigny-sur-Chiers) sita in territorio Virdunensi, cum ædificiis, cum campis, pratis, pascuis, silvis cum integra soliditate, omnibus que ad se pertinentibus » ¹.

Toutefois, il est important de noter que Flodoard nous montre les évêques achetant de leurs deniers des terres et des esclaves ². On trouve dans le testament de saint Rémi une donation portant, dit-il, « sur les deux villages que Clovis m'a donnés comme gage de son affection après avoir reçu de moi le baptême, c'est-à-dire Cosle et Glen (diocèse de Mayence) qu'on appelle dans sa langue Piscosfesheim, avec les bois, les prés, les pâturages que j'ai acquis par l'entremise de diverses personnes dans les Vosges et aux environs, en deçà et au delà du Rhin ». Et plus loin Flodoard écrit : « Le saint prélat avait

1. Abbé Clouët, *Mémoires de la Société philomathique de Verdun*, 1846.

2. Flodoard, t. I, p. 113 : « Cum duabus villis, quas Ludovicus a me sacro baptismatis fonte susceptus, amore nomini mei Piscosfheim sua lingua vocatis, mihi tradidit, sive cum Caslo et Gleni vel omnibus silvis, pratis, pascuis, quaecumque par diversos ministros in Vosago, infra circum et extra, tam ultra quam citra Rhemim ».

acheté à deniers comptants une grande partie de bois dans la forêt. On rapporte qu'il y bâtit de petits villages qu'on appelle Cosle et Gleen »¹.

Dès cette époque, les communaux ou plutôt les droits d'usage dérivant d'une concession seigneuriale paraissent donc exister². Mais ce ne semble pas être le cas de notre région. Les deux villages cités étaient créés, d'où dépendaient corps et biens des fondateurs puisque pour les peupler, saint Remy y avait transporté les habitants d'un village voisin de l'évêché, nommé Berne, lequel lui avait été donné auparavant par les Francs, et les établit dans ces lieux à condition de fournir la poix nécessaire pour enduire les tonneaux à mettre le vin appartenant aux maisons religieuses de l'église de Reims.

Au contraire, la plupart des agglomérations du canton semblent exister dès les premiers temps, tout au moins dès la domination romaine³. L'étymologie de leurs noms, les découvertes faites dans leurs environs en font foi.

Une preuve plus certaine que les communaux existaient alors, vestiges de l'antique mode de propriété collective, se trouve dans un texte formel de la loi Ripuaire. Les vallées de la Meuse et de la Moselle furent conquises et occupées par une tribu franque distincte de celles dont Clovis était le chef. Ces Francs orientaux auxquels on donne le nom de Ripuaires n'avaient ni les mêmes coutumes, ni les mêmes lois que les autres Francs⁴. Ces tribus essaimèrent sans doute sur les

1. Flodoard, t. I, p. 148.

« Incolasque de vicina episcopii villa, nomine Berna dusum sibi a Francis data in eas transferens, ibidem manere disposuit, et ut picem religiosis annuatim Locis Ecclesiæ Remensis administrarent, instituit ».

2. Les titres qui parlent de ces droits ne concernent que des personnes étrangères au manse ou à la communauté. Ils se contentent de dire que l'on jouira de l'usage à la manière ordinaire, ou, encore à partir du x^e siècle suivant la coutume des serfs de la terre. Cf. Guyot, p. 268, M. A. L., 12.

3. Il est à noter que le système des manses ne s'appliqua guère qu'aux plaines, non aux montagnes boisées.

4. Digot, t. I, p. 83.

confins des vallées où ils résidaient pour la plupart, quelques-uns purent s'établir dans notre région et occupèrent le pays où devait s'élever la ville de Beaumont-en-Argonne. D'un texte très formel de leur loi¹, on peut logiquement déduire que les forêts n'étaient pas susceptibles d'appropriation au même degré que les autres terres. Les délits forestiers étaient beaucoup moins punis que le vol, le législateur arguant « quia non res possessa est, sed de ligno agitur »². Enfin les forêts communes existaient puisque le texte dit : « Si quis Repuarries in silva communi res regi, vel alicujus locatum matiriomen, vel ligna fissa, abstuberit xv^s solidis culpabilis judicetur sient de venationibus vel de piscationibus quia non res possessa est sed de ligne agitur »³.

La dernière présomption de l'existence des biens communaux dès cette époque est tirée soit directement, soit indirectement de l'étude des textes postérieurs. Chartes d'affranchissement, confirmations, accompagnements, partages indiquent que pour la plupart des villages dont nous nous occupons⁴, les propriétés communales existaient depuis une époque

1. Defourny, *Loi de Beaumont*, p. 70.

2. Cette loi ne contient de pénalité en matière forestière que pour l'enlèvement des bois déjà coupés dans la forêt commune. D'après ce texte il n'y aurait de possession que celle résultant de la coupe des arbres. Ce que l'on punissait, ce n'était pas le délit forestier mais le vol de la chose d'autrui.

Ce texte de loi qui semble avoir été remanié puisqu'il parle de forêt appartenant au roi ou à des particuliers (ce qui ne pouvait être lorsque les Ripuaires étaient au delà du Rhin) apporterait une forte présomption à l'existence de biens communs.

3. Les Ripuarum, t. 78, *Loi des Francs*, éd. Peyré.

4. Varennes, Vauquois, Véry, Cheppy, Montblainville:

Ainsi en 1294, le comte de Bar et les habitants de Montblainville s'accordent à partager une forêt que ces derniers réclamaient comme leur appartenant.

Ils reçoivent des droits d'usage sur la partie réservée parce qu'il en avait été ainsi de tous temps. En 1464, Véry et Cheppy appuyèrent une demande de droits d'usage dans une forêt indivise sur une possession immémoriale et si antique qu'il n'était mémoire du contraire. Cf. *Pièces justificatives* et *suprà*.

ancienne; mais rien ne peut faire préjuger du mode d'acquisition. Ces titres ne mentionnent guère que les forêts et des droits d'usage sur les bois voisins de village, le domaine forestier ayant dans toute la région une part prépondérante. Les landes, les pâtures communes n'existent plus actuellement et ne paraissent jamais avoir eu grande importance. C'est de la forêt que jusqu'à nos jours, les populations vont tirer leurs principales ressources, par la pâture, le paisson, la glandée, l'affouage et vont entretenir leurs demeures par les portions de bois à maisonner que nous leur verrons distribuer dans toutes les communes.

Les défrichements monastiques commencent à peine à attaquer les lisières du massif forestier entre l'Aire et l'Aisne. Mais le mouvement religieux, commencé sous les Mérovingiens qui prend sa plus grande extension aux environs de l'an mille, l'augmentera encore.

Au nord-est de l'Argonne les moines qui élèvent le monastère de Montfaucon en 597, dominant les villages de Cierges et de Malancourt transformé plus tard en collégiale, portent comme sceau : un moine frappant de sa hache un arbre au faite duquel est perché un faucon. En 642 le monastère de Beaulieu est fondé¹ une partie de la forêt défrichée et dix-huit villages créés. Cette abbaye de l'ordre de saint Benoit deviendra l'une des plus riches du royaume et devait être dans la suite, ainsi que la collégiale de Montfaucon, une cause de conflits entre les rois de France et les empereurs germains. Enfin en 707, la collégiale de Moiremont² est établie à une lieue au nord de Sainte-Menehould et unie à la cathédrale de Reims.

1. Les évêques aimaient à se partager les grands massifs forestiers sans tenir compte des limites naturelles du sol, tant pour les livrer à la colonisation monastique que pour réunir chacun dans son domaine, des portions de pays différents, ayant entre eux des rapports économiques nécessaires et se complétant les uns par les autres. Cf. Chontriot, *op. cit.*

2. Cette abbaye possédait des biens à Avocourt puisque l'abbé Hugue cède cette terre au comte de Bar en novembre 1192.

CHAPITRE III

DU VIII^e AU XIII^e SIÈCLE

Ces défrichements des moines, joints au développement de la féodalité ecclésiastique et laïque¹, vont dans toute la France amener une disparition progressive des communaux d'origine antérieure. Les monastères qui se fondent sont dotés de grands biens pris dans les massifs forestiers ou les terres incultes laissés à l'usage des habitants : les évêques administrent les biens des communautés laïques et tendent à les fondre dans le patrimoine ecclésiastique. Les invasions normandes et hongroises, les guerres entre seigneurs accentuent encore la dépossession des roturiers au profit du chef qui les défend. Mais cette diminution, constante jusqu'à la fin du XII^e siècle, s'arrête alors. Les habitants des campagnes groupés par le lien corporatif, puis par le lien communal, se solidarisent et s'élèvent contre les féodaux affaiblis par le luxe et la guerre. La propriété communale se reconstitue peu à peu et apparaît au XIII^e siècle sous une forme légale. Désormais, en face du noble et de l'ecclésiastique se dressera le bourgeois de la « commune jurée ».

Les mêmes causes qui en France amenèrent cette évolution existèrent dans le canton; le résultat un peu différent peut s'expliquer par le caractère physique du pays. Sous les rois de la deuxième race, le canton fait partie du *Pagus verdunensis*, démembrement de la cité de Verdun, puis plus tard du comté

1. Préparé pendant les quatre siècles précédents. La féodalité prédomine pendant quatre autres siècles pour s'effacer peu à peu à partir du XIV^e.

qui porta ce nom, appartient à la famille de Verdun ou d'Ardenne et à celle de Bar et passa en 1140 entre les mains des évêques qui en eurent désormais la jouissance. L'Argonne, au contraire, divisée au point de vue ecclésiastique entre les diocèses de Verdun, Châlons, Reims et Toul, l'est également au point de vue administratif entre les différents *pagi*¹ qui se forment alors et qui ne sont eux-mêmes que des succédanés de la cité gallo-romaine. Cette qualité de pays frontière occasionne de nombreux troubles, des guerres continuelles; jusqu'au xiii^e siècle, le brigandage devait régner en maître sous la région. Charlemagne, par ses séjours à Attigny, par l'envoi de *missi dominici*², y fait régner une tranquillité relative, mais éphémère. En 893, Charles le Chauve enverra encore Hincmar, archevêque de Reims, en qualité d'enquêteur, ce sera pour la dernière fois. Les guerres des fils de Robert le Pieux ruinent le pays jusqu'à la Moselle : les Normands remontent la Meuse en 891, dévastent toute la vallée ainsi que la collégiale de

1. Les trois *pagi*, Stadunensis, Dulcomensis, Viridunensis qui se partagent alors l'Argonne, n'ont guère persisté dans la suite, plus ou moins intégralement, que dans les divisions ecclésiastiques, appelées archidiaconnés et doyennés. Ces *pagi* dont l'étendue et les limites ont été à peu près reconstituées par M. Longnon ont laissé quelques traces dans la nomenclature géographique de la région « toutefois la disparition progressive de la plupart de leurs dénominations et la survivance toute conventionnelle de quelques-unes d'entre elles, attestent le caractère officiel de ces anciennes circonscriptions dont la population n'a pas retenu les noms ». Il importe d'ailleurs de « ne pas oublier que les *Pagi* n'ont pas conservé de limites fixes et que leurs cantons ont été soumis aux vicissitudes des conventions politiques et administratives. En réalité ces *pagi* ne présentaient aucune homogénéité géographique et l'Argonne était divisée entre trois d'entre eux. Le *Pagus Dulcomensis* existait dès 812 et fut absorbé presque entièrement en 1020 dans le comté de Grand-pré ». La frontière indiquée par un texte du xiii^e siècle suivait le cours de la Biesme et remontait vers la vallée de l'Aire suivant en partie le même tracé que plus tard la frontière d'Empire et actuellement le département de la Meuse et des Ardennes. L'Argonne ne fut jamais un *pagus* et si parfois on lui donne ce titre, cela ne s'applique nullement à une circonscription administrative précise, mais à une simple acception géographique.

2. En 802. Cf. Buirette, *Histoire de Sainte-Menehould*, éd. 1882.

Montfaucon sur les limites mêmes du canton. En 916, une troisième invasion hongroise s'abat sur la contrée. Du x^e au xi^e siècle, ici comme en Lorraine, les guerres privées sont continuelles¹, rendent les communications de plus en plus difficiles et provoquent la construction des premières forteresses féodales. Les trois évêques de Metz, Toul et Verdun possèdent, à partir de 959, l'administration de leurs diocèses et fortifient leurs villes épiscopales². « Mais comme les tours et les murailles n'abritent que les églises, les habitations monastiques et canonicales, ils ont recours à d'autres mesures. Alors se développe une institution déjà existante. Dès les premiers Carlovingiens, les évêques nomment des voués ou avoués, et leur délèguent l'exercice des droits qu'ils ne peuvent canoniquement exercer. Aux x^e et xi^e siècles, les avoués acquièrent une bien plus grande autorité; de mandataires officiels des évêques ou des abbayes, ils en deviennent les protecteurs, mais des protecteurs exigeants et onéreux ». Cette institution, créée pour la défense des ecclésiastiques, ne tarda pas à en devenir le fléau, à y augmenter encore l'anarchie où vit la contrée. Les premiers, ils s'emparent des biens des églises et négligent de les défendre, si leur intérêt ne les y pousse. « Thierry³, évêque de Verdun (1047-1088), eut plus d'une fois, dit l'abbé Clouet, à conduire son ost épiscopal contre les pillards de la région ». Vers l'an 1060, il assiège et prend Clermont et Sainte-Menehould. En 1149, son successeur, Albéron de Chiny, assiège, prend et détruit le château de Baulny que Reinier de Baulny avait fait construire, soi-disant pour défendre l'évêque de Verdun, mais en réalité pour piller la contrée, de concert avec Henry de Grandpré dont il était le vassal. Aussi le même évêque, pour se libérer de sa marche

1. Digot, t. I, p. 241.

2. Digot, t. I, p. 200-245.

3. Cf. Roussel, t. I, p. 239. Cet évêque reçut de Frédéric, comte de Toul, son usufruit sur les bois de l'Argonne.

de Clermont, l'inféode à son voué Renauld I^{er}, comte de Bar; mais en vain, l'ordre n'est pas rétabli dans l'Argonne. En 1156, le châtelain de Vitry enlève jusqu'aux charrues sur les terres de l'abbaye de Lachalade récemment fondée, et en 1181, l'évêque Arnould de Chiny est tué devant Sainte-Menehould où il assiégeait le brigand Albert Pichot.

Ce qui complique encore cette anarchie, dit M. Lesort, c'est que les seigneurs font commerce de leurs forteresses. Ainsi Clermont est vendu, revendu, donné, échangé un grand nombre de fois, et il existe quantité d'hommages rendus, soit aux évêques, soit aux Lorrains, soit aux comtes de Champagne.

Parallèlement à la féodalité laïque, la féodalité ecclésiastique se fonde peu à peu. La foi religieuse suscite un grand nombre de fondations pieuses, de dons aux monastères existants, d'aide à ceux en voie de formation. Ces mêmes donateurs ne se gênent point, du reste, pour s'attaquer aux autres abbayes, se contentant en expiation, de donner des biens à une autre. Les évêques eux-mêmes s'emparent volontiers de la terre des autres évêques¹. « Chacun songe d'abord à soi, qui a terre se doit à sa terre, son ennemi c'est son voisin »². Les croisades sont cause d'une infinité de donations, soit que l'on vende ses biens pour subvenir aux frais du voyage en Terre sainte, soit qu'on les abandonne à titre d'expiation; tel Henri II de Grandpré, qui, en 1096, cède divers droits au prieuré de Saint-Thomas sur le versant occidental de l'Argonne.

De cette époque, date la fondation de l'abbaye de Lachalade,

1. Flodoard, t. I, p. 254, Concile de 630, art. 23 : « Si quelque évêque par ruse ou avarice veut s'emparer des biens d'une autre église, s'il ose les usurper sans jugement et les attribuer soit à lui soit à son église, à défaut de l'excommunication qu'il ne peut encourir, qu'il soit déposé comme meurtrier des pauvres.

2. Anatole France, *Vie de Jeanne d'Arc*, t. I, l. XXI.

dans le val de Biesme, jusqu'alors inhabité. L'ordre de Cîteaux en prend possession en 1127. Henri de Winchester, évêque de Verdun, lui accorde de grands biens et est imité par de nombreux donateurs. Lors de sa consécration, en 1138, au témoignage de Laurent de Liège, il y avait trois cents religieux, à qui l'on doit, ainsi qu'à ceux de Beaulieu, le défrichement des vallées de la Biesme et de l'Aire¹. Le mouvement religieux suscité par la seconde croisade (1147-1149), imposée par saint Bernard à Louis VII en rédemption du pillage de la Champagne et à laquelle prennent part « les évêques de Châlons et de Verdun, le comte de Champagne, les châtelains de Dampierre, de Possesse, de Hans, d'Elise² et une infinité de seigneurs, de bourgeois du pays d'Argonne et d'Astenois, la plupart suivis de leurs femmes et enfants, donne un nouvel essor à ce mouvement. L'abbaye devient fort prospère et jusqu'à la Révolution accroît sans cesse ses vastes domaines. Les forêts en forment la plus grande partie et bientôt ses moines en tirent les matériaux nécessaires à la confection du verre et à sa cuisson.

Les deux causes qui amènent en France la diminution des biens communaux se rencontrent donc dans notre région. Il est fort probable que les donations faites aux religieux de Lachalade privèrent d'autant les habitants de la vallée de l'Aire, de leurs coutumes d'usagers. Mais, en sens contraire, les guerres continuelles et les invasions vont amener la concentration de la population rurale. Car « en dépit des éloges dont les chroniqueurs monastiques³ comblent les bienfaiteurs des abbayes, ce n'étaient pas ces actes pacifiques qui au Moyen âge, conduisaient un homme à la gloire; et il fallait

1. L'abbaye de Chéhéry dans la vallée de l'Aire, à quelques kilomètres en aval du canton, est fondée en 1147 et cédée aux religieux de Lachalade.

2. Buirette, *op. cit.*

3. Arbois de Jubainville, *Histoire des ducs et comtes de Champagne*, éd. 1861, t. I, p. 331.

d'autres titres pour assurer à la personne d'un roi, d'un membre du haut baronnage ou d'un simple seigneur cette considération sans laquelle l'autorité la plus légitime perd, sous les coups du ridicule, la plus grande partie de son empire. La guerre seule pouvait alors entourer les chefs de la société féodale de cet éclatant prestige qui élève un homme au-dessus des autres hommes et le met au niveau d'une haute fonction. La guerre était le but principal que l'on se proposait dans l'éducation de ses jeunes membres, la guerre avait donné son nom à toutes les classes de cette aristocratie » ; elle réagissait encore sur les plus humbles serfs des campagnes, les obligeant à se grouper à l'abri du château fort, de l'abbaye ou même de la simple église et du cimetière fortifié.

Le pillage et la conquête sont l'objet principal des guerres féodales ; la dévastation, un moyen classique de réduire l'adversaire à merci. La chanson de geste des Saisnes disait¹ :

... n'i fu espargniez ne li frans ne li ser ;
trei par mi Loheraine s'en vont-tôt à travers
si comme la rote dure est li païs désers
Le regne ardent et proënt, que de bien est covers
Les vilains font foir esgarez comme cers.

Les champs sont délaissés, la population se réfugie et se concentre dans les villages défendus par les retranchements de terre, les enceintes des villes et des châteaux que protègent, à défaut d'obstacles naturels, des fossés et des remparts couronnés de palissades, flanqués de tours de pierre ou de bois, de préférence dans les anciens oppida celtiques, castra ou castella Gallo-Romains qui se prêtent tout naturellement à cette mise en défense. L'afflux énorme vers les lieux fortifiés provoque les invasions normandes et hongroises, se continue. Dans presque tous les pagi, les églises et les monas-

1. Flasch, t. II, p. 69 ; Chanson, t. I, p. 61.

tères sont détruits; les dernières villas subsistantes disparaissent, les fermes brûlées, les limites perdues, les tenanciers ou tués ou réfugiés dans les villes et les villages fortifiés. Charles le Chauve dans son Édit de Pise de 862 écrit : « *Terræ nostra deserta est... habitares terræ occisi et fugati sunt... ecclesiæ et villæ incensæ sunt* ». Désormais, la vie sociale se concentre dans les villes et les villages, dont l'importance corporative grandit et s'étend chaque jour, tirant toute sa valeur de son emplacement, d'autant plus prospères qu'ils sont dans un lieu facile à défendre ¹. Les châteaux, les maisons fortes, les couvents fortifiés prennent la place de la villa comme centre de gravité de l'organisation domaniale.

Ce groupement est important pour notre sujet. Les habitants des villas vivent isolés les uns des autres, chacun a autour de son domaine, la terre n'étant pas encore complètement appropriée, assez de terrains vagues pour la pâture, et, ici assez de bois pour maissonner ou affouager. Au contraire, concentrés en un même village, ils doivent jouir en commun des terres qui s'étendent sur le finage, des bois qui leur servent de limites. Le lien communal trouve ainsi un adjuvant dans la jouissance commune du « ban » ².

Dès lors, le village est définitivement l'unité sociale, il aboutit dans les siècles suivants à l'exercice de droits et à la jouissance de biens communs.

1. Tel le village de Vauquois que la chute de Thibault, comte de Bar, en 1255, établit chef-lieu de la prévôté de Varennes au lieu et place de cette ville de moindre valeur stratégique.

2. Le mot « ban » désigne le territoire du village, l'étendue de terre sur laquelle s'exerçait jadis le droit de police (bannus) du propriétaire.

Il désigne encore en Alsace le territoire d'un village. Dans le même sens, une charte de Thierry, évêque de Verdun en 1802 « de di villam. B. — cum omnibus appendiciis suis incompis patis, silvis, aquis et quicquid procul vel propre ad *bannum* pertinet ejusdem villa ».

Cité par Flasch, p. 94, t. II, note.

Nous trouvons encore à cette époque la même pénurie de textes concernant les biens communaux : mais leur existence ne nous en semble pas moins certaine. Sans doute les éléments adverses, féodalité et puissance ecclésiastique en diminuent l'étendue, mais d'une manière peu sensible en pratique dans nos pays. Qu'importe à un village de quelques centaines d'habitants, d'avoir plusieurs milliers d'hectares de bois à sa disposition, surtout à une époque où le mode d'élevage devait être rudimentaire ? Si l'on prend les limites actuelles des bans de chacun des villages du canton, il semble bien que pratiquement les usagers ne devaient guère en dépasser les bornes¹.

Il est fort probable qu'à cette époque comme aujourd'hui, les communautés se confinent sur le versant oriental de l'Argonne, ne dépassant guère la voie romaine de la Haute-Chevauchée. Dès le siècle suivant ce chemin sera souvent désigné comme limite entre leurs bois et ceux dépendant de l'abbaye de Lachalade, situés entre le fond de Biesme et ce chemin : « qui sunt a fundo Bieme usque ad viam que dicitur Chevalchie », dit une Charte de décembre 1228². Aux siècles suivants la nécessité d'un plus grand territoire se fera seulement sentir avec l'accroissement de la population. Mais alors, au ^{xiii}^e siècle, lors de la fondation de l'abbaye, le val de Biesme est couvert de forêts peu fréquentées et d'aucune utilité, car pour y arriver, il fallait franchir huit kilomètres par de simples sentiers de bois, la voie romaine étant parallèle aux vallées de l'Aire et de la Biesme. La facilité avec laquelle les seigneurs de Vienne-le-Château, à peine éloignés de deux lieues, abandonnent ce

1. Toutefois les villages orientaux dans la vallée de la Meuse paraissent avoir subi une diminution assez sensible de leurs propriétés forestières convoitées par les seigneurs et les monastères.

2. Ch. Lesort, p. 72, décembre 1228. Accord entre les abbayes de Moiremont et de Lachalade, touchant les bois sis entre le fond de Biesme et la Haute-Chevauchée.

De même : Varennes-Montblainville, 1582.

Remonte à Henry de Bar, 1294.

canton, l'empressement de l'évêque de Verdun à faire de même, montrent encore mieux le peu de cas que l'on fait alors de la forêt¹.

Toutefois, postérieurement, l'abbaye de Lachalade restreindra l'étendue du massif soumise à l'usage des habitants de la vallée de l'Aire, en recevant la propriété de bois situés entre Varennes et Montblainville : les fermes des Escomportes et de Bel-Air alors dites Hugomportes desors et Hugomportes desouz. Un accord de juillet 1264², entre cette abbaye et Thibaut II, comte de Bar, lui accorde également l'usage dans un bois sis à Montblainville, pour paisseler « la vigne, qui siet antre Hugomportes et Varanne ». Et pour une maison qu'ils ont à Varennes, « auront-il leur usage au bois que nos avons dit, peur ardoir seulement » et pour les granges « que ils ont c'est-à-dire Hugomportes desors et Hugomportes desouz et leur usage en bois de Montblainville pour ardoir et pour édifier et pour totes les nécessités des dans granges tonront à touz jourz an paiz et sans contradictions, for tant que il an ces bois ne porront plus essarter »³.

Cette influence monastique, peu importante dans l'ouest du

1. Pour l'usufruit que ses prédécesseurs avaient reçu en 1082 du comte de Toul.

2. Lesort, p. 114.

3. L'accroissement de la population motivait de nombreux essartements afin de fournir de nouvelles terres à la culture. Les moines de Lachalade semblent avoir défriché un plateau entre Varennes et Montblainville sur lequel ils avaient établi leurs fermes rappelées à l'acte, dont l'une sur l'emplacement d'une villa gallo-romaine.

La faculté d'essarter constituait un élément important de la propriété d'une forêt, l'exploitation des arbres n'était que secondaire. La conséquence de ces défrichements fut de pousser la culture sur des surfaces très considérables.

Cf. Guyot, *op. cit.*, M. A. L., t. XII, p. 274.

La charte de 1264 ajoute : « Et sels armosne com li seignor d'Aspremont donnèrent jadis, à cel de Lachalaide en bois d'Apremont si com il est contenu en la chartre de l'Arcevesque de Reims Sanson je l'octroi confirme com souverain sire ».

canton semble être beaucoup plus considérable à l'est de la vallée de l'Aire. Les domaines des abbayes y paraissent assez étendus. La Chalade possède la ferme de la Neuve-Grange sur le territoire de Cheppy contre les Clairs-Chênes de ce village et a plusieurs différends ¹ avec les communautés de Cheppy et Véry ; l'abbaye de Chéhéry s'emparera des bois de la communauté de Baulny et transigera avec elle au xvm^e siècle. Les moines de Beaulieu échangent en 1312 divers biens avec le comte de Bar, dont certains à Avocourt « sauf a nous nos bois dudit lieu... cesquiesse bois... nous avons retenu et réservé par devers nous pour nostre église » ².

Parallèlement, l'avènement de la féodalité laïque, l'inféodation dès 1131 des châteaux et domaines de Clermont, Vienne-le-Château, au comte Renaud de Bar, par Albéron de Chiny, augmentent dans le pays le pouvoir des hauts seigneurs. Les comtes, évêques de Verdun ne gardent bientôt plus qu'un vague droit de suzeraineté ³, sur les prévôtés de Varennes, Clermont et Vienne. Or ces seigneurs ne vivent guère que par la force, sans s'occuper beaucoup des manants. S'ils accordent de nombreux privilèges aux communautés du pays, c'est dans un but politique, pour se les attacher et les détourner des rois de France qui dès le siècle suivant, vont essayer d'augmenter leur influence dans la région, en particulier par l'institution des bourgeois du Roy.

Au début, les seigneurs ne prétendaient pas à la propriété des forêts, mais à l'imposition de certaines redevances sur tous ceux qui par la paisson, le pacage, la coupe de bois, le

1. Cf. abbé Aimond, *Les Relations de la France et du Verdunois*, éd. 1910. Un différend a lieu en 1377.

2. Lesort, *op. cit.*, p. 190 et 59.

Les ducs de Lorraine s'abstiennent de faire hommage aux évêques de Verdun de 1456 à 1548. Les ducs de Haute-Lorraine avaient eu de bonne heure des droits sur Varennes (Calmet, t. I, *Pr. c.*, 399).

3. Abbé Aimond, *Soc. des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc*, 1909, p. 191.

défrichement, en tiraient parti de père en fils depuis un temps immémorial. C'était au nom de leur droit de souveraineté légitime ou usurpé qu'ils les tenaient; ce n'était pas à titre de propriétaire¹. La propriété de la forêt n'en sortit pour eux qu'indirectement et par une marche graduelle de leur souveraineté.

La principale étape fut franchie quand les seigneurs mirent en vertu de leur ban, les forêts en défens, les soustrayèrent à la jouissance commune. Le désir de s'assurer le droit de chasse en fut une cause dominante. C'est là le seul but donné des garennes².

1. Flasch, *op. cit.*, t. II, p. 140.

2. Le droit de chasse ainsi que le droit de pêche se rattachent à l'état primitif de l'humanité. Devenu sédentaire ces premiers moyens de subsistance restent pour l'homme des occupations favorites presque encore nécessaires. Les jurisconsultes romains ne portent pas atteinte à cet état de choses les forêts sont pour tous le terrain commun des chasses (Cf. Viollet, *Etablissements de Saint Louis*, t. I, p. 102). Les lois barbares accusent la même situation. Cependant les riches Romains puis les rois mérovingiens et carolingiens enfin çà et là de puissants personnages restreignent l'usage de ces droits primitifs, ils créent à leur usage exclusif de grandes garennes de pêche et de chasse. Ainsi au XIII^e siècle, la coutume d'Anjou et Touraine punissait le roturier qui pêchait ou chassait dans ces endroits réservés « Hom costumiers si paie LXS d'amende... qui chasse en sa garenne (la garenne du seigneur) ou qui pesche en son estant (Cf. Viollet, *op. cit.*, t. I, p. 103). Si dans d'autres régions ce fut seulement à la fin du XIV^e siècle que la chasse et la pêche tendirent nettement à devenir un privilège nobiliaire, surtout par l'ordonnance de janvier 1396 (as) qui interdit de chasser à qui n'est pas noble ou bourgeois vivant de ses possessions et rentes (Cf. Isambert, t. VI, p. 174, Charles VI), il semble que dès le XII^e siècle, les seigneurs se soient réservé le droit de chasse dans l'Argonne. De même la loi ou Arche de Beaumont parle du droit de pêche, mais ne semble pas concéder la permission de chasser. Les actes d'affranchissement, comme celui de Vauquois en 1255 accordent bien aux bourgeois le droit de pêche (Bonvalot, *op. cit.*, *Preuves*) : « Et est assavoir que ils purent pescher enmi ieaux de Buant qui moy est pour moy sans contredit ». De même les habitants de Varennes qui obtiennent des ducs en 1441 (confirmé en 1576, 1619, 1626 et 1645) le droit « de pescher en la rivière du dit Varennes avec petits ethicquets, petits fillets dicts rassets avec une palmeure pour prendre des loches, gouvions, et autres menus poissons de semblable espèce, tous autres engins, riets ets filects

Dès le 2 avril 1299, Jeanne de Torcy dame de Puisaye et comtesse de Bar, Geoffroy sire de Termes et Alix sa femme, soumettent à l'arbitrage de Henry seigneur de Hans et de Nicole dit le Gueullard des Armoises, la solution du différend qui les divise sur le droit de chasse prétendu par le dit Geoffroy et sa femme, à l'encontre de la comtesse, dans les bois des châtelainies de Vienne, Varennes et Clermont. Le 24 mai, les arbitres déboutaient le sieur de Termes et sa femme : « disons et raportons que ledit Joffroys, Alais sa femme ne lor hoir ni ont nul droit de saisine ne en la pourseute des bestes sauvages des bois ne de forez des chastins ne des Chastellenies de Vienne, de Varennes, ne de Clermont ». De même en juillet 1263, Thiébaut II, comte de Bar s'était accordé avec l'abbaye de Lachalade pour la possession d'un bois « pour alier jusque à la rivière de Byeme ou val » qui « lour demeurra franchement à tenir en paiz à touz jours an tel manière que je ni me hoys ni porrons d'or an avant rien réclamer, sauf la seignorie et la chace des bestes sauvages »⁴.

Dans plusieurs autres donations, les seigneurs se réservent également le droit de chasse. Ils partageaient sans doute l'opinion de La Poix de Fréminville qui était partisan de l'interdiction de ce droit pour empêcher « le libertinage, la fainéantise, la négligence, de tous les arts et métiers, avec l'inculture des terres et heritages parmi les roturiers et le menu peuplè ».

leur estant interdits et deffendus ». Cet usage leur fut retiré en 1669 comme capable de détourner les cultivateurs et artisans de leur travail nécessaire à la société. Enfin au début du XVIII^e siècle, les habitants de Cheppy soutenaient encore contre le seigneur leur droit de pêche (V. Consultation par M. Picart, avocat au parlement, à Sainte-Menehould du 5 avril 1717). Conclut que la pêche et le cours d'eau la Buanthe, appartiennent au seigneur (Arch. comm. de Cheppy). Mais aucun texte ne parle du droit de chasse pour les bourgeois (Cf. Loi de Beaumont, Arch. Varennes, Lettres de juillet 1727, c. 2. V. également Guyot, *op. cit.*, p. 284, ch. 59).

4. Lesort, *op. cit.*, p. 187.

La mise en défens de la forêt par les seigneurs fut également causée par leur désir de monopoliser les droits d'usage à leur profit ou au profit des vassaux et des corps religieux qu'ils veulent avantager. Paison, parcours, coupe, défrichement, etc., tout est alors plus ou moins interdit¹ aux anciens usagers sur les parties de forêt que le seigneur retire du domaine public et annexe à son domaine privé.

L'appropriation des massifs forestiers par les seigneurs se manifeste par l'institution des premiers rudiments de l'administration forestière. Déjà sous les barbares, certains délits forestiers sont passibles d'amende. Si leurs lois, telles celle des Francs Ripuaires, concernent surtout le vol d'arbres, portant déjà une marque d'appropriation, les coutumes locales, les lois de la terre, viennent de très bonne heure suppléer à leurs dispositions et les modifier à l'infini.

« Parmi les offices ruraux, dit M. Guyot², à côté du maire, *mayeur ou villicus*, représentants du seigneur et chefs des ministériels³, les anciens textes parlent fréquemment des *forestarii*, dont la surveillance ne se bornait pas aux bois, mais s'étendait aux vignes et généralement à toutes les parties du finage, concurremment avec les banvards. Ils sont nommés comme tous les autres officiers, par les tenanciers du domaine, à l'intervention du seigneur ou de l'avoué du monastère. Ils reçoivent à ce titre une tenure spéciale et participent au partage de certaines amendes, avec les membres de la Cour. Leurs fonctions sont obligatoires et constituent plutôt une charge qu'un avantage pour les titulaires. C'est que, outre la surveillance des délits, ils doivent aider aussi le maire dans la gestion du manse seigneurial ».

1. Flasch, t. II, p. 740.

2. Guyot, *op. cit.*, M. A. L., t. XII, p. 277.

3. On entend par ministériels, ou comme on dira plus tard « menestrels » tous les officiers de la Cour quelles que soient leurs fonctions (Cf. Guyot, *op. cit.*, et Calmet, *Histoire de la Lorraine*).

Calmet ¹ cite plusieurs chartes où apparaissent ces agents dès 765 et M. d'Arbois de Jubainville dans son *Histoire des Comtes de Champagne* ² publie des chartes du xii^e siècle qui montrent que les bois de Champagne étaient gardés et administrés également par des forestiers. Ces agents paraissent subordonnés aux prévôts et être de condition servile. Ainsi en 1164 deux forestiers sont donnés à une abbaye pour la garde de ses bois. Déjà le terme de gruier « gruérius » est employé dans le même sens et actuellement le versant occidental de la forêt d'Argonne entre la Biesme et la Haute-Chevauchée porte le nom de « Grueries ». Cette contrée appartient encore à des particuliers ³ comme elle était jadis propriété des moines et des seigneurs.

La garde des bois est alors recherchée pour le produit des amendes payées par les délinquants; il en sera encore de même aux siècles postérieurs ⁴. Quand le forestier constate un délit, il doit, avant tout, prendre un gage, c'est-à-dire un objet quelconque appartenant au délinquant parce que la représentation de cet objet devant les juges fait présumer la culpabilité de son propriétaire. Pour se décharger, le prévenu est obligé de démontrer par témoins que l'objet n'était pas en sa possession au moment du délit. Le gage imposait donc au prévenu la charge de la preuve contraire comme notre procès-verbal moderne.

Le débat a lieu devant les échevins et les juges présidés par le maire, parfois devant un tribunal spécial, comme plus tard à Véry et à Cheppy où les habitants de chaque village éli-

1. Calmet, *op. cit.*, t. II. *Preuves*, CCXXII et CV, etc.

2. Arbois de Jubainville, *Histoire des ducs et comtes de Champagne*, t. III, p. 267.

3. Quelques-uns de ceux-ci possèdent cette partie de la forêt en qualité d'héritiers des anciens seigneurs le Vienne-le-Château.

4. En 1171, Henri le Libéral donne à l'abbaye de Saint-Médard, de Soissons, la garde des bois de Damery, déclarant que si les sergents de l'abbaye ont besoin d'appeler à leur aide ceux du comte, ceux-ci auraient pour leur peine un tiers de l'amende.

ront chacun « quatre hommes » compétents en matière forestière. Mais le plus souvent les juges dépendront peu ou prou du seigneur.

Ces règlements ne doivent pas faire croire que le bois avait alors une grande valeur. Les droits d'usage sont variés et souvent fort étendus. Des chartes lorraines du XI^e siècle disent seulement « *ad omnes usus ad usum silvis et pascuarum* ». D'autres sont plus explicites : on voit ainsi concédés, ensemble ou séparément, l'affouage ou bois de feu, le maronage ou bois de construction, le bois mort, le bois propre à fabriquer des chariots, le droit de faire du charbon. Le pâturage est quelquefois accordé sans distinction d'animaux, mais parfois aussi restreint aux porcs, dont l'élevage constitue fréquemment le profit le plus considérable de la forêt.

Lorsque les seigneurs concédaient aux abbayes des droits d'usage, la concession était tantôt illimitée; tantôt, au contraire, elle avait une très large extension. Ainsi, dans des chartes de 1134-1156 et 1163¹, citées par Arbois de Jubainville, le concessionnaire a le droit d'emporter de la forêt, tous les jours, autant de bois qu'en peut contenir une charrette attelée de deux chevaux; et une autre charte de 1172 permet même d'employer chaque jour deux charrettes à deux chevaux. « Heureusement que le mauvais état des chemins devait souvent mettre les moines usagers dans la nécessité de charger sur leurs voitures beaucoup moins de bois qu'on ne le fait aujourd'hui, autrement les forêts auraient été complètement dépouillées ».

Mais déjà la qualité du bois auquel les usagers avaient droit, était déterminée d'une manière plus précise². Des actes

1. Cf. Charte, p. 169, 1271. Vente du château de Vienne à l'exception des bois. « Et en sont encore fait fors mis suit mi bois et toutez mes forez qui apendent et soient à pendre au châtel de Vienne ».

2. Arbois de Jubainville, t. III, p. 269.

du xii^e siècle énoncent un principe général et nous apprennent qu'il faut entendre par bois vif, « le chêne, le hêtre, le pommier, le poirier, l'alizier, le cormier ». Ce sont les arbres qui fournissent alors le bois de construction, les autres servent au chauffage. Ces chartes, après avoir énuméré les essences dont se compose le bois vif, ajoutent que les usagers pourront les prendre seulement pour bâtir ou pour réparer leurs maisons : « *ad salum herbergagium suum* ». La même distinction se trouve dans une charte de 1164 avec cette seule différence qu'on y donne aux usagers le droit d'employer le bois mort en construction si cela leur est agréable et si le bois vif ne suffit pas. On peut donc conclure que quand la concession avait pour objet tout usage quelconque, ou le bois à bâtir ou le bois à brûler, les usagers avaient droit au bois vif comme au bois mort, sauf cette obligation de prendre le mort bois pour le chauffage et le bois vif pour les constructions.

La concession d'usage stipulait même parfois que les usagers pourraient prendre le bois pour leurs clôtures ou même les échelas de leurs vignes.

Parfois cependant apparaît au xii^e siècle l'obligation qu'a l'usager de se faire désigner par le propriétaire les arbres ou les cantons qui doivent être annuellement affectés à l'exercice de son droit. Mais malgré tout, la forêt a encore peu de valeur; aucune méthode ne préside à son exploitation, chacun va au plus près et suivant ses besoins. Et cela même dans les bois seigneuriaux; on peut penser ce qui devait en être pour les forêts communes.

Ce qui montre encore mieux, combien alors les bois sont peu estimés, c'est que non seulement les seigneurs ne les exploitent pas en coupes régulières, mais autorisent même certaines abbayes¹ à brûler sur place leurs bois pour en tirer

1. En 1199, pour les abbayes de Pontigny, de Dilo et de Vauluisant. En 1204,

des cendres. Si des textes certains n'affirmaient ce fait, on croirait entendre ce passage de Rabelais où il nous montre Panurge « chastellain de Salmignondin en Dipsodie abastant boys, bruslant les grosses souches pour la vente des cendres, prenant argent d'avance, acheptant cher, vendant à bon marché, et mangeant son bled en herbe »¹.

L'appropriation des forêts en est donc encore à ses débuts. Au ^{xiii}^e siècle, les comtes de Champagne tirent un revenu de leurs coupes de bois; auparavant, on n'y songe même pas. Les paysans qui se concentrent peu à peu dans les villages, conservent à peu près certainement les anciennes coutumes d'usagers qu'avaient leurs aïeux. L'étendue des terres vagues et des forêts non encore appropriées peut diminuer de plus en plus dans notre région du moins elle gêne peu les communautés d'habitants². Loin d'être disparus, les communaux semblent subsister avec intensité, moins étendues, mais tout aussi utiles et utilisés que précédemment. Comme la vaine pâture est un dernier débris du droit de la communauté sur la terre déjà appropriée, les communaux, eux, ne sont autre chose que la terre non encore appropriée, que la terre restée dans le domaine de la communauté. Ainsi une charte du cartulaire de

Blanche de Champagne accorde aux habitants de Sainte-Menehould un bois au levant du château par delà les marais à condition de le défricher et convertir en terres labourables. V. Buirette. En 1181, Thibaut avait également donné aux mêmes habitants le bois de Crève-Cœur pour le défricher. Buirette, p. 101.

1. Rabelais, t. III, chap. II.

Cette coutume de vendre des cendres, s'est perpétuée dans la région jusqu'à ces derniers temps. A. Theuriet nous montre les femmes des bûcherons de la Vallée allant vendre cette marchandise dans les villes voisines. Il est à noter que le bois employé est alors un bois de rebut et non les grosses souches, V. Theuriet, *Sous bois*.

2. Les Chartes de cette époque emploient souvent le mot « communia » parfois pour désigner simplement l'ensemble des habitants d'un village, mais le plus souvent dans le sens de droits communs, de pâturages et d'usages de la communauté.

Saint-Vanne de Verdun, citée par Flasch¹, nous montre tous les habitants d'un village, hommes, femmes et enfants, intervenant dans un contrat de cession d'une propriété commune et y donnant leur consentement : Anno incarn. MCXVIII... dederunt homines de Blezei curte ecclesiæ nostræ sedem me lendini in confinio ipsus villæ, cum omnibus necessariis molendino, scilicet aquæ exitu et decursu, pascuis quoque et omnibus usibus laudantibus omnibus hæredibus, hominibus et mulieribus, pueris et juvenibus, quod pariter omnes laudaverunt et guerpiverunt ad æjus Dei et ecclesiæ B. Witoni. Testes hujus traditionis fuerunt » (Cartulaire Saint-Vanne, M. S., f° 62).

Cette charte montre ainsi une cause essentielle de la formation du bien communal : l'usage commun des aisances. Cette tradition se perpétuera et en sens inverse les membres de la communauté qui ont profité de sa prospérité participeront à ses revers. Nous verrons au xvii^e siècle, à la suite des grandes misères issues de la guerre de Trente ans, des bourgeois garantir des emprunts contractés par la ville². Pour cette région essentiellement forestière se prêtant à une jouissance collective, les biens communaux semblent nés de la force des choses, comme en naquit la propriété privée. Pour être plus affirmatif, il faudrait une étude plus approfondie non seulement des périodes franques, mais encore de la domination romaine et même des époques celtiques.

La communauté de biens, conséquence forcée du vieux régime agraire, est d'ailleurs un fait général. En Suède, les anciens usages consacrent à la fois la propriété des familles

1. Flasch, *op. cit.*, t. II, p. 100.

2. De même à Varennes par ordonnance du 3 janvier 1707, les nouveaux mariés sont astreints à planter et à cultiver pendant trois ans des poiriers champêtres au profit de la commune. Ainsi, ils ne « feront que suivre et se conformer à ce que leurs auteurs ont fait et observé eux-mêmes ».

Arch. Varennes, carton 6. Cf. *Pièces justificatives*.

et la communauté de terre; de même en Danemark. Les communautés de villages se sont maintenues jusqu'à nos jours en Russie et chez certains Slaves méridionaux, comme dans la Zatrauga, en Bosnie-Herzégovine. Plus près de nous, les allemends ou communaux suisses ne sont que des restes considérables du vieux régime agraire. Dans les villes où ils existent, les bourgeois, à l'exclusion des « Benassen » ou simples habitants, y ont droit, en qualité de descendants des familles qui en ont eu la jouissance de temps immémorial. Ils ont trois choses : le bois, la prairie ou l'alpe et le champ; c'est-à-dire du bois de chauffage, du bois de construction et le droit de faire paître les troupeaux dans les pâturages communs, enfin une certaine quantité de terres labourables. Et si ces vastes biens communs subsistent dans ces pays montagneux, difficiles à mettre en rapport, ne pourrait-on pas dire que la même cause se fit sentir, légèrement atténuée, dans notre plateau boisé de l'Argonne, où la masse forestière opposa un trop grand obstacle à la colonisation individuelle?

L'homme seul n'aurait rien pu contre elle. Groupé en communautés il défriche peu à peu l'espace nécessaire à ses labours, laissant le surplus du ban à la jouissance collective. Et ces essartements des laboureurs doivent être considérés au même titre que les défrichements monastiques, et les empiétements des seigneurs comme une cause de la diminution constante des communaux. Ils se perpétueront dans la vallée de l'Aire encore pendant bien des siècles¹. Un plateau, à l'est de Varennes au lieu dit le Chénois est seulement défriché au ^{xv}^e siècle, les bois employés à la construction du couvent des Cordeliers de la ville. Peut-être là encore existait un

1. La commune de Véry obtient en 1738, la permission d'essarter un petit canton de bois, consistant en 16 arpents et 54 verges. Ce terrain est partagé, entre les habitants (Cf. Délibération du Cons. comm. du 2 févr. 1738, Arch. comm. Véry).

bois communal dont les chartes ne font pas mention. Enfin au xviii^e siècle, nous trouvons aux archives municipales de Boureuilles une copie, délivrée le 26 septembre 1786 par le greffe de l'élection de Sainte-Menehould. Elle accorde des privilèges à Louis Goyeux, en vertu de la déclaration royale du 5 août 1776, donnant des encouragements à ceux qui cultivent les landes ou terres incultes¹.

A la veille de la Révolution elle montre que l'appropriation totale du territoire n'est pas encore faite. Elle confirme l'idée que pour l'Argonne, les biens communaux sont nés, autant de la nature physique du pays que des nécessités économiques et des institutions politiques².

Si le doute existe, c'est que jusqu'au xiii^e siècle les communautés peuvent être assimilées à de simples possesseurs précaires, sans titre, en vertu d'un simple usage immémorial. A cette époque, les chartes d'affranchissement, les octrois de privilèges leur donneront des titres authentiques, en feront de véritables propriétaires, des usagers ayant des droits certains. Et dès lors, dans cette société féodale qui repose sur la possession du sol, la communauté rurale aura une existence réelle et légale, saura administrer ses biens et les défendre au besoin contre les entreprises des barons féodaux.

1. Il était défendu de défricher ces forêts depuis l'ordonnance de 1669.

« Cet habitant déclare avoir défriché deux pièces de terre : La première contenant 40 verges, au lieu dit la Saule, tenant au levant le sieur Moyen de Varennes, au midi les tournières, au couchant du bout le sieur Fleurisselle, de Dannevoux et au septentrion la tournière.

» La seconde pièce de 40 verges également, au lieudit le champ Gougé. Lesquelles pièces de terre ont été incultes de temps immémorial suivant la notoriété publique, de laquelle déclaration le dit Goyeux a requis acte, a lui octroyé par nous, greffier en chef de ladite élection soussigné avec ledit Goyeux après lecture faite ». *Signé* : Louis Goyeux et Drouët.

2. Ils semblent en cela suivre une voie de formation parallèle à celle des communautés qui les possèdent, et ont existé longtemps en fait avant d'être reconnues en droit. Cf. Babeau, *op. cit.*, p. 4.

TROISIÈME PARTIE

CONSTITUTION LÉGALE DES BIENS COMMUNAUX DU XII^e AU XVII^e SIÈCLE

CHAPITRE I

LA LOI DE BEAUMONT ET SES FILIALES DANS LE CANTON DE VARENNES (1182-1255)

Dès le début du xiii^e siècle, nous entrons dans la période de constitution légale des biens communaux. Auparavant ils existaient en tant que fait, dès lors ils existent en tant que droit. En ce sens, on peut dire qu'ils dérivent de concessions seigneuriales, puisque c'est leur reconnaissance par ces féodaux qui leur permettra de subsister. Ils vont suivre la même évolution que les communautés auxquelles ils appartiennent, et les mêmes chartes leur donneront à tous deux un statut juridique.

La communauté rurale est pour ainsi dire de droit naturel, aucune loi écrite ne la détermine, elle s'est développée par la force même des choses¹; à l'origine, sans caractère public, elle n'est qu'une agglomération de travailleurs de diverses conditions, qui mettent leurs intérêts en commun pour mieux les

1. Babeau, *op. cit.*, p. 2-59.

défendre¹. Elle finit par se faire accepter, et son existence fut regardée comme tellement nécessaire qu'elle n'eut pas besoin de titres pour être reconnue². « Elle se constitua virtuellement lorsqu'elle nomma ses procureurs pour la représenter devant la justice ; lorsqu'elle choisit ses gardes et ses pères pour surveiller ses biens et ses troupeaux. Les membres n'avaient point de juridiction, point de droits écrits, mais on traita avec eux parce qu'ils étaient nombreux, qu'ils étaient unis »³. L'association est de droit commun au Moyen âge, elle se retrouve dans la formation des corporations industrielles, comme dans celles des communautés. Le servage lui-même, par la mainmorte, les droits de formariage, d'habitandage, de paroichage, contribue à resserrer les liens, à rendre chacun solidaire de tous. « La communauté, dit Babeau, n'était pas incompatible avec le servage ; les serfs avaient pu s'associer pour soutenir leurs droits devant la justice ; ils avaient pu se réunir dans leur église et concourir à son entretien ; ils avaient nommé les assesseurs des impôts ; mais leurs droits étaient toujours précaires et leur affranchissement favorisa d'une manière singulière le développement des communautés ».

En face d'eux, les barons féodaux et le haut clergé sont épuisés par les guerres continuelles et le luxe. Contraints d'accorder des affranchissements individuels, ils voient peu à peu ces nouveaux affranchis s'unir contre eux, désertir les domaines de maîtres trop durs ou trop batailleurs. Lorsqu'en 1182, Guillaume aux Blanches-Mains accorde la charte d'affranchissement à sa ville de Beaumont-en-Argonne, la répercussion en est si grande, l'émigration vers les villes libres si intense, que tous les seigneurs, ecclésiastiques et laïcs, doivent

1. Flasch, t. II. Les villages sont alors composés à la fois de serfs, d'hommes libres, etc.

2. Denisart, p. 727. Collection des décisions nouvelles, 1786, t. IV, p. 727.

3. Babeau, p. 4 et 29.

mettre leurs villes aux franchises et loi de Beaumont¹. Ces villes, et à cette époque ce mot désigne autant de villages² et les distingue des châteaux et des bourgs, deviendront les « communes jurés » du Moyen âge, nées d'une charte ou d'un contrat.

Tous les villages qui doivent former le canton de Varennes existent alors. Seul Charpentry ne semble être qu'un écart du village de Baulny et sera rattaché à lui jusqu'au XVIII^e siècle. Le dernier en date, le village de Lachalade, se groupe dans le val de Biesme, autour de l'abbaye cistercienne qui s'y est établie au début du XII^e siècle³. De ces deux villages, nous aurons peu à nous occuper, car ils ne semblent jamais avoir possédé de biens communaux.

Une délibération de la commune de Charpentry en date du 10 prairial an II, en réponse à une circulaire du directoire de Clermont, sur l'exécution de la loi du 10 juin 1793, dit : « qu'il n'existe pas de biens communaux, en aucune quantité, ni en aucune nature, qu'il n'y en a jamais eu, ni bois, ni autres avant 1789 »⁴.

1. Flasch, t. II. Cette désertion des villages trop opprimés n'est pas un fait nouveau. Déjà sous le Bas-Empire, les Gallo-Romains fuyèrent les villes où les charges étaient trop lourdes, malgré l'interdiction formelle des empereurs.

2. Bonvalot, p. 21. Cette distinction entre ville, bourg, château n'était pas absolue. Varennes est indifféremment désigné sous les noms : *castrum*, *oppidum*, *villa*.

3. Flasch, t. I, p. 466.

Alors la protection des églises est bien moins onéreuse que celle des seigneurs. « Il est connu de tous à quel point les seigneurs laïques oppriment leurs paysans et leurs serfs, hommes ou femmes... Les moines n'agissent pas de même. Ils ne demandent aux paysans que les services légitimement dus; ils ne les chargent pas d'impôts intolérables; dans le besoin, ils les nourrissent; quant aux serfs et aux serves, ils les considèrent comme des frères et sœurs ».

Cité par Flach, t. II, p. 466.

4. Et en face la question : « A-t-on réservé à chacun des défenseurs de la patrie la portion communale qui doit lui échoir ? » l'assemblée écrit : « Tous égaux. — Rien ». Arch. comm. de Charpentry.

De même, le village de Lachalade, situé en pleine forêt, dans un val resserré, n'a jamais possédé ni ne possède aucune propriété communale, bien que son territoire de 1.922 hectares comprenne 1.687 hectares de bois.

Les moines avaient reçu, dès le premier tiers du ^{xii}^e siècle, a propriété de tout le versant occidental de la forêt d'Argonne, entre la Haute-Chevauchée et le val de Biesme ¹. Ils se contentèrent de laisser des droits d'usage aux habitants de Lachalade sans jamais, à ce qu'il semble, les leur reconnaître par titres. Dans un registre de délibérations se trouve un État des recettes de l'an XI ² qui indique que la commune ne possède pas et n'a possédé de biens communaux. « Elle n'a que le droit de pâturage pour les bêtes aumailles et chevalines, bois mort et mort bois dans les bois nationaux de la cy devant abbaye de Lachalade, pâturage dans les tailles défensables ; droit immémorial et qui n'a jamais été contesté, ni par les religieux, ni par la cy devant maîtrise des Eaux et forêts du Clermontois ».

Au contraire, tous les autres villages possèdent en pleine propriété des bois et des pâturages. Pour les uns, des titres assez nombreux en font foi ; pour les autres, Esnes et Malancourt en particulier, dont les archives sont fort pauvres, les registres des délibérations des conseils de la commune, les pièces de l'époque révolutionnaire pourront seules nous guider.

Les premiers textes certains que nous rencontrons sur ce sujet sont les chartes d'affranchissement filiales de la loi de Beaumont, que les comtes de Bar ³ accordent à diverses communautés du pays dès le début du ^{xiii}^e siècle.

1. Cf. *infra*.

2. Arch. comm. de Lachalade.

3. Cf. Lesort.

En 1204, Thibaut I^{er} de Bar prend possession définitive de Clermont. Il s'établit alors une mouvance féodale telle que les comtes de Bar recevaient le

L'Argonne marque alors la limite extrême de la France et de l'Empire¹. C'est de ce côté que la politique française dirigera tout naturellement ses premiers efforts et que se produiront ses premiers conflits, qui mettront en question la souveraineté impériale. Le terrain est bien préparé pour recevoir l'influence champenoise². L'évêque Albéron de Chiny introduit dans ce pays la monnaie française³. Le pays est français, par la race et par la langue et ne renferme aucune population germanique. Il est même possible que les us et coutumes de Champagne aient régi la prévôté de Varennes⁴. Un des éléments les plus agissants de l'influence champenoise, fut certainement l'extension dans ce pays de la charte de Beaumont. D'elle sortit le tiers état.

La féodalité repose sur le contrat et sur la force. Devenue antipathique, la royauté, dont elle a réduit le territoire et les

Clermontois de l'évêché à hommage-lige, l'évêché lui-même recevant l'investiture de l'Empire. On possède les hommages rendus en 1295-1322-1337-1404 et 1436 par les comtes de Bar et par René, duc de Bar, pour Clermont, Varennes, Vienne, etc.

1. L'indivision de la frontière prêtait aux conflits; sur un certain parcours, elle deviendra celle du canton. Elle suivait la Biesme, traversait obliquement l'Argonne, se rapprochant de Varennes et de Montblainville, passant par Concescourt (ferme des Escomportes), pour aboutir à Châtel et remonter ensuite vers Montfaucon par Exermont. Le diocèse de Verdun, au contraire, s'arrêtait à Lachalade, de là remontait sur Boureuilles, laissant Varennes, Montblainville et Cheppy du diocèse de Reims, doyenné Grandpré.

Ch. Aimond, Havet, Legrand, Stein, *op. cit.*

2. Les blés, consommés à Verdun, viennent de Champagne où les ouvriers verdunois et probablement ceux de toute la région vont travailler.

3. Ch. Aimond.

A Verdun on est obligé de chercher un traducteur pour les diplômes allemands.

4. L'influence française se manifeste par l'influence champenoise. Cette province dépendait de la couronne de France, en fut partie intégrante en 1285 lors de l'avènement de Philippe IV le Bel au trône et par suite de son mariage avec Jeanne de Navarre, héritière de la Champagne. Le village de Véry était de la coutume de Vitry, Boureuilles du bailliage de Sainte-Menehould, province de Champagne.

prérogatives, et le peuple qu'elle a asservi et dépouillé de sa liberté, se dressent contre elle. Elle est épuisée ; tandis que les artisans, les cultivateurs fortement unis par le lien corporatif se sentent plus forts¹. L'esprit d'association, développé par le compagnonnage germanique, fait de la société, de la base au sommet, une immense hiérarchie où les terres, comme les personnes, sont rattachées à un chef par un lien mutuel de protection et de dépendance. L'alleutier, dont la charte de Parroy² dit : « qu'il est si grand seigneur qu'il ne relève que de Dieu et de son épée », persiste encore, mais la « recommandation » en réduit le nombre³. La misère dépasse de beaucoup les splendeurs ; les guerres continuelles dégénèrent rapidement en brigandages et causent de nombreuses famines⁴. Devant ces désastres, les ligues et les soulèvements des serfs sont nombreux dans l'est de la France ; pour une tentative qui aboutit, vingt autres ne font que resserrer les biens ; l'Église commence alors à entreprendre la transformation du monde féodal. Avec l'aide des communautés, elle impose la paix ; à Verdun, Richard, abbé de Saint-Vanne⁵, établit dans le diocèse « une communauté centrale qui se ramifie dans chaque paroisse, et entretient à sa solde des seigneurs, jurés de la Paix, pour exécuter ses sentences ».

1. Digot. Les vestiges de l'administration municipale romaine subsistaient encore dans certains bourgs. Ch. Aimond, p. 24. A Verdun, les échevins remontaient à l'époque carolingienne. Buirette, t. I, p. 59 et 108. Auparavant les comtes de Champagne avaient accordé divers privilèges partiels à certains pays du versant occidental de l'Argonne.

2. Parroy, département de la Meuse, arrondissement de Verdun, canton de Clermont.

3. Cf. Flasch. Bonvalot, p. 35. Ils étaient assujettis à des corvées et le monastère de Hesse exige d'eux, comme de ses tenanciers, les mêmes services et redevances.

4. De 987 à 1057, Raoul Glaber compte 48 disettes, une par période quinquennale. Les disettes de 1151-1197 et 1198 éprouvèrent surtout la Lorraine.

5. Bonvalot, p. 74.

Tout se prépare pour l'affranchissement en masse¹. Quand à la fin du xi^e siècle, sur les deux rives de la Meuse, les cités de Reims, Châlons, Metz, Toul et Verdun, revendiquent contre leur évêque par la voie pacifique ou armée, le titre de commune ou ville libre, le roi de France ou l'empereur d'Allemagne s'empresse de leur venir en aide. Le clergé montre l'exemple ; à sa tête se trouvent Suger et Guillaume de Champagne². C'est au milieu de cet enfantement d'une société nouvelle que paraît, en 1182, un type nouveau d'affranchissement : la charte de Beaumont.

Distante d'une dizaine de lieues du canton de Varennes, la ville de Beaumont-en-Argonne s'élève dans la vallée de la Meuse en amont de Sedan, Mézières et Mouzon. Peu peuplée un siècle après sa fondation, Guillaume de Champagne aux Blanches-Mains (1135-1202), archevêque de Reims, beau-frère de Louis le Jeune, désira y attirer les habitants par une loi libérale. « Cette charte, dit Merlin³, a été regardée comme une espèce de météore. Sa publication fut pour l'humanité une époque mémorable, parce que les hommes y sont comptés pour quelque chose. La liberté et la propriété, ces divinités tutélaires, présidèrent à sa rédaction. Par elle, les simples communautés deviennent les communes jurées, ayant des devoirs précis, des droits certains ; elles s'administrent, jugent, possèdent ».

Cette charte abandonne en toute propriété terres, prés, jardins, maisons et concède sur les eaux et forêts, non seule-

1. Bonvalot. La population s'accroît peu à peu, les bourgeois des villes sont les maîtres de la fortune ; dans les campagnes, l'esprit d'émancipation grandit dans la mesure de l'oppression seigneuriale. En devenant soldats pour les guerres privées ou les croisades, les roturiers constatent leur valeur.

2. Suger en 1125 relève de la mainmorte les paroisses de Saint-Marcel et de Saint-Paul et fonde la ville neuve de Veà Cressen en 1145. 150 ans auparavant, il y avait eu à Metz, en 950, deux affranchissements aussi mémorables.

3. V. Loi de Beaumont, *Répertoire*.

ment l'*usum*, mais encore le *liberum usum* ¹. Le suzerain ne garde de son ancien patrimoine que les fours et les moulins; il encourage le défrichement en n'exigeant sur les nouvelles terres, mises en culture, de quatorze gerbes, une seulement au lieu de une sur douze pour les autres ².

Le mouvement d'émancipation reçoit de la charte de Beaumont une impulsion d'autant plus vigoureuse que les résultats en sont plus féconds ³. Cette loi se développe dans le Barrois avec Thibaut II, dont le long règne (1240-1279) est surtout favorable à la liberté et au progrès. Soixante des principales bourgades de son comté la reçoivent : Varennes et Véry en novembre 1243; Vauquois en juin 1255, jour de la Saint-Barnabé. Ses successeurs achèvent son œuvre libérale plutôt par des confirmations que par des concessions nouvelles. Édouard I^{er}, comte de Bar, confirme la charte de Varennes en 1320, le mercredi après l'octave de la Chandeleur ⁴.

« La maison de Champagne suit l'exemple et continue la tradition de l'archevêque Guillaume aux Blanches-Mains. Tous ses membres, depuis Thibaut le Vieux et Henri le Libéral jusqu'à Thibaut III et Thibaut IV, sont résolument à la tête du mouvement d'émancipation sociale ⁵ ». En donnant satisfaction aux populations, ils poursuivent le même dessein de prépotence et d'ambition que les rois de France, abaisser les petits seigneurs, leurs vassaux, et étendre leurs domaines dans la province de Champagne, et hors de cette province jusqu'en Lorraine et en

1. Arbois de Jubainville, t. III, p. 112.

2. Arbois de Jubainville, t. IV, p. 3.

3. A côté de la charte de Beaumont existe bientôt l'arche ou loi de Beaumont. Ce texte répétait et commentait l'acte de 1182. Plus développée que la charte de Guillaume de Champagne, c'est elle qui sert de base aux affranchissements postérieurs. C'est à elle que se référeront les communes qui viendront dans la suite « prendre droit » à Beaumont. Defourny, *op. cit.*; Bonvalot, *op. cit.*

4. Février 1321 (n. st.); cette charte porte sur un privilège de juridiction.

5. Bonvalot, p. 137.

Bourgogne. Aussi distribuent-ils la liberté à pleines mains, instituant même un mode d'affranchissement particulier à la Champagne méridionale : le mode Troyen. Par contre, ils réservent l'application de la loi de Beaumont à des cas très spéciaux et dans des limites fort restreintes : telle la création de centres habités dans les parties boisées et incultes qu'ils possèdent, de concert avec les communautés ecclésiastiques, leurs pupilles. Dans l'Argonne notamment, au delà de la Biesme, près du canton de Varennes, ils l'appliquent au village de Florent (1226) et de la Neuville-au-Pont (1203 à 1212)¹.

Enfin ², à la différence des évêchés de Metz et de Toul, celui de Verdun est la terre classique de la loi de Beaumont; les affranchissements s'y succèdent sans interruption. Du commencement du xiii^e siècle à la fin du xv^e, on n'y connaît pas d'autre mode que celui-là. L'évêque Henry d'Apremont (1312-1349) la vulgarise et rapproche le moment où elle sera le droit commun de l'évêché. Guillaume de Haraucourt (1456-1500) et Louis de Lorraine (1508-1522) terminent cette œuvre ³. Sur les quarante-quatre ou quarante-six villages qui composent le manse épiscopal, il ne reste plus après eux, de villages n'ayant sa charte, et on y perçoit jusqu'en 1790, les redevances aux taux et conditions qui y sont spécifiés.

Telle fut, dans l'Argonne, l'heureuse fortune de la loi de Beaumont qui, pendant quatre siècles, s'étendit à plus de quatre cents villages. Les motifs qui présidèrent à son expansion furent multiples. Des vestiges de l'organisation municipale romaine subsistent dans les villes; d'autres organes se sont créés depuis ⁴; la crainte de l'insurrection pousse les seigneurs à se montrer libéraux. La cause la plus impérieuse fut certainement d'ordre économique; on accorde ces franchises pour garder

1. Bonvalot, p. 37 et 151.

2. Bonvalot, t. III, p. 37 et 150.

3. Bonvalot, t. III, p. 150.

4. Tels les eschevins de Verdun qui remontent aux Carolingiens.

d'anciens sujets, ou en acquérir de nouveaux. Pour éviter le dépeuplement des domaines et l'émigration dans les communes : il n'y a point d'autre moyen efficace que de briser le lien de sujétion, en créant dans les campagnes une classe de personnes intermédiaires, entre les bourgeois des villes jurées et les affranchis libres. Et les seigneurs en useront ; poursuivant un but stratégique, industriel, agricole ou économique. Car le servage n'opprime pas seulement le roturier, mais la seigneurie elle-même en est « admeurie » par la dépopulation, la stérilité du sol et la diminution des revenus.

Cette charte nous intéresse car elle donne aux communautés des droits politiques et civils qui leur permettent de lutter avec succès contre les entreprises seigneuriales et contient des stipulations économiques très importantes pour l'agriculture et la jouissance des eaux et forêts. D'un côté, le seigneur donne à chaque nouveau bourgeois des terres pour bâtir ou cultiver, se dépouille ainsi d'une partie de son domaine ; de l'autre, il reconnaît à la jouissance commune des habitants des bois, des pâturages.

Des chartes, accordées par les comtes de Bar, aux trois pays de Varennes, Véry et Vauquois¹, cette dernière est la plus explicite. Thiébaud II y déclare d'abord : « Que tuit cils qui il manront seront quitte de tous os, de toutes chevauchées, et de tous mes tonneux, et de tous mes passages par toute ma terre ». Puis il stipule des donations de terres en toute propriété, puisque les bourgeois auront droit de les vendre, sous certaines conditions. « Et donran à chascun bourgeois Wit ans de terre, ce plus ne li donnent on jusques à tant que les terres don ban seront toutes données ». « Et est assavoir que cil a cui maire et eschevins donront des terres don finage, il les porront vendre

1. Preuves. Chartes de Véry et Vauquois.

et despendre dedans an et jour après ce que il averont faite leur raparance ».

Sans doute, le droit est limité dans le temps, mais une autre phrase de la charte diminue fort cette restriction. « Et se nuls des bourgeois se pantoy de la ville, quil allot menoir an royaulme ou dessous le comte de Champaigne ou à Verdun, il perdrait sa remenance; se il lavait vendue ou despendue a bourgeois ou bourjoise de la ville dedans an et jour après se que il en serait alei, ne je ne my sergens ni poons mestre contredis ». Le Royaume, la Champagne et le Verdunois formaient un territoire fort considérable et limitrophe, de là la prévôté de Varennes, l'extension de cette règle la rendait presque de droit commun, surtout à une époque où les communications étaient difficiles.

Ces stipulations particulières ne se retrouvent pas dans les autres chartes de Varennes et Véry. La ville de Vauquois, située sur un rocher de gaize, dominant la vallée de l'Aire et les pays voisins, parutsans doute aux comtes de Bar, avoir une certaine importance stratégique que les événements n'ont pas justifiée. De là peut-être des stipulations plus précises, d'autant que dans la dernière phrase, il déclare que « Varennes et toutes les autres villes qui estoient de la prévosté de Varennes sont de la prévosté et seignorie don Mont Nostre-Dame de Vaucoie »¹.

Par cette donation, il est évident que le seigneur se dépouille de son domaine personnel, ou plutôt des terres incultes qui le composent, au profit de nouveaux habitants. Outre qu'il obtient ainsi un meilleur revenu, il augmente en même temps son influence; c'est ce qu'il recherche alors. La cause de cet octroi, à des particuliers, en pleine propriété, peut aussi se trouver dans une dépopulation complète du village; dans le désir du

1. En 1364, copie de la charte de Véry est donnée par Wautier Choisel, clerc juré de la prévosté de Waucoix.

comte de Bar d'en faire une forteresse comparable à Clermont ou à Dun. D'accès difficile, le pays ne peut attirer les habitants que par la sécurité qu'ils peuvent y trouver. Malgré tous ces avantages, le résultat ne semble pas confirmer les espérances de Thibault; bientôt après Vauquois diminuera d'importance et le chef-lieu de la prévôté sera à nouveau la ville de Varennes.

Ces stipulations ne concernent qu'un mode d'appropriation privée; cette charte, comme celle de Varennes et Véry ne parle pas des forêts. L'acte d'affranchissement de Vauquois accorde bien le droit de pêche et le droit de parcours sur les terroirs voisins¹. « Et est assavoir que il pueent peschier enmi ieaux de Buant quy moy est {pour moy sans contredict... Et lor ay octroïé le pasturage en mes bans de mes autres villes *partout*, sauf ce que je ne fasse tort à mes autres villes ».

Cette phrase prête à déduire que ces droits s'étendent également aux forêts que la charte ne cite pas. C'est là l'interprétation des habitants de Vauquois dans les procès qu'ils soutiendront postérieurement avec succès.

L'étude de la charte de Beaumont elle-même, permet de conclure que les villes de Varennes et de Véry acquièrent un droit certain à la propriété des forêts communes. Des textes les mentionnent déjà comme laissées à la jouissance commune; les chartes de Varennes et de Véry incitent encore à cette opinion.

La charte de Varennes² ne renferme pas le texte de la loi de Beaumont, mais en autorise formellement la mise en vigueur. « Je, Thiébault, cuens {de Bar, fais sçavoir a tous ceulx que ces lettres verront et arront que j'ay jurei ma ville de Varennes, les Bourgeois et le Chastel à la franchise

1. Digot, t. II, p. 112.

2. Colmet, t. II, *Preuves*, col. cccclviiij.

de Beaumont entièrement, saus mettre et sans oster ».

¹ De même, le comte de Bar jure « sa ville de Vairy a la franchise de Biaumont, entièrement sans mettre et sans osteir ». Or, l'article 8 de la charte de Beaumont dit : « Item nous vous octroyons l'usage franc des yaves et des bois ».

« Ad haec vobis concedimus usum aquae et nemoris liberum ». Il ajoute que ces bois et ces eaux sont indivis entre les habitants de Beaumont « et les hommes de Lescanne et de Orne, et les frères de Bellevaux ». Cette indivision de la forêt se retrouve dans le canton, notamment entre les communautés de Véry, Cheppy et même Béthincourt² et subsiste jusqu'au xvii^e siècle. Véry jouira même des droits d'usage dans les bois de Montfaucon, jusqu'après la Révolution.

Un autre article 54 stipule : « Item saulcum est trouvé ez bois mairien faisant ou charbon ou cendres ou autre chose qu'il porte en autre lieu, fors que en nous, il paiera 40 sols : au seigneur 8 sols, au maieur 12 deniers et aux jurés 12 deniers ». Par une déduction *a contrario*, on peut conclure que l'archevêque Guillaume donnait aux habitants le droit d'usage et le droit de faire du charbon dans ses bois. Dans le cas spécial de la loi de Beaumont, cette concession était véritablement un don de Guillaume aux Blanches-Mains, car le village, créé depuis peu, ne prenait vie qu'avec ces privilèges. Au contraire, les trois villes de Varennes, Véry et Vauquois existent déjà à une époque fort antérieure³ et semblent posséder depuis l'origine des coutumes d'usagers⁴. Elles utilisent la forêt pour le chauf-

1. B. N., *Preuves*.

2. *Infra*, *Preuves*, titres du 5 avril 1490 pour Véry contre Montfaucon et du 22 juillet 1557 : partage des bois d'entre les communautés de Véry et Cheppy.

3. Par exemple : Varennes est citée dans les chartes et dénombrement du x^e siècle.

4. Roussel, *Pouillé*, t. II, c. cixviiij.

fage, la construction des maisons et des instruments, pour la nourriture du bétail. En ce temps-là, le pâturage est lié à l'existence et à la prospérité de l'agriculture. « Alors, disait-on, Dieu fait naître l'Herbe de la terre pour tous les animaux ». La coutume de 1494 dit de même : « En terres vaines, roturières, les habitants d'une paroisse peuvent mener pasturer leurs bestes de leur creu, nourriture, et pour leur usage, jusques aux clochers des paroisses joignans et voisines¹, tenans a eux, synon que les terres soient clauses ou fossoyées; et sont dictes terres vaines, où il y a aulcune semance; toutes foys peult deffendre le laboureur de la terre où il y a chaulme »¹. Ces mêmes termes se retrouvent au xviii^e siècle, dans les procédures sur les droits de vaine pâture et de parcours, entre les communes de Véry, Vauquois et Cheppy; car ces droits sont consacrés par les coutumiers de notre région² (Lorraine, XIV et XV, Saint-Mihiel, XIII, Vitry, art. 122, Verdun, XI, Clermont, XX).

De même qu'elle consacre des droits antérieurs de parcours et de vaine pâture, de même la charte de Beaumont consacre implicitement les droits des communautés sur leurs forêts. Alors les massifs boisés sont plutôt un obstacle aux progrès de l'agriculture qu'utiles à la société; la commune, libre de ses aisances, peut les défricher; on en fait peu de cas, chacun y puise à sa guise, souvent sans modération. Les axiomes du pays disent³ : « Bois et eaux n'ont pas de chasse. — Couper, c'est appeler; charger, c'est attendre; s'éloigner, c'est s'acquitter ». A part les vastes garennes, réservées aux chasses seigneuriales, les autres forêts sont laissées à l'usage des habitants et livrées à la pâture des bestiaux et cela depuis les temps les plus reculés.

1. Viollet, *Établissements de Saint Louis*, t. I, p. 99. Cart. Orléanais.

2. La Poix de Fréminville, *Pratique des Terriers*.

3. Henriquez, *Grueries seigneuriales et Code des seigneurs*; Bonvalot, p. 345.

Lorsque la ville affranchie ne jouit des bois qu'à titre d'usagère, les seigneurs lui en abandonnent souvent la pleine propriété; de même lorsqu'ils créent une ville neuve. Pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, la charte indique la forêt cédée par sa dénomination spéciale, par ses limites. Ainsi fait le comte de Bar pour Neuville¹, village limitrophe du canton, qu'il fonde avec le Primicier de Verdun. Il accorde des bois en toute propriété et de simples droits d'usage dans d'autres contrées. « Sachant tuit cil que ces lettres verront et orront que li nove vile est faite a Nivilli par le créant Thiebaut, cuens de Bar, et par le créant Jean d'Aisse, princier de Verdun, en teil manière que li boriois de la ville auront les bâtis ou bois par devers Champagne jusque en sou les costes et tout lautre bois par devers Verdun don ban de Nivilli por faire lor aisement au droit de Biaumont, fors tant que il ne puent point mener fors don ban pour vendre. Et li autre bois des en sou les costes en avant par devers Champagne demorra as segnôrs de la vile ou li boriois nauront niant, fors que les paistures sans faine et sans glant »².

Ici, la distinction est bien tranchée entre les deux contrées données; l'une en simple usage, l'autre en pleine propriété; l'une, consacrée à la vaine pâture, l'autre sans doute à l'affouage proprement dit. — Lorsque la charte concerne des villes anciennes, possédant déjà des communaux, on se contente le plus souvent de renvoyer à la loi de Beaumont, « entièrement, sans mestre et sans oster ». Par déduction de l'article 8, les communautés possèdent dès lors à titre certain, tout au moins, le plein usage des bois communaux qui se transforme par la suite en pleine propriété.

Un arrêt du conseil du roi décide le 9 mai 1769, que l'usage

1. Neuville, canton de Clermont, arrondissement de Verdun, département de la Meuse.

2. Bonvalot, M. C. 46 (246 octendry); Arch. de Neuville, Original.

des bois reconnu aux habitants de Beaumont, par la charte de 1182, emporte pleine propriété de ces bois, et que d'un autre côté, la concession en a été faite à titre onéreux, parce que Guillaume a établi un cens sur les prés des habitants, un droit de terrage sur leurs terres et la banalité des fours et moulins. En conséquence, le Roi permet aux habitants de la ville de Beaumont, de vendre à leur profit 170 arpens de bois de réserve, à l'effet d'en employer le prix aux besoins exprimés dans l'arrêt, sans retenue au profit de S. M., ni du tiers denier, ni du triage »¹.

Enfin, l'arche ou loi de Beaumont apporte encore une preuve. Il est vrai qu'elle fait dériver la forêt d'une donation seigneuriale. Elle dispose, article 5 : « L'octroye est eslargi par les seigneurs aux bourgeois lusaige et cours des eaux et bois, ainsy que leur sera enseigné, à condition qu'ils ne pouldront vendre ne mettre hors du lieu, sinon au proufict et réaugmentation de leur ville, là où le bois'est resortant, sur peine de perdre lesdits bois et retourner au seigneur dont premier sont venue »². Plus loin, elle fera la distinction entre le « *bois seigneurial et le bois bourgeoisie* »³.

Dès lors, la propriété de ces communes est fondée en droit ; le maire, les échevins, les quarante jurés, en qualité de représentants de la communauté prennent la haute tutelle de ces forêts, en ont désormais l'administration et la disposition, en font l'aménagement, et jusqu'à la Révolution nomment les agents subalternes, sergents, forestiers ou messiers.

Déjà, le soin de préserver la forêt fait édicter divers règlements : « défense de couper les arbres portant fruicts, tels entre autres les chênes et les hêtres »⁴, de détruire les bois et les

1. Bonvalot, p. 348 ; Merlin, *Rép.*, v^o *Loi de Beaumont*.

2. Bonvalot, v^o *Preuves*, p. 7.

3. Bonvalot, *Loi de Beaumont*, p. 2, art. 49 ; Dufourny.

4. Loi de Beaumont, art. 18 : « L'homme qui fera facilement mourir arbre portant fruit par malengin sera à la volonté du seigneur, et qui le coupera

recrues pendant les mois de sève¹. On réglemente enfin l'usage, on cantonne les lieux abandonnés².

Désormais, lorsqu'un habitant a « mestier de bois ou de pasture », il s'adresse à la commune pour obtenir ce dont il a besoin. Elle le satisfait autant que possible, d'après une réglementation coutumière immémoriale; bois pour chauffage, bois pour maisonner, se distribueront encore dans ce canton après la Révolution.

La distinction, déjà faite en Champagne entre le mort bois et le vif bois, se retrouve et devient d'usage courant dans tous les textes postérieurs.

L'heureuse fortune de la loi de Beaumont explique ce long développement; d'elle, datent les premiers textes certains sur les communaux de nos pays. Par elle naît la classe bourgeoise qui s'enrichira dans l'agriculture et dans l'industrie. En cultivant sa terre, désormais le manant améliore son sort et celui de sa descendance; son travail n'est plus absorbé par des corvées arbitraires et indéfinies. L'industrie progresse rapidement dans l'Argonne; « la forge et la forêt voisinent » et des établissements métallurgiques grandissent dans tout le Clermontois jusqu'à la Révolution. Des papeteries, des ateliers monétaires, des verreries augmentent encore la richesse. Toutes ces industries, grandes consommatrices de bois, accroîtront

et esbranchera sera à 60 sols d'amende, voulant est consentant le seigneur ». Bonvalot, *op. cit.*, *Preuves*, p. 7.

1. Art. 49 : « On doibt garder de destruire les bois et recreutes d'iceul, par especial, à mars, avril et moy sur l'amende de 60 sols, tant au bois seigneurial comme au bois bourgeoisie, car le domaigne pourroit venir contre le bien publicq et de tous estats et pour ce debvont garder ». *Idem*, p. 2, *Preuves*.

2. « Les hommes n'auront usances es bois jusques a ce qu'ils leur seront déclarez et montrez où convient et les conditions qu'ils seront déclarées charte à eulx données; si c'est de bourgeoisie, il y aura 5 sols d'amende; si c'est de fieff 60 sols; et n'y pourra couper arbres portant fruicts comme chênes, faulx (faily) pommiers, poiriers, si ce n'est par la déclaration des jurez pour edifier la ville et sur le lieu ». *Ibid.*, p. 2, *Preuves*.

la valeur de la forêt. Dès lors, les seigneurs et les abbés s'efforceront de s'en emparer, d'en dépouiller les communautés. Celles-ci ne pourront lutter victorieusement que grâce à la loi de Beaumont, qui leur aura donné la forte administration municipale qui subsistera jusqu'à la fin de l'ancien régime.

CHAPITRE II

L'INFLUENCE FRANÇAISE DANS L'ARGONNE DE PHILIPPE III LE HARDI AU TRAITÉ DE PARIS DE 1641

A partir du ^{xv}^e siècle, l'Administration des forêts communales : aménagement, délivrance des bois pour les constructions, le chauffage ou les clôtures, défrichements et enlèvement de bois mort, etc., ne se feront plus qu'avec l'autorisation des gruyers, agents des seigneurs. Dans la Lorraine et dans le Barrois, le souverain prendra, en vertu d'ordonnances du ^{xvi}^e siècle, le tiers du prix de la vente du bois ou des produits forestiers ; enfin, l'exercice du droit de parcours ou de vain pâturage sera contesté, limité, réduit ou partagé.

Ce sera le déclin de l'autonomie municipale, la mainmise ou tout au moins la tutelle seigneuriale sur les biens communaux.

Auparavant, il convient d'étudier la période créatrice qui s'étend de la loi de Beaumont au début du ^{xvii}^e siècle. Les propriétés communales se forment alors, non plus seulement en tant que faits, admis par la coutume, mais en tant que propriétés légalement reconnues.

La rivalité des ducs de Lorraine, des évêques de Verdun, des comtes de Bar, que domine la lutte d'influence entre la France et l'Empire, semble les favoriser. Plus politique que militaire, cette rivalité permettra aux communautés de faire respecter leurs droits, sinon d'augmenter leurs privilèges. Les gens du roi, procureurs, gruyers, sergents, à l'affût de toutes les occa-

sions, leur permettant d'intervenir, obligeront peut-être les seigneurs à se montrer plus réservés.

Pour cette raison, nous dirons quelques mots de l'histoire politique du pays, du ^{xiii}^e siècle au traité de Paris (29 mars 1641) qui cédait le Clermontois à la France. La lutte est dominée par les essais de pénétration de la politique française; le pays, situé entre l'Aisne et la Meuse, fut de tout temps un but de convoitise pour les rois de France et les empereurs germaniques. La Biesme est alors frontière entre le royaume et l'empire, et limite les seigneuries rivales des comtes de Champagne et des ducs de Bar¹. De bonne heure, nos rois s'efforcent de reculer au delà de cette rivière, la frontière de la France et d'englober dans leurs domaines la totalité de l'Argonne, avec les forteresses de Clermont, Varennes, Cornay et Vienne-le-Château. Dès la fin du ^{xiii}^e siècle, on constate leurs empiétements sur le territoire d'empire, de Montfaucon, à Beaulieu. Parallèlement, les ducs de Lorraine et de Bar affirment leur souveraineté dans l'Argonne, tandis que se relâche le lien qui unit ces domaines au suzerain, l'évêque de Verdun². De fait, bien que Clermont, Varennes et Vienne soient encore compris au nombre des domaines, dont en 1502³, l'empereur Maximilien donne l'investiture à l'évêque, Wary de Dommartin, l'indépendance complète du duc de Lorraine et de Bar est formellement reconnue, dix ans plus tard, par divers habitants et non des moindres de Rarécourt, Vraincourt, Esnes, Souhesmes-la-Petite ». De leur déposition reçue par le prévôt de Sainte-Menehould, il résulte que⁴ « le duc est seigneur souve-

1. Point de rencontre des trois diocèses et de deux comtés, le val de Biesme offrait au ^{xiii}^e siècle une série d'usages internationaux : plaids d'estaux, etc. Cf. Aimond, Havet, Stein-Légrand, *Enquête de 1288*.

2. Dès 1405, le duc Robert ne parle plus du consentement de l'évêque pour une donation à son fils, le cardinal de Bar, des château et châteltenie de Vienne (Lesort, p. 10, Actes 1419 et 1443).

3. Dumont, IV, t. I, p. 29. 1^{er} mai 1502.

4. Lesort, p. 11.

rain, seul et pour tout le bailliage de Clermont-en-Argonne, sans que d'icelui il soit tenu de recongnaistre aucun supérieur sur les demeurans; auquel bailliage il a tous droits de régalles », etc. En 1552, l'année même où Henri II prend la ville de Verdun sous sa protection, et à ce titre y fait entrer ses troupes, et implante la domination française, le duc de Nivernais, gouverneur de Champagne, occupe lui-même Clermont, non en invoquant le titre de la suzeraineté verdunoise, mais sous le prétexte de garder le pays pour le duc de Lorraine, contre l'empereur. En 1553, un mandement de Henri II, relatif à une contestation entre les habitants de Florent, la Neuville-au-Pont, Moirement en Champagne et Claude d'Aguerre, seigneur de Vienne-le-Château, reconnaît que Vienne, ainsi que Clermont, appartient au duc de Lorraine. Le 9 janvier 1558 il déclare que ses ordonnances ne s'appliquent pas aux habitants du bailliage de Clermont, et en 1575, Henri III exempte des traites foraines les habitants de Varennes, de Dun et des localités voisines, leur reconnaissant la qualité d'étrangers.

Le lien de vassalité qui unissait le pays à l'évêché de Verdun, est définitivement rompu, par acte, fait à Nancy le 25 février 1561. Le duc Charles III se fait céder sous forme d'échange¹, par son cousin le cardinal Charles de Lorraine, archevêque de Reims et titulaire des fruits de l'évêché de Verdun, tous les droits qu'il pouvait prétendre sur les domaines de Varennes, Vienne et les Montignons. L'évêque de Verdun, Nicolas Psaume confirme purement et simplement cette transaction, le 10 septembre 1564.

Plus intéressante est la lutte d'influence française dans la région; toute son histoire en a été faite par M. l'abbé Aimond. Je suivrai donc cet auteur dans ce court exposé de la pénétration française, qui se manifestera surtout par des interven-

1. Lesort, p. 13.

tions judiciaires, intéressant parfois les communaux et les droits d'usage des villages et des bourgs¹.

Dès le règne de Philippe III le Hardi (1270-1285), apparaissent les procédés classiques que les rois de France suivront pendant près de trois siècles, dans leurs empiétements sur le domaine impérial : habile utilisation du droit féodal, évocation des cas importants devant la cour du roi, fiscalité impitoyable sous prétexte de croisades ou d'entreprises d'utilité publique.

En 1273, un traité de pariage a lieu entre la collégiale de Montfaucon et le roi de France qui associe le roi à la moitié de la seigneurie du lieu² et en 1284, Philippe sous sa garde l'importante abbaye cistercienne de Chéhéry. Philippe le Bel (1285-1314) continue la même tradition, d'autant qu'il vient d'annexer à la couronne le domaine des comtes de Champagne dont il a épousé l'héritière. Par ses officiers subalternes, il recherche la création de zones d'influence, « tandis que le bailli travaille suivant le précepte de Beaumanoir : « à accroître la terre de son seigneur », le prévôt et le sergent arrondissent leurs maigres gages ordinaires par des opérations extraordinaires, effectuées en terres d'autrui et sur lesquelles le roi a la complaisance de fermer les yeux. Incidents de frontières, jadis jugés aux « marchés d'estaulx », sauvegardes aux abbayes voisines, exécution des arrêts du Parlement, tout sera, pour les gens du roi, prétexte à intervenir au delà de la Biesme »³.

Bientôt même, les rois de France proclament la Meuse

1. Laissant de côté la lutte elle-même, on ne s'occupera que des actes concernant l'Argonne. Ils sont tous d'importance secondaire, même ici où tout se réduit à des faits de fort peu d'importance.

2. Aimond, p. 40. — Dès lors la collégiale de Montfaucon et ses biens furent considérés comme dépendant du bailliage de Vermandois et les affaires les plus importantes la concernant seront invoquées devant le Conseil du roi.

3. Abbé Aimond, p. 50.

comme frontière naturelle du royaume. Philippe le Bel intervient en 1286, en faveur de l'abbaye de Beaulieu contre le comte Thibaut II de Bar; et comme ce dernier conteste la compétence de la justice royale, une enquête a lieu. Celle faite en 1287 à Sainte-Menehould est favorable au Roi, tandis que tout naturellement celle qui a lieu à Verdun en 1288, donne raison à l'empereur. Mais un avantage précis est remporté par Philippe IV. Par un article du traité de Bruges, 14 juin 1303, il impose au comte de Bar, l'hommage pour ses possessions *en franc alleu* par deçà la Meuse, vers le royaume « de France ». De là naît une équivoque favorable à la royauté; dès la fin du xiv^e siècle, la renommée populaire, dans les pays de Haute-Meuse, considérera celle-ci comme séparant les territoires de France et d'Empire.

Mais le traité de Bruges ne comprend pas l'Argonne, pays relevant exclusivement de l'évêque de Verdun, parmi les fiefs dont le comte de Bar doit faire hommage au roi; cette prétention ne sera soutenue que par les juristes du xvi^e siècle. L'influence royale y prend comme base la garde de l'abbaye de Beaulieu qu'un article du traité accordait au roi. Aussi ce dernier préfère-t-il l'intrigue à la conquête; vers 1302, il essaye de se faire céder les châteaux de Clermont et de Varennes¹; il échoue quoique décidé à y mettre le prix et à « finer dans la mesure nécessaire ». La royauté n'en surveille pas moins cette région pour mettre à profit les moindres incidents : tel le procès des Bois Bâtis, entre le seigneur de Vienne-le-Château et les habitants de Moiremont² et la Neuville-au-Pont³. « Vers la fin du règne de Philippe IV, un changement d'ordre économique symbolise à merveille, dit M. l'abbé Aimond, la prépondérance que la France avait conquise dans l'évêché de Verdun.

1. Stein, p. 14, note, v^o *Preuves*.

2. Guyot, chap. II.

3. Ce procès célèbre commencé en 1311, fut terminé seulement en 1808.

Malgré la détestable réputation de la monnaie de Philippe le Bel, l'évêque Henri d'Aprémont (1312) fait modeler ses nouveaux coins sur ceux des pièces françaises¹, et l'on voit sortir de l'atelier épiscopal des imitations plus ou moins heureuses du double parisis, de la maille tierce et denier tournois, à la bordure toute fleurdelisée ».

Les fils de Philippe continuent sur la frontière d'empire, la même politique qu'avait si heureusement inaugurée leur père. L'incapacité de l'empereur Louis de Bavière, la rapacité des seigneurs secondaires² et l'appui pontifical les favorisent. En 1318, le Parlement de Paris attribue à Philippe le Long la garde de l'abbaye de Beaulieu, et en novembre 1319, le roi renouvelle le traité d'accompagnement avec les chanoines de Montfaucon. Un peu plus tard, en 1224 sous Charles IV le Bel, l'influence française se manifeste par l'établissement de la liberté du commerce entre la France et le Verdunois, et surtout par l'octroi des droits de bourgeoisie qui, dans la région comprise entre l'Argonne et la Meuse, propage l'influence royale dans les campagnes.

A partir de 1337, un mouvement rétrograde se manifeste, les rois de France étant occupés par la lutte contre les Anglais. Le lien, si patiemment noué par les derniers Capétiens entre ce pays et le royaume, se tend de plus en plus; un des premiers actes de Jean le Bon sera de le rompre³. Néanmoins, jusqu'au désastre de Poitiers, il interviendra assez heureusement par ses officiers dans des affaires secondaires. En 1350, il fait arrêter à Montfaucon une bande de flagellants, venus des pays d'Empire; en 1355, il met fin par arrêt du Parlement de Paris à l'un des nombreux conflits, soulevés par

1. Abbé Aimond, p. 90.

2. Tel le duc d'Aprémont à la Croix Blanche.

3. Le 9 août-septembre 1351. Au lendemain de son avènement, il renonce au droit de sauvegarde établi depuis quarante ans au profit de la royauté sur la cité de Verdun.

l'application du traité de pariage de 1319. Par lettre du 24 mars 1356 (n. s.), il réclame même la restitution du bétail enlevé et la réparation du dommage causé, par les habitants de Varennes au village de Florent, où s'étaient réfugiés des sujets barrisiens pour échapper aux guerres qui régnaient alors sur la rive droite de la Biesme.

Mais cette défaillance ne fut que passagère, et sorti des difficultés qui l'ont assailli au lendemain du désastre de Poitiers, le dauphin Charles se préoccupe de la frontière d'Argonne. Sans trop s'immiscer directement dans les affaires intérieures, il y fait intervenir son parlement. Le pays a besoin d'un maître; les bandes bretonnes et anglaises, principalement celles de l'Archiprêtre¹, pillent et rançonnent sans pitié les malheureuses populations. « Quelques seigneurs du pays, entraînés par le goût de l'aventure et séduits par les petits profits du métier, suivent cet exemple, se transforment en chevaliers-brigands, détroussent les marchands ». Un exemple des plus fameux de la sévérité royale est l'emprisonnement au Temple de la turbulente comtesse Yolande de Flandres², appréhendée dans sa propre ville de Bar (1371). Avant de la remettre en liberté, le roi fait occuper par le sire de Louppy et conserve jusqu'en 1377 les trois principales forteresses des prévôtés de Clermont, Varennes et Vienne (8 oct. 1373) que la comtesse possédait en douaire³. L'influence française prit dès lors une grande extension, tant au point de vue politique qu'aux points de vue juridique et économique.

1. Servais, t. I, p. 424.

2. Cette comtesse avait non seulement fait exécuter sommairement à Clermont un chanoine et son clerc, ainsi qu'un sergent royal et un valet. Elle avait encore emprisonné son fils Robert, beau-frère de Charles V et premier duc de Bar qui cherchait à se soustraire à son influence pour se rapprocher des Français. Forcée par le roi de France de remettre son fils en liberté, elle s'était vengée en faisant enlever, tout près du château de Vincennes, Henri de Pierrefort qui représentait à Bar le parti français.

3. Servais, t. I, p. 468, v^o *Preuves*.

Le 19 octobre 1377, Raoul de Louppy, qui venait d'être remplacé comme gouverneur de ces villes, par le bailli de Vitry, agissant toujours comme gouverneur de Clermont, rendait une sentence arbitrale entre l'abbaye de Lachalade et les communautés de Cheppy et Véry¹. En février 1378, le roi intervient à nouveau au delà de la Biesme, dans un procès assez obscur qui mit aux prises les habitants de Varennes et Jehan de Monlaincourt, « escuier »². Ce seigneur fit couper des bois qu'il possédait dans les environs de la ville de Varennes, à la frontière de Champagne³. Les Varennois qui prétendaient « que les dicts bois contencieux estoient de leur héritage »⁴, et y avaient des droits d'usage se considérèrent comme lésés, et « boutèrent le feu en y ceulx et ars » pour se venger. — Cet acte de violence provoqua une enquête de la part du bailli de Vitry et du sire de Louppy, naguère encore gouverneur de cette région pour le compte du roi. Celui-ci sur le rapport de ses agents, rend le 7 septembre 1378, une sentence transactionnelle. Les habitants abandonnent la propriété des bois à Jean de Monlaincourt, s'engagent à faire amende honorable au roi, moyennant quoi, on leur promet de ne plus être inquiétés pour l'incendie⁵. « C'est assavoir que lesdiz bois dont contens est entre lesdites parties seront et demourront et appartendront perpétuellement et héréditablement audit

1. Bibliothèque de Verdun, ms. 399, f° 11.

2. Stein, 99, v° *Preuves*, P. J. III; Aimond, p. 168.

3. Sans doute au lieu dit « les Quatre Chênes » sur la limite de la chastellenie d'Autry.

4. Ces bois pourraient être également situés du côté de Boureuilles « puisque J. de Monlaincourt en était le seigneur indivis ». Les habitants de Boureuilles réclamèrent toujours des droits dans les bois de Varennes, dits d'Ausson et les Périères. Ces prétentions remonteraient au xvi^e siècle; Stein, *Preuves*, arrêt de 1378, p. 99; Aimond, p. 169.

Cette sentence mécontenta, semble-t-il, J. de Monlaincourt, puisque les habitants sont obligés de le citer en 1382 aux assises de Sainte-Menehould pour non-exécution de l'arrêt de 1378.

5. Stein, *Preuves*.

escuier, (sans) aucun empeschement. Et si lui paieront ce que il a dispendu raisonnablement pour l'empeschement qu'il lui ont fait et par ordonnance des diz commissaires. Et par ce lesditz habitans demourons quittes et paisibles envers nous ou autres qu'icexconques, parmi ce que il nous feront seulement amende honorable par devant noz diz commissaires ».

Par la suite, les légistes de la Cour de France, interpréteront habilement ces faits. Ils prétendront que ce fut en qualité de souverain que Charles V avait confisqué le douaire de la comtesse Yolande; avec non moins d'habileté, ils reproduiront les déclarations de son fils Robert, où le duc avoue qu'on peut appeler des jugements de sa cour des grands jours de Saint-Mihiel, au Parlement de Paris. Dès le début du règne de Charles VI en 1385, les légistes du roi trouvent occasion d'intervenir à nouveau dans l'Argonne, sous prétexte que certains fiefs, dépendant de la châtellenie de Clermont, tel Boureuilles où la comtesse de Bar avait la moitié de la seigneurie par indivis¹, étaient enclavés dans le domaine du roi ou limitrophes du royaume. « Aucun des officiers de monsire le Roy y veulent ou contendent avoir aucun droit de justice ». Une enquête contradictoire a lieu, mais on n'en connaît pas les résultats². Seulement, quelques années plus tard, en 1391, un débat analogue est soulevé aux grands jours de Troyes, entre les officiers de Charles VI et la

1. Cette seigneurie sera indivise jusqu'en 1758, époque où le prince de Condé en acquerra la totalité. Un mémoire pour impositions (Arch. comm.) dit que la moitié appartenait à des manants du Roy à cause de son chastel de Sainte-Menehould, et porte que le 23 décembre 1369, Thibaut de Bourmont achète à J. Dubois la demie indivise de la seigneurie. Le 29 novembre 1373, Jean de Monlaincourt a acquis cette même moitié.

L'autre moitié appartenait à Yolande de Flandres, comtesse de Bar, qui cède sa moitié à J. de Monlaincourt le 27 août 1380.

En 1572, Boureuilles appartenait à Marie et Catherine de Malberg.

En 1664, le prince de Condé en acquiert moitié. L'autre partie appartenait en 1739 au sieur Richard, trésorier de France à Metz.

2. Aimond, p. 23-181.

comtesse Yolande. Il s'agit de savoir si la comtesse peut avoir un prévôt spécial pour « les Montignons » ou Aubins qui se réfugient dans divers villages, entre autres à Montfaucon et à Malancourt ¹. La comtesse dit que, à cause de « son douaire et aultrement, a plusieurs villes en son domaine, par espécial Montfolcon, Vrancourt et Molancourt et aultres qui sont tenues de Clermont en Ervine (*sic*) et est en possession de y avoir prevost des Montignons qui valent autan ce dire comme aubainz et espavez... ». Le procureur du roi, tout en reconnaissant que Clermont est « hors du royaulme », dit que « toutes les villes nommées par la duchesse sont du royaulme, par espécial Montfolcon et Vrencourt et aultres de Molencourt, et y ressortissent et non ailleurs. Dist que en Champaigne, tous aubains ou espavez sont subgez du Roi, et par conséquent les Montignons ne la duchesse ny a riens » ².

A la même époque (1385-1386) un autre débat s'élève à nouveau entre les gens du roi et la comtesse Yolande qui méconnaît la limite constituée par la Biesme. La comtesse de Bar soutient qu'en raison de son château de Vienne, situé en territoire impérial, elle est propriétaire de Bois Bâtis sur le territoire de Florent, dans le royaume, entre « Putimusse » et la « Grange au Bois ». A ce titre, elle s'oppose par la force à l'exercice des droits d'usage des habitants de Florent ³ sur cette portion de la forêt d'Argonne⁴. Or ces bois, situés sur la rive

1. Stein, p. 21.

2. Quant à l'évêque de Verdun, suzerain incontestable de ces pays, on n'en parle même pas. Le grand schisme d'Occident avait eu sa répercussion dans l'évêché de Verdun et avait contribué à le détacher de l'Empire. Un traité de partage devait être signé en 1389, entre l'évêque et le roi ; Stein, 19, *Preuves*, IV.

3. Deux habitants de Florent qui coupaient du bois avaient été emprisonnés en 1385.

4. Les moines de l'abbaye de Moiremont réclamaient également des droits d'usage. Yolande préféra s'entendre avec eux à l'amiable. Le 10 novembre 1385, elle leur accorde la jouissance provisoire qu'ils réclament ; Aimond, p. 181.

gauche de la Biesme, font sans nul doute partie du territoire français. Le procureur du roi et les habitants de Florent soutiennent que les Bois Bâties, et par suite la châtellenie de Vienne dont ils dépendent, relèvent du Roi de France. En sens contraire, Yolande et son fils Robert prétendent tenir Vienne et ses dépendances des empereurs allemands¹. Le Parlement de Paris, sans juger le fond du débat, se contente de maintenir provisoirement les habitants de Florent dans les droits d'usage dont ils ont joui jusqu'alors. Plus d'un siècle plus tard, on trouvera encore une sentence du bailli de Vitry sur la même question, mettant en cause les villages champenois de Florent, Moiremont, Maffrécourt et la Neuville au Pont.

Mais les désastres de la royauté ont leur répercussion dans l'Argonne, livrée de nouveau à l'anarchie. Les gens de guerre rançonnent le pays et sont imités par les citains de Verdun. La guerre privée est continuelle ; ses ravages s'étendent dans la vallée de l'Aire : Baulny et Montfaucon sont dévastés. Toute l'Argonne est sillonnée par des bandes bourguignonnes², à la suite d'un différend entre le cardinal Louis de Bar et Philippe le Bon. Les chefs des bandes françaises, Étienne de Vigneulles, gouverneur de Vitry, célèbre sous le nom de la Hire, et Jean Raoulet, gouverneur de Beaumont-en-Argonne et de Mouzon, occupent le Barrois de 1420 à 1422, tantôt alliés de la maison de Bar, tantôt ses adversaires. L'influence française diminue peu à peu jusqu'en 1430, toute l'attention de Charles VII étant concentrée sur la ligne de la Loire. Mais de cette date à 1440, elle grandit rapidement. Les succès de Jeanne d'Arc, la conclu-

1. A l'appui de leur dire, ils citaient une bulle d'or de Frédéric I^{er}, sans doute le diplôme octroyé en 1156 à l'évêque de Verdun, Albert de Mercy, qui mentionne le château de Vienne parmi les possessions de l'évêché ; Aimond, p. 182.

2. En 1401, le roi permet aux Verdunois d'emporter les blés champenois nécessaires à leur consommation. En 1408, par un mandatement du 29 juillet, Charles VII ordonne à ses officiers de faire respecter les biens du chapitre de Verdun, spécialement contre les routiers ; Aimond, p. 41.

sion du traité d'Arras, enfin l'apparition sur les frontières de la Champagne, de capitaines renommés, tels que La Hire, Xaintrailles, Barbazan et surtout Arthur de Richemont préparent un retour offensif de la politique française sur la Meuse, dont les deux expéditions de 1441 et 1445 seront l'éclatante manifestation.

Auparavant, Charles VII était représenté dans l'Argonne par un véritable chevalier brigand, Eustache de Vernancourt, seigneur de la Ferté-sur-Chiers et prévôt de Passavant. Les Barrisiens en 1424 durent raser deux de ses châteaux, l'un à Dannevoux, dans la vallée de la Meuse, l'autre à Malancourt¹. Les Anglais occupent Sainte-Menehould², brûlent le château de Grandpré (1429). Sous la conduite du maréchal de Villiers de l'Isle-Adam, ils menacent les Anglo-Bourguignons, au printemps de 1424, de s'emparer des châteaux de Louppy et de Varennes.

Dès 1435, un revirement se produit ; René d'Anjou, à peine sorti de l'alliance bourguignonne, aide Charles VII à expulser les Anglais de la Champagne, et le retour de cette province à la couronne a les mêmes conséquences que son acquisition au temps de Philippe le Bel. Clermont reste jusqu'en 1445 aux mains de Philippe le Bon. Son évacuation, à la fin du règne de Charles VII, annonce le triomphe de la monarchie française, qui, sortie victorieuse de la terrible crise de la guerre de Cent ans, reprend sans tarder sa politique d'envahissement du côté de l'Empire. En 1445, le roi accorde des lettres de rémission pour tous les pillages et désordres qui ont eu lieu dans ce pays ; mais a soin de spécifier la forteresse de Malancourt, « située et assise en notre bailliage de Vitry ». C'était là une usurpation manifeste sur les droits de l'évêque de Verdun et

1. Ce dernier appartenait à Jean de Nancey, son beau-frère.

2. Buirette, t. I, p. 183; Brouillon, p. 44.

sur ceux de René d'Anjou ¹. Par là, le roi semble encourager les entreprises de ses officiers qui, l'année précédente, avaient prétendu lever des taxes sur un village du Verdunois, dont le nom est souvent associé à celui de Malancourt, à savoir Dannevoux, dans la vallée de la Meuse ². Après une période très active, où les officiers royaux rétablissent l'ordre et la tranquillité sur la frontière de Champagne, poursuivent les derniers écorcheurs, l'influence française continue à grandir, quoique l'Argonne reste toujours la marche de l'Empire, du côté de la Champagne. La multiplication des sauvegardes royales et des « bourgeois du roi » est un moyen favori de la politique. Naturellement les anciennes positions acquises dès les Capétiens directs, tels Beaulieu, Montfaucon sont conservées, mais les gens du roi disputent surtout aux officiers des ducs de Lorraine et de Bar, le village de Rarécourt ³, près de Clermont, dont l'histoire, à partir du xv^e siècle est certainement

1. Aimond, p. 263. Il fut enlevé à celui-ci par « voies exquises et cauteleux moyens par Colard d'Apremont ». Celui-ci le cède à Eustache de Vernancourt, à cause de qui il fut suivi.

2. L'église verdunoise avait accepté la Pragmatique sanction.

3. La seigneurie de Rarécourt appartenait à l'abbaye de Saint-Vannes de Verdun. Les habitants réclamèrent la protection du roi de France. Ils s'en autorisèrent pour s'affranchir graduellement de la juridiction des seigneurs légitimes, encouragés par les gens du roi qui voyaient là une occasion de transformer de simples droits de garde de leur maître en une véritable souveraineté.

Le premier conflit éclata lorsque les nouveaux « bourgeois du roi » voulurent se soustraire au droit de banalité. Un autre plus important éclata à propos du droit de Haute Justice que le roi contestait aux religieux. Une enquête de février 1448, par le procureur royal de Sainte-Menehould, qui naturellement donna raison au roi, et du bailli de Vitry, fit dépendre la potence que les moines avaient dressée à Rarécourt.

C'est le commencement d'un interminable procès qui durera plus de quarante ans, avec des alternatives surprenantes. Les religieux sont déboutés de leur demande dans un premier jugement. Puis ont gain de cause par une autre sentence de mai 1479. Laquelle est cassée à son tour par le Parlement de Paris, le 22 juin 1532, qui déclare que Rarécourt est situé dans les limites du royaume.

l'un des plus curieux épisodes de la guerre entre la France et l'Empire. En 1446, le roi de France¹ intervient déjà dans ce village, à propos d'une taxe, imposée par Jean de Calabre, lieutenant général des duchés de Lorraine et de Bar² et l'énergie royale impressionna favorablement les bourgeois de l'Argonne.

Sous Charles VIII, on a également à s'occuper de ce pays, et en 1497, « un procès ayant été soulevé devant le prévôt de Clermont³, entre les habitants de Barécourt et ceux de Froidos, au sujet des vaines pâtures sur leurs finages respectifs et la cause ayant été en appel du bailli de Clermont, le procureur de ce bailliage prétendait intervenir, ces questions intéressant « les limites de la France et du duché de Bar »; mais il fut déclaré non recevable, parce qu'il s'agissait non de régler les limites des deux finages, mais des droits de pâturage sur ces territoires.

Le pays était donc bien préparé à l'avènement de Louis XI pour voir grandir de plus en plus l'influence française. Avec ce roi, on ne retrouve plus guère les incertitudes, les contradictions, l'absence de plan qui semblent caractériser les rapports internationaux du Moyen âge. La lutte se simplifie, prend plus d'ampleur et toute l'action diplomatique et guerrière se ramène à trois personnages de premier plan : Louis XI, Charles le Téméraire, et Guillaume de Haraucourt, évêque de Verdun. En 1462, le roi permet aux Verdunois de transporter dans leur ville le blé qu'ils récoltaient dans leurs terres, situées en deçà de la frontière française et de « jouir⁴ et user de toutes leurs debtes, droits, biens, héritages et possessions qu'ils ont et pourront avoir en nostre Royaulme ». Il défend en même temps à ses officiers, « de ne souffrir estre faict ou donné sur ce aucun destourbir ou empeschement » contre les

1. Aimond, p. 280.

2. Stein, p. 22, 23.

3. En attendant qu'il devienne duc héréditaire de Lorraine en 1453.

4. Aimond, p. 288, 294, 302, 309, notes.

manouvriers verdunois qui vont se louer en Champagne, pour le temps de la moisson et reviennent ensuite avec le blé qu'ils ont reçu pour salaire.

Puis ce fut en avril 1469, la disgrâce et l'internement de l'évêque Guillaume de Haraucourt. Et la lutte se concentre de 1473 à 1474 entre Louis XI et le Téméraire. Les troupes du duc de Bourgogne occupent, vers 1473, Montfaucon-d'Argonne, dont le Chapitre était uni au roi de France par un antique traité de pariage. Par contre, en juillet 1474, Louis XI retire de l'alliance bourguignonne le jeune duc René de Lorraine, pour se liguier avec lui contre le Téméraire; et en septembre ou octobre de la même année, sous prétexte de l'arrestation d'un de ses agents, Jacques de Salles, il s'empare du temporel des forteresses de l'évêché de Verdun, dont il détenait en prison l'évêque Guillaume de Haraucourt. Le désastre de Charles le Téméraire devant Nancy (5 juin 1477), porte un coup irréparable à l'influence bourguignonne et cause une joie unanime dans les duchés de Lorraine et de Bar. Mais, au lendemain même de cette victoire, c'est la grande rivalité classique de la France et de la maison d'Autriche qui s'annonce.

Sous les successeurs immédiats de Louis XI, le mirage des guerres d'Italie détourne un moment l'attention de la royauté de la frontière de l'Argonne : dès Henri III, la lutte est reprise avec avantage et se termine définitivement en 1644, par l'annexion du Clermontois à la couronne. Toutefois, malgré les « guerres de magnificence », nous trouvons entre 1485 et 1545, un certain nombre d'actes de la royauté intéressant l'Argonne. La mort de Yolande d'Anjou (23 févr. 1484), mère du jeune duc René II de Lorraine, consommait l'union définitive de la Lorraine et du Barrois. Désormais la maison ducale, maîtresse de cette région qui, avec Clermont, Varennes et Vienne-le-Château relève de l'évêque de Verdun, va s'interposer comme un obstacle entre la Champagne française et les

domaines directs de l'évêché. L'enchevêtrement des souverainetés et des mouvances multiplie sans cesse les conflits entre les juridictions rivales, et la clientèle la plus fidèle du roi de France sera celle des « bourgeois roïaux »¹. Les gens du roi interviennent à nouveau à Rarécourt à propos d'une taxe en 1496, et une seconde fois en 1497, à propos de droits de pâture avec la communauté de Froidos dont on a parlé ci-dessus. Le zèle des habitants de Rarécourt pour prouver qu'ils relèvent du royaume de France et de la juridiction du Parlement va même jusqu'à faire fabriquer par un vieux sergent royal de Passavant, une fausse lettre, démontrant l'existence de la sauvegarde royale depuis plus de deux cents ans.

« Un peu plus tard, sous Louis XII, nous retrouvons dans l'Argonne, l'interminable procès qui, depuis bientôt deux siècles, se poursuit entre les ducs de Bar, seigneurs de Vienne-le-Château et les communautés champenoises voisines, au sujet des bois des Hauts-Bâtis ». Au début du xvr^e siècle, le baron d'Aguerre à qui René avait inféodé le château de Vienne, veut enlever aux habitants de Florent, Moiremont, et la Neuville-au-Pont, les droits d'usage dont ils avaient coutume de jouir dans les bois en litige. Saisi de l'affaire, le bailli de Vitry, Thierry de Lenoncourt, parce qu'elle implique une question de frontières, la renvoie pour le fond au Parlement de Paris (11 août 1502). De même le lieutenant général des Eaux et forêts de Champagne avait fait saisir les « usages, bâtis et pâturages » de cinq villages dépendant du chapitre de Montfaucon : sur la réclamation de celui-ci, il en donnera surséance (1^{er} juin 1512), puis mainlevée (août 1513, mai 1515). Enfin un autre procès, qui a lieu (1513) pour sortilège, à Ville-sur-Cousance, permet de juger de l'extension de

1. En 1493 (10 févr. n. st.), le roi renouvelle le traité de pariage de 1319 avec Montfaucon.

2. Aimond, p. 343.

la bourgeoisie royale dans une notable partie du Verdunois et de l'Argonne.

A partir de ce moment, l'action séculaire des gens du roi acquiert une netteté et une sûreté remarquables. La renaissance des études historiques permet au Parlement de s'appuyer non plus seulement sur les traditions locales, mais sur des textes, d'ailleurs plus ou moins authentiques, qu'une interprétation peu scrupuleuse sollicitera en faveur des « droits du Roy »¹. Le droit romain devient même une arme redoutable contre le vieux droit féodal qui a créé cette frontière enchevêtrée de l'Est. Le Parlement continue ainsi la tradition séculaire qui, dès Philippe le Bel, donna l'exemple des empiétements en terre d'Empire, et multiplie, à cet effet, les enquêtes et évocations de procès². Tantôt la lutte s'éparpille dans tous les villages de l'Argonne ou de la Woëvre, tantôt elle se concentre sur Clermont-en-Argonne; toujours elle tend à reculer les frontières du royaume des crêtes boisées de l'Argonne à l'arc de cercle des côtes de Meuse.

La complexité des seigneuries favorise la chicane, ainsi Boureuilles relevé pour moitié indivise de la châtellenie de Sainte-Menehould³, Véry dépend du bailliage de Vitry⁴, Montfaucon ressort du bailliage de Vermandois, et le prévôt royal, qui réside près de la collégiale étend sa protection sur plusieurs habitants de la prévôté des Montignons.

1. A propos de Clermont, de la frontière d'Argonne et de celle de Meuse, les officiers royaux consultèrent au Trésor des Chartres de longue série des diplômes qui attestent la continuité de l'action de la France dans cette région depuis Philippe le Bel.

2. Le zèle du Parlement semble stimulé au xvi^e siècle par la double concurrence que lui font aux bords de la Meuse les Grands jours de Saint-Mihiel et surtout la Chambre impériale. Au reste ses magistrats ne craignaient pas de payer cher leur zèle à agrandir la terre de leur seigneur; Aimond, p. 378.

3. Les ducs de Lorraine, qui avaient hérité des ducs de Bar, revendiquaient la complète indépendance de l'Argonne; Aimond, p. 388.

4. D'après Henry de Pouilly, seigneur en partie (1519).

En 1515 un différend s'élève au sujet de l'abbaye de Lachade mais sans grand avantage pour la royauté. Les procès se succèdent nombreux¹. Le procès des Hauts-Bâtis se continue toujours et les délits de forêt, commis par les sujets du roi de France, au détriment de la seigneurie de Vienne semblent se multiplier (1534)².

La question prend un caractère aigu à l'occasion du procès (1537-1562) de Claude de la Vallée³, prévôt-gruyer de Clermont lorsque le duc de Lorraine confisque ses biens. Il en appelle au Parlement de Paris et ce fut matière pour les officiers royaux à la rédaction d'une série de mémoires où les « droits du Roy » dans l'Argonne étaient énergiquement revendiqués⁴. Le Parlement se prononce dans un premier jugement (3 mars 1542 (n. st.) en faveur des héritiers de Claude de La Vallée et motive sa sentence par ce fait que les ducs de Lorraine ont rendu hommage au roi de France pour le pays d'Argonne⁵. Repris au début du règne de Henri II, un second jugement par défaut du 23 juin 1548, leur donne encore gain de cause. L'affaire en était là, fort obscure, lorsqu'en 1552, Henri entra à Verdun non pas en conquérant mais en vicaire du saint Empire germanique et presque en libérateur; secondé par l'évêque Nicolas Psaume, fidèle lieutenant du cardinal Charles de Lorraine, aidé de la complicité des princes allemands et appuyé sur des troupes en bonne partie d'origine étrangère.

Dès 1549, Henri II sort de la réserve qu'il avait gardée depuis le commencement de son règne, agit activement sur la fron-

1. Tel la communauté de Varennes contre Robert de Malberg, seigneur en partie de Boureuilles, qui en avait fait hommage à François I^{er}. Bibl. nat. fr. 188-63, f^o 220 v^o.

2. Cette affaire donnera lieu à des voies de fait sous le règne de Henri II qui motiveront l'intervention du Roi; Aimond, p. 388, 390.

3. Sur ce personnage, Cf. Stein et Legrand, *op. cit.*

4. Stein et Legrand, *Discours de Jacques Cassel*, procureur général au Parlement, 1539. *Preuves*; *op. cit.*

5. Stein et Legrand, p. 232.

tière d'empire. Il fait reprendre le procès de Claude de la Vallée, revendique la souveraineté de Clermont, fait fortifier Villefranche¹. L'entrée du roi à Verdun, ne semble être, dit M. l'abbé Aimond, qu'un fait assez secondaire. La prise de Metz a une bien autre importance politique, et même le siège de la petite place de Damvilliers² produit au point de vue militaire un effet plus considérable. Quoi qu'il en soit, le succès est complet; Marie de Hongrie écrit elle-même à Charles-Quint : « Et si vois d'autre conseil le Roy de France mettre l'extrême de sa puissance pour nous subjuguier, et à la longue, sans l'assistance de votre majesté sa puissance n'est à ce pays soubstenable »³.

Avec l'entrée de Henri II, dans la cité impériale, commence une autre période de cette histoire. Au début, la domination française est fort accommodante, se disant simple dépositaire; mais peu à peu, par une politique plus habile que scrupuleuse, par une interprétation tendancieuse des textes, elle se transforme en véritable propriétaire. Le traité de Westphalie (1648) ratifiera la conquête.

Parallèlement, la royauté s'efforce de conquérir la prévôté d'Argonne si souvent mise en jeu. Déjà lors de l'occupation de Verdun, le duc de Nivernais, gouverneur de Champagne, campe à Clermont et force les habitants du bailliage⁴ à travailler à la restauration des fortifications. Et ce malgré les protestations du lieutenant général du bailliage, qui lui représente en vain que « ledit bailliage tant en chef que membre, était mêmement hors du royaume de France... comptoit et appartenoit à nostre souverain seigneur », le duc de Lorraine, « en tous droits de ressort, juridiction,

1. Aimond, p. 408, entre Dun et Stenay.

2. Les impériaux avaient sous le commandement de Monsfeld, déserté Chéhéry, Grandpré ainsi que Montfaucon.

3. Lettre du 18 juin; Aimond, p. 425.

4. Stein et Legrand, p. 70.

supériorité et souveraineté, sous l'empire duquel il mouvait en fief »¹.

Un rapprochement se dessine alors entre les familles régnantes des deux pays et en 1558 a lieu le mariage du duc de Lorraine avec Claude de France, fille du roi. L'année suivante la mort prématurée de Henri II fait monter sur le trône François II qui avait épousé Marie Stuart fille d'une princesse Lorraine².

On constate alors un temps d'arrêt dans la discussion ouverte entre la France et la Lorraine, à propos de leurs droits respectifs sur cette partie de l'Argonne. En 1571, un accord intervient même entre le duc et Charles IX, à propos de difficultés, concernant la juridiction royale dans le Barrois, sans qu'il se fit aucune allusion à la possession du Clermontois. La maison de Lorraine ne doit pas tenir à attirer sur ce point l'attention royale; depuis 1564, elle s'est fait céder par l'évêque Nicolas Psaume ses droits sur ce fief, à titre d'échange³, de manière à relever directement de l'empereur. Quoique cette cession se soit faite sans l'intervention du roi de France, à une date où il avait déjà assis d'une façon sérieuse ses prétentions sur Verdun, la royauté se contente de protester et de proclamer la nullité de cession, sans s'opposer, pendant plusieurs années, à une jouissance paisible. Ainsi voyons-nous le duc de Lorraine faire procéder en 1571, à la rédaction des coutumes, sans les soumettre à l'homologation du Parlement.

1. L'occupation se prolonge jusqu'en 1556 époque où le sieur de Tavannes reçut l'ordre de restituer la place aux tuteurs du duc de Lorraine.

2. Stein et Legrand, p. 77. Le procès de Claude la Vallée se poursuit toujours et son fils, personnifie dans le pays l'influence française, mais on n'en trouve plus trace à partir de 1561, soit que Charles IX se soit refusé à de nouvelles procédures, soit que, ce qui est vraisemblable, il soit mort à son tour.

3. Roussel, p. 454.

Mais la royauté convoite toujours son extension vers l'Argonne. L'occupation des trois Évêchés marque un progrès dans ce sens, et l'annexion de la Lorraine¹ fait partie du grand dessein de Henri IV qu'excite encore son animosité contre Henri II et la famille d'où étaient sortis les Guise. Cet état de choses se prolonge jusqu'en 1623, époque où Richelieu entreprend de faire revivre les prétentions françaises. La tradition est telle que l'on suit au début la voie pacifique et chicanière des périodes antérieures. Dès la fin de 1624, Cardin le Bret, sieur de Flacourt, conseiller du Conseil privé, recherche les usurpations commises au préjudice du royaume. Il cite surtout et fait revivre, après d'autres arguments plus discutables, les droits de l'évêché de Verdun sur le Clermontois, dont les magistrats français contestaient jadis la légitimité. Le prétexte cherché fut fourni par le caractère emporté et brouillon du nouveau duc Charles IV : son refus de prêter hommage au roi pour le Barrois, ses intrigues de toutes sortes avec l'Espagne et le duc d'Orléans, permettent aux troupes françaises d'envahir le duché, en juin 1632, sans rencontrer aucune résistance. Dès le 26 du même mois, Charles IV auquel toute défense est impossible signe le traité de Liverdun². Le roi retire ses troupes, mais prend en gages pour quatre ans Stenay et Jametz et retient Clermont en pleine propriété³.

1. Lesort, *op. cit.*, p. 21.

2. D'Haussonville, t. I, p. 382, 385, 506; Dumont, t. VI, p. 39.

3. « Le duc déposera aussy entre les mains de sa Majesté la ville et la forteresse de Clermont dans trois jours avecque ceste différence que parce que sa Majesté prétend que ledict comté de Clermont lui appartient et relève de sa couronne, dont il a procès pendant, en sa Cour de Parlement de Paris, au lieu que les deux autres places doivent estre restitués audit sieur duc dès ceste heure il est convenu entre sa Majesté et luy par le présent traicté que ladicte ville, forteresse et comté de Clermont et tout ce qui en dépend, demeureront en pleine propriété au Roy, comme sa Majesté le désire, moyennant le prix qui en sera payé par sa Majesté audit sieur duc, à raison du denier cin-

Ce succès enthousiasma le Roi et Richelieu qui comptaient bien sur la mauvaise foi du duc pour garder les places et prenaient déjà toutes les mesures pour l'incorporation du pays au territoire national¹.

Le duc de Lorraine ne tenant aucun compte de ses promesses, la lutte recommence, et dès le mois de juillet 1633, un arrêt du Parlement prononce la saisie du Barrois pour refus de la prestation d'hommage stipulée². Les troupes envahissent à nouveau le pays, et la guerre, pendant près de huit ans, inflige aux malheureuses populations les plus dures souffrances. Enfin, après de laborieuses négociations, un traité signé à Paris le 29 mars 1641, malgré les Espagnols, grâce à l'entremise de la duchesse de Chevreuse et de M^{me} du Hallier, rend à Charles IV la possession de ses États³, mais unit pour jamais à la couronne de France, les places et prévôtés de Clermont, Varennes, Jametz, Dun, Stenay et leurs dépendances⁴.

Telles furent les vicissitudes de ce pays qui, dès lors sera rattaché à la couronne, et sera le domaine exclusif de la maison de Condé jusqu'à la Révolution⁵.

quante, sur le pied du revenu de la terre, dont estimation sera faite par commissaires qui seront deputez de part et d'autre ».

1. Lesort, note, p. 22.

Une estimation des quatre prévôtés dépendant de Clermont était faite et l'édit du mois d'août 1634, qui organisait les circonscriptions judiciaires dépendant du parlement de Metz, plaçait Jametz dans le bailliage de Verdun et faisait de Stenay, Clermont, Varennes, les Montignons et Vienne-le-Château les sièges des cinq prévôtés.

2. Digot, t. V, p. 197.

3. Haussonville, t. II, p. 118, 130, 131.

4. Dumont, t. VI, p. 211.

5. Cf. *suprà*.

CHAPITRE III

L'ADMINISTRATION COMMUNALE

Là où le pouvoir est centralisé dès l'origine, il tend à restreindre les pouvoirs politiques, administratifs et judiciaires des petites communautés rurales. Il réduit même leurs privilèges économiques. Au contraire là où s'opposent des influences contraires, les suzerains laissent plus de liberté aux habitants. C'est le cas de l'Argonne. Les rivalités s'y traduisent par une lutte d'influence plutôt que par des campagnes militaires. Chaque parti a besoin de la confiance et de l'aide des moindres villages pour appuyer ses entreprises, et les souverains doivent se montrer moins exigeants, par crainte d'une influence étrangère.

Les communautés du canton jouiront ainsi de droits assez étendus jusqu'au jour où, englobées dans le Clermontois, l'administration des princes de Condé restreindra leur autonomie. L'institution d'une grande maîtrise des eaux et forêts du Clermontois en 1677, entraînera la perte d'une partie des attributions des corps municipaux.

Le moule de l'administration communale fut fondé lorsque, au début du ^{xiii}^e siècle, Thiébaut, comte de Bar, mit trois des villages du canton à la loi de Beaumont. Il substitua des administrateurs, élus par les bourgeois, au maire et aux échevins nommés par les seigneurs¹. De même les agents subalternes :

1. L'administration romaine subsistait dans ces villes. A Verdun les échevins remontent à l'époque mérovingienne. Mais là, les grandes familles se disputent le pouvoir.

sergents, messiers, forestiers deviennent exclusivement des agents de la communauté. Par l'affranchissement, la ville serve, propriété seigneuriale, se transforme en ville neuve, en un corps moral qui, rattaché à son seigneur par des liens politiques indispensables à son indépendance, a ses propriétés, son gouvernement et sa justice propres. Libre désormais dans la situation qui lui est faite, elle préside elle-même à ses destinées, ses officiers conservent leur ancienne dénomination latine ou germanique de maire, échevins ou jurés, mais changent complètement de caractère. Ils deviennent électifs; et avant tout, sans aucune intervention du seigneur, les représentants légaux et les mandataires de la ville ¹.

Sous l'influence d'idées religieuses, l'élection est généralement fixée au jour de la Pentecôte². A l'organisation primitive de l'échevinage on a ajouté un nouveau rouage³, le lieutenant-maire, pris tantôt dans la communauté, tantôt dans l'ancienne justice, et désigné soit par l'échevinage, soit par le nouveau mayor⁴.

La loi de Beaumont⁵ qui, par suite des chartes de novembre 1243, s'appliquait à Varennes et Véry, et par celle de juin 1255 à Vauquois, dit article 10 : « Les seigneurs ont octroyé perpétuellement aux bourgeois qu'ils pouldront créer pour chacun an au jour de la Penthecote, ung maïeur et sept échevins et

1. Bonvalot, p. 368; Defouruy; Babeau, *op. cit.*

2. Jusqu'à l'ancien régime ce sera l'époque du renouvellement annuel des gens de justice.

3. Parfois on trouve en son lieu et place le Doyen de justice.

4. Ainsi l'article 4 de la charte de Beaumont disait : « Item en cette même ville par l'assentiment de vous tous, jurés seront établis, et maire ensuivant (en suite) qui feaulté nous jurera, et des rentes et des partages de nostre ville répondra à nos ministres. Mais li maire et li jurés, autre que un an, je ce n'est par la volonté de tous, ne demeurent en leurs offices ». Et art. 58 : « item li maire et li jurés tant comme ils seront en leurs offices francs chacun ans et en paix de rente d'une mesure et d'un curtil ».

5. Qu'est la loi écrite de la région. Elle se compose de 128 à 150 articles alors que la charte n'en comprend que 58.

ung doyen de justice, lesquels léaulx au seigneur et bourgeois, et des rentes et des prouvenages de la ville nous répondront à nous ou nos commis. Mais les maïeurs et jurez, oultre ungan, ne demeurent à leur office si bon leur semble ou à la ville que ont l'élection de ce faire ».

L'article 93 dit également : « Le maïeur et justice pour l'assurement des jurez pourront statuer pour le bien et utilité de la ville, des seigneurs et des bourgeois, pourvu qu'il ne touche au seigneur et ne pourrait metre amende à leur statutz faits plus de 5 sols d'amende »¹.

Cette loi s'applique dès lors aux villes affranchies et sert également de base à l'administration des autres communautés. Les chartes postérieures vont, soit simplement les confirmer, soit les modifier dans de minimes proportions.

Dès l'an 1271, jour de la Saint-Vincent, le comte de Bar s'y réfère et en février 1321², le comte Édouard de Bar considérant que les villes de son comté qui sont au droit de Beilmont, doivent aller maintenant prendre droit à Stenay, ville comtale, permet aux habitants de Varennes « soit pour ce que toucheroit ceulz de la ville de Varennes ou ceulz des villes qui viennoient querre droit à Varennes »³ d'aller d'abord à Stenay, puis à défaut de conciliation à Beaumont même. « Et sensi estait que... cil de Sathenai ne les pooient concillier à plain, ansois lor conveinst aleir querre le conceil à Bialumont,

1. Cette loi stipule même, art. 127 : « Les mayeurs et jurés sermentés qui seront trouvés avoir celui les deniers seigneuriaux seront à 60 livres d'amende et mis hors de leurs offices et non plus créables jusques à ce que le seigneur les aura remis à leur serment. Et si defferont tous les domaiges par eux faicts et qui auront venus par leur faulte tant au seigneur comme aux parties.

2. Texte communiqué par M....., arch. Chantilly; l'abbé Aimond, Chantilly, E. 10, original.

3. « Varennes prend ainsi une importance judiciaire et devait enlever à Vaucois situé en un lieu trop inaccessible, le privilège d'être le chef-lieu de la Prévôté. Cependant en 1364 copie de la charte de Véry est encore délivrée par Wautier-Choisel, clerc juré de la prévosté de Waucoix ».

il nous plut que li mares et li eschevins de la dite Varennes ou cil cui il lor plarait à envoyer, voient à Beilmont avec ceux de Sathenay et soient présent à quérir le droit ou le conceil avec eulz, à la fin que ils aient teildroit ou teil conceil comme celui de Bielmont ». Il ajoute même que si « aucuns débat cheoit en temps à venir, entre nous et eulz, dont il convienst aleir a droit, il nous plait que om cas qui toucheroit nous contre eulz ou eulz contre nous, ils voient querre droit à Bialumont, pour ce que il n'aient souppesson que cil de Sathenai fussent plux favorable à nous que a eulz, en la manière et en la fovrme que il ait estei acoustumei par aultrefois »¹. Cette sollicitude pour les habitants de Varennes, a peut-être pour cause les difficultés des comtes de Bar avec la royauté qui, par le traité de 1318 venait d'affirmer son influence dans le Barrois mouvant², à Beaulieu et à Rarécourt³.

En 1441, jour de saint Luc, le comte Henry accorde à la ville de nouveaux privilèges. C'est sur cet octroi que s'appuient dès lors les bourgeois de Varennes pour revendiquer leur droit d'élire la justice municipale, les six échevins et les quarante jurés, dont la compétence s'étendra « sur les *mésus* des bois communaux, rivières, poids et mesures, façon du pain, de la taxe d'iceluy, affourage du vin, tavernes, cabarets et généralement de tous autres d'iceux ». Ces privilèges, confirmés en 1576 et 1619 par les ducs Charles et Henry, le seront à nouveau le 3 novembre 1626 par Charles de Lorraine. « Le prince confirme à nouveau le droit⁴ à eux

1. *Pièces justificatives*.

2. Aimond, p. 102-106.

3. Au reste en mars 1321 (a. st.) il donnait à la communauté de Varennes des lettres non-préjudice pour des charrois faits pour lui. De même en janvier 1357, la comtesse Yolande donnait des mêmes lettres de non-préjudice pour charrois faits par les habitants pour environ onze écus, déclarent qu'ils n'ont été fait que de leur propre volonté et sans aucun préjudice de leur franchise.

4. En cas de renouvellement partiel des membres du corps municipal, les

attribué par le dit comte Henry de nommer et créer les mayeurs et les échevins de Varennes pour chacun an, le jour et fête de la Pentecôte, sous les mêmes charges d'y pourvoir par nos officiers le lendemain au cas qu'ils auraient manqué le dit jour de procéder à la dite élection, sans qu'ils demeurent néanmoins privés du droit d'élection que pour l'année en laquelle sera tel manquement remi, mais rentreront à l'exercice dudit droit l'année suivante ». Enfin lorsqu'en 1641, le Clermontois sera rattaché à la couronne de France, Louis XIV donnera le 7 août 1645 confirmation de tous ces privilèges¹.

Si les textes subsistants concernent surtout la ville de Varennes, les autres communautés paraissent jouir également des mêmes privilèges. Les chartes les constatant sont plus rares, mais de nombreux indices permettent d'affirmer leur existence². Le plus souvent ces indications se trouvent dans des textes relatifs aux biens communaux et cela montre bien l'importance économique de ces propriétés sous l'ancien régime. Presque seuls ces titres ont subsisté dans les archives municipales, les registres des délibérations des corps de justice eux-mêmes se résument dans les élections de magistrats, des marchés de pâtres, de porchers, de forestiers, des embannissements de prairies et surtout des réglementations des coupes affouagères ou des pâtures communes.

Ainsi, pour Montblainville, des titres de 1294 parlent des mayeurs et eschevins de la ville. En 1469 un acte concernant les droits d'usage, de paisson et de glandée dans les Bois

élections se faisaient à Varennes, le jour de la Trinité (Délibération du conseil municipal le 6 juin 1773). Le procureur syndic était élu le jour de Saint-Pierre et Saint-Paul (Délibération 7 juin 1772-23 juin 1773-22 mai 1774.

1. *Preuves.*

2. Réserve faite cependant pour le village de Lachalade où aucun document ne permet de se former une opinion.

Bâtis, indivis entre les communautés de Véry et Cheppy, cite une juridiction locale et élective. En avril 1490 dans une transaction concernant les droits d'usage dans les bois de Montfaucon comparaissent : « Jehan Varey mayeur, Colin, Godin eschevins, Iohannot Lecompte procureur ainsi qu'un simple bourgeois faisant et représentant les dits habitants et communautés de la dicte ville de Vairey (Véry) » qui possédaient ce droit d'Échevinage depuis la charte de 1243.

Les confirmations postérieures continuent toutes à mentionner ces administrations locales qui prennent une extension générale à partir de 1571 lors de la rédaction des coutumes locales. La coutume de Clermont (ou du bailliage d'Argonne) ¹ rédigée le 28 janvier 1571 donne aux quarante jurés le droit de pouvoir condamner à un franc d'amende les bourgeois vocaux, c'est-à-dire ceux ayant les droits électifs qui négligent de se rendre après convocation régulière, aux assemblées politiques électorales ².

Au début du xvii^e siècle, le corps municipal définitivement constitué, comporte quarante jurés, chiffre sans doute déterminé par le nombre des bourgeois de Beaumont, lors de l'affranchissement de 1182, parmi lesquels sont choisis le mayeur, les six échevins, le lieutenant du maire et le procureur syndic ³. Tous ces magistrats, ainsi que les agents subalternes prêtent serment devant le maire ⁴ qui lui-même le prête devant le prévost du tribunal ⁵.

1. Coulonvaux, *Histoire manuscrite de la Ville de Varennes*.

2. Sentence du 2 juin 1743, citée par Coulonvaux, laquelle ordonne que lorsque l'assemblée ne serait pas assez nombreuse pour délibérer, il en serait référé aux quarante jurés pour la résistance des récalcitrants.

3. Qui prend quelquefois le nom de doyen de justice. Varennes (5 août 1669), Cheppy.

4. R. D. Varennes, 7-10 juin 1772, 29 juin 1773, 22 mai 1774.

5. R. D. Varennes, 7 juin 1772.

Dans toutes les communes dont les anciens registres subsistent, nous retrouvons alors les mêmes formules. Tantôt le corps municipal délibère seul, tantôt la généralité des habitants comparait à l'assemblée et donne son avis¹, tantôt il n'intervient qu'un corps de métier : tel celui des laboureurs lorsqu'il s'agit de mettre les prés en embanni. Partout les délibérations commencent ainsi : « Ce jourd'hui, les habitants et communauté dudit lieu estant assemblés au lieu accoutumé de leurs réunions, y appelé de pot en pot par le seigneur doyen commis du jour d'hier et ce jourd'hui au son de la cloche, les dits habitants estant assemblés en bon nombre, pour traicter de leur affaires communales, etc. ».

Cette formule, modifiée peu ou prou, apparaît partout avec la même uniformité. Dans tous les villages l'assemblée s'occupera des mêmes sujets, la plupart concernant l'agriculture et la jouissance des forêts et attestant ainsi le mode de vie de ces populations.

1. Particulièrement pour l'adjudication de la façon de la coupe ou le tirage au sort des parts affouagères.

CHAPITRE IV

LES TITRES DES PROPRIÉTÉS COMMUNALES

Avant de nous occuper des pouvoirs des corps municipaux sur les biens communaux, il nous faut examiner le mode d'existence de ces propriétés du ^{xiii}^e au ^{xvii}^e siècle. Elles se créent véritablement, au point de vue légal, pendant cette période. Elles se composent alors de bois, de clairs chênes et de pâturages. Les parts de marais ne semblent pas avoir existé dans notre pays et les pâturages eux-mêmes y paraissent assez restreints. Les droits de grasse pâture dans les bruyères, les friches, les bois existent avec intensité, ainsi que la vaine pâture dans les chaumes après la moisson, et dans les prés, après la faux.

Le pays essentiellement agricole¹, prospère à partir du ^{xiii}^e siècle. De nombreux privilèges sont accordés aux villages. Les impôts assez légers, la gabelle fort modérée ne seront augmentés que par Louis XIV² et surtout par la Révolution³. La population, malgré les guerres, semble s'accroître très rapidement⁴. Les affranchissements accordés pendant le ^{xiii}^e et le commencement du ^{xiv}^e siècle contribuent à la décadence du pouvoir des nobles en diminuant le nombre de leurs vassaux⁵.

1. On fait alors grand commerce de miel..... En 1367, Pierre de Montel remet à l'abbaye de Beauchamp les mouches éparses sur le territoire de Gilancourt. Digot, 151, t. II.

2. Boulainvilliers, Calmet, Notice I, cl. 373.

3. Cf. Montblainville, *Plainte des habitants pour l'impôt de leurs bois*.

4. Un titre de 1625 (liasse 15) prouve que Varennes possédait 2.200 feux à la fin du ^{xiv}^e siècle.

5. Ces derniers trouvaient grand avantage à abandonner les domaines seigneuriaux, pour aller s'établir dans les communes où ils obtenaient sans

D'autres pays¹ non affranchis sont mis aux assises. Par là les redevances féodales naturellement arbitraires, prennent un caractère fixe et régulier. Les habitants d'un village mis aux assises payent chaque année à leur seigneur, tant de deniers pour leurs maisons, tant pour leurs terres, tant pour leurs bestiaux². Beaucoup de villages obtinrent la même faveur au xiv^e siècle, et la bourgeoisie acquit rapidement une telle importance que sous le règne de Charles II (1390-1431) elle était déjà admise aux États de Lorraine³.

Le peu de valeur qu'ont encore les forêts à cette époque pousse les seigneurs à se montrer plus généreux. L'esprit des légistes est favorable à la propriété communale et aux usages des habitants. Jusqu'au xvii^e siècle, ils admettront comme preuve de propriété et de droit d'usage, la possession immémoriale. « Les habitants des villes et villages ès-finages desquels il y a bois et forêts⁴ appartenant à notre souverain seigneur (le duc de Lorraine) ou autre seigneur, ne peuvent avoir usage en iceux bois, sinon en payant quelque redevance ou bien qu'ils ayent titres ou *possession immémoriale* au contraire », dit la coutume de Saint-Mihiel en 1571. Au reste, dans les pays à coutume allodiale, comme Bar-le-Duc, Clermont, Troyes, Vitry⁵, Metz, qui toutes réagissent plus ou moins sur

difficulté le droit de bourgeoisie, avec tous les avantages qui y étaient attachés (Digot, t. II, p. 357). En 1392, les membres de la chevalerie lorraine se plaignirent à Charles de Sicile « de la facilité que leurs hommes rencontraient à cet égard et le Duc promit de ne plus recevoir les sujets en bourgeoisie à charge de réciprocité ».

1. 1246 mises à assises du château de Clermont, Lesort, p. 95. V. De Vienne-le-Château en 1307 par Édouard de Bar.

2. Ces redevances, ordinairement fort légères, s'acquittaient au moment de la tenue des plaids annaux, que l'on appelait les assises, d'où est venu le nom de cet affranchissement.

3. Cf. Digot, *op. cit.*, t. II.

4. Art. 9, titre XIII.

5. La Poix de Fréminville.

Le village de Véry était de la coutume de Véry.

le pays, le propriétaire de franc-alleu n'est pas obligé de prouver la liberté de sa terre. C'est au seigneur qui s'oppose à sa prétention de produire des titres¹.

Ici à l'opposé de la coutume de Paris et des pays de coutume non allodiale, la maxime est « Nul seigneur sans titre ». La Poix de Fréminville, qui pourtant déclare que « nombre de communautés d'habitans de ville, bourgs et villages jouissent de ces droits d'usages, lesquels leur ont été donnés et concédés par les seigneurs des lieux afin d'attirer et engager par cet avantage aussi considérable qu'utile les hommes dans leur seigneurie ou pourse les conserver et les empêcher de quitter s'ils y étaient établis », reconnaît que dans les coutumes de Bar (205), de Troyes (168), de Vitry (119) et de Saint-Mihiel (13), la possession immémoriale suffit seule à conserver le droit d'usage dans un bois. Il ajoute : « Cette possession est donc le meilleur titre que les usagers puissent avoir »². Il exprime ainsi l'opinion qui règne dans notre pays du xiii^e au xvii^e siècle non seulement parmi le peuple, mais même parmi les seigneurs intéressés. Très souvent, lorsque les suzerains octroyeront à leurs sujets des lettres concernant les propriétés communales, ils le feront considérant leur possession « De puis si long espace de temps qu'il n'est mémoire du contraire ». Ces chartes ne créent donc pas

1. Ainsi la coutume de Troyes dispose en termes exprès, art. 51, que tout héritage est franc et réputé de franc alleu contre « qui ne le monstre estre fief et redevable d'aucune charge, posé soit assis en justice d'autrui, et qu'il n'en ait titre ». Buridan, *Coustumes de Rhean*, édit. 1665, p. 90.

2. C'est aussi sûrement le seul dont elles peuvent exciper ; car les guerres, les incendies, laissèrent peu subsister les anciens titres. Dans presque toutes les confirmations à partir du xv^e siècle, il sera indiqué que par suite du malheur des guerres, les originaux des lettres et charges se sont perdus. Tel à Montblainville en 1580. Souvent ces archives sont déposées soit dans le monastère de La Chalade, soit à un chef-lieu de bailliage, mais cela même ne les garantit pas. Cf. Cheppy, cf. Boureuilles. (Des archives étaient déposées au bailliage de Sainte-Menehould et périrent dans un incendie de cette ville. Sainte-Menehould).

une situation nouvelle mais consacrent un fait préexistant, le sanctionnent en définissant par écrit les rapports du seigneur et du sujet comme le faisait jadis la coutume locale. Elles rendent la situation plus apparente; mentionnent les immeubles qui composent le patrimoine de cet être moral, la communauté, être de droit, intermédiaire pour ainsi dire entre le seigneur des époques passées et les bourgeois, propriétaires privés de l'avenir. Si quelques-unes mentionnent des forêts communales dont l'origine se trouve dans le démembrement du manse seigneurial, ou sont cédées à titre onéreux, la plupart montrent que depuis longtemps déjà, elles sont la propriété des communautés.

Nous allons retrouver cette idée dans les octrois de droits d'usage et de propriété aux communes du canton, à une date fort proche de la loi de Beaumont qui a déjà reconnu implicitement l'existence de propriétés communales à trois d'entre elles. Une charte de 1294¹ (le jour de l'apparition de Notre Seigneur) nous montre les habitants de Montblainville et le comte Henry de Bar² revendiquant chacun pour leur compte non seulement l'usage, mais encore la propriété pleine et entière de la forêt voisine. « *Que comme discord feut entre nous d'une part et les manans et habitans le commun de la ville de Montbleville d'autre part, si comme des boys qui sont au ban de laditte ville, lesquels boys séent entre la dite Montbléville et le boys que on dict Saint Anne et selon le boys d'Aspremont et de Cernay et redure jusque au boys de Varennes et jusques à trois cents arpentz de boys que furent les couvens de lez boys de la Haransée. Lequel boys nous clamons et disions qu'il estoit nostre et cil de la dite ville de Monbléville le clamoient et disoient qu'il estoit leurs* ». Cette résistance des habitants à une prétention seigneuriale se

1. Arch. comm. de Montblainville. Copie de 1617. *Preuves*.

2. Fils de Thiébault II et de Jeanne de Tocy.

base nécessairement sur un fait certain et ils auront gain de cause, tout au moins en partie.

Les bois n'ont pas encore grande valeur, mais commencent déjà à ne plus être regardés comme chose négligeable et peu digne d'appropriation. Le défrichement des vallées de la Biesme et de l'Aire, la dévastation des forêts usagères, le manque de soins, en amènent le renchérissement. De l'autre côté de l'Argonne, nous voyons les comtes de Champagne faire dès 1217 ainsi qu'en 1223 des coupes de bois¹, et, chose sans exemple au xii^e siècle, en tirer une assez forte somme. La superficie, d'après M. d'Arbois de Jubainville, étant vendue sur le pied moyen de 55 à 100 francs l'hectare, ou pouvoir de 280 à 550 francs de nos jours. A partir de cette époque, la vente des coupes, de la tonsure, de « sur poil », comme on dit alors, est de règle dans la région².

D'autre part, l'abbaye de Lachalade possède depuis un siècle de nombreuses forêts, qui restreignent d'autant le domaine utile des comtes de Bar. En 1228, cette abbaye fait un accord avec les moines de Moiremont, touchant les bois, sis sur le versant oriental du Val de Biesme, entre ce cours d'eau et la Haute-Chevauchée, peut-être ceux-là mêmes que le titre de 1294 situe vers la Harazée. En 1264, une convention entre cette abbaye et le comte de Bar leur donne des droits d'usage dans les bois de Montblainville³ pour paisseler une vigne et « ardoir seulement » pour une autre maison située à Varennes. Tout témoigne que l'usage de la forêt devient de plus en plus désirable.

Mais la cause même qui pousse le comte de Bar à agrandir ses domaines forestiers de l'Argonne peut être élucidée. Depuis

1. Arbois de Jubainville, t. IV, p. 817.

2. Nous voyons également en 1271, le comte de Bar acheter des bois aux environs de Verdun, moyennant quinze sous de forts l'arpent. Il est à noter du reste que les chiffres sont fort variables d'une contrée à une autre.

3. Lesort, p. 121.

le mois de mai 1268, son père Thiébaut II a acquis du comte de Grandpré¹ le fief de la Harazée et « ses appendices », et en janvier 1269, il achète du même, mille arpents de bois moyennant « quatre vins livres de forts »². Au mois de novembre de la même année il accroît à nouveau ses domaines forestiers dans l'Argonne, en acquérant toujours de la maison de Grandpré³, « la ville de Servon et les apendises toutes, et les foreis de Vienne..... pour cent livres de tornois fors de Champagne »⁴. Il échange, en 1270, une maison à La Harazée et ses dépendances « qui i appent em bois em prez, em terres et em touz autres us », contre une grange qu'il possède à Clermont, « un charruaige » de terre et deux étangs.

Après la mort de Thiébaut II son père le comte Henri III par acte du 1^{er} décembre 1291, cède à sa mère Jeanne de Toccy les villes, chateau et chatellenie de Vienne, estimés à 672 livrées⁵ de terre, en échange de tous les acquêts faits par elle en commun avec feu le comte Thiébaut. Ce fief passera à son frère, Jean de Bar, en 1296, et diminuera d'autant les domaines forestiers que son père a réunis dans le nord de l'Argonne. Peut-être après la cession de 1291 le duc régnant voulut-il compenser une partie des forêts perdues en affirmant sa propriété sur celles situées sur l'autre versant de l'Argonne. Il ne peut s'agrandir dans le val de Biesme propriété monacale et les communes jurées comme Varennes auraient sans doute protesté avec trop d'énergie. Il se tourne alors vers une petite communauté. Devant la résistance des habitants de Montblainville, il transige et signe avec eux une sorte « d'accompagnement » qui semble

1. Lesort, p. 124.

2. La maison de Grandpré semble alors assez mauvais payeur. Cf. Lesort, p. 151, dettes à des marchands des foires de Champagne.

3. Lesort, p. 130 et 131.

4. Arbois de Jubainville, t. IV, p. 820, pour la valeur de l'argent.

5. La livrée de terre était généralement la quantité de terre louée annuellement une livre un sol ou un denier.

même lui être assez pénible¹. Il consacre une situation préexistante, définit par écrit les rapports entre la communauté et lui, comme jadis les définissait la coutume. Il laisse en pleine propriété à tous les habitants du village « a cil qui sont manans et que y venront manoir et pour leurs hoirs a toujours » une partie de forêt dont les limites, identifiées en partie, correspondent assez bien à la séparation actuelle des bois communaux de Montblainville et du département des Ardennes². Sur cette portion, le comte de Bar ne maintient que des droits d'usages assez restreints stipulant que ni lui ni ses successeurs ne pourront rien « clamer en icelluy boys ne pour tailler ne pour throuer ne pour faire vendange ». Il ne garde que le droit d'usage pour le four banal, et pour la clôture des terres et des prés qu'il possède dans la ville ou sur le territoire de Montblainville. Il abandonne même la garde de ces bois au mayor et aux eschevins, taxe les délinquants à cinq sols d'amende qui seront partagés entre la communauté et lui³. Par contre, il se réserve une partie de la forêt et la retire du patrimoine communal, n'y accordant que quelques droits d'usage.

1. « Nous à la fin par le conseil des bonnes gens nous nous sommes apaisiez et acordé à ceulx de Montblainville ».

2. « Le boys déslez les champs de Montbléville et toutes les hays qui sont indistz champs jusques au russel devers Vaulx par devers Aspremont et jusques la voye des chevauchées et jusque aux tournelles qui sont faictes par devers le boys d'Escorchevache. Les contrées sur la Haute Chevauchée, le ruisseau de Vervaux, le lieudit Escorchevache ou Courchevache existent toujours. Le titre de confirmation de 1510 cite comme autres limites la Nef ou neuf Veyart et le bois des Couvents. La nef Veyart n'a pu être identifiée et le bois des Couvents, sans doute à l'abbaye de Lachalade qui possédait les deux fermes champêtres qui existent sur le finage de Montblainville, pourrait être soit le bois du Pont à l'Aulne, soit les Grueries, sises de l'autre côté de la Haute Chevauchée. La terme des Tournelles ou Tourelles qui se trouve dans les textes de 1294 et de 1510 pourrait être également soit des tourelles d'observation, soit des tournières ou extrémités des champs permettant au laboureur de tourner sa charrue.

3. « Par contre, si un homme forain y est repris pour les messiers, l'amende appartiendra au comte en totalité ».

Ayant pour lui la force, les bourgeois n'avaient qu'à s'incliner.

Cette contrée est citée dans un acte de confirmation du duc Charles de Lorraine, en date du 9 avril 1626; elle y est désignée sous les noms de l'Ecailllette et la Taille-le-Loup¹. Les gens de Montblainville y ont le droit « de pouvoir mener vaimpâture leurs chevaux, bœufs et vaches trayantes, tout et non autres bêtes, dans les cantons en taillis et recrüs de bois qui seront de défense et où les dits bestiaux ne pourront faire aucun dommage » depuis la mi-carême jusqu'au dernier jour de septembre. Ils peuvent aussi y ramasser tous les bois vayrès et non vayrès « qu'ils interprètent bois mort, sec, accablé et rompu ». Cette concession² même n'était pas gratuite, mais consentie moyennant « le paiement annuel d'un bichet de blé froment, mesure de Grandpré, par chacun conduit (ménage)... au jour de Saint-Remy (1^{er} octobre) pour reconnaissance de notre droit ».

Ces droits sont avantageux, mais ne compensent pas la perte que les habitants viennent de subir et la commune de Montblainville paye assez cher ses titres de propriétaire et d'usagère. La confirmation de 1626 donne à la contrée contiguë de celle de l'Ecailllette et de la Taille le Loup une superficie de sept cent quatre-vingt-douze arpents quatre-vingts verges, ou environ, ce qui fait à peu près 170 hectares, l'arpent mesure de bois du Clermontois valant 20 ares 43 centiares et la verge 28 centiares 15. Les bois communaux actuels de Montblainville comportent un peu plus de 200 hectares. Leur propriété pour la majeure partie remonte donc au xiii^e siècle.

1. Les contrées de bois, les Ecaillettes et la Taille-le-Loup existent encore au même lieu; cependant, à la Révolution, cette contrée semble porter le nom de Pont-à-l'Aulne qui désigne en un bois de 400 hectares situé contre les bois communaux de Montblainville, du côté de Varennes, tandis que les contrées désignées sont de l'autre côté et actuellement du territoire d'Apremont (Ardennes). Cf. arch. comm. de Montblainville, copie. *Preuves*.

2. Confirmée en 1510, et de là peut-être les prescriptions ci-dessus.

L'accroissement depuis cette époque doit provenir tant de la réunion d'accruës à la masse forestière, que de la jonction d'une partie des Clairs-Chênes aux bois communaux à l'époque révolutionnaire. Il est vraisemblable que le comte de Bar dans son domaine retint une part égale à celle laissée aux habitants, par cette opération tenant à la fois du triage et de l'accompagnement. La superficie des lieux dits les Ecaillettes et la Taille-le-Loup correspond assez bien à celle des bois communaux de Montblainville. La différence de superficie pourrait provenir du choix du ruisseau de Vervaux comme limite naturelle.

C'est là le titre le plus certain que nous possédions sur les biens communaux du canton. Dans toute la Lorraine, une fois créées, ces propriétés allèrent plutôt en s'accroissant. Elles ne sont pas soumises au droit de triage, et, au contraire, les ducs accordent assez fréquemment des cantons forestiers aux communautés, tantôt en pleine propriété, tantôt en plein usage¹. Toutefois ces concessions, faites à l'occasion d'une circonstance exceptionnelle, pour indemniser les communautés d'une perte subie, d'une charge imposée ne semblent pas avoir eu grande influence dans l'Argonne.

La propriété communale se précise plutôt qu'elle ne s'agrandit. Les lettres ducales, confirment d'anciens droits, ratifient des partages ou des abornements. Les communes sortent alors de l'indivision primitive, poussées dans cette voie par les conflits² et les difficultés qu'amènent l'imprécision des limites et l'indivision de leurs domaines. Elles y sont surtout engagées

1. Le droit de plein usage se transforme vite en droit de propriété, le phénomène s'est déjà produit lors de la loi de Beaumont.

2. Tel celui entre les habitants de Varennes et Jean de Monlaincourt. Nous avons vu que le roi de France intervient à ce sujet et que les habitants durent abandonner leurs prétentions d'usage pour obtenir des lettres de rémission en septembre 1378.

De même entre les habitants de Véry et Cheppy, contre les religieux de Lachalade, à propos d'usages de paison et d'affouage.

Bibl. nat. Coll. Moreau, 238, fol. 141 et 142.

par la plus-value croissante de la forêt, dont la masse est diminuée par les abus des usagers, l'extension de la culture, et dont les produits trouvent un débouché rémunérateur dans les industries locales qui viennent de se créer. — Ce seront là les causes prédominantes des partages des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles.

Le canton faisant partie du duché de Bar, ce n'est pas dans les ordonnances françaises que l'on doit étudier l'histoire et la législation des biens communaux qui s'y rencontrent. Mais ici comme dans le royaume, leur évolution sera souvent parallèle sous l'influence assez uniforme d'une même nécessité. Tout au contraire des modalités importantes s'y rencontreront : La lutte entre les communautés et les seigneurs y semble moins vive. Placées sous la souveraineté directe des ducs de Bar, la plupart des communes du canton n'ont pas à se défendre contre les hobereaux du pays. Les ducs, toujours en lutte contre les Lorrains, les Français ou l'évêque de Verdun, se montrent assez débonnaires. Réuni à la maison de Lorraine, le pays vit tout d'abord sous un suzerain fort bienveillant, et Charles IV, son successeur, sera bien vite contraint d'abandonner le Clermontois à la royauté française.

Les légistes mêmes sont favorables aux communautés. Dans le pays de coutume allodiale, ils admettent comme titre de propriété la simple possession immémoriale, et écartent l'adage français : « Nulle terre sans seigneur ». Par elle, le seigneur réclamait, en qualité de donataire originaire, une partie des propriétés communales, ordinairement le tiers, renonçant, en échange, à toute participation dans les fruits et revenus de la partie abandonnée. Ce droit, qui nécessita souvent en France l'intervention de l'autorité royale¹, n'est pas reconnu par les coutumes lorraines.

1. Ord., 27 avril 1567 de Charles IX. Ord. de Blois, mai 1579 par Henri III. E dit. de 1600 par Louis XIII, ord. de 1629, Louis XIV en juin 1656 pour la Champagne et en avril 1669 pour tout le royaume.

Il est à noter qu'à partir de la réunion des Clermontois à la Couronne la

Les partages de forêts communales qui interviennent s'expliquent, non par le droit de triage, mais par la cessation de l'indivision produite, soit par les accompagnements de l'âge précédent¹, soit plutôt par la formation coutumière de ces propriétés. Car les habitants ne pensaient pas alors à délimiter la forêt où ils avaient leurs usages tant il leur semblait que ce fût là chose naturelle, nécessaire, impérissable; idée qui survivra encore au xv^e siècle.

Un titre de 1469 nous montre les communautés de Cheppy et de Véry sollicitant du duc de Bar une augmentation de droits de « paisson, dans un bois Batis indivis entre les deux communautés de toute ancienneté et tel et si longtemps qu'il n'est mémoire du contraire ». Loin de manifester le désir de sortir de l'indivision, les habitants demandent² au duc de leur accorder « plusieurs accrûes de bois... seulement pour mettre et joindre avec leurs dicts bois Batiz pour avoir le même usage et affouage et non autrement, sans le pouvoir vendre en tout ni partie ». Le duc fait droit à leur requête et motive sa décision sur le fait que les suppliants « arguent que leurs ancêtres ont eu lettres et chartes (pour leur droit de paisson) qui ont de pour çà esté mises et gardées en l'abbaye de Lachalade, par le temps des guerres qui ont régné, lesquelles lettres et chartes yceulx suppliants n'ont pu ni peuvent recouvrer, mais des choses dessus dictes, ils en ont joy et usé plainement et paisiblement de tous temps ancien jusque à présent sans contradiction ».

législation royale semble s'y appliquer : l'ordonnance de 1669 y règle les eaux et forêts, mais, malgré tout, les anciens usages laissent subsister le droit de tiers denier qui tient lieu ici du droit de triage. Cf. *suprà*.

1. Ces accompagnements étaient des donations plus ou moins forcées par lesquelles les abbayes ou les communautés laïques reconnaissaient le seigneur comme le propriétaire de leurs forêts et recevaient en échange sa protection.

L'abbaye de Lachalade semble avoir conclu de tels accords avec la maison de Bar, mais le cas semble moins certain pour les communautés d'habitants.

2. Arch. comm. de Véry. Copie sur papier de 1517 et arch. comm. de Cheppy, parchemin confirmatif de juridiction en 1626.

« La concession n'était pas gratuite, mais accordée moyennant une redevance de quatre deniers sols par ménage et la veuve femme deux deniers ». Il ne paraît donc pas que le mouvement de limitation des propriétés communales se manifesta alors.

Mais il n'en est bientôt plus de même. Les industries locales sont en pleine prospérité. La forge et la forêt voisinent dans la vallée de l'Aire, où l'on exploite des mines de fer. Les fours à verre sont créés par les moines de Lachalade, dans le Val de Biesme; de nombreux privilèges accroissent leur prospérité. Les gentilshommes peuvent s'adonner à cette industrie sans déroger, et en Lorraine depuis 1448¹, les simples verriers sont exempts de subsides, d'ost, de chevauchée, jouissent de droits d'usage étendus dans les forêts ducales, y ont même le droit de poursuivre « bestes grosses et rousses, à chiens et harnois de chasse ». Bientôt ces verreries essaimèrent dans toute la vallée; de là, dit Buirette², tous ces fours à plusieurs ouvreaux, de là un genre d'industrie qui sert à la consommation du bois, vivifie et enrichit les cantons de l'Argonne.

Par là même que ces industries sont grandes consommatrices de bois, la valeur des produits forestiers augmente, seigneurs et abbés recherchent et produisent des titres plus ou moins certains et revendiquent avec énergie la propriété de cantons forestiers jusqu'alors sans limites bien définies. Comme peu de bourgeois possèdent à cette époque des forêts³, leurs revendications se font contre les communes, mais sans grand succès. A leur tour les villages comprennent la valeur

1. Garnier, *Histoire de la verrerie*, p. 158.

2. Buirette, *op. cit.*

3. La bourgeoisie ne commence à acquérir des propriétés boisées qu'à partir du xvi^e siècle à l'époque des *ascensements*, baux perpétuels ou à long terme consentis moyennant un cens, en nature ou en argent. Cf. Guyot, *op. cit.*, t. XII, p. 302. Les communes prenaient également ascensement des cantons forestiers, cf. *suprà*.

des biens qu'on leur dispute et sortent l'un après l'autre de l'indivision. Vingt ans après avoir sollicité l'usage indivis de forêts et accrues de bois avec les habitants de Cheppy, la communauté de Véry signera un compromis avec la ville de Montfaucon, et acceptera le cantonnement de ses droits d'usage dans les bois communaux de cette ville.

D'autres circonstances que la valeur croissante de la forêt poussaient encore à agir en cette occasion. La ville de Montfaucon était de la coutume de Vermandois et sous la domination d'une collégiale importante, qui, dès le ^{xiv}^e siècle avait signé un traité de pariage avec les rois de France. Le village de Véry suivait la coutume de Vitry¹. Le heurt des deux juridictions², la crainte d'empiétements de la part des chanoines de Montfaucon purent entraîner les habitants de Véry à demander la délimitation des cantons soumis à leur usage.

Le 5 avril 1490, le procureur syndic de la commune de Véry, un échevin et un bourgeois s'accordent sur ce point avec les gens de justice de la ville de Montfaucon. L'enchevêtrement des cantons grevés de servitudes d'usage et de ceux qui en étaient libres, étant fort grande, les officiers de Véry renoncent aux quartiers les plus faciles à délimiter³. En compensation, la commune de Véry obtient plein usage,

1. Les coutumes les plus diverses avaient autorité dans le canton, dont la majorité des communes suivait celle de Clermont : Boureuilles était de Champagne, Espes du Verdunois. Mais les limites de la compétence de chaque bailliage n'étaient pas fixes et subissaient de nombreuses fluctuations. Les entreprises des gens du roy augmentaient encore la confusion.

2. La Poix de Fréminville, *op. cit.*, t. III, p. 502, dit qu'il est expressément défendu au ^{xvii}^e siècle de faire pâturer sur une autre justice.

3. Les contrées nommées en cet accord existent encore sous les mêmes désignations. Sur les quartiers abandonnés à la ville de Montfaucon, il est fort probable que les chanoines conservèrent un droit d'usage. A la Révolution ces bois passèrent pour la moitié indivise à l'État. La même situation se retrouve dans un village de notre canton à Baulny où l'État succéda aux moines de Chéhéry (Ardennes) et possède encore la moitié indivise des bois communaux de ce pays. Cf. *suprà*.

qui semble se transformer peu à peu en pleine propriété, sur « le résidu de tous les bois enclavés et non enclavés, appartenant aux dits de Montfaucon et les habitants du village y pourront aller et venir sans répréhension au contredit comme les dits de Montfaucon ainsi et par la manière qu'ils auraient accoutumée ».

Ce ne sera pas là la dernière contestation que nous trouverons, mettant en cause le massif forestier de la rive droite de l'Aire. D'un relief assez faible, les divisions naturelles du sol n'y existent pour ainsi dire pas, et il semble de tous temps avoir été partagé entre un grand nombre de propriétaires, et un plus grand nombre encore d'usagers. Ainsi entre 1512 et 1516, un débat s'élève entre les communautés d'Avocourt, Cheppy, Véry et les habitants de Béthincourt, à propos de droits d'usage dans ce massif¹. Ces derniers se plaignirent au duc de Lorraine de l'empêchement que leur donnaient les autres communautés, relativement aux bois appelés bois Saint-Maurice et Bannival², « situés dans les boys de Montfaucon, royaume de France, et les bois de Cheppy, alors prévôté de Varennes ». Le 16 novembre 1512, Claude de la Vallée³, prévôt, receveur et gruyer de Clermont, fit une enquête à ce sujet. Les habitants de Béthincourt témoignèrent de l'existence d'une borne. « Laquelle bonne⁴ faisait le commencement ou la séparation des boys de Montfaucon, royaume de France, des boys des tiers appartenant à nostre seigneur (le duc de Lorraine) et aux escuyers de Cheppy et

1. Aimond, *op. cit.*, p. 391.

2. Ces contrées existent toujours. Le bois Saint-Maurice appartient à la commune de Béthincourt (Meuse), arrondissement de Verdun, canton de Charny.

Le Bannival, aujourd'hui Bannivet est un canton enclavé dans les bois de Véry. Il est indivis entre l'État et la commune de Montfaucon.

3. Voir sur ce personnage, Stein et Legrand, *op. cit.*

4. Le mot « bonne » pour borne se retrouve dans les titres concernant Véry en 1490.

du bois Saint-Morisse ». Cette proximité de la frontière devait encore favoriser les occasions de conflits¹.

Le 10 novembre 1511, les habitants de Varennes présentent une requête au duc de Lorraine et de Bar pour prendre à ascensement la grasse pâture et la glandée dans une contrée dite le bois des Fours appartenant à son Altesse. Ils offrent de payer 60 sols de rente annuelle, car ce bois est enclavé dans leurs communaux² qui, disent-ils, « si ne sont-ils que de petite estendue ». On ne connaît pas la décision du duc qui demande un supplément d'information. Il est probable qu'elle fut favorable à la requête des habitants, car l'année précédente, le 7 octobre 1510, le duc Anthoine, avait confirmé le partage fait, en 1294, entre le duc Henri de Bar et les habitants de Montblainville.

Les ducs de Lorraine semblent, du reste, tendre à transformer en prestation pécuniaire les droits d'usage qu'ils possèdent indivisément avec les habitants. Le temps n'est plus, à ce que l'on pourrait appeler l'économie en nature. Le suzerain n'exploite plus son domaine direct. Les droits qu'il

1. Le bois des Tiers, cité en cet acte, fut ascensé le 1^{er} décembre 1516 aux habitants de Béthincourt. C'est là un des cas d'accroissement de la propriété communale pendant cette période. Il dut exister d'autres faits semblables dont il ne reste que peu ou pas de traces.

Le bois dont il est question et le village qui en profite étant situés tous deux dans la contrée de Charny (Meuse), nous n'en parlerons pas.

2. « Requête au duc de Lorraine et de Bar, dressée par les bourgeois et habitants de Varennes disant avoir un petit bois qui est contigu et joignant tant au royaume comme autre part et par quoy ne peuvent ni ne savent mener ni conduire leurs bêtes tant en temps de gland et païsson. Combien qu'ils aient des bois bastis et si ne sont ils que de petite estendue et pour ce que vostre gruerie de Varennes est prés et joindant leurs dits bois bastis, mesmement en petite contrée de bois appelée le bois des Fours, joignant les bois de Montblainville et de Vienne-le-Château supplient humblement le duc de Lorraine de vouloir bien donner et octroyer le droit moyennant une rente annuelle de 60 sols pendant la glandée comme en autre temps pour l'usage de leurs bestes sans toutefois y faire aucun dommage ni couper bois. Arch. mun. Varennes. Carton 6. Liasse 6.

conserve sont tous affermés. Ainsi, le 10 septembre 1579, le duc Charles de Lorraine transforme un droit d'usage, dont il jouit dans la forêt communale de Montblainville, en vertu du partage de 1294 et de la confirmation de 1510, ne conservant que la faculté de prendre en cette contrée tous les bois nécessaires à la réfection de ses pressoirs, fours, moulins et forges, dudit lieu et renonce à son droit d'affouage pour ses fours banaux, moyennant « qu'un chacun conduit dudit village seroit tenu de luy payer par chacun an neuf gros au jour de Noël ».

Parallèlement, le mouvement de délimitation des propriétés forestières continue. En juillet 1557, la communauté de Véry sort définitivement de l'indivision où elle se trouve depuis bien des années avec les communes voisines. Moins unie avec Montfaucon, elle a mis fin depuis près d'un siècle à la jouissance indivise de leurs propriétés forestières. Plus liée avec Cheppy par la similitude de vie, les rapports économiques et les circonstances historiques, il fallut que des intérêts importants fussent en jeu pour la pousser à solliciter le partage. Cet acte, même, devait encore laisser subsister la paisson et la pâture commune.

Les forêts communales de ces deux villages étaient demeurées jusqu'alors, indifféremment et généralement communes¹, « ce qui tourne, disent les habitants de Véry, à leur grand préjudice et dommage pour ce que depuis un grand temps, que à eux et aux diets de Cheppy fut faite la ditte donation² n'y auroit esdicts lieux de Véry et Cheppy que bien peu d'habitans signamment au dit Cheppy ».

C'était là un premier motif, mais le principal en est exprimé

1. Arch. comm. de Véry.

2. Les suppléants avaient dit plus haut que ces bois de haute futaie provenaient des ducs. Il semble qu'il s'agissait plutôt d'une confirmation d'un fait déjà existant; mais ici, comme dans toute la question de l'origine des biens communaux, les deux thèses se défendent.

plus loin : C'est l'augmentation de la plus-value des bois, et les abus qu'elle entraîne dans leur usage : « N'étaient, disent-ils, les bois de si grande estimation et valeur qu'ils sont à présent. Même depuis environ vingt ans que lesdits bois sont venus en plus grande valeur et estimation, plusieurs gens de pays estrangers comme de Troyes, de Champagne et d'ailleurs, pour jouir du droit, privilège et usage desdits bois, sont arrivés et arrivent encore tous les jours en demeure au dit Cheppy, davantage que audit lieu de Véry. Lesquels étrangers pour quelque peu de temps qu'ils sont demeurés au dit lieu de Cheppy, dissipent et ruynent beaucoup les dits bois. Meime aucuns en font coustume et érigent nouveaulx bâtiments qu'ils laissent imparfaits, les autres vendent les bois qu'ils disent et semblent apprêter pour bâtir et autres vendent leurs dits bâtiments incontinent qu'ils ont faits, en prennent l'argent et s'en vont en demeure à aultre part ce qua esté le grand destruiment des dits bois et usages ».

C'est là la cause véritable. Les habitants de Véry promettent d'en jouir pour leur part sans les ruiner, et s'appuient pour demander le partage sur « le droit qui est permis à chacun de poursuivre la séparation et division des choses qui sont communes ». Leur requête est agréée par le comte de Vaudémont¹. Il donne son consentement et ordonne que « lesdits bois bâtis amplement spécifiés ès dittes requestes et procédures seront partagés et divisés également à frais communs » entre les deux communautés, mais que nonobstant ce partage les grasses et vaines pâtures seront et demeureront communes.

L'abornement a lieu le 27 juillet et la plus grande et saine partie des habitants des deux villages l'approuve, après un léger débat à propos de 45 arpens (15 h. 59 a. 35 ca.) laissés en surplus à Véry, sous prétexte, disent les officiers du bailliage

1. Alors « tuteur et administrateur des corps, biens et pays » du jeune duc Charles.

qui président au partage, que la partie qui revenait à Véry n'était pas d'un seul tenant, mais fortement morcelée, et que « s'y en avoit grande quantité en querelle et débats de long temps avec habitans de Montfaucon »¹.

De ce partage est sortie la délimitation actuelle entre les bois communaux des deux villages. Et cela encore montre la stabilité avec laquelle ces biens subsistèrent dans notre province, où ne s'appliqua jamais le droit de triage. Jusqu'au xviii^e siècle nous ne trouvons plus guère que des lettres des ducs de Lorraine, confirmant les privilèges et les droits de propriétés des moindres communes rurales. Elles terminent l'œuvre de constitution des biens communaux, les laissent dans leur état antérieur, sans les diminuer ni sans beaucoup les agrandir. Le 9 avril 1626, Charles de Lorraine confirmera les lettres de donation du comte Henri de Bar de 1294, et celles de ses prédécesseurs de 1510 et 1579, concernant les droits des habitants de Montblainville sur leurs bois communaux. Ainsi fera-t-il le 3 novembre de la même année, pour la ville de Varennes, à charge par celle-ci de lui fournir une déclaration par le menu de toutes les contrées de leurs forêts communales.

Par ces deux confirmations, nous connaissons la contenance des forêts communales de ces villages. Elles nous apparaissent plus petites à cette époque qu'aujourd'hui. Montblainville ne possède alors que 170 hectares environ et verra son domaine s'accroître jusqu'à 225 hectares par l'adjonction d'accrués de bois et de Clairs-Chênes.

Pour Varennes, l'écart est beaucoup plus considérable. Le 24 octobre 1627, des lettres de Vidimus et Reversables passées par Jean Barborin, mayeur et le corps municipal désignent la forêt communale de la ville². Les gens de justice y déclarent

1. L'accord se fait moyennant paiement d'une soulte de 100 francs par les habitants de Véry.

2. Arch. dép. Meuse. B. 261, f^o 989. Texte communiqué par M. l'abbé Aimond.

« que leurs bois communaux sont tout en une pièce, contenant huit cent arpens ou environ » et indiquent des limites assez identiques à celles encore existantes. Mais la contenance donnée, 800 arpents, soit 170 à 250 hectares environ, est fort inférieure à la contenance actuelle (478 hectares). Peut-être n'y étaient-ils compris que les bois bastis, à l'exclusion des Clairs-Chênes, broussailles et bois taillis, et même des contrées d'Ausson et des Périères que les habitants de Boureuilles revendiqueront de 1577 à la fin du xvm^e siècle¹. Et la complication des mesures locales peut encore favoriser une erreur. En tout cas, un siècle plus tard, en 1763, M. de Bonneval dans sa *Description de la terre et seigneurie de Varennes*², donne aux bois communaux de la ville une contenance de 1488 jours, 62 perches, 172 pieds.

En comptant le jour pour 80 verges du pays, contenant chacune 39 centiares 33, on trouve une contenance de 470 hectares environ. Actuellement, ces bois contiennent 478 hectares, mais les pâquis et Clairs-Chênes, des petites Périères, des Chênevières et de la Folie y ont été adjoints au xix^e siècle. Enfin, il existe aux archives de Varennes, un plan de la forêt communale, dressé par Jean Logette, arpenteur, le 1^{er} juillet 1770, qui donne la division du bois en 25 coupes d'une contenance totale de 1.033 arpents 10 verges, plus le Quart en réserve de 346 arpents 70 verges, plus 116 arpents 45 verges de Clairs-Chênes et pâquis, soit environ la même superficie.

Nous n'avons pu solutionner cette question. La première différence entre les contenances données en 1627 et en 1763 pourrait peut-être avoir pour cause l'exécution de l'ordonnance de 1667 où Louis XIV³ ordonne que les habitants du royaume

1. Cf. de Bonneval. Arch. Chantilly, Registre 104 F.

2. Archives de Chantilly, *idem*.

3. Maître du Clermontois depuis 1641.

rentreront dans le délai d'un mois, en la possession des communaux par eux vendus, baillés à baux ou échangés depuis l'année 1620. Mais une telle explication ne vaut rien pour la période de 1763 à 1770 et semble plus que douteuse pour la période précédente.

Les fragments de registres de délibérations qui subsistent ne nous donnent aucune indication, ni ne font mention de difficultés entre la ville de Varennes et les maîtres du Barrois. Il semble que la constitution de biens communaux se fit paisiblement dans cette ville comme dans toute la prévôté, à l'inverse des autres provinces du royaume où nombre de lettres royales mentionnent des usurpations. Les rois, jusqu'au ^{xvii}^e siècle, s'élèveront souvent contre elles. « On a partagé ces communes, dit l'édit de 1667, chacun s'en est accommodé selon sa bienséance et pour en dépouiller les communautés, l'on s'est servi de dettes simulées, et abusé pour cet effet des formes les plus régulières de la justice ». Si parfois nous trouvons quelques actes entraînant la diminution des propriétés communes, ils seront dus aux municipalités elles-mêmes, et non aux entreprises seigneuriales. Car, jusqu'à l'ordonnance de 1669 sur les eaux et forêts, les corps municipaux auront non seulement l'administration, mais à peu près la libre juridiction des mésus, concernant leurs domaines. Peu à peu le pouvoir central restreindra leurs prérogatives, et la Révolution complètera l'œuvre commencée par l'ancien régime.

CHAPITRE V

LA JOUISSANCE DES FORÊTS COMMUNALES

Les coutumes de Lorraine et les usages locaux donnaient au seigneur le droit d'intervenir dans l'administration des biens communaux, et notamment des forêts. Comme donateur présumé, le seigneur avait intérêt à la conservation des immeubles qui étaient censés provenir de lui comme protecteur naturel de la communauté. Son autorisation devait être obtenue toutes les fois qu'il s'agissait d'une opération grave ou d'un acte pouvant engager l'avenir, ou pour toute transformation du bois communal, même pour créer une forêt nouvelle ou plutôt pour la laisser croître et la mettre en défens¹.

Les produits de la forêt n'ont encore que peu de valeur, mais les bénéfices que les usagers en retirent sont considérables. Même sur son domaine privé le seigneur n'absorbait qu'une faible partie des produits de la forêt; le reste était utilisé par ses sujets concurremment à ceux des forêts communales à titre de droits d'usage.

Il n'y a pas lieu pour le canton de distinguer les forêts sur

1. Cf. Guyot, t. XV, p. 303.

Les maîtres du Barrois semblent tenir à ces propriétés forestières, qu'elles soient dans leur domaine utile ou dans celui de leurs vassaux. Lorsqu'en octobre 1385 Robert duc de Bar donne à sa mère Yolande de Flandre, a ville et seigneurie de Varennes, il en exceptera « les hautes foretz » ne lui accordant que le droit d'en user pour la « païsson, les pasturaiges, pour maissonner et affouaiger ». Ces privilèges semblent porter sur les forêts particulières du duc, mais il est possible aussi qu'ils aient pu s'étendre sur les bois communaux de Varennes. Arch. comm. Varennes, carton 6, liasse 17 et Arch. Chantilly. Cf. *suprà*, au XVIII^e siècle les princes de la maison de Condé auront des contestations avec les habitants à propos de ces droits d'usage.

lesquelles portent les droits des habitants. L'ascensement, 1^{er} terme propre du mot, concédé le plus souvent pour essarter avec abandon par le suzerain de tout son domaine utile et simple réserve de droits seigneuriaux et d'une redevance, ne semble pas y exister.

Les autres forêts duciales, concédées à la jouissance des habitants moyennant un cens modique, comme à Varennes ou à Véry, sont soumises aux mêmes règles que les forêts communes.

Ces usages ayant une origine antérieure, les chartes des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles ne firent que les reconnaître, mais ne les créèrent point. Elles eurent seulement pour résultat de les affirmer en les décrivant d'une manière plus certaine. Beaucoup de chartes, de franchises se réfèrent ainsi à l'état existant, et ne laissent pas de doute sur la situation dans laquelle se trouvaient auparavant les usagers.

D'autres chartes, et en plus grand nombre, semblent en désaccord avec la théorie que nous avons émise; on pourrait croire à les lire que la constitution des nouveaux droits d'usage est un fait successif, qui se renouvelle d'âge en âge, et même qui serait beaucoup plus fréquent à partir du ^{xv}^e siècle qu'auparavant. C'est là le résultat de l'action plus féconde qu'honnête des légistes seigneuriaux. S'il est certain que plusieurs chartes postérieures ont pu créer des droits d'usage pour les communautés qui en étaient dépourvues, augmenter ceux existants, ou ajouter quelques cantons de bois à la forêt commune, la plupart du temps les textes cherchent, au contraire, à restreindre les droits des habitants. Telle la charte de 1294, pour Montblainville, qui sous un aspect fort libéral ne fait que consacrer la mainmise du souverain sur une part importante du domaine communal ¹. « Car le plus souvent, dit Guy Coquille,

1. Les seigneurs ne craignaient pas par une orthographe peu scrupuleuse d'altérer le sens des mots et de la phrase.

Ainsi à Boureuilles un différend s'étant élevé entre les habitants et le prince

aucun grands ou avaricieux, ou tous deux ensemble, ont voulu tirer finance du pauvre peuple et lui ôter ses commodités pour en faire profit ».

Nous trouvons du reste d'autres titres plus véridiques, tel celui accordant une augmentation de droits d'usage aux communautés de Véry et Cheppy en 1469; ils reconnaissent franchement l'antériorité du droit, en même temps qu'ils en règlent les conditions d'exercice ou le paiement des redevances.

Le plus souvent, nés d'un fait, ces droits se sont constitués coutumièrement à l'époque gallo-franque. Et ce seront ces mêmes usages, que nous retrouverons dans notre période, tantôt accrus, tantôt réduits, presque toujours réglementés. Le plus souvent, ils resteront à peu près les mêmes, car bien que les habitants se présentent comme suppliants et que la plupart des octrois se termine par la formule « car ainsi nous plaît » on ne pouvait, sans une flagrante injustice, produire une diminution du droit antérieur.

Ces usages se divisent en deux catégories fort différentes, qui se présentent tantôt seules, tantôt groupées au profit des mêmes bénéficiaires : ce sont les usages en bois : bois mort, maronage, affouage, et les usages pour la pâture, la paison, la glandée.

Le plus fréquent des usages au bois a pour but le chauffage, c'est ce que l'on appelle l'affouage ou fouage, c'est-à-dire les produits de la forêt nécessaires pour l'entretien du foyer. Jus-

de Condé, ils lui reprochent que dans des copies de pièces ses officiers ont écrit *Paturage* au lieu de *Poultrage*. « Le droit de poultrage, qui est d'un sol tournois est dû au dit seigneur de Boureuilles par chaque bête prise en dommage et mené en poulture. Cet article est équivoque, disent les habitants, et ils ont lieu de craindre que le seigneur de Boureuilles ne voulût les contraindre à la prestation d'un sol par chaque bête menée en pâture, d'autant plus que dans une copie on a mis le mot pâture au lieu de Poulture. Cf. Arch. Boureuilles, mémoire imprimé, 1739, 1759. »

qu'au ^{xviii}^e siècle, on n'indique pas d'ordinaire de quelle manière ce bois de feu doit être délivré. Quelquefois cependant il est question de coupes usagères affectées à cet emploi spécial. L'affouage lui-même se subdivise en plusieurs genres distincts. Si le titre ne spécifie rien, et c'est ici le cas général, l'usager a droit à tous les bois propres au chauffage, aussi bien au vif bois qu'au mort bois, à la condition de respecter les bastis et de jouir du droit en bon père de famille¹, c'est-à-dire de prendre en premier lieu les essences inférieures.

Mais lorsque l'usage porte sur une forêt ducale, souvent la jouissance est plus strictement limitée. Ainsi les habitants de Montblainville n'ont droit dans la partie de la forêt que le seigneur a réunie à son domaine, qu'au bois sec privé de sève ; encore ne leur est-il permis que de toucher au bois accablé, et rompu gisant par terre, sans pouvoir s'attaquer à celui qui reste debout. Lorsque le 6 avril 1626, le duc Charles donnera des lettres de confirmation, il stipulera qu'elles ne sont accordées qu'aux « charges et conditions expresses auxdits habitants : de bien ménager les susdits bois et qu'il ne leur sera loisible aucuns instruments, haches ou serpes, dans lesdits bois des Escaillettes et Taille-le-loup, y allant ramasser le bois mort et ce à peine de confiscation d'iceux et d'amende contre les contrevenans ».

Cette défense se retrouve dans la coutume générale. Les habitants de Varennes, et semble-t-il des autres communautés ont le droit d'aller ramasser le bois mort dans les forêts seigneuriales et communales, à condition de n'emporter avec eux aucun instrument. Mais cette prescription édictée par les coutumiers, semble peu respectée par les usagers. Encore au ^{xviii}^e siècle on leur reproche de trop vivre dans les bois, et d'aller en forêt avec serpes et haches².

1. Cette expression se retrouve dans la plupart de nos chartes.

2. Cf. de Bonneval dit que les habitants ne tiennent aucun compte des

Le droit de l'usager peut s'appliquer ensuite au mort bois, très distinct du bois mort. Ce dernier est un bois réellement mort, « sec en cime et en racine, sur pied ou gisant tombé et rempant par terre » et par conséquent qui n'est propre qu'à brûler¹. Au contraire, le mort bois comprend en Lorraine², les arbres qui ne portent pas de fruits ; c'est du bois vif limité aux essences inférieures de la forêt. A l'encontre des coutumes françaises et de la charte aux Normands³, qui ne laissent dans cette catégorie que des produits d'une valeur très minime, épine, aulne, genêts, genièvres, etc., celle de Lorraine traduit mort bois par bois blanc et certains n'exceptent même que le chêne et le hêtre. Le mort bois sert du reste dans nos pays à un autre usage que le chauffage ; au XVIII^e siècle nous verrons délivrer de ces essences, pour servir de chevrons, sous la désignation indifféremment employée de bois blanc ou de mort bois.

On peut faire rentrer dans la même catégorie, l'usage au bois de charbon que cite la loi de Beaumont et qui était nécessaire pour les petits métiers de la campagne, ceux de maréchaux et des charrons par exemple, ainsi que le droit de faire de l'écorce, accordé aux tanneurs, nombreux dans la ville de Varennes⁴.

règlements, « coupent les repousses pour faire des cercles de tonneaux, des échalas. La forêt reste pour eux leur principale occupation et y vivent beaucoup trop. La solitude des bois, le noir et l'obscurité de la forêt influent beaucoup sur l'âme des habitants, la férocité leur devient naturelle, de là les crimes, on n'exagère rien ici, on dit ce que l'on voit et ce dont on se plaint ». De Bonneval, *op. cit.* Texte communiqué par M. l'abbé Aimond.

1. Cf. La Poix de Fréminville, *op. cit.*, t. III, p. 42 et déclaration de François I^{er} du 4 octobre 1533.

2. Cf. Coutume de Lorraine, t. XV, art. 20.

3. La Poix de Fréminville, ord. de Louis X le Hutin, 1 mai. 1314, *op. cit.*, t. III, 43.

4. On trouve parfois des adjudications séparées des chênes et de l'écorce, ainsi à Varennes en 1641, Délibération du 10 mars. Vente de la tonsure du champ Mahaut tant de la *Rappe* que des chênes: Arch. Var. cart. 7, l. 48.

Un usage plus important, quant à la valeur des produits délivrés, était le « maronage » ou distribution de bois de construction appelé « bois merrain ». Les délivrances de cette nature sont très fréquentes dans toute notre région et le plus souvent jointes à l'affouage. Jusqu'au xvii^e siècle elles semblent illimitées et s'appliquent tant à la construction des maisons qu'à leur réparation. Une preuve nous est donnée par la requête, présentée en 1557, par les habitants de Véry et cet usage est invoqué par eux pour demander le partage de leurs bois d'avec ceux de Cheppy.

Tels sont les usages les plus fréquents. Ils existent sur les bois communaux au profit de tous les habitants, et aussi du seigneur. Dans les lettres de don ou de confirmation, le suzerain réserve l'affouage pour ses maisons, ses fours ou ses forges et le bois nécessaire à la construction ou à la réparation de ses usines, tel à Montblainville, à Cheppy, à Varennes, et s'il renonce à cet usage, il le convertit le plus souvent en taxe pécuniaire sur chaque ménage. Ainsi à Montblainville, où par lettres patentes de septembre 1579 confirmées en 1626, le duc Charles de Lorraine renonce à son droit d'affouage dans « les bois de la commune moyennant qu'un chacun conduit au dit village serait tenu de lui payer par chacun an *Neuf gros* au jour de Noël »¹, redevance qui sera perçue jusqu'à la Révolution. Parfois même le seigneur ira plus loin, et non seulement percevra l'abonnement stipulé, mais voudra encore faire revivre le droit, racheté par les habitants.

A côté de ces usages généraux, il en est d'autres qu'on ne rencontre qu'accidentellement et qui s'appliquent soit à des produits spéciaux, soit à des besoins déterminés des usagers. Ainsi les remanents ou résidus des coupes, qui le plus souvent appartiennent aux affouagistes comme à Avocourt, Baulny, Véry, Cheppy, Montblainville, mais sont parfois

1. Arch. comm. Montblainville. Conf. 9 avril 1626.

vendus, comme à Varennes, au profit de la commune. De même les arbres chablis, c'est-à-dire ceux arrachés par le vent, sont tantôt annexés à l'affouage, tantôt mis en adjudication, surtout à partir de 1677, époque où les gruyers du Prince de Condé revendiquèrent avec énergie sur eux comme sur les souches et les houpriers, le droit de Tiers Denier.

Par contre, nous ne trouvons pas de trace du droit des communautés sur le « bois de délit », qui a été repris sur les délinquants forestiers. Il se peut qu'il ait existé parallèlement au droit de prendre dans la forêt le bois nécessaire à la construction des instruments agricoles et qui ne se trouve mentionné qu'à très rarement.

Au contraire les titres¹ tel celui de juillet 1264, concernant les religieux de Lachalade, citent souvent le droit pour les habitants de prendre des échalas pour paisseler leurs vignes, alors nombreuses dans le pays, ainsi que le bois nécessaire aux clôtures.

Ce sera un droit que se réserveront les ducs concurremment à l'affouage et au maronage. Lorsque le comte Henri de Bar s'accorde en 1294 avec les habitants de Montblainville il se le réserve dans les bois communaux². Il s'engage à ne « jamais rien clamer en icelluy boys ne pour tailler ne pour houer, ne pour faire vendange sauf que nous et nostre hoir avons nostre usaige pour le four de la dite ville et pour cosure pour les terres et pour les prez que nous [y] avons ».

C'est ainsi que la forêt d'Argonne était au Moyen âge une mine inépuisable, où chacun, le seigneur pour ses châteaux et ses usines, l'abbé pour ses verreries, le paysan pour sa culture, tirait presque sans frais tout ce qui était nécessaire à ses besoins.

1. Cf. Lesort, *op. cit.*, p. 114.

2. Arch. comm. Montblainville.

Les usages au pâturage.

L'usage de la forêt avait encore un plus grand avantage. A côté des droits d'usage au bois, existaient ceux au pâturage, indispensables pour l'élevage du bétail. Les usages au pâturage, entendus dans leur sens le plus large, sont aussi anciens que les usages au bois, et leur origine est identique. Tradition ancestrale, ils sont nés du jour où l'homme a domestiqué le bétail, l'a mené paître sous sa garde dans la forêt voisine¹. Alors la futaie est assez claire et laisse croître dans les sous-bois², l'herbe qui semble née de la terre pour tous les animaux. Mais à mesure que l'on s'éloigne de la période primitive, la pâture va en se restreignant. Les titres, qui plus tard la consacrent, seront les mêmes que ceux concernant les droits d'usage dans la forêt. Le plus souvent elle existera sans être reconnue par aucun titre, tant elle paraît naturelle à l'habitant de la campagne.

Ici, toutefois, il faut distinguer entre la vaine pâture et la glandée ou paisson. La vaine pâture est le pâturage sur les terres dépouillées de leurs fruits³. « Elle est entendue, dit la coutume de Saint-Mihiel, sur les terres en friches, en sommarts et versaines et non ensemencées et en bruires, hayes, buissons et prés, après la faux. Elle s'exerce aussi dans les bois taillis après la coupe ». Elle est de droit commun, s'exerce en vertu de la coutume sur toutes les terres du ban et même, sous le nom de parcours sur les bans voisins⁴. « Les Habitants de deux villes ou villages qui ont leurs bans joignans et contigus l'un de l'autre sans moyen, peuvent et leur loist mener et envoyer en vaine Pâturage, leurs bêtes grosses et menües les uns sur le ban des autres jusqu'à l'endroit des Esquarres

1. Cf. Arbois de Jubainville, t. III.

2. Ed. 1698, p. 67, art. III, titre XIII.

3. Coutume de Saint-Mihiel, *op. cit.*, t. XIII, art. 1.

des Clochers desdits villages et en défaut de clochers, jusqu'au milieu du village ».

Toute différente est la grasse pâture qui permet de consommer une partie de la récolte elle-même¹. « Les grasses pâtures sont et appartiennent aux habitants des villes et villages où elles sont assises, n'était que leurs voisins eussent titre, ou contraire ou eussent possession de temps immémorial d'en jouir et user ». De droit commun pour les habitants sur le finage de leur commune, elle est toujours exceptionnelle pour les communautés voisines et doit se fonder sur un titre ou tout au moins sur un usage immémorial. Dans les prairies, elle permet d'envoyer le bétail avant la fenaïson; dans les forêts elle consiste dans le droit de faire consommer par les porcs le gland et la faine, à l'époque de leur dissémination. Elle paraît également dans nos pays désigner simplement l'usage pour les habitants de mener les animaux, bœufs, chevaux ou porcs, pâturer dans leurs bois et s'opposer ainsi à la vaine pâture qui s'exerce dans les chaumes.

Mais parfois les deux termes se rencontrent, et dans plusieurs procès du xviii^e siècle entre les communautés de Véry, Cheppy et Vauquois les deux termes sont pris tantôt dans le même sens, tantôt dans un sens différent.

Pour beaucoup, la vaine pâture n'est que la grasse pâture plus étendue. Lorsqu'elle s'exerce dans les forêts, les dispositions très larges des coutumes qui la permettent, semblent, à première vue, rendre inutiles toutes les stipulations de titres particuliers. Les coutumes de Lorraine n'y mettent d'autre restriction, que l'interdiction pour les usagers « d'envoyer leurs bêtes en pâturage ès nouveaux taillis desdits bois sinon de sept ans après la coupe, ès lieux de montagne et moins fertiles »².

Elle semble de droit naturel et s'exerce sur toutes les terres

1. Coutume de Saint-Mihiel, *op. cit.*, t. XIII, art. 8.

2. Coutume de Saint-Mihiel, *op. cit.*, t. XIII.

et dans toutes les forêts communales, sans aucun titre de la part des usagers. Les habitants en jouissent même sur les forêts seigneuriales par simple usage immémorial : parfois cependant, nous rencontrons les actes constitutifs de ce droit d'usage, et une taxe versée par les usagers. Car, dit la coutume, « les habitants des villes et villages ès finage desquels s'il y a bois ou forêts appartenans à notre souverain seigneur ou autre seigneur « ne peuvent avoir usage en iceux bois, sinon en payant quelque redevance ou bien qu'ils ayent titre ou possession immémoriale au contraire »¹.

Ainsi la confirmation en 1626 des actes de 1494 et 1579, permet aux habitants de Montblainville de mener « vainpâ-turer leurs chevaux, bœufs et vaches trayantes tout et non autres bêtes dans les contrées de l'Escaillette et Taille-le-Loup, dépendant de notre gruerie de Varennes, en taillis recrûs de bois qui seront de défense et où lesdits bestiaux ne pourront faire aucun dommage à la recrue dudit bois, et étant le tout jusqu'en défense par nos officiers de la gruerie et ce dans la mi-carême jusqu'au dernier jour de septembre ».

Mais le plus souvent les titres ne mentionnent qu'accessoirement la vaine pâture qui reste même indivise entre des communes qui viennent de sortir de l'indivision primitive pour tous leurs autres usages. En dehors de toute limitation spéciale les bestiaux des communautés peuvent donc être envoyés dans les forêts de leurs bans respectifs tant que la glandée n'est pas ouverte. Là où ne se trouvent ni chênes, ni hêtres, le pâturage dure constamment, exception faite pour les tailles en défens². Dans les autres contrées depuis la my May jusqu'au jour Notre-Dame, en septembre, est l'herbage. Ces deux restrictions sont les seules apportées à l'exercice de la vaine pâture en forêt.

1. Coutume de Saint-Mihiel, *op. cit.*, t. XIII.

2. Ordonnance du duc Antoine du 27 novembre 1541. Cf. Rogeville.

Et coutumes locales de Saint-Mihiel, etc. — Cf. Henriquez, *Le Code des seigneurs. Les grueries seigneuriales*.

Nulle part, le nombre des bestiaux n'est limité, on n'indique pas non plus la distinction entre les animaux nés chez les habitants et ceux achetés par lui dans un but de revente. Il n'y a donc de délits possibles que pour le pâturage en canton réservé ou en temps de glandée. On distingue alors comme le faisait la loi de Beaumont si le pâturage a lieu par échappée ou de garde faite. « La couple de Chevaulx à garde faicte payera 5 sois, le cheval pour une échapt, 12 deniers et le domaige rendu »¹.

De même si le délit se commet de nuit l'amende est plus forte².

Mais plus que la vaine pâture, la vive pâture en forêt a toujours été recherchée par les habitants et aussi plus réglementée. Les communautés en jouissent dans leurs bois sous les noms de glandée, panage, paisson ou grainer. Elle s'applique exclusivement à l'introduction des porcs, dont l'élevage a été de tous temps, ici comme en Lorraine, un élément essentiel de la fortune rurale. Cet usage qui a complètement disparu dans l'Argonne, depuis le milieu du xix^e siècle, était alors si prisé que souvent les locations de la glandée dans les bois seigneuriaux dépassèrent en valeur la vente des arbres. Aussi de bonne heure les suzerains surveillent les usagers pour le panage même dans les bois appartenant à leur village, tandis qu'on les laissait user du pâturage aussi largement que possible. C'est que, dit Henriquez dans son *Traité des grueries seigneuriales*³, « outre l'utilité des glands, faines et autres fruits pour l'engrais des porcs, ils servent encore au repeuplement des forêts; c'est pour cela que l'ordonnance (1669) ne permet l'usage de la glandée, que quand il y a une quantité abondante de glands et de faines; car l'abondance de ces fruits peut seule compenser

1. Coutume de Saint-Mihiel, *op. cit.*, t. XIV, art. 16.

2. Loi de Beaumont, art. 73. Éd. citée.

3. Édition 1786, p. 147.

l'inconvénient toujours très préjudiciable, de donner l'ouverture des forêts aux porcs qui, par leurs fouilles, font beaucoup de tort aux jeunes taillis, quelque précaution que l'on prenne pour l'empêcher. Il faut donc que pour en courir les risques, il y ait dans les bois une quantité de graines capables d'indemniser par le profit que l'on en tire, du dommage qui en paroît inséparable ».

Dans les bois seigneuriaux de leurs finages, les communautés n'y ont cet usage que par titre exprès ou possession immémoriale. Mais elles peuvent disposer de ces fruits dans les bois qui leur appartiennent. Cependant comme ils servent au repeuplement de la forêt, le nombre des animaux que les habitants purent introduire dans leurs bois fut de tout temps, limité par les grueries. Nous trouverons au XVIII^e siècle dans presque tous les villages des listes établissant le nombre des porcs que chaque ménage peut y envoyer, rarement plus de six ou sept, et généralement moins. De plus la coutume venant renchérir sur cette rigueur, prononce l'exclusion des bestiaux de commerce. On ne peut introduire que ceux qui ont été nourris à la maison, ou tous ceux qui étaient à l'étable à une époque déterminée. Ainsi en 1469, les habitants de Cheppy et Véry peuvent mettre dans leur bois indivis « pour paissonner en iceluy bois leurs porcqs qui seront achettez par eulx devant la Magdelaine et de ceulx qui après seroient acheter ny peuvent mettre chacun d'iceulx suppliants outre le nombre de deux sous peine de confiscation d'iceulx »¹.

Le but de ces dispositions était sans doute de permettre au seigneur qui a le droit de troupeau à part ou à son fermier de se réserver une part des produits et non pas seulement la conservation des forêts².

1. Arch. comm. Véry et Cheppy. Cette distinction se retrouve également dans un arbitrage rendu par le Sir de Louppy entre ces communautés et les moines de Lachalade propriétaires de la Neuve-Grange.

2. Cf. Varennes, 1385.

Outre la limitation du nombre des animaux, le droit de glandée subissait encore une restriction, en ce sens qu'il ne pouvait s'exercer que pendant un temps déterminé. « Le temps de paisson et grenier des forêts et bois de Haute futaye, dure depuis la Notre-Dame en septembre jusqu'à la my-may »¹. Dans tout notre pays, cet intervalle lui-même se divise en deux périodes inégales. La première s'appelle proprement paisson ou grenier et se termine d'ordinaire vers la fin de novembre. La seconde, qui succède sans interruption, est le recours, appelé parfois arrière-pacage. Cette distinction ne semble pas s'appliquer avec intérêt dans le canton. Henriquez écrit seulement², « quant il y a eu glandée pleine et qu'au premier de février il reste encore beaucoup de glands, on permet quelquefois à une communauté une prorogation ou arrière-pacage, dont l'effet est qu'après l'expiration du terme ordinaire de la glandée, on peut encore envoyer dans les bois des porcs pendant quelque temps ».

Ce qui n'avait guère d'utilité dans l'Argonne, où la coutume laissait la glandée ouverte jusqu'au 15 mai. Le même auteur ajoute, en effet : « Mais en accordant cette prorogation, on doit avoir attention de la limiter de manière qu'elle cesse lorsque le retour de la chaleur commence à faire germer les glands, sans quoi il pourroit en résulter beaucoup de dommages pour le repeuplement ». Il conclut : « C'est pourquoi il vaudroit mieux n'en jamais accorder ». Enfin, la glandée ne paraît pas s'exercer sur toute la forêt, non seulement les cantons en dessous de sept ou huit ans sont mis en défens, mais d'après les coutumes locales, les habitants n'en ont l'usage que dans les bois de haute futaie et particulièrement dans leurs clairs chênes. « Et sont réputez hauts bois et de Haute futaye, dit la coutume de Saint-Mihiel, bois qui sont bons à maisonner

1. Coutume de Saint-Mihiel, *op. cit.*, t. XIII, a. 14.

2. Henriquez, *op. cit.*, p. 151.

et édifier, portant glands et paissons et qui sont en lieu où il n'est mémoire d'avoir vu labourage »¹.

Enfin, le terme de glandée est presque toujours employé comme synonyme de paisson ou introduction des porcs dans la forêt. Il ne paraît pas que les usagers aient eu fréquemment le droit de ramasser en forêt le gland ou la faine pour les faire consommer à l'étable. Quelques indices permettent bien de penser qu'ils en ont joui quelquefois, notamment à Véry, Cheppy et Lachalade. Mais ce droit semble suspendu par l'ordonnance de 1669 (titre XXXII, art. 12), qui défend de ramasser ces fruits « à peine de cinq livres d'amende pour la charge d'une personne, de vingt livres pour la charge d'un cheval ou d'une bourrique et de quarante livres pour une voiture, outre la confiscation des chevaux et des harnais ». Et cela pour la conservation des bois durs.

L'année se trouve donc ainsi partagée en deux saisons pour la pâture : l'hiver pour les porcs, l'été pour le grand bétail. On prend soin, dans les règlements forestiers, de spécifier que les porcs ne pourront être mêlés, pendant la période d'été, aux chevaux et aux vaches, précaution nécessaire pour protéger les jeunes semis. De même, les coutumes locales interdisent leur introduction dans les prés, à peine d'amende et de dommages et intérêts.

Ces divers droits, même exercés sur les forêts communes, donnaient lieu au paiement d'une redevance assez élevée. Les habitants de Varennes offrent, en 1511, de payer au duc de Lorraine 60 sols par porc pour avoir l'usage de la glandée dans un petit canton de bois qu'il possède contre leurs bois communaux. De même, en 1494, les communautés de Véry et Cheppy se font céder des droits sur des accrues poussées contre leurs bois moyennant une taxe annuelle de 4 deniers sols par ménage et la veuve moitié.

1. Titre XIII, art. 17.

Cette redevance entraîne pour les habitants l'obligation de faire marquer les porcs qu'ils introduisent dans leurs communaux. Presque toujours, au xviii^e siècle, nous trouverons le procès-verbal du conseil de la commune en ordonnant l'exécution après que visite des bois a été faite pour s'assurer de l'abondance des glands.

Tels étaient alors les bénéfices que les communautés retiraient de leurs forêts et de leur communaux. Partout ces usages existent plus ou moins réglementés, plus ou moins gratuits. Ils correspondent alors à l'état social; on ne pensait pas qu'ils fussent nuisibles à la forêt ou à la culture. Ce ne sera qu'aux siècles suivants que l'on s'élèvera contre eux. Jusqu'au début du xviii^e siècle, les relations des usagers et des forestiers furent sinon cordiales, du moins sans haine¹. « Ces sages, dit Guyot, donnaient aux populations agricoles des produits abondants et presque gratuits : l'existence du paysan se trouvait assurée à la fois par les délivrances usagères et par une large participation aux fruits des biens communaux ».

Aussitôt que les communautés sont constituées en qualité d'êtres moraux, on les voit participer à des usages et posséder à titre de propriétaire. Les habitants des campagnes puisaient à deux sources différentes, et, avec un peu de travail, étaient ainsi certains de ne pas manquer des choses indispensables à la vie; quoi qu'ils fissent, leur imprévoyance même ne les conduisait jamais à la misère. Là est sans doute le secret de l'aisance relative des campagnes du Moyen âge. Elles sont bien foulées par la guerre, les épidémies, les exactions, elles conservent néanmoins une vitalité, un ressort qui surprennent, et que l'on est tenté d'envier pour nos populations modernes, incomparablement plus riches, plus policées, mais qui désertent les champs et qui dédaignent comme trop lourds les travaux de leurs ancêtres ».

1. Guyot, *op. cit.*, p. 370.

CHAPITRE VI

L'ADMINISTRATION DES BIENS COMMUNAUX DU XIII^e AU XVII^e SIÈCLE

Lorsque nous avons étudié la loi de Beaumont, nous avons vu que d'elle dérivait l'établissement de l'administration communale. Les gens de justice, mayeur, échevins, jurés, procureur syndic sont désormais élus par les bourgeois et ont la haute main sur la gestion de la communauté, et en particulier sur les biens qu'elle peut posséder.

En ce qui concerne les pâturages et les forêts, cette loi consacra un mode préexistant. Elle innova seulement en transformant les officiers municipaux d'agents seigneuriaux, en représentants de la commune. Elle leur conserva leurs anciennes dénominations et laissa subsister sous leur autorité les agents subalternes qui existaient auparavant : banvard, messier, forestier. Dès lors, comme le pâtre ou le porcher, le forestier est choisi par les habitants. Il a autorité sur l'ensemble des propriétés du ban et ses attributions ne consistent que dans la constatation des délits, et surtout dans la prise d'un gage sur le délinquant. On le voit se perpétuer avec ce caractère jusqu'au xvii^e siècle. « Le forestier juré et sermenté aura crédit et sera bien à son rapport faisant et en son dit rapport faisant, doit dire : je l'ay prices en tel lieu, à tel jour et à telle heure ou à peu près » ¹ dit la loi de Beaumont, suivant les habitudes formalistes de l'ancien droit. Plus loin elle consacre l'habitude qui se conservera jusqu'à la Révolution de ne

1. Loi de Beaumont, *op. cit.*, art. 45.

nommer cet agent que pour un an. « Les forestiers commis par justice ne seront que pour un an sans renouveler leur serment et ne porteront foix que pour un an à leur rapport; et sy faulte y est trouvé à leur serment, seront escheu d'amande arbitraire a contenu de délict »¹.

C'est là l'agent subalterne : il est préposé à la garde des forêts, comme le messier ou le banvard, à celle du ban ou des vignes. Il ne s'occupe pas de la gestion proprement dite. Au même rang on peut mettre le pâtre et le porcher, nommés également pour un an par les gens de justice et qui, dit encore la loi de Beaumont², « doibvent bien et loyaulment garder les bestiaulx sans leur faire tort, et si doibvent avoir chien souffisant pour deffendre les dittes bestes, et doibvent estre creuz par leur serment du debvoir, qu'ils ont failte eulx et leurs chiens, mais qu'ils montrent poil ou patte, et de quoy, et la fortune qui avait survenu à la beste, car le hardier doit tousjours suivre sa harde et non faire aultre chose car pour ce faire est loué ».

Au-dessus d'eux, les nommant, les dirigeant et recevant leurs rapports est, soit le corps de justice de la ville, soit dans d'autres villages, le corps des Prud'hommes, ou plus simplement des « Hommes » de la communauté. Cette dernière forme se retrouve même dans la commune de Véry qui avait été cependant affranchie à la loi de Beaumont. Dans des titres nombreux, dont le premier souvent cité remonte à 1494, nous trouvons mentionnée l'existence dans les deux pays de Véry et de Cheppy d'un corps administratif composé de huit bourgeois absolument distincts des autres officiers municipaux. Ces deux communautés ayant une jouissance indivise dans la forêt, qui ne fut partagée qu'en 1557, élaient « chacun an ung forestiers et garde duquel ils payent le salaire ai coy que mieulx

1. Loi de Beaumont, *op. cit.*, art. 63.

2. Loi de Beaumont, *op. cit.*, art. 142.

peuvent convenir du prix, qui fait serment de bonnement et loyamment faire rapport de ceulx qu'il trouvera malfaisant malusant és iceluy bois à « Huict hommes » que lesdicts Habitants élisent chacun an ès deux villes. Lesquels huict hommes ont la connaissance, juridiction et iugement de ceulx qui sont repris et rapportés par lesdicts forestiers et les taxent et condamnent à amande telles que bon leur semblent être raisonnable selon la qualité du délit et dommage ».

Lorsque le partage en eut lieu, en 1557, il semble sur le point de disparaître, mais est sauvegardé par la force de l'habitude. Des lettres de confirmation reconnaissent sa légalité en 1579 et en 1626, au profit de la communauté de Cheppy¹. Après que l'indivision eut cessé entre les deux communes, il semble que les officiers du duc de Lorraine aient entrepris d'enlever ce droit aux habitants de Cheppy, sans doute parce qu'ils n'avaient pas de charte garantissant leurs privilèges. Et ce sans qu'ils eussent commis « mesus en la dicte juridiction et jamais qu'ils eussent été ouïs ou advertis monstrier ou faire paraistre du droict qu'ils ont de l'administration de la dicte juridiction ».

Celle-ci était passée entre les mains du gruyer de « Varennes par devant lequel les remontrants sont journellement poursuivis à la requeste de votre procureur au domaine dudict lieu ou fermier des amendes adjugées sur les mêmes ès dicts bastiz ».

C'est là un cas très spécial, pour le canton du moins, d'un corps administratif distinct, compétent pour la gestion des bois communaux. Ici, le besoin a créé l'organe, les bois étant indivis, au-dessus des corps municipaux devait se trouver une assemblée intercommunale, comme il en existait alors dans le val des Biesmes, lors de la réunion des « plaids d'estarix » tenus au pont Verdunois près de Lachalade entre les

1. Arch. comm. de Cheppy, parchemin; 18 août 1626.

habitants des deux rives¹. Mais dans la généralité des villages l'administration des biens communaux, et la juridiction des mesus qui s'y commettent appartiennent au corps municipal. Les chartes de 1243 et 1255, l'avaient établi pour Varennes, Véry et Vauquois². L'acte de 1264 du comte Henry de Bar le reconnaît pour Montblainville.

Les privilèges sont confirmés pour la ville de Varennes en 1376, 1441, 1576, 1619, 1626 et 1645 « à charge de se conformer aux jugements qu'ils en rendront, aux ordonnances et règlements de gruerie, de ny faire ny souffrir être fait aucun méfait, n'y commettre aucun abus, à peine d'être privés tant de leurs dicts bois communaux que de la juridiction en iceux » et d'être réunis à la gruerie dudict Varennes³.

Ces prérogatives sont en effet fort attaquées par les officiers seigneuriaux, qui là aussi, travaillent à accroître la terre de leurs seigneurs. La fin du xv^e siècle est féconde en luttes de ce genre entre la gruerie et les communautés, tel à Cheppy en 1577, à Varennes, en 1578. Là, à propos de la juridiction des « quatre hommes » et ici pour savoir si les forestiers des bois de Varennes, devaient prêter serment aux assises de Clermont, si le corps municipal jugeait en dernier ressort ou si l'on pouvait interjeter appel près le bailli de Clermont⁴.

Déjà la lutte se fait de plus en plus âpre et prendra plus d'ampleur sous la domination de la maison de Condé, lorsque l'ordonnance de 1669 sera le code forestier du pays. Les agents seigneuriaux auront beau jeu de montrer que trop

1. Cf. Havet, *La Frontière d'Empire dans l'Argonne*, éd. 1881, p. 13.

2. Chartes citées.

3. Cf. Arch. de Varennes, conf. 1645 et 12 décembre 1576.

4. Cf. Arch. de Varennes, *Avis d'avocat sur la juridiction des bois communaux*, 11 juin 1578.

L'avocat est contraire aux prétentions des habitants. Il est d'avis que les forestiers doivent se présenter aux assises, car les jurés, mayeurs et échevins doivent eux-mêmes y aller. Leurs sentences sont susceptibles d'appel près du bailli de Clermont.

souvent les communautés mesurent et abusent de leurs propriétés. Sans doute les habitants de Varennes, diront dans une pétition au duc¹ : « Que comme ils ayent assez petite quantité de bois bastis craignant la depopulation d'iceulx, ils ont de temps immémorial et de père en fils, toujours bien entretenus et gardés souz le règlement des hommes quarante jurez audict lieu, un mayeur et six échevins avec luy, qui de temps immémorial ont sur iceulx comme de règlement, cognoissance et toutes juridictions, de sorte que nul ne poroit iustement arguer contre eulx aucuns deffault ny mesus, même que nul d'entre eulx ny ay jamais prins ung arbre pour bastir. Tant les ont-ils aymé et chéry la garde d'iceulx que n'y aucun y avoit entrepris d'une seule branche ». Mais c'est là certainement une exagération, car il semble bien qu'alors² comme aujourd'hui, le paysan de l'Argonne était un braconnier d'eau, de chasse et de bois invétéré.

Au reste, les premiers fondements de l'administration forestière, ébauchés au XII^e siècle, se développent peu à peu. Quand les habitants d'une communauté participent aux produits d'une forêt, il peut y avoir doute sur le point de savoir si la communauté est propriétaire ou seulement usagère. Mais dans les deux cas, elle est soumise à la surveillance des officiers forestiers du duc ou des seigneurs de sorte que les habitants d'une communauté propriétaire, sont souvent appelés usagers dans leurs propres bois.

Peu à peu, ces officiers imposeront aux communes la règle de la délivrance des arbres de haute futaie, assoiront les coupes et en délivreront les produits aux administrateurs municipaux qui, eux-mêmes, les répartiront entre les habitants.

L'administration forestière, dont les origines vers le

1. Arch. de Varennes, cart. 6, l. 18. Pétition 1576 et 1572. Rappelant les termes d'une supplique et d'un octroi de 1379.

2. Cf. Bonneval, *op. cit.*

xiii^e siècle sont assez obscures, fut sans doute à cette époque confondue avec d'autres attributions entre les mains d'un prévôt. Aux xiv^e et xv^e siècles, nous voyons encore des fonctionnaires prendre le titre de capitaine, prévôt, receveur-gruyer, réunissant ainsi des fonctions diverses. La gestion des forêts, alors considérée comme dépendant des finances, peut donc appartenir à un prévôt ou à un capitaine, plus fréquemment à un receveur.

Toutefois dans les chartes de 1464 on voit apparaître un officier spécial, le gruyer, d'origine antérieure, qui, dès le xiv^e siècle, s'occupe exclusivement des forêts. Peu à peu il groupe autour de lui un lieutenant gruyer, un contrôleur et un arpenteur juré¹.

En 1353 le personnel de la gruerie du duché de Bar se composait du gruyer, d'un arpenteur, d'un clerc-juré² et d'un certain nombre de sergents et forestiers chargés de la garde des bois et des eaux du comté. La comtesse Yolande, qui possédait un domaine étendu, parmi lequel se trouvait la ville de Varennes, possédait également un gruyer particulier.

Ce service fut modifié en 1372 et en 1393. Mais si le cadre se modifie, les attributions restent les mêmes. Les ordonnances successives des Ducs de Lorraine et de Bar le constatent³ et établissent une administration centrale, sous la direction du Grand Gruyer à partir de 1550. Enfin au-dessus se trouve la Chambre du Conseil et des Comptes qui administre, juge et légifère⁴.

1. Cf. Guyot, M. A. L., t. XIII, p. 10.

2. Cf. Servais, *Annales du Barrois*, t. I, p. 252. La fonction de clerc juré existait également à Montfaucon. Cf. partage de 1494.

3. Cf. Recueil de Rogéville, 20 avril 1446, 20 avril 1464, 1^{er} avril 1550, etc.

4. Outre un traitement en argent, ces officiers touchaient des droits en nature. Ils seront souvent accusés de malversation tant par les ducs que par les habitants.

Cette administration s'occupait essentiellement à l'origine des forêts du domaine. Mais les ducs grands propriétaires étaient en même temps souverains. Lorsque l'intérêt général du pays domina les relations étroites de seigneur à vassal, l'administration du domaine tendit à devenir une administration publique dans le sens moderne que nous attachons à ce mot. Cela sera surtout vrai à partir du xvii^e siècle¹.

Dès le xvi^e siècle, les coutumes lorraines consacrent expressément le pouvoir du seigneur haut justicier non seulement de s'opposer aux aliénations ou défrichements des forêts des communautés, mais encore de donner des règlements de jouissance pour assurer l'administration et sauvegarder l'avenir. Le seigneur avait ainsi le droit d'exercer une surveillance constante sur les forêts des communautés comprises dans sa haute justice, en cas de mesus ou d'inobservation du règlement seigneurial, les sanctions sont fort sévères, et peuvent aller jusqu'à la confiscation « à charge de se conformer aux jugements qu'ils en rendront, aux règlements et ordonnances de gruerye, de ny faire ni souffrir estre faict aucun méfaict, ny commettre aucun abus à peine d'estre privés tant de leurs dicts bois communaux que de la iurisdiction en iceux et d'estre réunis à la gruyerie de Varennes », dit l'ordonnance de 1627.

Ce texte formel dont on retrouve souvent des applications, permet de penser que les gruyers du domaine ducal, avaient le droit d'intervenir dans les forêts des communautés. Mais malgré tout, ils ne semblent jamais y avoir exercé un droit d'administration aussi complet que celui qui résulte du régime forestier moderne. « C'étaient réellement, dit M. Guyot, les représentants de la communauté, maire et gens de justice locale qui administraient la forêt, opéraient les déli-

1. Cf. sur cette partie, voir Guyot, *op. cit.*, M. A. L., t. XIII.

vances, martelaient les coupes avec leurs marteaux particuliers. Les gruyers se bornaient à surveiller l'application du règlement spécial à chaque commune, ou l'obéissance aux règlements généraux.

Nous avons vu que la loi de Beaumont donnait aux communautés le droit d'élire leur forestier, qui recevaient l'investiture du seigneur haut justicier. Toujours en effet, le seigneur interviendra dans les circonstances graves pour l'administration de la forêt communale. La défense exprimée le plus fréquemment est celle d'aliéner sans autorisation la chose communale¹. Toutefois il n'était pas rare que cette permission fût accordée, moyennant finance et nous en trouverons des exemples au début du xvii^e siècle.

Un autre cas d'intervention seigneuriale était l'embannissement. Dans les coutumes locales toutes les terres non closes étaient en principe abandonnées à la jouissance commune, après l'enlèvement de la récolte. Pour les bois communaux, cette jouissance se manifestait du 15 mai à la Notre-Dame en septembre, après l'époque de la glandée. En outre les habitants avaient dans leurs bois communs de nombreux usages des bois dont ils semblaient jouir largement et sans règle. L'embannissement était le moyen employé pour soustraire à la jouissance de tous, certaines parties du finage. Les coutumes locales l'autorisent expressément. « Néanmoins les dites communautés et chacune d'icelles ont droit d'embannir et mettre en écharmie et épargne une partie de leur ban soit en terres labourables, prez fauchables, Bois ou autres Héritages; laquelle Embannie, ils sont tenus de faire signifier aux Habitans des villages voisins qui ont droit de vain paturage sur eux, et depuis ladite signification il n'est

1. Coutumes lorraines et 6 août 1569, articles des États, 2 mai 1597, ordonnance sur les aliénations des ecclésiastiques et des communautés pour le duché de Bar.

loisible ausdites communautez d'envoyer leur Bétail en vaine pature esdits Lieux embannis, sur peine de l'amende indite : mais incontinent que ladite embannie sera rompue et que les habitants qui auront fait ladite Embannie enverront leurs troupeaux esdits lieux, il sera permis aux habitants des villages voisins d'y envoyer les leurs par le même moyen » ¹. Nous verrons cette coutume se pratiquer presque jusqu'à nos jours, pour les prairies particulièrement.

Lorsque l'embannie concernait la forêt communale, les habitants ne pouvaient plus en jouir directement mais étaient soumis au règlement qu'ils s'imposaient eux-mêmes. Les forêts soumises à cette règle étaient naturellement plus prospères que les autres. La mise à ban paraît s'appliquer de bonne heure dans l'Argonne. Toutes les chartes déjà citées reconnaissent ce droit aux gens de la justice locale. Les lettres accordées en 1294 aux habitants de Montblainville citent le cas de mise en garde ou en ban « et le comte de Bar s'oblige même à s'y conformer et d'user des droits qu'il s'est conservé dans les bois de la commune, que là où les autres Preud'hommes de ladite ville pranront en icelluy boys ».

Une fois l'embannissement prononcé, la mesure ne pouvait être rapportée qu'en vertu d'une autorisation du seigneur Haut justicier. Elle reposait sur le fait qu'il était considéré comme premier habitant du ban et se trouvait directement intéressé à la prospérité commune. D'après le même principe joint à sa qualité de tuteur naturel de la communauté, il intervenait, soit directement, soit par ses gruyers dans tous actes d'aliénation, de partage ou de défrichement, actes qui engageaient d'une manière directe l'avenir de la forêt². Enfin d'autres opérations de simple gestion journalière nécessitaient aussi la participation ou du moins la surveillance de l'officier

1. Coutume de Saint-Mihiel, *op. cit.*, art. 5, t. XIII.

2. Cf. toutes les chartes citées.

du haut justicier. La délivrance aux habitants d'arbres de haute futaie, considérée comme exploitation extraordinaire, ainsi que l'exécution des ordonnances ou règlements locaux concernant le balivage.

La tutelle administrative n'existe pas encore d'une manière certaine sur toute la forêt. Elle se manifeste déjà sur les parties embannies, mais tend à s'étendre sur la généralité des biens communaux, aussi bien au point de vue de la gestion qu'en ce qui concerne la compétence judiciaire.

Alors en effet il y a confusion entre les mêmes mains des pouvoirs administratifs et judiciaires. Leur évolution est la même. Lorsque les municipalités gèrent librement leurs biens elles sont également compétentes pour la connaissance des mesus et délits qui s'y commettent. Plus tard il en sera de même pour les agents seigneuriaux qui tendront à réunir sur leur tête, l'administration et la juridiction des forêts communes.

Il nous suffira de rappeler que les justices municipales dérivent des anciens plaids des tribus germanes et que leur principe essentiel consacré par la loi de Beaumont est le jugement des paysans par leurs pairs. Les amendes appliquées aux délinquants étaient taxées par le droit de Beaumont, la coutume ou les chartes seigneuriales.

A partir de l'ordonnance d'avril 1464¹ le grand gruyer doit se transporter à intervalles réguliers aux chefs-lieux des principales grueries. Ces assises sont à la fois des tribunaux civils et criminels, on y juge des délinquants et on y tranche les questions de propriété et d'usages².

Il semble enfin que dès le xvi^e siècle les sentences de justices locales pussent être portées en appel devant le bailli ou aux assises du bailliage³.

1. Cf. Rogeville.

2. Cf. Guyot, *op. cit.*, p. 31.

3. Cf. Varennes, 1578.

Par là, peu à peu, le pouvoir central imposera sa tutelle aux communautés. Il remplacera les amendes variées et fort douces, par d'autres plus uniformes mais plus lourdes. L'établissement des assemblées provinciales multipliera les formalités et doublera la surveillance. Pour empêcher les communautés de faire un mauvais usage de leurs communaux, on tendra de plus en plus à leur en enlever la disposition. Et plus que l'intérêt général, ce sera un avantage personnel qui poussera le haut justicier à s'immiscer dans leur administration forestière, car ici comme en Lorraine, il percevra en vertu du droit de tiers denier, une partie des produits de la forêt. Dès lors il contrôlera avec soin tous les actes susceptibles de lui fournir une aide pécuniaire. Les remanants des coupes affouagères, les houpriers des arbres de maronage ne seront plus laissés à la jouissance des habitants, mais adjugés aux plus offrants. Toute la période qui s'étend du xvii^e siècle à la Révolution sera influencée dans notre région par ce droit de tiers deniers, qui remplacera ici le droit de triage exercé aux dépens des communautés du royaume.

QUATRIÈME PARTIE

LES BIENS COMMUNAUX DU XVII^e SIÈCLE A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME (1641-1789)

CHAPITRE I

LE CLERMONTOIS SOUS LA MAISON DE CONDÉ (1641-1789)

Nous avons vu que de longue date la politique des rois de France tendit à étendre leurs domaines vers la Meuse et le Rhin. Louis XIII devenu maître de son royaume par la défaite des grands et par la prise de La Rochelle revendiqua le Barrois, faute d'hommage; envahit deux fois la Lorraine¹, prit en gage un certain nombre de forteresses et démantela toutes celles qu'il ne put retenir. Le traité de Paris, du 29 mars 1644, unissait pour jamais à la couronne les places et prévôtés de Clermont, Jametz, Stenay, Dun et ses dépendances². L'acquisition de cette frontière, conforme aux intérêts de la France et nécessaire à sa grandeur, fut l'œuvre d'une politique profon-

1. D'Haussonville, *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, 4 vol. in-12, t. I.

2. Cf. Dumont, *Corps universel diplomatique*, t. VI, p. 211.

dément habile, moins soucieuse du droit que de la force, et plus nationale que scrupuleuse.

La mort de Richelieu et de Louis XIII en faisant passer le pouvoir aux mains de Mazarin, n'amena pas l'apaisement que l'on avait espéré. Les dépenses ruineuses de la lutte engagée contre la maison d'Autriche, le désordre des finances, la misère publique, tout contribuait à préparer la guerre civile. Le Parlement qui, de tout temps, et surtout au moment des minorités royales revendiqua des pouvoirs politiques¹, attaqué dans ses prérogatives par le surintendant des finances, Particelli d'Eméry, prit fait et cause contre Mazarin². La guerre étrangère se compliqua de la guerre civile. Le désir de récompenser le duc d'Enghien de son éclatante victoire de Rocroy, et en même temps de s'assurer son appui contre la Fronde, força le ministre à lui abandonner, en décembre 1648 « pour en jouir souverainement comme jouissait sa Majesté elle-même », les terres et seigneuries de Stenay, Dun, Jametz, Clermont-en-Argonne, domaines et prévostés de Varennes et des Montignons », récemment conquis sur la Lorraine³.

Le préambule des lettres patentes, consacrant cette donation, rappelle les services rendus à la France par le duc qui depuis la mort de son père, le prince Henri, survenue le 26 décembre 1646, prit le titre de prince de Condé : « Nous ne pouvons assez à notre gré tesmoigner l'estime que nous faisons de la personne de notre très cher et très amé cousin le Prince de Condé premier prince de notre sang..., ni luy donner une

1. Cf. Esmein, *Cours*, 1908-1909.

2. En 1648, au lieu de renouveler le droit annuel ou Paulette perçu depuis Henri IV sur les charges de justice on l'abolit à la condition que les magistrats des cours souveraines feraient l'abandon de quatre années de leurs gages. Cf. Petit de Julleville, *Histoire générale*.

3. Cf. Lesort, *op. cit.*, p. 24, et Stein et Legrand, *op. cit.*, p. 38.

Il existe de nombreuses copies des lettres patentes de décembre 1648. Cf. *Pièces justificatives*, copie de celles déposées aux archives de Varennes.

assez digne récompense eu égard à la grandeur des services qu'il nous a rendus et à notre Etat; les victoires qu'il a remportées ayant le commandement de nos armées contre celles de l'Empreur et du Roy catholique et des Princes leurs alliez ennemis déclarez de cet Etat ». Il insiste ensuite, réfutant à l'avance les objections certaines du Parlement et de la Chambre des Comptes, sur le fait que le pays aliéné n'appartient pas à l'ancien domaine de la couronne et que la gestion financière n'en a pas été encore soumise à la Chambre des Comptes de Paris. « Ces terres, seigneuries et places n'étant pas de l'ancien domaine de notre couronne, et n'ayant point été jusqu'à présent compté des Receveurs d'icelles en notre chambre des Comptes de Paris, nous pouvons sans apporter aucune dimension à notre Domaine et nos receveurs et finances effectuer la résolution que nous avons prise d'en gratifier notre cousin ». Cette contestation avait son importance, car la règle de l'inaliénabilité de la couronne encore peu suivie pendant la première moitié du xvr^e siècle¹, avait été consolidée par une série d'ordonnances dont la plus efficace fut celle de Moulins (février 1566) rendue à l'instigation du chancelier de L'Hôpital. Le traité de Paris, en réunissant ce territoire au domaine royal, l'avait déclaré inaliénable. Si l'on n'en tint pas grand compte, cette stipulation influa cependant sur la rédaction du traité des Pyrénées qui confirmait au Grand Condé la possession du Clermontois, mais déclarait ce pays « à jamais uni et incorporé à la couronne de France ».

En vertu de cet acte, la maison de Condé prend possession du « Clermontois », mot nouveau désignant les pays qui lui sont abandonnés; y perçoit les gabelles, tous les impôts et revenus domaniaux. Le prince de Condé peut y faire rendre la justice, en son nom, par les officiers des bailliages, prévôtés et hautes justices qu'il choisit lui-même « à la

1. Cf. Esmein, *op. cit.*

réserve des cas royaux; pour lesquels nous (le roi de France) établirons un juge à chacun bailliage et un procureur pour nous dont la première provision nous appartiendra et à l'avenir vaccation avenante, il y sera par nous pourvu sur la nomination¹ de notre dit cousin, le prince de Condé et de ses successeurs aux dites terres.

» A la réserve néanmoins des droits Régaliens, de ressort et de souveraineté, que nous voulons nous appartenir et à nos successeurs Roys dans l'estendue des dites terres et seigneuries.

» Et seront les appellations des jugements qui seront rendus par les officiers des bailliages des dites seigneuries relevées même et sans moyen en nôtre cour du Parlement de Paris, tant en matière civile que criminelle ».

Par cette mesure, le cardinal voulait sans doute consolider la possession de ces territoires, et transformer en fait acquis une cession contre laquelle le duc de Lorraine n'avait pas renoncé à protester. Peut-être même, avait-il entrevu que le ressentiment de Charles IV contre « l'Homme qui détenait son bien » empêcherait à jamais ce prince de se lier solidement avec Condé².

Les calculs de Mazarin furent déjoués par la défection du prince, qui depuis longtemps désirait se constituer dans la région du Luxembourg ou de la Lorraine une principauté indépendante³. Il passa au parti Espagnol, et fit perdre momentanément aux rois de France leurs terres du Clermontois, dont l'acquisition laborieuse était devenue pour eux si désirable, depuis qu'à l'époque troublée de la Ligue les

1. Ce terme peut être rapproché de celui de *nominare* du concordat de 1516. Il paraît employé dans le même sens.

2. Cf. duc d'Aumale, *Histoire des princes de Condé*, éd. 1893. Paris, t. V, p. 127.

3. Une preuve est sa tentative de battre monnaie à Stenay. Cf. Lesort et duc d'Aumale, *op. cit.*

princes de Lorraine avaient un instant osé convoiter leur héritage¹. Il fallut en entreprendre à nouveau la conquête. D'abord victorieux, Condé n'a plus bientôt sous ses ordres qu'une poignée d'hommes, et malgré tout, l'armée du roi impuissante, ne peut interrompre le cours de ses succès. En moins de deux mois, il s'était emparé des places importantes de Rethel, Sainte-Menheould, Bar-le-Duc, Mouzon et de plusieurs autres moindres. — Il avait aussi complété l'occupation des villes de son domaine, Clermont-en-Argonne, Damvillers, muni sa forteresse de Stenay². — Mais ces places, confiées à quelques-uns de ses plus braves et plus dévoués compagnons, ne purent tenir longtemps après les redditions de Stenay (5 août 1654) et de Clermont (22 nov.), cette dernière, assiégée par Turenne lui-même.

Quelques années plus tard, lorsque le roi d'Espagne dut se résigner à traiter, il ne voulut pas abandonner le prince qui, en passant à son service, avait quitté son pays et perdu ses domaines. Philippe IV exigea que Condé fût compris dans le traité et rentrât en possession de son rang, de ses charges et de ses biens. Le traité des Pynées (7 nov. 1659) confirma ces conditions. En termes très humbles, Condé fit amende honorable, protestant « qu'il voudroit pouvoir racheter de la meilleure partie de son sang tout ce qu'il a commis d'hostilité dedans et hors de la France, à quoy il proteste que son seul malheur l'a engagé plustôt qu'aucune mauvaise intention »

1. Cf. d'Haussonville, *op. cit.*, t. I. Henri IV n'oublia jamais la passagère rivalité du duc Charles III; et ses petits-fils, affermis sur le trône en gardèrent bonne mémoire. On découvre au fond « de la politique suivie dès lors par la couronne, comme une secrète et vague rancune des dangers courus pendant le triomphe momentané de la ligue. Les princes de Bourbon semblent de bonne foi, accomplir un devoir, exercer un droit et ne prendre que d'indispensables sûretés lorsqu'ils s'efforcent de génération en génération, soit en paix, soit en guerre, par la violence ou par la ruse, de dépouiller de leurs États les princes qui avaient un instant osé convoiter leur héritage ».

2. Cf. duc d'Aumale, *op. cit.*, t. VI, p. 256.

contre le service de Sa Majesté. Les domaines du Clermontois étaient seuls spécifiés dans l'article 86 relatif à la restitution des biens « mesmes ceux de Clermont, Stenay et Dun, comme il les avoit avant sa sortie de France, et celui de Jametz aussi en cas qu'il l'ait eu, lesquelles appartenoient cy devant au dit S^r Prince » alors que l'article 54 conformait l'annexion de ces territoires à la France¹. Enfin des lettres patentes, du 18 novembre 1660, remettaient le Grand Condé en leur possession.

Ici se termine l'évolution politique du pays. Désormais rattaché à la France, la législation royale y aura cours, telle à ce qu'il semble la grande ordonnance des eaux et forêts de 1669. Mais le pays gardera parallèlement des coutumes spéciales. Jusqu'à la fin de l'ancien régime, le Clermontois demeurera le domaine exclusif de la maison de Condé qui y exercera les droits habituels des seigneurs féodaux, et y percevra en outre les impositions publiques, réservées d'ordinaire au roi. Ces droits de nature régaliennne donneront à leur possesseur une souveraineté presque absolue dans ce territoire, ne laissant qu'une bien faible place à l'exercice de l'autorité royale. Aussi lorsque la centralisation administrative eut pleinement réalisé son œuvre de l'unité nationale si activement poursuivie par la monarchie française, le besoin se fera-t-il sentir de mettre fin à une anomalie qui pouvait devenir dangereuse pour la cohésion du pays. Le 11 mars 1784, le prince de Condé cédait au roi la perception des impôts en retour d'une rente perpétuelle de 600.000 livres, au capital de 12 millions, et d'une somme de 7.600.000 livres une fois payée.

Mais, même alors, les Condé demeurent en possession de nombreuses prérogatives appartenant par leur nature au pouvoir souverain, perception de la capitalisation, droits d'accrue

1. Cf. Vast, *Les Grands traités du règne de Louis XIV*, p. 137-145.

et d'aterrissement, police de la pêche dans la rivière de Meuse, administration des eaux et forêts, fabrication et commerce des poudres et salpêtres, droit d'aubaine, d'épave, etc. Bientôt la Révolution allait fondre dans la même uniformité l'administration de toute la France, comme couronnement logique de l'œuvre des anciens rois. La Constituante posait le principe que les contributions publiques ne pouvaient jamais être la propriété d'un citoyen, et, consacrant à nouveau la vieille théorie royale de l'inaliénabilité du domaine national, prescrivait le rachat des biens engagés¹. En mars 1791 l'Assemblée nationale annulait les actes de 1648 et 1784 et faisait rentrer purement et simplement le Clermontois dans le domaine de la nation².

Il nous reste donc à étudier l'évolution des biens communaux pendant cette période. Ici encore l'histoire générale du pays réagira sur eux; pendant deux siècles nous verrons s'appliquer dans le Clermontois les anciennes coutumes lorraines et les nouvelles lois françaises.

1. Cf. Loi du 22 novembre 1790.

2. Mais considérant les services rendus à l'État par le grand Condé, elle laissait en la possession de ses descendants la somme de 7.600.000 livres perçue en 1784, et mettait à la charge de la nation le rachat des offices établis dans le Clermontois. Cf. Lesort, *op. cit.*, p. 31.

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION DES BIENS COMMUNAUX AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

Les propriétés communales se trouvaient fortement réduites, dans les provinces françaises, au début du xvii^e siècle. Les troubles des guerres de religion avaient favorisé les entreprises seigneuriales et c'était en vain que les rois avaient tenté d'enrayer le mal par les édits de 1567-1579, 1600 et 1629.

L'ambition des seigneurs ne se lassa pas, et les légistes vinrent leur fournir une arme nouvelle proclamant bien haut la règle « nulle terre sans seigneur ». « Les communaux, dit La Poix de Fréminville ¹, résumant l'opinion des auteurs contemporains, sortent de la libéralité des seigneurs, lesquels par la distribution qui leur avoit été faite d'un grand terrain capable de former une seigneurie, pour s'attirer des hommes pour la peupler et les empêcher d'aller ailleurs, leur donnoient des fonds et places pour rebâtir, des bois et pâturages pour leurs bestiaux, leur accordoient les usages dans les bois de la seigneurie pour leur chauffage, les affranchissaient des corvées dans l'enceinte du village qu'ils formaient et n'oubliaient rien pour se les attirer et conserver, afin de composer une belle seigneurie et la rendre considérable par le nombre de ses habitants ». La concession, au dire des légistes, n'ayant pas été faite dans l'unique intérêt des habitants, mais également dans celui des seigneurs, qui en jouissaient comme premiers

1. La Poix de Fréminville, *op. cit.*, t. III, p. 300.

habitants des communautés, ces derniers furent donc fondés à demander le droit de triage. Ils réclamèrent ainsi le tiers des biens soumis à la jouissance commune.

Les protestations des communes furent peu écoutées; cependant en 1663 Colbert y prêta attention, et, sur sa proposition, Louis XIV publia un édit donné à Saint-Germain-en-Laye au mois d'avril 1667. Il autorisa la revendication de tous les triages exécutés depuis 1630 et supprima ce droit pour l'avenir, déclarant les biens des communes inaliénables et imprescriptibles.

Mais deux ans plus tard l'ordonnance du mois d'août de 1669, portant règlement général des eaux et forêts, enraya cette œuvre bienfaisante. Les prescriptions édictées furent tournées par les légistes et le triage continua de s'exercer sans réserve jusqu'à la Révolution.

Le ^{xviii}^e siècle sanctionna ces pratiques, quoique alors la législation sortant de son indécision primitive, considérât le communal comme la propriété des petites gens, immuable dans sa nature, et grevé de substitution au profit des générations suivantes. « Les maires, syndics et échevins des communautés, les habitants eux-mêmes, ne sont que les administrateurs des biens communaux, dit Henrion de Pansey¹. Ils en doivent compte à ceux qui viennent après eux, ils doivent les conserver comme un dépôt sacré... Ce n'est pas à tels ou tels individus que le bien commun appartient, mais à la communauté, corps immortel, composé de ceux qui n'existent pas encore comme des habitants actuels ».

Telle fut dans le royaume, l'évolution des biens communaux. Dans l'Argonne leur état fut directement influencé par les circonstances politiques. Les maux qui affligèrent la contrée de 1589 à 1599 furent nombreux, et les populations avaient à peine eu le temps de réparer leurs pertes que les

1. Henrion de Pansey, *Dissertations féodales*, 1789, t. I, p. 449.

malheurs de la guerre de Trente ans, puis de la Fronde, amenèrent à nouveau la ruine. Un titre de 1625 conservé à la mairie de Varennes, nous montre la ville descendue de 2.200 feux à 330 ménages¹; une *Enquête statistique des élections de Reims, de Rethel et de Sainte-Menehould* dressée en 1657 par le sieur Terruel, en suite du projet du maréchal de Fabert², nous décrit l'état misérable des campagnes : Boureuilles³ « qui autrefois comportait 200 habitants est diminué par le feu à 36 maisons, abritant 33 ménages et 12 demi, et, souffre tous les ans les rendez-vous des troupes de M. de la Ferté comme étant enclavé dans la Lorraine ». Baulny⁴ est réduit à 6 bâtiments et n'a plus qu'une population de 4 ménages manouvriers et 3 demi qui ne payent rien aux ennemis par impuissance. De même, à Malancourt-Haucourt⁵, il ne subsiste plus que 18 ménages et 16 demi sur 235 habitants.

1. Carton 7, liasse 48.

2. Ed. 1884. Reims. Avait pour objet de réorganier les quartiers d'hiver des troupes.

3. Boureuilles au sieur de Créanges en partie. — Autrefois 200 hab. — Terr. méd. et mauvais fonds 340 arp. 60 aux hab. — Prés 154, dont 39 aux hab. — Vignes 3, désert. — Bois 360 au seigneur, dont chaque habitant 1 béchet d'avoine au seigneur pour le droit de chauffage. Usances 1. Charrues 5 1/2 dont 4 censiers et 1 1/2 propriétaire. Pleins mén. 33, 12 demi, faiseurs de balais, charbonniers. P. à Luxembourg 3301. — Doivent de chaque bête tirant un setier de froment, mesure de Han, outre les censes au seigneur, taille 8831, 600. — Souffrent tous les ans les rendez-vous des troupes de M. de la Ferté, comme étant enclavé dans la Lorraine. — Le village est réduit par le feu à 36 maisons.

4. Baulny autrefois 30 hab. réduit à 6 bâtiments. Terr. bon et méd. 196 arp. dont 80 au seigneur. — Vignoble 10, désert. — Prés 49. Usances 2. Charrues nulles. Pleins mén. 4 manouvriers et 3 demi. Ne payent rien aux ennemis par impuissance. Taille 1751-55..

5. Malancour et Haucour au marquis de Vervins. Autrefois 235 hab. Ter. lab. méd. et partie stérile 399 arp. dont 105 au seigneur et 88 aux hab. — Prés 99, dont 25 au seigneur, le reste aux habitants et aux censes. — Bois 500. Usances 15. Charrues 4 1/2 et 2 aux gentilshommes tenues par leurs mains. — Pleins mén. 18 et 16 demi. P. à Luxembourg 661, à Rocroy 88. Taille 1161-400.

L'année de 1636 paraît être pour le pays la plus désastreuse de toutes. Ruinés par les gens de guerre, décimés par les épidémies, les habitants sont encore obligés de prêter de l'argent à leur suzerain. En 1622, Varennes doit ainsi fournir 1.000 livres au duc de Lorraine au taux de 7 0/0, de même en 1625¹. Un peu plus tard, les maréchaux de Châtillon et de Lenoncourt leur imposent une lourde contribution de guerre.

Aussi dans les premiers titres que nous trouverons, concernant les propriétés communales, nous verrons ces biens servir de gage à des emprunts municipaux.

En 1635, les habitants de Varennes acceptent un contrat de constitution d'une rente de 300 francs, au profit des « Révérendes Religieuses Annonciades » moyennant le versement d'une somme de 3.000 francs barrois. Les biens communaux servent de garantie et vu leur insuffisance, tous les habitants « engagent solidairement leurs biens meubles et immeubles comme asservance de comme dessus »².

Le 18 mars 1636, nous trouvons une nouvelle vente « par la communauté de Varennes à demoiselle Marie Rutand, veuve de feu François Milet, vivant conseiller de la citée de Verdun, y demeurant, de la somme de 480 francs barrois de rente annuelle et perpétuelle à prendre, lever et recevoir, par ladite demoiselle Marie Rutand... sur tous et chascun les biens meubles et immeubles de la dite communauté de Varennes et même sur tous les biens quelconques présents et futurs de tous les sus-nommés vendeurs³, qu'ilz ont pour ce obligé affecté et hypothéqué l'un l'autre, l'un pour l'autre, et un d'eux seuls pour le tout, sans division ni discussion ».

Cette rente était consentie moyennant la somme de 6.000 francs barrois, payée entre les mains du mayeur « pour

1. Arch. comm. Varennes, carton 6.

2. Arch. Varennes, carton 2.

3. Arch. Varennes, carton 2. Les susnommés vendeurs sont les gens de justice et certains bourgeois qui s'engagent au nom de la ville.

subsvenir et être employé aux communales de la dite communauté du dit Varennes ». Le crédit de la ville semble alors assez bas, car par stipulation spéciale « et quoique la coutume ne permette pas plus de constitution qu'à 7 0/0, la constitution a été faite à 8 0/0 et le mayeur renonce à toute exception se soumettant à l'acte ».

Ainsi, dès le début de cette période, nous trouvons une nouvelle destination donnée aux biens communaux. Dès lors ils ne sont plus la chose commune de tous les habitants, nécessaire à la subsistance des plus pauvres. Ils apparaissent plutôt comme la propriété immédiate de la communauté, être moral, servant à ses besoins personnels et distincts, mais dont les habitants profitent en dernière analyse.

Ce caractère sera encore accentué par la mise en location de certaines parties du domaine municipal. La commune suit ainsi l'évolution naturelle de toute la société, qui transforme peu à peu en redevances pécuniaires ses revenus en nature. Et si, dans cette période nous ne trouvons aucune trace de l'accroissement des communaux, nous en voyons au contraire de nombreuses aliénations. Poussés par la nécessité, les habitants, escomptant l'avenir au profit du présent, cèdent leurs biens pour acquitter les charges dont ils sont accablés.

Le 17 janvier 1641¹, la ville de Varennes, à nouveau, vend une partie d'un pâquis situé près le couvent des Cordeliers. « Les habitants ont accepté que le fond du paquis sera vendu, savoir, cinq fochées (soit 1 ha. 57 a. 50 ca.) de près vers les jardins, en tirant sur la rivière et jusque au fossé qui conduit les eaux au couvent (des Cordeliers) dans la rivière. La cession en est faite au sieur Bertaigne, bourgeois

1. Registre Délibérations, cart. 7, liasse 48. Il est parfois assez difficile de distinguer l'aliénation d'une propriété communale d'une simple location. Le mot vente est souvent employé dans les deux cas, et les valeurs portées aux actes ne peuvent guère fournir d'indices car le plus souvent on n'indique pas la contenance des immeubles vendus ou loués.

du lieu moyennant vingt francs la verge¹ à déduire de ce qu'il fera paraître lui estre dû par ledits habitants, en principal et intérêts, par obligation et non autrement ».

Au mois d'août 1669, nous trouvons encore une aliénation des aisances de la ville. La cause en est toujours le remboursement des dettes contractées². Les habitants ont donné pouvoir au sieur Charles Fournel, « mayeur, d'exposer en vente arpent par arpent aux meilleurs profficts qu'il jugera à propos, et de faire l'outrée au plus offrant et dernier enchérisseur et donner terme aux adjudicataires pour le payement de leurs outrées iusque aux premiers iour de mars prochain et à cet effet passeront obligation pour assurance du payement desdicts outrées, et donneront caution... comme pareillement les deux petits pasquis de la sarasine et Paquinet... Et arrivant l'eschéance des payements des dits adjudications, les desniers seront mis ès mains dudict sieur mayeur pour estre employés au payement de la somme de six mil francs en principal dus au sieur de Jubainville ou partie de ladite somme, sera encore loisible au dit sieur mayeur de vendre environ deux cens de terre à la contrée appellée (Fratéz Didiét) pour estre employé comme dessus... Et au cas que les desniers provenant de ces dictes ventes ne suffisent pour l'extinction et payement desdicts six mil francs les habitans luy ont pareillement donné pouvoir de vendre tant des arbres chesnes que bois branlants dedans les bois bastits de ce lieu, et pourront les adjudicataires

1. La verge de Varennes vaut 38 cent. 38 et la fauchée représente 80 verges. L'aliénation était faite moyennant la somme de 800 francs barrois.

En 1763 ce pâquis contenait encore 29 jours 43 perches soit environ 9 hectares 50 cent. Ce pâquis était reconnu appartenir à la communauté de Varennes par un titre de 1426 (10 février), dont copie subsiste aux archives municipales. C. 7. L. 13.

Il y avait eu à cette époque une discussion entre le cardinal de Bar et les habitants à propos du Couvent des Cordeliers.

2. Registre Délibérations. C. 7. L. 13.

desdicts bois, les convertir esquelle nature de marchandise ils jugeront à propos ».

Cette aliénation semble avoir eu lieu seulement le 26 avril 1670 : « on vendit alors un cens de terre aux Clairs-chênes et ung arpent d'aisance au même lieu royé le bois bâtis de la ville ». Cette aliénation est d'autant plus remarquable qu'elle est effectuée après que l'Édit du mois d'avril de 1667, art. 11, eut déclaré les biens communaux insaisissables et inaliénables sous quelque cause ou prétexte que ce puisse être. Par suite du traité de Paris, le Clermontois acquis par le roi en sa qualité de suzerain, et non à titre personnel, devait se voir appliquer immédiatement la législation française. Il semble qu'il n'en ait pas été ainsi, et le préambule de la donation de 1648 en apporte une preuve. Enfin l'ordonnance de 1669 ne s'appliquera pas à propos du droit de tiers denier, quoique le Clermontois fût du ressort du Parlement de Paris. La jurisprudence sera constante sur ce point.

La paix régnait dans le pays, et l'administration remarquable des officiers de la maison de Condé devait contribuer à augmenter le bien-être, mais aussi à prendre en tutelle les communautés laïques. Cependant la même année (1670) une partie du Pâquis des Cordeliers aurait encore été vendue, toujours pour acquitter des dettes communales, et à ce qui semble sans grande perte pour la ville qui, en 1763, en conserve 29 jours 43 perches « qui ne sont que sable et gravier toujours renouvelé par les débordements de la rivière »¹. Il est probable que des faits du même genre ont existé dans les autres pays. Nous trouvons mention dans un registre des délibérations de la commune d'Avocourt d'une vente de deux cantons d'aisance le 24 juin 1742. Mais les termes en sont obscurs et l'on se demande s'il ne s'agit pas ici d'une simple location.

Ces ventes forment une première cause de diminution des

1. Arch. Chantilly, de Bonneval, *op. cit.*, 104, 17.

biens communaux. Mais un autre mode d'aliénation quoique plus rare semble exister parallèlement. C'est le partage de cantons des aisances entre les habitants. Nous en trouvons un exemple à Véry dès le début du xviii^e siècle. Ces partages longtemps repoussés par la jurisprudence devinrent en faveur au milieu du xviii^e siècle. On entreprit alors la destruction des communaux d'une manière systématique dans toute l'Europe¹. De nombreux arrêts du conseil, des ordonnances d'intendants, autorisèrent en France des partages dans un assez grand nombre de provinces. « Depuis que la communauté, dit Babeau, avait une existence légale, la possession de biens lui était moins nécessaire, mais le partage favorable à l'agriculture avait l'inconvénient d'appauvrir la communauté pour enrichir les individus »².

La seule trace que nous ayons trouvée de ces partages est la délibération des habitants et communauté de Véry du 2 février 1738. Le maire annonce qu'il a obtenu la permission d'essarter un petit canton de bois appelé la Croisette, consistant en 16 arpents, 54 verges³ et demande aux habitants de lui donner pouvoir, « d'en faire quatre lots, tant du terrain que des arbres qui sont dans ledit territoire et canton de bois, et ne pourront lesdits habitants vendre ny engager leurs dits terrains du partage avant dix ans et encore une continuation de dix ans après lesdits premiers dix ans expirés ». Le 10 du même mois le partage avait lieu « entre tous les bourgeois et les veuves pour moitié d'un bourgeois »⁴.

Si ce partage est le seul que nous connaissons à cette époque, il n'en est pas de même pour les locations des patis et aisances communales. Nous en trouvons de nombreuses traces, et le

1. Dareste, *Histoire des classes agricoles en France*, p. 383.

2. Babeau, *op. cit.*, p. 70.

3. Environ 5 à 6 hectares.

4. Arch. Véry, Registres.

prince de Condé ne semble jamais s'être opposé à cette pratique. Le besoin d'argent qui semble le même dans tous les villages, les charges sans cesse grandissantes, poussent alors les communautés à retirer de la jouissance commune, les parties de territoires affectées à cet usage. De même se restreindront les portions affouagères des habitants et les municipalités vendront la futaie, comme elles le font déjà pour les fruits champêtres.

Ces locations ne se font pas au dehors de l'administration. L'État qui avait soumis à des restrictions dont il était le seul juge l'aliénation des biens communaux, ne tarda pas à s'emparer entièrement de leur administration. Les adjudications pour la location de ces biens se faisaient antérieurement dans l'auditoire devant le juge. Elles n'avaient pas besoin d'être approuvées par l'autorité administrative¹. L'article 7 du titre 25 de l'ordonnance de 1669 portait que « si dans les marais, près et patis appartenant aux communautés laïques, ou tenus en commune sans partage, s'il se trouvait quelques endroits inutiles et superflus dont la communauté put profiter, sans incommoder le pâturage, ils pourront être donnés à ferme après un résultat d'assemblée, pour une, deux ou trois années, par adjudication des officiers des lieux, sans frais et le prix employé aux réparations des paroisses, dont les habitants sont tenus, ou autres urgentes affaires de la communauté ».

Les villages du canton semblent, dès lors, procéder à ces locations en assemblées communales, mais après en avoir reçu l'autorisation de la maîtrise des officiers des Eaux et forêts du Prince de Condé : « Parce que, dit Henriquez², l'ordonnance exigeant que le résultat de l'assemblée soit fait dans les formes, il est nécessaire, pour les remplir, d'avoir recours à l'autorité du Grand Maître ou des Officiers de la maîtrise par

1. Babeau, *op. cit.*, p. 70.

2. Henriquez, *op. cit.*, p. 187.

lui commis, qui vérifient si la destination proposée par une communauté n'est pas contraire au bien public »¹.

Sans doute, les officiers se montraient moins stricts lorsqu'il s'agissait de simples aisances, que lorsque les communautés voulaient faire valoir leurs prérogatives sur les forêts communales. Les locations sont nombreuses, et faites le plus souvent pour une période supérieure à celle fixée par l'ordonnance de 1669.

A Véry, une délibération du 7 mai 1697² mentionne une contestation entre la municipalité et un sieur Mauvais pour deux cens de Pâquis, loués pour une période de dix ans. Le 9 juillet de la même année, les gens de justice procèdent à une location, pour une période de six ans, de trois aisances, moyennant un paiement annuel de 42 livres 5 sols. En 1690 (8 août), la même commune « loue à la communauté de Charpentry », personne morale, tout une partie de son territoire au lieu dit l'Etang pour une durée de dix ans, moyennant un fermage de 216 livres.

A cette époque encore, Véry semble celui des pays du canton qui possède le plus de biens communaux. De là peut-être ces locations.

On en retrouve également quelques traces dans les registres des délibérations des autres villages. Toujours elles sont causées par le mauvais état des finances municipales. La ville de Varennes proteste, en juin 1751, qu'elle est accablée de dettes contractées pour des réparations publiques. En mai 1764³, elle emprunte à nouveau 2.000 livres et de plus en plus le déficit grandit. Le 13 juin 1779, le sieur Créplot, syndic, dit qu'il est de l'intérêt des habitants d'éteindre les dettes dont ils

1. Un arrêt du Conseil de 1689 porta que les adjudicataires seraient faits dans le royaume devant les intendants et leurs commissaires. Cet arrêt ne s'applique pas ici, le Clermontois, jouissant d'une administration spéciale.

2. Arch. comm. Véry, Registres.

3. Arch. Varennes, Reg. du 12 janvier 1764 au 12 juillet 1765.

sont chargés et « qu'y ont des fonds, ils ne sauraient mieux être employés qu'au remboursement des 2.000 livres dues par contrat de constitution à M^e Lagrelette, notaire ». Mais les travaux publics, les réparations des maisons communes entraînent à de nouvelles dépenses, qui sont supportées uniquement par les habitants, sans que le prince de Condé semble y participer. Le 22 novembre 1781, le maire représente « qu'il y a une partie du Pâquis, proche la maison des Cordelliers de cette ville, royée le clos de la Fabrique, qui est inutile et de nulle valeur actuellement. Que cependant il serait à proposer de mettre la partie en location, à charge par les adjudicataires de mettre ce terrain en nature de luzerne ou de sainfoin ». Le 16 décembre, la location a lieu pour neuf années moyennant un fermage annuel de 60 livres. Le 18 du même mois, une nouvelle délibération du conseil de la commune donne pouvoir au maire pour présenter requête à S. A. S. le Prince de Condé et solliciter l'autorisation de louer pour trois, six ou neuf ans partie de ses pâquis et aisances, les charges excédant les revenus.

Trois ans plus tard, en août 1784, la ville semble obligée de signer une nouvelle obligation. Pour enrayer le déficit, la municipalité fait argent de tout, vend les coupes, loue les petits terrains communaux, au lieu dit le Petit Paquinet, à la porte de Baulny, moyennant 4 livres 10 sols. Alors l'imposition des vingtièmes charge lourdement la population, l'échange intervenu en 1784 entre la couronne et la maison de Condé ayant eu pour conséquence l'introduction dans le Clermontois de toute la législation française. Les autres communautés se trouvent dans la même situation précaire; le 29 janvier 1775, Cheppy demande au Conseil de S. A. S. de l'autoriser à toucher l'argent lui revenant de la vente de ses bois, « pour éviter le naufrage des Poursuites affligeantes »¹. De même à Mont-

1. Arch. Cheppy, Registre 1775.

blainville dont la municipalité procède, en juin 1790, à la location en détail d'un pré communal.

C'est donc la mauvaise situation financière des communautés qui sera cause, dans cette période, de l'aliénation d'une partie des biens communaux ou de leur location et le résultat immédiat de ces mesures sera la restriction de la jouissance indivise des habitants sur partie d'entre eux. Les partages entre les membres de la commune ne semblent pas avoir été ici bien importants, pas plus que les anticipations par les bourgeois sur les propriétés communes. Ces dernières cependant sont nombreuses, et il n'est pas de commune où les registres des délibérations n'en fassent mention; ainsi à Montblainville, en 1730, à Varennes, en mai 1757 et 1775, avril 1779. Mais elles ne portent que sur des parties infimes du domaine communal, et tout particulièrement sur le domaine servant à usage public : chemins, places, etc. Il ne faut donc pas donner à ces actes une importance qu'ils n'ont jamais eue¹.

Le droit de Triage.

Toutes les causes que nous venons de voir et qui ont contribué à restreindre, soit l'étendue, soit la jouissance du domaine communal, avaient pour facteurs les communautés elles-mêmes et ne concernaient guère que les aisances. A côté, visant surtout les bois et bien plus importantes se manifestaient les entreprises des seigneurs soit par des revendications en pleine propriété en vertu du droit de Triage, soit surtout par l'application du droit de tiers deniers.

Des premières, il y a peu à dire. Le droit de triage n'existe pas en Lorraine et les difficultés qui s'élèvent entre communautés et hauts justiciers n'ont pas pour sujet son application. Si ce droit fut parfois appliqué à des communautés frontières, du moins nous n'en trouvons que peu de traces.

1. Arch. Montblainville, Registre.

Un mémoire déjà cité pour la municipalité de Boureuilles, pays dépendant jusqu'au milieu du xviii^e siècle de la prévôté de Sainte-Menehould¹, par conséquent de la Champagne, où s'appliquait la maxime : « nulle terre sans seigneur », parle d'une contestation qui pourrait donner à penser que le droit de triage y fut appliqué. « L'aisance du Petit hameau, disent les habitants, contient quatre cent verges². On dit qu'elle appartient à S. A. S. le prince de Condé depuis 1664; on ajoute que le seigneur est propriétaire si la commune n'a pas de titre contraire. Mais les habitants objectent que la sentence d'adjudication de 1664(?) ne s'applique pas à ces terrains dont ils sont propriétaires de temps immémorial. Le titre général résultant de la qualité de seigneur n'a d'effet que sur les biens vacants. Le seigneur ne peut sur les autres terrains évincer le possesseur qui a un titre ou une possession suffisante. C'est un principe incontestable ».

C'est là tout ce que nous trouvons. Il semblerait du reste, d'après l'enquête de 1657 du sieur Terruel³, que la commune ne possédât que « un arpent d'usances » et que tous les bois, soit 360 arpents, fussent propriété seigneuriale, les bourgeois ne possédant qu'un simple droit d'affouage, moyennant le payement d'un bichet d'avoine par habitant.

Le doute est permis, car les registres de l'époque révolutionnaire parlent de ces bois comme d'une propriété communale, et la loi du 10 juin 1793 y reçoit une application par le partage d'aisances assez considérables. L'enquête de 1657 porte également que le village de Baulny ne possède que deux arpents d'aisances; elle ne parle pas des bois communaux qui cependant existaient déjà à cette époque, car nous voyons les habi-

1. Ce pays fut de tout temps indivis entre deux seigneurs. Le prince de Condé réunit seulement en 1758 les deux seigneuries. Cf. Mémoire contre le prince de Condé, 1759. Arch. comm. Boureuilles.

2. Soit 1 ha. 51 a. 08 ca.

3. *Op. cit.*

tants soutenir à leur sujet un procès contre l'abbaye de Chéhéry.

Dès le 28 août 1743¹, le maire de Baulny annonce au Grand Maître des eaux et forêts l'envoi d'une supplique, demandant justice contre les religieux de Chéhéry. Un arrêt du conseil du 30 avril 1748 autorise les habitants à couper dans les coupes en taillis, les baliveaux au-dessus de l'âge de 40 ans. L'abbé ayant fait opposition à cet arrêt, la commune présente le 2 septembre 1756 une nouvelle supplique au Roi et la discussion porte sur la nature du droit revendiqué par le village de Baulny. « Les religieux prétendant que ce bois du Tronsol leur appartient, et que les dits habitants n'ont que des droits d'usage ».

« Le titré des habitants pour jouir de ce bois est une transaction passée entre les religieux et les suppliants le 10 mars 1709. Les suppliants prétendent avoir droit dans les bois de la contrée de Monterbeaux, que l'on appelle communément les bois de Baulny dont les religieux se sont emparés dans les temps de la guerre et des troubles. Les religieux de Chéhéry pour que les dits suppliants se désistent de cette dite prétention leur ont abandonné le petit bois de Tronsol pour la redevance annuelle de deux boisseaux d'avoine payables à la Saint-Martin pour chacun ménage, ce qui était une prestation considérable que les suppliants n'ont jamais discontinué de payer ».

Cette redevance donna lieu à de nombreux différends, que favorisait encore la diversité des mesures, variant dans chaque localité, et de contenance fort différente même dans chaque village suivant que la mesure était « comble » ou « rase ». En août 1751 une transaction était intervenue entre les deux parties à propos de cette redevance en nature² due

1. Toutes ces pièces se trouvent aux archives communales de Baulny. Registres et liasses.

2. Cf. Arch. comm. Baulny, 30 août 1751, copie collationnée par Dupré, notaire à Varennes.

par les habitants pour avoir usage dans le bois de Tronsol et les Basseilles. Alors que les religieux réclament une quartel de froment et la libre jouissance de ces bois pour leur fermier de la ferme de Sérieux, la communauté ne veut payer « que le quartel d'avoine mesure de Grandpré, sous prétexte que depuis les guerres ils ne sont allés aux bois avec harnois ni bestiaux ». Les habitants ajoutent « que les titres opposés n'ont pas été faits contradictoirement avec leurs prédécesseurs ».

Une transaction a lieu et la redevance est fixée à un quartel d'avoine ; ce qui est plus important, c'est que les habitants se fonderont sur le paiement de cette redevance pour repousser le triage demandé par Chéhéry. Cette Abbaye, dépendant de la Champagne, suivait la loi générale du royaume, d'autant que les bois en litige étaient eux-mêmes hors du Clermontois¹. Le droit de triage pouvait donc s'y appliquer, de même qu'à Boureuilles, mais jamais dans les villages lorrains². La supplique est du reste adressée au roi non au prince de Condé. « C'est ce qui rend les religieux non recevables, disent les suppliants à pouvoir demander le triage dans ces bois lesquels ne sont pas de la concession gratuite des seigneurs, aux termes de l'ordonnance des eaux et forêts de 1669, mais ne peuvent répéter que les cens. Suivant le droit commun du royaume, le tiers des biens communaux appartient foncièrement aux seigneurs dans l'étendue de leur haute justice et cela suppose que ces biens proviennent de leur concession gratuite »³. L'article 4, titre 25 de l'ordonnance de 1669, l'admet « si les deux tiers restant étaient suffisants pour l'usage de la paroisse » et si « les bois étaient de la concession gratuite des seigneurs, sans charge d'aucun

1. Le bois de Tronsol qui est actuellement le bois communal de Baulny est situé hors du canton.

2. M. Guyot croit qu'il n'exista pas une seule action en triage dans la Lorraine.

3. Cf. Henriquez, *op. cit.*, p. 232, et La Poix de Fréminville.

cens, redevance, prestation ou servitudes », sinon la concession serait considérée comme onéreuse, elle ne serait même plus une concession, mais bien une vente¹.

Les habitants de Baulny ne manquent pas de faire valoir cet argument de droit; ils objectent aussi certains faits : Les religieux de Chéhéry ont si peu pensé que « les bois puissent leur appartenir qu'ils ne les ont jamais compris dans l'État des bois par eux fournis pour poser le quart en réserve des mensses conventuelles et abbatiales².

» Avant même cette transaction (1709) les suppliants avaient des bois communaux car, ayant eu des réparations à faire à l'église en 1698, ils furent autorisés par un arrêt du conseil du 17 juin 1698 à couper huit cents chênes dans ces bois communaux sans que les dits religieux de Chéhéry s'y soient opposés, ce qui les rend non recevables à s'opposer à la délivrance qui leur a été faite par l'arrêt de 1748, des arbres au-dessus de l'âge de 40 ans qui se trouvent dans les taillis.

» Les coupes de ces bois ont été réglées et le quart mis en réserve par les officiers de la maîtrise sans que les religieux s'y soient opposés.

» Enfin les suppliants ont toujours payé le 10^e et le 20^e pour raison de ces bois lorsqu'ils ont eu lieu. Ils n'ont même aucun autre bois pour faire pâturer les bestiaux qui servent à leur subsistance; ensuite ils se trouvaient dans la dernière misère si la prétention de ces religieux pouvait avoir lieu ».

En terminant, les suppliants citent un arrêt de la table de Marbre du 13 juin 1750, cassant un triage qui avait eu lieu entre les habitants du village voisin de Châtel-Chéhéry (Ardenne), et le seigneur du lieu. Ces bois appartenant aux habitants par suite d'une transaction, l'action en triage du

1. Henriquez, *op. cit.*, p. 233.

2. Cf. La Poix de Fréminville, *op. cit.*, t. III, p. 235 et s.

seigneur n'était pas recevable. C'est là un arrêt fort souvent cité par les auteurs du XVIII^e siècle ¹.

Un arrêt du conseil du 10 octobre 1758 maintint cependant l'abbaye dans la propriété du bois de Tronsol, et les habitants de Baulny dans l'exercice du droit de chauffage et usage en bois bâtis et à réparer qui leur y avait été concédé.

« En conséquence les dits habitants ne jouiront que des taillis des coupes ordinaires desdits Bois, suivant le règlement qui en a été fait et que le quart de réserve ainsi que tous les

1. La Poix de Fréminville, t. III, p. 380; Henriquez, *op. cit.*, p. 267.

« Le seigneur de Châtel près Cornay avoit fait avec les habitans une transaction par laquelle il avoit arrêté que les seigneurs de Châtel jouiraient à l'avenir du tiers de tous les bois de chauffage, du tiers de toutes les ventes, soit de taillis ou de futaies, qui se partageraient annuellement pour les chauffages en trois lots égaux, et pour les taillis ou futaie à chaque coupe, moyennant quoi le seigneur renonçoit à tous droits et distraction de tiers séparé ».

Cette transaction avoit été exécutée jusqu'en 1746, que les habitants prirent des lettres de rescision contre ce traité, fondées sur ce qu'ils avoient été trompés par leur seigneur. Ayant recouvré des titres qui justifiaient qu'ils possédaient à titre onéreux leurs bois sur lesquels ils payaient à leur seigneur un cens, et que les redevances en avoient été portées dans les aveux et dénombrement que le seigneur en avoit donnés au roi.

Par l'arrêt qui intervient, le Parlement entérina les lettres de rescision des habitants et leur donna acte des offres par eux faites de continuer le cens à leur seigneur qu'il condamna à la restitution des bois pris dans ceux de la communauté, depuis la transaction, à raison de mille livres par an, si mieux n'aimait qu'ils fussent estimés par experts, le tout avec dépens.

Le seigneur de Châtel n'était pas fondé, comme l'on voit, à percevoir le tiers dans le prix des bois communaux, parce que les habitants ne les tenaient pas à titre gratuit, mais bien à titre onéreux, puisqu'ils en payaient un cens dont la redevance étoit expressément portée par les aveux et dénombrements, ce qui résistait à toute prescription et prouvait en même temps la surprise que l'on avoit faite à ces habitants par la transaction qu'on leur avoit fait souffrir pour assujettir leurs bois à un droit de tiers dont ils étoient bien affranchis. C'est pour cela que le Parlement n'a pas balancé d'entériner les lettres de rescision qu'ils avoient obtenues et par là de les décharger du tiers dont ils avoient eu la facilité de reconnaître le droit au profit de leur seigneur.

baliveaux tant anciens, que modernes, que de l'âge des Tailles demeureront en toute propriété à ladite abbaye, sans que lesdits abbés et religieux, leurs successeurs à l'abbaye, fermiers n'y autres, puissent faire aucune coupe tant du quart en réserve que des Baliveaux, si ce n'est en vertu d'arrêt ou lettres patentes conformément à l'art. 24 de l'Ord. de 1669. Mais cependant les religieux doivent fournir aux Habitants les arbres nécessaires aux réparations ».

Enfin, il était établi un garde forestier payé à moitié par les religieux et la communauté; comme celle-ci n'en faisait rien un ordre lui parvint le 22 décembre 1760, fixant les frais de gardiennage à 60 livres par an, et leur enjoignant de s'y conformer sous peine de perdre leurs droits d'usage et d'affouage dans le bois de Tronsol.

Le droit de Tiers Denier.

Ce sont là les deux seuls cas que nous ayons rencontrés tendant à l'application du droit de triage. Son exercice semble tout à fait exceptionnel vis-à-vis des communautés du canton. Au contraire la perception du tiers denier est de droit commun. C'est là un droit seigneurial, spécial à la Lorraine, d'après lequel le haut justicier prélevait en cas de vente des produits forestiers un tiers du prix payable par l'acquéreur. « Ce droit, dit Guyot¹, est certainement antérieur au ^{xvii}^e siècle et nous en avons relevé une mention expresse en 1399 ». D'après Bonneval² ce droit aurait été perçu sur la communauté de Varennes dès 1249. On a beaucoup disserté sur son origine qui reste obscure. « Nous croyons, dit Guyot, qu'il faut l'assimiler aux droits de mutation entre-vifs que partout en Lorraine les acquéreurs payaient au seigneur pour obtenir la confirmation de

1. Guyot, *op. cit.*, t. XII, p. 305.

2. Arch. Chantilly, 104 E. 17.

leur acquisition¹ ; seulement, tandis que le taux de ces droits de mutation était très variable suivant les localités et dépassait rarement le sixième denier, la vente des produits forestiers, uniquement pour les biens des communautés, se trouvait uniformément taxée au tiers ; c'est là une anomalie singulière de laquelle aucune explication plausible n'a été donnée ».

Pour Henriquez² il serait fondé sur ce que tous les bois communaux viennent originairement de la concession du souverain, suivant les lois impériales qui ont autrefois régi ce duché. Une ordonnance du duc Charles IV du 23 mai 1664, le remit en vigueur, car « les désordres occasionnés par les guerres qui ont désolé cette province (la Lorraine) presque sans interruption, depuis 1626 jusqu'en 1660 avaient mis le plus grand trouble dans la perception des droits appartenant aux souverains et notamment du tiers denier, qui était tombé dans une sorte de désuétude ». A l'inverse de ce qui se passe dans le royaume, ce seraient donc ici les communautés, et non les seigneurs, qui auraient tiré bénéfice des troubles politiques. Il fallait que ce droit fût antérieur à l'ordonnance de 1664, pour pouvoir être perçu dans le Clermontois, car depuis 1644³ ce pays était régi par la législation française.

Du reste lorsque en 1680 Louis XIV conquiert la Lorraine, il envoya des commissaires, en 1685, pour le rétablissement des forêts de ce duché. « Le 28 mai 1678, les délégués firent à ce sujet un règlement, dont l'exécution fut ordonnée par un arrêt du conseil du 19 octobre de la même année ».

L'article 27 de ce règlement porte : « Il y a un droit considérable dans les duchés de Lorraine et de Bar, sur les communautés laïques, du tiers denier, en cas de vente, non seulement

1. Cf. Costé, *Dissertation sur le droit de Tiers Denier en Lorraine*, Nancy, 1840.

2. *Op. cit.*, p. 272.

3. Henriquez, *op. cit.*, p. 278 et s.

des bois, mais aussi du pacage et de toute autre chose utile. La cause de ce droit est marquée dans la Déclaration de 1664 qui porte que toutes choses viennent de la concession des ducs¹. Mais comme les seigneurs hauts justiciers et particulièrement ceux de l'ancienne chevalerie de Lorraine prétendent avoir le même droit dans leur haute justice, et que ceux qui en ont d'indivises avec le roi prétendent aussi le partager, comme un fruit utile de la terre; que d'ailleurs il y a quantité de bois d'ecclésiastiques et de particuliers qui sont sujets au même droit, sans qu'on ait pu savoir la raison de différence, nous croyons qu'il suffit à présent de recevoir le droit dans toutes les communautés laïques qui sont dans les hautes justices appartenant entièrement au roi et même dans celles qui ne sont possédées que par simple engagement; et à l'égard des communautés qui sont dans les hautes justices des seigneurs particuliers, qu'on pourrait ordonner que lesdits seigneurs particuliers rapportent les titres en vertu desquels ils prétendent avoir ou partager ce droit, et faire extraire les anciens comptes des grueries pour connaître quel a été sur cela l'ancien usage. Mais comme cela ne pourrait se faire sans donner beaucoup d'inquiétude dans la province, nous croyons que l'existence de cette disposition doit être tenue en surséance tant qu'il plaira à Sa Majesté ».

Les commissaires déclarent du reste que ce droit ne se fonde pas sur l'ordonnance de 1664, mais bien sur la concession originaires faite par les ducs. Ils concluaient « que puisque la concession en était la base, il en résultait qu'étant faite par le souverain, le souverain seul avait le droit de percevoir le droit sur les bois communaux. Le prince de Condé étant mis au lieu et place du roi dans ses possessions du Clermontois pour en

1. L'ordonnance disait : « Quoique tous les bois, forêts, taillis et rapailles dont jouissent les communautés, les villes, bourgs et villages des pays de notre obéissance, leur aient été donnés par nous et nos prédécesseurs ducs, pour leur bien commun à titre d'usage et d'usufruit seulement ».

jouir souverainement, comme jouissait Sa Majesté elle-même et y exerçant des droits de nature régaliennne telle que la perception de la gabelle, des impôts, etc., se substituait tout naturellement au roi pour percevoir le tiers denier. Il était également censé succéder au duc de Lorraine, par l'interposition royale. Par conséquent, du moment que le tiers denier existait dans le duché de Bar, lors du démembrement du Clermontois, le prince de Condé avait le droit d'en jouir pareillement dans ses domaines. — Ses officiers tiraient encore un argument en faveur de sa perception, sur le fait que le roi avait réclamé le tiers denier sur les bois communaux jusqu'au traité de Riswick en 1697, époque où le duc de Lorraine fut rétabli dans ses États.

Le prince de Condé ne perçut pas immédiatement ce droit, mais le remit en vigueur seulement en 1733. Il y a là une curieuse immixtion de la législation lorraine dans un pays du domaine de la Couronne. Le duc Léopold, rétabli dans ses États, ordonna par sa déclaration du 31 janvier 1724, servant de règlement général des eaux et forêts¹, que le tiers denier du prix des bois, fruits champêtres et autres usages appartenant aux communautés dépendantes des hautes justices patrimoniales de ces vassaux serait distrait à leur profit, rendant générale la perception de ce droit que les ordonnances de 1664 et de 1707 avaient laissé en suspens au regard des hauts justiciers.

Il semblerait que cette ordonnance ne dût pas avoir d'application dans le Clermontois, et que le prince de Condé eût été subrogé purement et simplement au roi lui-même au lieu et place du duc de Lorraine. Cependant, Henriquez² est d'un avis opposé. « Mais on trouvera cette objection dénuée de toute solidité, si on la rapproche des principes admis sous les duchés

1. Art. 4, titre III.

2. *Op. cit.*, p. 300.

de Lorraine et de Bar — où suivant les lois impériales qui ont originairement réglé ces duchés, les bois communaux étaient censés venir de la concession des souverains parce que sans doute tous les bois de ces duchés appartenaient primitivement au souverain, que par cette considération de concession générale, le souverain seul avait droit à la perception du tiers denier.

» A la suite des troubles qui ont désolé ces duchés pendant de longues années, les seigneurs hauts justiciers, ayant élevé des prétentions pour percevoir ce droit sur les bois communaux de leurs hautes justices, le souverain avait bien voulu par égard surseoir sa décision sur cette prétention.

» C'est aussi ce que M. le Prince de Condé a fait dans le Clermontois, jusqu'à ce que le duc de Lorraine eût statué sur la prétention des seigneurs hauts justiciers de ses États, en sorte que la perception du tiers denier sur les bois communaux situés dans les Hautes justices du Clermontois est resté pareillement en surséance ».

A la suite de l'ordonnance de 1724, le tiers denier est perçu sur toutes les communautés, soit directement par le Prince, soit par les seigneurs hauts justiciers dans leurs hautes justices patrimoniales, s'il le leur a accordé. Mais dans tous les cas les communautés ne peuvent s'y soustraire, sauf là où elles auraient acheté leurs bois à prix d'argent, à des particuliers qui les auraient plantés et tenus en franc alleu de roture. Ce qui devait être assez rare, d'autant que dès cette époque la preuve en incombait à la communauté.

Rétabli en 1733 dans le Clermontois, ce droit ne fut pas perçu sans longues discussions. « La ville de Varennes, dit Bonneval ¹, a toujours été des premières opposée aux droits de son Altesse Sérénissime². Elle a refusé constamment la distraction du tiers de la vente des produits forestiers, et il y a

1. *Op. cit.*, Chantilly.

2. Arch. Varennes, Registre 1751 et 1753.

eu de nombreuses contestations jusqu'en 1753. L'accord ne put se faire que moyennement l'octroi du droit d'éclaircir ses futayes ».

Le 29 juin 1751, le Conseil de la ville présente un placet au prince de Condé pour obtenir « la permission d'éclaircir les bois communaux offusqués par la trop grande quantité de mauvais arbres, si bien que le taillis n'y peut recroître. Ils en ont en outre besoin pour réparer l'Église et l'Horloge de la ville. Au sujet du placet, susdit, sera porté au Conseil de S. A. S., le Prince de Condé, pour lui servir et à ses successeurs, au nom de la communauté, de reconnaissance pour le *Tiers-franc* du prix des adjudications des balliveaux du taillis vendu.

» Reconnaissent les habitants et communauté que ledit tiers est dû et appartient à sadite A. S., suppliant saditte A. S., que distraction faite du tiers à son profit, le surplus soit remis au maire pour acquitter les dettes et réparations publiques dont ils sont surchargés ».

Mais ce ne fut qu'un accord passager. Dans leurs protestations les communautés se fondaient sur l'ordonnance de 1669, et prétendaient que d'après ses dispositions, la distraction du tiers denier ne devait avoir lieu que sur les bois qu'elles tenaient à titre gratuit, l'assimilant ainsi au droit de triage ; et protestaient en outre que cette distraction devait cesser dès que les deux tiers restants ne suffisaient plus pour les besoins des habitants. Les officiers de la Maîtrise avaient beau jeu pour répondre à cet argument et rejeter ici l'application de l'ordonnance de 1669, loi française dans une province située hors du Royaume.

« Le titre gratuit ou onéreux de la concession, disaient-ils, n'est d'aucune considération. Dans l'un et l'autre cas, le seigneur a droit de réclamer à son profit le tiers denier des bois, parce que ce droit est inhérent à la propriété des fonds qui est toujours retenue en faveur du concédant. Dans tous les cas, le droit de tiers denier est un accessoire de la pro-

priété, qui ne cesse pas d'être retenue médiatement ou immédiatement sur les bois dont jouit une communauté.

» Du reste, le tiers denier ne se perçoit pas en nature, c'est-à-dire qu'on ne distrait pas en Lorraine, comme en France, le tiers du bois au profit du seigneur ; il n'a lieu que sur le prix de vente ».

La charge n'est donc pas acquittée sur les arbres que l'on délivre pour les réparations des bâtiments, cette délivrance étant une dépendance de l'usage que les communautés ont sur leurs bois. Mais la Maîtrise du Clermontois voulut bientôt le percevoir sur le prix de vente des houpriers et remanents des arbres délivrés, soit sur les futaies offusquantes ou dépérissantes des coupes, soit sur les quarts en réserve, et ce fut là une nouvelle cause de conflits, ces produits étant auparavant partagés entre les habitants ou vendus au profit de la commune¹.

Le 6 novembre 1762², les habitants de Varennes font à nouveau entendre leurs plaintes. Le prince de Condé avait fait paraître le 24 mars 1763 des règles concernant l'administration des bois du Clermontois : ses officiers de la maîtrise prétendaient vendre les houpriers des arbres délivrés aux habitants et faire le dépôt de prix aux mains du receveur des bois de S. A. S. Dans une nouvelle assemblée du 10 du même mois, le Conseil de la ville objecte que la vente de ces houpriers par les officiers des eaux et forêts ne pourra se faire sans frais, que le revenu de la ville en sera diminué d'autant au moment même où elle est le plus grevée par l'entretien des bâtiments et usines.

« La retenue du tiers denier est une injustice, n'étant pas croiable qu'un aussi grand prince veuille par des ordres

1. Le tiers denier ne se perçoit pas sur la vente des coupes ordinaires qui sont affectées à l'usage de la communauté et ne sont vendues qu'à cause de leur insuffisance.

2. Arch. Varennes, Registre 8, 1762, mai 1764.

secrets et tacites enlever aux habitants ce à quoy ils ont le droit le plus ancien et la possession non interrompue jusqu'à présent ». En attendant, comme les houpiers dépérissent et sont volés, les habitants qui toujours paraissent faire peu de cas des règlements forestiers, agiront comme par le passé, et la communauté prendra fait et cause pour eux. En effet, le 18 décembre suivant, la municipalité procède à la vente des houpiers de seize arbres, employés pour le pont de la Cotelette de Cheppy, sans aucune permission des officiers, par la seule vertu de leur droit immémorial¹.

En mai 1764, cette contestation n'était pas terminée, mais les habitants présentaient une nouvelle pétition au prince de Condé pour les laisser dans la possession de leur droit. Il semble que les habitants obtiennent en partie gain de cause, car en octobre 1767, les officiers municipaux déclarent « qu'ils ont obtenu par leurs sollicitations que les bourgeois auxquels il serait accordé des arbres à bâtir, profiteraient de leurs houpiers en payant pour eux vingt-six sols par chaque houpier entre les mains du maire, qui portera dans la caisse de S. A. S. six sols pour chaque Houpier. Et en conséquence, nous maire et officiers de l'Hôtel de ville demandons à être autorisés à présenter requête à S. A. S. et à nos seigneurs de son conseil pour que les Houpiers des arbres à bâtir soient laissés aux bourgeois dès à présent et à l'avenir à ce prix sans y rien changer »².

La perception du tiers denier dans le Clermontois fut assurée définitivement par les lettres patentes du mois d'avril 1784 qui le confirmèrent de la manière la plus positive. Il se perçut dès lors tant sur les produits forestiers que sur les aisances communes, en vertu du même principe, à savoir qu'elles dérivent toutes des concessions seigneuriales. Mais il était nécessaire

1. La vente produit une somme de 53 liv. 20 sols.

2. Arch. Varennes. Registre 1767, 1769; auparavant la taxe pour la ville était de 20 sols.

que ces biens fussent mis en location. C'est sur le prix du bail que le seigneur prend son tiers. Il le prend aussi quand la dépouille des prairies communes est partagée entre tous les habitants.

Tel est le droit de tiers denier, très spécial à la Lorraine et au Clermontois. De même nature que le droit de triage, il en diffère sur de nombreux points. Mais leur influence à tous deux fut la même au point de vue qui nous occupe. Ils amenèrent une diminution notable des biens communaux, l'un procédant brutalement par une scission nette et définitive, l'autre laissant subsister la propriété commune dans toute son étendue, mais la restreignant dans ses résultats.

Enfin, le droit du tiers denier eut une autre conséquence : l'ingérence continuelle des officiers des Maîtrises dans la gestion des biens communaux, et la dépossession à leur profit des attributions des conseils municipaux.

CHAPITRE III

L'ADMINISTRATION DES BIENS COMMUNAUX JUSQU'A LA RÉVOLUTION

Nous avons peu à parler ici de l'administration des biens communaux par les magistrats élus des communautés dont la nature et les attributions restent les mêmes que sous la période précédente. Mais ils sont de plus en plus soumis à la tutelle de l'autorité supérieure.

La ville de Varennes est ainsi confirmée dans son droit d'Échevinage, et garde les officiers municipaux qu'elle avait coutume d'élire « tous les ans le jour de la Penthecôte », depuis qu'en 1243, Thiébaud II de Bar lui avait accordé la loi et la franchise de Beaumont. Ces privilèges, renouvelés en 1441, 1576, 1619, 1626 le furent encore le 7 août 1645 par le roi, et 13 septembre 1715 par le prince de Condé. S'il semble y avoir eu une atteinte contre le privilège des bourgeois vocaux, un arrêt de Parlement du 4 septembre 1766 les maintint dans leurs droits, confirmant une sentence de police de la Ville du 11 juillet 1665. Les habitants se montraient du reste fort jaloux de ces prérogatives; ainsi en mai 1774, ils s'opposèrent à l'enregistrement d'un Édit du 10 mars de la même année, par lequel le prince de Condé tendait à modifier la forme de la reddition des comptes des deniers communaux. Il en était de même dans les autres communautés.

L'évolution de la société, devait forcément porter atteinte à leurs prérogatives. On en laissa subsister la forme, mais on modifia l'essence même. De même que la royauté avait fait

disparaître peu à peu les seigneuries multiples de l'ancienne France, de même elle tendit à en uniformiser l'administration. La réunion du Clermontois au domaine de la Couronne hâta encore cette transformation. Sous les ducs de Bar et de Lorraine, le pays avait pu conserver des prérogatives particulières qui devaient disparaître par cela même que la législation française lui était applicable et qu'il était compris dans le ressort du Parlement de Paris.

« Les biens des gens de mainmorte, dit Henriquez¹, sont sous l'autorité immédiate du souverain, et par cette raison soumis aux règles d'administration qu'il a établie pour cela ».

L'Ordonnance de 1669 (article 2, titre 1^{er}) donne aux officiers des maîtrises la compétence de tout ce qui touche aux biens communaux... « Nos officiers exerceront sur les eaux et forêts des Prélats et autres ecclésiastiques, Princes, Chapitres, communautés régulières, séculières ou laïques ;.... la même juridiction qu'ils exercent sur les nôtres en ce qui concerne le fait des usages, délits, abus et malversations ». Désormais les communautés n'ont plus que l'administration de leurs bois, et plus encore l'exécution des ordres donnés par la maîtrise. Les lettres données en 1715 par le prince de Condé ne semblent pas déroger à ce principe². « Un arrêt contradictoire du Parlement obtenu par lui et le sieur Gougenot, son curateur aux causes contre le maire, échevin et habitants de Varennes maintint M. Jean Maulebec en qualité de gruyer et de maître particulier des Eaux et forêts, dans le droit et entière juridiction des bois communaux de Varennes, et condamne le maire, les quarante jurés et les habitants aux dépens ».

1. *Op. cit.*, p. 178.

2. Cependant Henriquez dit que la donation de 1648 ayant donné au Prince le privilège de régler l'administration des eaux et forêts les règlements contraires à l'administration établie par ce prince ne pouvaient s'y appliquer, même provenant du roi. Il aurait donc été maître de laisser subsister les privilèges des eaux. Mais cela était contraire aux tendances de ces officiers.

Les communautés ne conservent dès lors que la connaissance des délits commis dans les pâturages « parce qu'ils tiennent la police champêtre ». Mais l'administration même de leurs bois, toujours jalousement surveillée par les seigneurs, tendit-elle ainsi à leur échapper.

La maîtrise particulière du Clermontois fut organisée en vertu des lettres de donation du pays au Grand Condé en décembre 1648. « D'autant, dit le roi, qu'il n'y a eu jusques à présent aucune règle certaine pour l'administration et exercice de la justice des eaux et forêts dans l'estandue des dites terres et seigneuries, il y sera pourveu par notre dit cousin (le prince de Condé) ansy qu'il avisera pour le mieux soit pour l'établissement d'officiers particuliers des eaux et forêts ou en faisant exercer par les juges ordinaires ». Le 18 avril 1665 le duc d'Enghien, à qui son père avait cédé le Clermontois, édicta un règlement sur les eaux et forêts, homologué par le Parlement de Paris le 12 avril 1669. En janvier 1677, le roi lui accordait des lettres patentes¹ « portant concession et établissement en faveur de Monsieigneur le duc d'Enghien d'un baillage du comté de Clermont-en-Argonne séant à Varennes et suppression des anciens baillages de Clermont, Stenay et Jametz ». Il confirmait la création de la grande maîtrise des eaux et forêts, de la maîtrise particulière de la gruerie de Varennes « Et à l'égard des bois et des dites comtés et seigneuries, pour la conservation desquels il a esté établi un grand maistre et général réformateur des eaux et forests desdits comtés en ladite ville de Varennes, et en chacune desdites prévostez un maistre particulier, gruyer, un lieutenant gradué, un procureur fiscal, qui sera le mesme que celui de chacune prévosté, un garde marteau, un arpenteur juré, un greffier, un sergent collecteur des amendes. Voulons en agréant et confirmons le dit établissement que l'appel des jugements

1. Arch. Varennes, imprimé.

dudit grand Maistre ressortisse en nostre dit Parlement..., nonobstant le troisième article du titre des appellations de nostre ordonnance du mois d'août 1669 ».

Ces lettres donnaient aux officiers du prince les mêmes droits de juridiction que ceux que possédaient les officiers royaux. Ils avaient donc pour les eaux et forêts, la même juridiction que celle des maîtrises de France sur les bois des gens de mainmorte ; ce pouvoir leur fut confirmé en 1784.

Par cela même, les prérogatives des communautés devaient tendre à disparaître. Sans doute on trouve encore des maires et échevins qui administrent les bois de leur communauté, qui en font les balivages et récolement des taillis, et jugent des amendes, « mais, dit Henriquez¹, ces dispositions supposent que les maires et échevins sont nommés par le seigneur qui, en vertu du droit d'institution annexé à la haute justice, leur accorde en même temps le pouvoir d'exercer la justice ; à ce titre, il faut qu'ils soient reçus et qu'ils prêtent serment pardevant le juge supérieur ».

Ce n'est pas le cas pour notre canton. La juridiction des bois est définitivement enlevée aux communautés. Leur administration elle-même est contrôlée et dirigée par les officiers des forêts et l'ordonnance de 1669 leur enjoint d'établir un garde², qui de plus en plus tend à devenir un fonctionnaire.

Les délivrances ne se font plus qu'après la marque des bois. Les frais d'administration sont à la charge des habitants quoique ici, le prince de Condé semble se montrer fort libéral. Une délibération du 4 octobre 1767, dit qu'un règlement des eaux et forêts est avantageux pour toutes ses communautés, celle de

1. *Op. cit.*, p. 82.

2. Véry, 1744. Nous trouvons à Véry un mode particulier pour payer le salaire du garde forestier. Le conseil en septembre 1744 propose de se procurer l'argent nécessaire, soit par une taxe, soit par la vente d'un lot d'aisance, ou encore de lui céder en jouissance ce même canton.

Varennnes notamment « en ce qu'il diminue les frais de la maîtrise, tant de l'administration des bois, que de la vente d'iceulx et qu'il y a profit très évident sur toutes les opérations, tant de balivage que de martelage et vente des bois. Que ci-devant les S.S., le grand maitre et autres officiers de la maîtrise avaient leurs honoraires sur la portion des habitants lorsque le sol pour livre était insuffisant, qu'à présent les vacations sont diminuées, et lorsqu'il y a suffisance du sol pour livre l'excédent est pris sur la partie du prince comme sur celles des communautés ».

Il ne faut donc rien exagérer et représenter l'administration forestière du Clermontois comme tendant à opprimer les habitants. Si l'autonomie locale diminue toujours, cela vient de la civilisation même, qui au fur et à mesure qu'elle grandit demande une spécialisation plus stricte des individus. Lorsque les communautés se plaignent du mauvais état de leurs finances, demandent sans cesse la délivrance de coupes extraordinaires, il faut savoir gré à la sage administration de la maison de Condé, de n'avoir pas permis la dévastation des forêts communales, et d'avoir ainsi contribué à conserver aux générations suivantes une source de richesse et de bien-être.

CHAPITRE IV

LA JOUISSANCE DES FORÊTS COMMUNALES

Les Usages en Bois.

L'administration des princes de Condé restreignit les privilèges administratifs et judiciaires des communautés du Clermontois, mais leur conserva les droits d'usage dont elles avaient coutume de jouir depuis des siècles; elle les rendit plus profitables aux habitants, moins néfastes à la forêt, par de sages règlements et une active surveillance.

Le premier de tous ces droits : l'affouage, le seul qui ait persisté en nos jours, reste toujours l'usage le plus recherché et le plus apprécié. Dans toutes les communes, des parts de bois sont distribuées aux habitants. La seule différence est qu'autrefois, alors chacun était libre d'aller exploiter à son gré le canton qui lui était affecté, il est maintenant nécessaire de procéder, devant les officiers de ville, à une adjudication de la façon de la coupe. Sous la responsabilité du maître de coupe, les ouvriers qui se sont associés avec lui abattent les taillis, les façonnent, les font recevoir par le corps municipal, avant que le tirage au sort ne répartisse les lots entre les habitants.

Les anciens registres nous indiquent la quantité moyenne des bois délivrés à chaque habitant : sept à huit cordes par ménage à Véry en 1694, une corde de bois et trois douzaines de fagots en 1719 à Montblainville. A Varennes en juin 1752, la coupe du Poult¹ de Bois et la Culée Bell'Orme fournit pour chaque

1. Poult mis ici pour put, veut dire mauvais. Cette contrée porte aujourd'hui le nom de Pou de bois.

ménage trois quarts de corde de bois et seize fagots, et celle des Sept-Fontaines, une demi-corde et treize fagots¹. A Cheppy en 1770, chaque bourgeois reçoit deux cordes un quart de bois et 90 fagots, et les veuves moitié. En 1774 la coupe de la Taille Ponsin fournit 215 cordes de bois et 7.869 fagots.

Mais ces parts sont d'autant plus variables que la maîtrise abandonne souvent aux habitants des parties du quart en réserve. Si celles-ci sont parfois vendues au profit de la communauté, elles sont parfois également délivrées comme supplément d'affouage. En outre les communautés obtenaient assez souvent le droit de faire des éclaircissements. Le motif donné est toujours le même : les portions d'affouage sont insuffisantes, les arbres de futaie empêchent le taillis de pousser. En janvier 1731, les habitants de Montblainville formulent ainsi leur demande : « n'ayant que leurs bois communaux qui, pour le taillis de dix-sept arpents par année, ne sont pas à beaucoup près suffisants pour leur chauffage, parce que étant trop chargés et couverts de futaie. Il était donc convenable et même profitable aux dits habitants de se pourvoir vers S. A. S. et les seigneurs de son conseil pour obtenir l'éclaircissement de la futaie dans les cinq dernières coupes du taillis de leurs dits bois, savoir des trois dernières coupes exploitées, de celle de l'année dernière qui ne l'est pas encore à cause de son état défectueux et que l'exploitation leur coûtera plus que le produit et celle de la présente année qui doit être délivrée ».

Ils demandent qu'on ne laisse par arpent, mesure du Clermontois que 4 anciens, 5 modernes et les arbres fruitiers non dépérissants. Une même pétition est présentée par la ville de Varennes en novembre 1755. Le conseil du prince agréé leur demande ; mais la municipalité voulut aller plus loin et faire

1. Les parts sont ici inégales parce que les coupes sont d'accès plus ou moins facile.

la division des bois en petits triages qu'elle aurait été libre d'exploiter à sa guise. « En conséquence de l'assemblée du 30 novembre dernier¹, au sujet de l'éclaircissement des bois, requête faite au Conseil de S. A. S. le Prince de Condé, à laquelle ayant égard, ledit éclaircissement leur aurait été accordé aux termes et conformément aux résultats du conseil de S. A. S., mais dans la vue de procurer aux dits habitants et communauté l'avantage que leur offre cette permission, nous maire et gens de justice serions disposés à faire triage partiel de ces cantons de bois ».

Ce qui aurait été refusé par le grand maître des eaux et forêts du Clermontois « qui ne s'est déterminé ainsi que pour ne vouloir adjuger les arbres marqués dans les cantons qu'en totalité et suivant la quantité d'arpens que chacun se trouverait contenir, et non par petits triages ».

Lemaire demande alors l'autorisation de se rendre acquéreur d'un canton, au feu des enchères; de le faire façonner en bois de chauffage pour être distribué en la manière accoutumée suivant l'ordonnance de 1669; mais on ne donne pas suite au projet.

Il y a du reste, dans toutes ces délibérations, différentes contradictions. Ainsi, le 5 juillet 1767, la ville de Varennes accorde au couvent des Cordeliers six chênes dépérissants pour leur chauffage; et le 13 septembre suivant, elle présente une pétition au prince de Condé pour obtenir la délivrance d'un quart en réserve : « on avait fait espérer que le quart en réserve leur serait donné comme complément d'affouage. Et que cependant le conseil de S. A. S. en a ordonné la vente, le tiers devant revenir à Son Altesse. Et que cependant depuis plusieurs années, les Habitants n'ont presque pas eu de bois, d'où il faut se retirer près de S. A. S. pour qu'il accorde l'exploitation du quart en réserve à la manière ordinaire, sous réserve par eux de lui payer le tiers denier sur estimation. Et

1. Séance du 19 septembre 1756.

pour le payer serait nécessaire d'imposer 20 sols par corde et 40 sols par cent fagots ».

Le 4 octobre, les gens de justice faisaient connaître la réponse des officiers de la Maîtrise : « S. A. S. et nos seigneurs de son conseil ont refusé la grâce que nous leur en avons demandé, parce qu'ils entendent que non seulement c'est contrevenir à l'ordonnance, mais même contre les propres intérêts de la communauté qui doit, et qu'il est nécessaire de commencer par payer et rembourser les capitaux ¹ et qu'après le remboursement, S. A. S. avisera au bien-être de la communauté de Varennes.

» Pour lui donner les preuves de sa considération et de la protection particulière qu'elle veut accorder à cette ville. Elle lui fait présent de son portrait, pour être placé dans cet autel où se rend la justice ». Et on a soin de faire apprécier cette libéralité princière, car « cette grâce est d'autant plus marquée que S. A. S. ne l'a encore accordée à aucune communauté ».

Cependant, en mai 1768, nous voyons à nouveau accorder aux Cordeliers des arbres pour leur chauffage. Les communautés religieuses, nombreuses dans le pays, ne participaient pas aux charges de la ville et par là n'avaient pas droit à l'affouage. Il fallait, en effet, être bourgeois par an et jour, pour participer à tous les usages des biens communaux et subir les charges imposées à la ville. Aussi dans les moments de crise, voyons-nous souvent les bourgeois peu aisés renoncer à leurs prérogatives, en même temps qu'ils en abandonnent les charges y attachées. Encore aujourd'hui, tous les habitants considèrent que le droit à l'affouage est intimement lié non seulement à la condition de faire ménage à part et de supporter les charges communales, mais surtout de subir le logement des troupes.

1. Une délibération du 10 avril 1763 donne une part d'affouage double à la sage-femme. Cette coutume se pratique encore dans beaucoup de communes et dans un plus grand nombre encore vis-à-vis de l'instituteur, du curé, du pâtre et du garde.

Cela viendrait-il des temps anciens, tout au moins des occupations de 1815 et de 1871 ? C'est possible, car c'est là une idée bien spéciale à ce pays.

Il est, du reste, difficile de distinguer nettement les services économiques rendus alors aux populations par ces portions affouagères. Les lots paraissent peu considérables, mais les houpriers des arbres de futaie qui étaient cédés aux habitants, moyennant 26 sols par arbre, formaient un nouvel appoint. Il est vraisemblable, cependant que le bois ne devait pas encore être de grande valeur.

Les adjudications de la façon des coupes nous donnent les prix payés alors aux ouvriers, 11 sols par corde de bois et 27 sols par 100 fagots à Varennes, en 1751. A Cheppy, en 1774, la façon de la corde de bois est adjugée à 11 sols et à 29 sols celle du cent de fagots, alors qu'en 1785, on demande 14 sols par corde et 40 sols pour les fagots. A Vauquois, en 1788, on adjuge à « 4 livres la paire », savoir la façon d'une corde de bois et d'un cent de fagots, tandis qu'en 1790 on trouve des ouvriers à 1 livre 10 sols pour la paire ¹. Il est donc difficile de tirer quelques conclusions.

1. Cf. Copie d'un procès-verbal du 19 mars 1724 à Varennes. — « La coupe du taillis des 40 arpents destinés pour la chauffe ordinaire des habitants pour la présente année, ayant été publiée une seconde fois par Jean Godefrin, forestier des bois communaux, située de la Belle-Fontaine, Culée Mamelette, suivant les tranchées qui y ont été faites, entre les pieds Corniers, marqué du marteau de l'arpenteur que de la maîtrise, aux charges par l'adjudicataire de se conformer à l'ordonnance de 1669, de ne toucher aux anciennes écorces, de laisser la quantité de 32 baliveaux de l'âge du taillis de la plus belle essence desdits bois par arpent, de recceper à fleur de terre à coupe ronde et non pas à gueule de brochet, de couper à fleur de terre toutes les anciennes souches et ne rapporter aucun bois vert ni sec procédant de ladite coupe, excepté les écailles et petits bouts des souches récepees et encore de demeurer responsable de tous les délits qui se pourraient commettre dans l'exploitation desdits 40 arpents et pour toutes lesdites choses donner caution solidaire qui sera obligé avec ledit adjudicataire.

» Adjugé à divers pour 17 s. par corde et 30 s. par cent de fagot dont le bois

S'il semble que le bois était donné en quantité très suffisante, c'est que les bourgeois vendaient souvent en dehors leurs parts d'affouage, quoique cela fût interdit par de nombreuses ordonnances et même par les assemblées de la commune. En septembre 1735¹, « Nicolas Chastel, Escuyer seigneur de la Grange le Comte, grand maître enqueteur et général réformateur des Eaux et forêts du Clermontois », en faisait défense aux habitants et communautés du Clermontois. « Étant informé qu'au préjudice du bon ordre et des ordonnances, plusieurs particuliers usagers dans les bois qui ont été concédés aux communautés de notre département, vendaient les portions qu'ils leur sont échues dans le partage qui s'est fait pour leur affouage, ce qui occasionne le pillage des bois, tant de S. A. S. M. le Duc que ceux des seigneurs ecclésiastiques, laïcs et gens de mainmorte.

» Nous, attendu les deffenses et inhibitions qui ont été déjà fait aux communautés de prendre ny couper leurs bois taillis que pour leurs simples usages, suivant l'ordre qui doit leur en estre donné par les officiers des maitrises; faisons déffense à tous particuliers usagers de vendre les bois qui leurs sont échus pour leur chauffage provenant desdits bois communaux sous tel prétexte que ce soit, à peyne de cent livres d'amende et confiscation d'iceux et pour éviter le mellange desdits bois avec ceux desdits bois de S. A. S. en outre ordonnons qu'à l'avenir les habitants et communauté du Clermontois les feront couper de 6 pieds de longueur à peyne de confiscation ». C'est là une prescription généralement ordonnée, sinon observée. Ainsi à Véry en février 1746, les habitants obtiennent la délivrance de bois de lisières. Mais il est stipulé par les habitants eux-mêmes : que personne des bourgeois de Véry ne pourront

desdites cordes doit être de cinq pieds de long, les fagots de 4 pieds et demi de long et 3 pieds et demi de tour et de bonne ramée.

» Et de faire la coupe du taillis pour le 20 avril ».

1. Arch. Varennes, cart. 2.

vendre aucun bois provenant desdits éclaircissements qu'aux bourgeois de Véry, sous peine de 10 livres d'intérêt au profit de ladite communauté.

Il semble bien que la fraude s'introduisait fort souvent dans ces affouages. Tel à Varennes où le maire déclare en mars 1753 « qu'il y a des injustices dans les affouages. On accorde des parts à des bourgeois qui en représentait d'autres décédés dans le courant de l'année quoique non cotisés au rôle des 50 livres ce qui faisait un tort considérable aux bourgeois qui payent les tailles ».

Le bois semble donc être distribué assez généreusement d'autant plus que les communautés du canton, Varennes, Véry, Montblainville, Cheppy avaient réussi à se faire exempter par le Parlement de Paris de la fourniture d'aucun affouage pour le prince. En mai 1697, les habitants de Véry protestent contre la prétention des fermiers de la maison de Condé¹ parce que la fourniture d'affouage pour les fours banaux ne s'est jamais pratiquée audit lieu. Le 29 mars 1698 une sentence de la maîtrise particulière intervint entre Philippe Mariet, sous-fermier des fours banaux de Varennes et les habitants de la ville², et le 13 décembre 1701 le Parlement rendait un arrêt définitif en faveur des habitants. En 1725 on trouve encore une discussion sur ce point, puis il semble que jusqu'à la Révolution chacun s'en rapporta à l'arrêt de 1701.

C'était donc là un accroissement des parts d'affouage. Si les habitants se plaignent de leur exigüité c'est peut-être que la maîtrise ne voulait abandonner que le mort bois³; car le vif

1. Arch. Varennes.

2. Arch. Varennes.

3. Les coupes de cette époque paraissent de même contenance que de nos jours, dans chaque bois communal; on trouve ainsi à Varennes 46 arpents et demi à la Culée Mamlette et Belle-Fontaine.

Les contenance totales des bois sont à peu près connues. Varennes avait possédé : 1.488 jours, 62 perches, 172 pieds de bois en 1763. D'autres docu-

bois, les arbres de futaie étaient vendus aux enchères par la maîtrise de Varennes; un tiers du montant de la vente perçu par le prince de Condé, en vertu de son droit de tiers denier, et les deux autres tiers déposés dans la caisse du receveur du Clermontois qui en faisait la délivrance aux communes suivant leurs besoins. Souvent les habitants accusèrent les officiers forestiers de réduire leur affouage autant que faire se pouvait, pour augmenter les bois mis en adjudication. Car sur les arbres affectés au premier usage, le tiers denier n'était pas perçu, mais s'exerçait sur le prix de la vente faite par la maîtrise qui percevait également des honoraires d'adjudication.

En sens contraire, le prince et ses officiers soutenaient n'avoir en vue que l'intérêt des communautés et ne désirer que le rétablissement de leurs finances par le seul moyen possible : la vente des futaies. Il est donc très rare de trouver des affouages de chênes comme il en existe à Avocourt¹ : En mai 1750 les habitants se partagent un lot de chênes, moyennant un droit fixe de 17 sols, 6 deniers par bourgeois et les veuves moitié. L'exploitation semble même être faite directement par les affouagistes, sans l'intermédiaire d'un maître de coupe quoique mention y soit faite des ordonnances forestières. « Et chacuns Bourgeois habitans seront tenus et obligés de faire le vuide des arbres pour le jour et feste de Pasques prochain et d'Exploiter ledit bois suivant les ordonnances des eaux et forêts,

ments donnent 1.207 arpents, 85 verges, mesure de bois (0,1669) en 1671 et 1262 arpents un peu auparavant.

De même à Boureuilles il y aurait eu 360 arpents de bois en 1657, mais appartenant au seigneur. Malancourt-Haucourt aurait à la même époque possédé 500 arpents. Baulny qui avait déjà certainement des bois communaux est marquée dans cette enquête comme n'en ayant aucun, alors qu'au XVIII^e siècle on cite le bois de Tronsol de 53 arpents, 72 perches, dont 14 arpents, 37 perches aménagé en réserve comme bois communal de ce pays.

1. Cette commune était de la coutume de Verdun, parlement et maîtrise de Metz. Cf. Avocourt. Registre 1748-1751.

c'est-à-dire bien soucheter et laisser tous les arbres de réserve qui sont marqués du marteau du Roy ». Ici les parts d'affouage restantes ne sont pas vendues au profit de la commune, mais au profit de l'habitant qui l'abandonne. Dans d'autres pays, comme à Vauquois, où encore aujourd'hui l'affouage est de beaucoup supérieur aux besoins des habitants, le produit des ventes de futaie se partage entre les habitants. Ainsi « le 1^{er} janvier 1789, le conseil demande l'autorisation de présenter requête à M. de Préfontaine, officier de S. A. S. pour toucher 2.000 livres à prendre sur les revenus des bois communaux pour les distribuer entre les bourgeois veu la grande disette qui sévit surtout à Vaucois »¹.

Parfois, dans les moments de crise, c'est la coupe affouagère elle-même qui est vendue; ainsi à Varennes en 1787 et en 1788, pour payer les dettes de la communauté; et il en sera de même, dit la délibération du 27 juin 1787, jusqu'à ce que les dettes soient acquittées et la balance rétablie. A Baulny également en 1775 où le prix de la vente faite à Sainte-Menehould et la coupe ordinaire serviront à acquitter les charges de la communauté.

Enfin un autre usage, toujours persistant, contribuait à ne laisser dans les portions affouagères que des arbres de peu de valeur : le maronage ou délivrance d'arbres à bâtir se retrouve fort souvent jusqu'à la Révolution. En 1698 la commune de Baulny est autorisée à prendre 800 chênes dans ses bois communaux pour la construction de l'Église, en 1744 elle reçoit à nouveau des chênes pour la construction d'un pont, mais en 1749 le conseil du Roy lui refuse des arbres de réserve. En 1731, le village de Montblainville reçoit des arbres pour la réfection d'un pont et pour les besoins de ses habitants. Il en avait été de même à Varennes en octobre 1723,

1. Chaque lot est délivré sur pied. On énumère les arbres y contenus et le nombre des bourgeois qui se les partagent.

« où il est cédé 12 châteaux de quatre à cinq pieds de tour, 2 chênes de 6 à 7 pieds, à Jean Huon curé, pour faire le cintre de la voûte de l'Église paroissiale à charge que les houpriers desdits chênes retourneront pour la vente au profit des Habitants de cette ville.

» Et à l'égard des autres particuliers qui demandent des arbres chênes, suivant qu'il est inséré en l'acte du 17 courant. Les 40 jurés n'étant pas tous présents ils ont remis l'accord de ce qu'ils demandent à une autre assemblée plus considérable ». En février 1724 comme suite à cette délibération on accorde à divers habitants les arbres mentionnés aux devis qu'ils ont présentés¹. On ne leur impose comme conditions que de prendre ces arbres aux endroits les moins dommageables, d'en obtenir la permission de S. A. S., d'en justifier l'emploi et de payer entre les mains du maire la somme de 20 sols par chaque houpier aussitôt la délivrance. Cet usage est général ; à Avocourt en 1744 on accorde 60 chênes à prendre dans le quart en réserve à François Chenet qui vient d'être incendié. A Cheppy, où jadis ce droit avait amené des contestations avec Véry, la délivrance de bois à bâtir subsiste toujours. En décembre 1785, un sieur Roquilly ayant été incendié le 10 novembre précédent présenta un devis de reconstruction pour lequel 103 chênes étaient nécessaires et demanda en outre 105 autres arbres. Comme il s'agit ici de feu mis par malveillance, la communauté ne consent à lui accorder les chênes demandés², que s'il soumet les plans de reconstruction et prend des garanties pour protéger les bâtiments voisins. La quantité demandée étant considérable, les habitants se montrent hostiles à Philippe Roquilly qui est un étranger. « Il est déjà assuré d'une somme de 4.651 livres de la part du

1. A Nicolas François, 17 chênes; Claude Bardin, 5 chênes et 32 chênes.

Au total 101 chênes entre neuf bourgeois.

2. Arch. Varennes. R. 172.

bureau des Incendiés du Diocèse de Reims, et a déjà reçu de nombreux arbres à son arrivée à Cheppy pour réparations ou aggrandissement. On fera observer à M. de Préfontaine que la chauffe de deux ans ne suffira pas à fournir les chevrons et que les éclaircissements de futaye, seule ressource de la communauté lui manqueront ».

Mais en général les communes se montrent plus généreuses en ces occurrences. Elles accordent même des arbres à des étrangers ou à des habitants qui n'ont pas le droit de bourgeoisie. En juin 1724 nous voyons la ville de Varennes agir ainsi vis-à-vis des Dames Religieuses de la ville. « Et pendant la tenue de la présente assemblée est comparue en personne M. le directeur des Dames religieuses de cette ville lequel a remontré que pour la reconstruction de la Chapelle elle avait besoin d'arbres. D'où il requiert les dits habitants de vouloir bien en accorder aux religieuses, pour une fois seulement ». Les habitants concluent « qu'ils le vouloient bien par gratification et libéralité qu'ils accordent 50 arbres chênes, sans tirer à conséquence pour l'avenir ».

A la veille de la Révolution, au moment même où la ville subit une crise économique et où ses finances sont dans le plus mauvais état, elle accorde en mai 1779 des arbres à bâtir à des pauvres bourgeois de Servon, pays Champenois, qui ont subi un grand incendie dans la nuit du 16 au 17 du même mois.

Ainsi donc, la forêt continuait à venir en aide à la gestion des communes, aux besoins des populations et permettait encore d'atténuer en partie les ruines qu'amenaient alors les incendies.

Les habitants y trouvaient encore les ressources nécessaires à la nourriture de leurs bestiaux et de leurs porcs. La paisson, la grasse ou vive pâture, subsistent toujours, quoique de plus en plus réglementées. La vaine pâture et même le droit de parcours s'y exercent encore quoique déjà l'évolution

de la culture et l'opposition des économistes tendent à les restreindre¹.

Enfin, une dernière forme de la copropriété communale se retrouve dans les partages des fruits champêtres. « Les fruits sauvages tombent naturellement sous les arbres ou par violence des vents et sans le fait de l'homme sont de vaine pâture », dit la coutume de Saint-Mihiel (xiii^e arr.).

Partout ces fruits sont partagés lorsqu'ils sont en quantité suffisante, sinon vendus au profit des habitants dans les petites communautés, au profit de la ville dans les autres. A Véry², à Montblainville, à Cheppy, à Avocourt nous trouvons soit ces ventes soit ces partages suivant que l'année est favorable ou non.

A Varennes, quoique les fruits soient vendus au profit de la ville, la corporation communale n'en existait pas moins non seulement entre les habitants présents, mais encore entre la génération actuelle et les générations futures. Une ordonnance municipale du 3 janvier 1707³, « enjoint que les nouveaux mariés taillables en cette ville, tant cette présente année que les suivantes planteront chacun deux poiriers sauvages d'une belle venue et de hauteur environ cinq pieds, le long des grands chemins et dans les places vaines et vagues du ban et finage de ce lieu. — Lesquels jeunes arbres lesdits nouveaux mariés fermeront allentour pour leur conservation et donner lieu de croistre et empescher les bestiaux ou mal avisez d'y faire damage.

» Car cela estoit d'une bonne police, d'autant plus efficace qu'ils ne feroient que suivre et ce conformer à ce que leurs auteurs ont fait et observé eux-mêmes, ... car les ventes qu'y

1. Cf. édit de mai 1768 pour les Trois Évêchés. Et édit. 1769.

2. 23 août 1744, 1748, etc. Presque tous les ans la mention de ces actes se trouve dans les registres des communautés.

3. Arch. Varennes, Carton 6. Cf. *Pièces justificatives*.

se sont faites annuellement sont tournées au soulagement de la communauté ».

Par ce fait, minime dans ses conséquences, se manifestait une fois de plus la persistance du lien communal, né de la loi de Beaumont, sans cesse resserré par la similitude d'origine et de vie, et la jouissance indivise des propriétés communes.

La Révolution, dans la crainte de trouver des corps interposés entre l'individu et l'État, allait essayer de détruire une institution naturelle. Dans le but de s'attirer la clientèle des petits propriétaires, elle attaquera la propriété communale qui lui semble incompatible avec la vie moderne. Les faits montreront son erreur sur ce point, car en moins d'un siècle, les propriétés que les habitants du canton se seront partagées en 1793, ne feront plus partie à nouveau des terrains cultivés, mais seront remises dans leur état primitif. Et cette évolution atteste encore une fois de plus, que la propriété communale est née autant de la nature physique du pays que des institutions politiques.

CINQUIÈME PARTIE

LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

CHAPITRE I

ÉTAT DES CAMPAGNES. — LES CAHIERS DE DOLÉANCES

A la fin du xviii^e siècle, la multiplicité des abus avait exaspéré les populations, et la force que rencontra dans les campagnes la cause de la Révolution, peut en partie s'expliquer par le désir de s'affranchir de ces droits arbitraires, et de faire cesser d'une façon radicale des spoliations trop souvent répétées. Le mauvais état des finances communales, la période critique que traversent la culture et l'industrie contribuent encore à accroître la surexcitation des esprits.

Depuis 1784, le droit commun du royaume s'appliquait au Clermontois où il avait soulevé de nombreuses protestations, dont les habitants de Varennes se firent l'écho. Dès le mois de janvier 1787¹, une délibération du conseil de la ville dit « que la province a été justement alarmée par la crainte de la perte de ses privilèges et par sa réunion à la Champagne où les aydes et les gabelles ont lieu. Elle donne pouvoir au baron de Pouilly pour la conservation de leurs privilèges et demande d'être réunie aux Trois Évêchés dont le gouvernement et l'ad-

1. Arch. Varennes. Registre 1781-1790.

ministration sont à peu près les mêmes. Que la situation de la province du Clermontois et son commerce semblent rendre cette réunion naturelle et indispensable, sans cela elle deviendrait la plus pauvre et la plus misérable de toutes les provinces du royaume. Aucune branche de commerce ne peut s'établir entre la Champagne et le Clermontois, elle consomme presque dans son sein le produit de ses denrées et n'y sont aucune manufacture... La justice et la bonté de S. M., s'opposent à rendre la condition de la province plus onéreuse qu'elle n'était sous la domination de S. A. S. le prince de Condé ».

La réunion du Clermontois aux Trois Évêchés leur est bien accordée¹, mais les impôts n'en deviennent que plus lourds. Déjà, depuis plusieurs années, les communautés vendent leurs coupes affouagères pour arrêter le déficit croissant de leurs budgets². L'imposition du Vingtième empire encore la situation ; cet impôt est perçu malgré la protestation des habitants qui en demandent la suspension jusqu'après la tenue des États généraux, car, disent-ils : « Les vingtièmes n'ont jamais été perçus dans la province dont les privilèges ont été confirmés par la donation de 1648. Le Clermontois est dénué de ressources, les populations désertent du côté de la Meuse, la propriété y est du plus mince rapport ».

Et toujours pendant cette période, la même plainte se fait entendre. « La commune de Baulny, disent ses officiers en 1790, est absolument misérable, tous ses pauvres et ses malades sont à la charge du curé ». Lorsque la même année, ils doivent prendre livraison de fusils, ils protestent encore qu'ils n'ont aucune ressource. En ventôse an II, dans un style un peu emphatique, Varennes adresse une pétition à la Convention nationale, « organe du peuple libre » : « Organe fidèle des senti-

1. Cf. Lettre du baron de Pouilly du 29 juillet 1787.

2. Cf. Varennes, 1787, Vauquois, Véry, Montblainville. Arch. Varennes. Cf. *Pièces justificatives*.

ments douloureux dont est affecté la commune de Varennes, ce n'est pas sans en être vivement pénétrés nous-mêmes que nous venons les déposer dans votre sein.

» Cette petite commune composée de treize cent quatre individus, consultant plutôt son zèle et le salut général que ses forces physiques, s'est exposée à périr en arrêtant le fugitif et trop coupable Capet : et par ce coup hardi et heureux, elle a sauvé la France et a posé la première pierre de cet édifice majestueux que vous venez de fonder si glorieusement.

» Menacée par les tirans coalisés, elle a vu son territoire longtemps occupé par leurs hordes barbares, ses propriétés dévastées et ses citoyens prêts à tomber sous leurs fers homicides.....

» Une population si mince a fourni aux armées républicaines cent trente défenseurs qui depuis le commencement de la Révolution, versent journellement leur sang pour la défense de notre constitution.

» Peu fortunée, un sol ingrat, un territoire borné à une superficie de demie-lieue quarrée, entrecoupée de coteaux boisés, et couvert en grande partie de vignes qui n'ont rien produit depuis cinq ans, une récolte manquée par l'intempérie des saisons et par le séjour trop prolongé des ennemis. Rien de tout cela n'a refroidi son ardeur.

» Dons patriotiques, contributions pour les armées, chemises, linge, charpie, bas, souliers et capottes, elle n'a cessé de faire des sacrifices même de son propre nécessaire.

» A peine a-t-elle connu les besoins de la mère commune qu'elle s'est empressée de porter sur son autel sacré cent six marcs d'argenterie, ses cloches et tous les hochets du fanatisme, qu'elle a renversé les idoles de la superstition et consacré dans son sein un temple à la Raison.

» Vous avez un jour, jour le plus beau de cette commune décrété qu'elle avait bien mérité de la patrie : hélas ! ce jour heureux, ces temps où la joie éclatait sur tous les visages et

pénétrait tous les cœurs, sont aujourd'hui remplacés par des jours de tristesse et de désespoir.

» Dès le dix-sept pluviôse, il ne lui restait plus que huit cents quintaux de froment et beaucoup moins d'orge...

» Elle avait découvert une source abondante de cette production dans le Vallage, district de Montagne-sur-Aisne, département de la Marne (Sainte-Menehould), ce district a refusé le passage et interdit le secours.

» Le sept de ce mois ventôse six pauvres pères de familles nombreuses ramenaient de cinq lieues, chacun quelques boisseaux de farine, ils sont arrêtés dans les bois de Vienne par dix-sept bucherons de ce lieu, lesquels la hache levée sur leurs têtes enlèvent l'espoir de la subsistance de quelques jours à ces malheureux »¹.

En tenant compte du style spécial qui sévit à cette époque, ce placet résume bien les malheurs dont souffre le pays². Tous

1. Il ne faut pas trop tenir compte des sentiments patriotiques manifestés en ce placet. De tout temps la population de Varennes semble avoir été fort impulsive dans ses sentiments. Il est curieux de lire à ce sujet les différentes délibérations et adresses aux rois depuis l'époque où en octobre 1781, ils présentaient une requête pour obtenir des arbres morts pour faire un feu de joie et des réjouissances à l'occasion de la naissance de Mgr le Dauphin.

A l'avènement de Louis XVIII ils s'excusent de l'arrestation de Louis XVI et en accusent les étrangers au pays. Louis-Philippe est pour eux le souverain que leur cœur a toujours appelé et Lamartine le plus grand homme du siècle.

2. 20 pluviôse : pas de récolte de vin depuis cinq ans.

« Vus la pauvreté du village et les dons patriotiques que nous avons fait sans être réquisitionnés. Depuis cinq années nous n'avons fait aucune récolte en vin ce qui fait la pauvreté du village. Mais nous sommes prêts à nous sacrifier pour la deffance de la Patrie veü que nous avons déjas neuf concitoyen tant, pères de famille que garçons de morts au service de la République, nous vous demandons citoïen que veü notre zèle et notre pauvreté, qu'il existe encore environ 82 arbres dépérissants dans nos pasquis et aisances de la commune, qu'il soit acordé le partage desdits arbres entre nous pour les infortunés de cette comune ».

Registre an II.

Mêmes demandes pour Cheppy, Véry, etc.

les Registres de délibérations nous montrent qu'il existe alors une grande misère. Les lois sur le maximum causent une perturbation économique, les marchés sont désertés, et le cours forcé des assignats complique à nouveau la situation. Si l'on ajoute la surexcitation des esprits, accrue par l'arrestation du roi le 21 juin 1791, les lois sur les émigrés et les suspects, la vente des domaines nationaux, les représailles ennemies, on peut juger de l'état d'esprit de ces populations.

Au début de la Révolution, tout semblait calme et plein d'espérance : les placets au roi, à M. de Necker en témoignent. En décembre 1788, le Clermontois demande le droit d'envoyer des députés aux États généraux quoique ne comprenant que 86 villes, villages et bourgs. « Daignez faire attention, Sire, que la diversité des droits et subsides dont le Clermontois est grevé, le mince produit de ses propriétés foncières qui suffisent à peine à sa consommation, son deffaut de commerce et les entraves que cette province éprouve dans son intérieur et sur ses frontières la rendent digne de la pitié et des regards paternels de Votre Majesté ».

La rédaction des cahiers primaires fait encore espérer des temps meilleurs ¹. Le 13 mars 1789, la ville nomme le comité de rédaction, et le cahier des doléances de la Province du Clermontois est composé à Varennes le 19 du même mois. Le cahier primaire de Vauquois transcrit dans un registre des délibérations, ne contient que des demandes de nature politique, la conservation des immunités, la suppression des vingtièmes. Il ajoute que ledit député du Tiers État doit « présenter en considération le défaut de commerce dans le Clermontois, le peu de qualité de ses vins, le peu de produit de ses autres propriétés foncières, l'enclavement de plusieurs villages des pro-

1. Nous n'avons pu retrouver le cahier des doléances de la ville de Varennes, quoique inventorié dans les archives communales. Ceux déposés aux archives départementales n'ont pu être consultés, le bâtiment les contenant étant en reconstruction.

vines voisines qui gênent la circulation de toutes les denrées et enfin l'extrême misère qui y règne ».

De même le cahier de l'assemblée du Clermontois du 19 mars 1789 ne contient ni doléances ni vœux concernant les biens communaux ¹. Les vœux de la noblesse de Verdun ² sont (art. IX) « que les impôts qui affecteront le produit de la terre soient exactement proportionnés au produit net, qu'ils excluent toute idée d'arbitraire ou d'exemption; que dans le choix on préfère ceux dont la perception est exposée à moins de non valeur, plus facile et moins dispendieuse.

» Que les contrats suivent la même proportion; qu'il soit demandé un règlement qui fixe les intérêts respectifs du propriétaire et de son fermier pour les baux antérieurs à l'impôt ».

L'art. XXXVI, demande « que la suppression des maîtrises des eaux et forêts soit demandée, que la gruerie soit rendue aux justices locales sous l'inspection des états provinciaux.

» Que les États généraux prennent sous leur protection et encouragent l'agriculture, par l'exécution de l'édit de 1769, concernant les clôtures comme moyen puissant d'amélioration » (art. LXIX).

La noblesse se montrant ici contraire à la vaine pâture et au droit de parcours, elle demande (art. LXX) « que les échanges des fonds particuliers et ceux des gens de main-morte, même avec des particuliers soient facilités sous la réserve des précautions à fixer et par la suppression ou amélioration du droit du fisc ».

Le cahier du Tiers État du bailliage et prévôté de Marville, qui se fondera avec ceux de Verdun et du Clermontois, s'élève au contraire contre les partages des communaux et les restrictions apportées à la vaine pâture (art. 14) « que l'édit du partage des communes et celui des clos soient abolis comme

1. Arch. nat., II, c. 25, l. 169.

2. *Idem*, mêmes cotes.

préjudiciables à l'agriculture et peu profitable à ceux qui en jouissent, en ce que ils sont la cause de la cherté des viandes, du beurre, du cuir et des autres productions » ¹.

Le cahier rédigé à Verdun les 25 et 26 mars par les députés primaires du Tiers État, demandent : la suppression des usines à feu, parce qu'elles causent un renchérissement des bois ²; des haras que l'on reconnaît généralement comme très nuisibles à l'agriculture, des maîtrises et grueries royales. Par contre, à l'opposé de la noblesse, le Tiers demande le rétablissement de la vaine pâture.

• Nous ne trouvons donc pas, dans les cahiers présentés aux États généraux par les communautés de notre région, grande trace de la lutte continuelle entre les habitants qui veulent reprendre leurs biens communaux, en faisant abolir les droits de triage ou de tiers denier, et les seigneurs qui s'y opposent.

Dans cette lutte, dit M. Jaurès ³, le Tiers État « est mal secondé par la bourgeoisie des villes qui voit, elle aussi, comme les seigneurs dans la dissolution des biens communaux un moyen de développer ses propres domaines par des achats avantageux. Surtout les paysans sont divisés entre eux-mêmes et l'âpreté de leurs égoïsmes contradictoires les livre à l'ennemi. Le paysan pauvre demande le maintien de la communauté qui lui permet d'envoyer paître son petit bétail; le paysan aisé demande au contraire que les biens soient partagés et qu'un lot lui soit attribué, proportionné à la quantité de bétail que chacun possède ».

1. Arch. nat., *Ibid.*, Cf. Japiot, *op. cit.*; Cardinal Mathieu, *L'Ancien régime en Lorraine*; Pionnier, *La Révolution à Verdun*.

2. La même cause sera mise en avant jusqu'en 1850. Par un manque de sens de l'intérêt général, les populations et communautés se montrèrent hostiles à l'établissement des verreries, forges, papeteries, briqueteries, etc., qui à certaine époque amenèrent une grande prospérité dans le pays. Elles contribuèrent ainsi à en amener la décadence.

Les cahiers du clergé en demandent également la suppression.

3. Jaurès, *Histoire socialiste*, t. I, p. 200 et s.

CHAPITRE II

LES LOIS RÉVOLUTIONNAIRES FAVORABLES AUX BIENS COMMUNAUX

En vertu de la maxime « nulle terre sans seigneur », les légistes de l'ancien régime faisaient dériver toutes les propriétés communales d'une donation seigneuriale. Tout naturellement la Révolution adopta la thèse opposée et la réaction devait se faire avec des théories aussi entières, aussi absolues que celles qu'avaient soutenues les officiers royaux. Dans leur doctrine rigide, les juristes révolutionnaires affirmèrent « que les biens des communes avaient été de tous temps leur propriété, que les seigneurs les avaient dépouillées et que les prétendues concessions qu'ils avaient faites n'étaient que des rétrocessions ».

« La bavarde fécondité de nos réformateurs révolutionnaires, dit Latruffe-Montmélian, multiplia sans mesure les décrets sur l'abolition des institutions et la répression des abus attribués à la puissance féodale. A tous les mois, on trouvait qu'on n'avait pas assez fait le mois précédent, et, chaque année voyait naître sur la même matière, huit à dix décrets dont les derniers ne se distinguaient des autres que par l'exagération et la violence.

» On vit alors, par une réaction déplorable, les arbitres républicains du ^{xviii}^e siècle détruire à l'envi l'ouvrage des arbitres féodaux du ^{xvi}^e siècle, et les communes reprendre leurs anciennes possessions par les mêmes moyens que les seigneurs avaient employés pour les leur ravir. Il y eut aux

deux époques, même partialité, même violence, même oubli de toutes les formes ; seulement les rôles étaient changés ». Au reste, la législation révolutionnaire présente les mêmes contradictions que celles que l'on rencontre sous l'ancien régime, à quelques années d'intervalle, entre les ordonnances de 1667 et de 1669. Favorable au début à la propriété communale, elle lui permet de se reconstituer au détriment des anciens seigneurs, veille à sa conservation et à son accroissement, abolit les droits de triage et de tiers denier, réintègre les communes dans les terres qu'elles justifieront avoir anciennement possédées et leur attribue la propriété des terres vaines et vagues. Puis le pouvoir prenant ombrage de tous les corps qui se constituent entre l'individu et l'État, englobe les paroisses dans sa méfiance, s'acharne contre le domaine communal, le disperse entre les paysans qu'il espère ainsi rallier.

Lorsque après la nuit du 4 août 1789, la noblesse, sur la motion du vicomte de Noailles eut abandonné ses privilèges et consenti au remboursement des droits seigneuriaux, la question se posa de savoir ce qu'il était advenu du droit de triage. Le 8 février 1790, Merlin¹, dans son rapport à l'Assemblée constituante, au nom du comité des droits féodaux, concluait à son abolition pure et simple. Le distinguant du cantonnement « qui ne peut s'exercer que vis-à-vis des communautés simples usagères », il est inutile, disait-il, de savoir si le droit de triage est dans l'esprit de l'ordonnance de 1669 un droit féodal ou un droit de justice, ces deux catégories étant entièrement détruites sans indemnité par les décrets du 4 août 1789.

Sur ce rapport, et conformément à ses conclusions, furent rendus les décrets des 15 et 28 mars 1790 qui abolissaient ce droit pour l'avenir, mais laissaient subsister l'action en cantonnement, qui reposait sur un fondement juridique sérieux

1. Merlin, *Répertoire de jurisprudence*.

et dont le seul but était de circonscrire le droit illimité des habitants usagers sur une partie du territoire.

Mais il existait dans le Clermontois au profit des seigneurs hauts justiciers un droit parallèle au droit de triage, le droit de Tiers Denier. Prenant sa source dans les mêmes causes, il s'exerçait sur toutes les propriétés dont les communes jouissaient propriétairement. La Révolution cependant consacrait le principe contraire « que c'était par suite d'un abus de la puissance féodale que les seigneurs s'étaient mis en possession de percevoir le droit de tiers denier sur le prix des ventes, dont la propriété appartenait aux communes¹ ». Ainsi on n'en permettait la perception que sur les communautés simples usagères, quoiqu'il semble qu'elles n'y aient jamais été assujetties sous l'ancien régime.

Le 15 mars 1790², Merlin l'assimilait au droit de cantonnement et considérait « qu'il n'était que le paiement d'un abonnement du bénéfice que les seigneurs propriétaires devaient tirer de la propriété qu'ils avaient conservée ». L'action en cantonnement subsistant, il devait en être de même du droit de tiers denier, vis-à-vis des propriétés simples usagères.

Au contraire, il est aboli lorsqu'il s'applique sur les biens communaux, appartenant en pleine propriété aux communautés, car « ç'aurait été avoir tout à la fois le prix et l'objet vendu ». La loi des 15-28 mars 1790, titre II, consacre cette théorie³. En fait le tiers denier cessait d'exister :

1. Cf. Merlin, *op. cit.*

2. Cf. Japiot, *op. cit.*

3. 15 mars 1790, Abolition des droits féodaux.

Art. 30. Le droit de triage établi par l'art. 4 du titre XXV de l'ordonnance des eaux et forêts de décembre 1669 est aboli pour l'avenir.

Art. 32. Le droit de tiers denier est aboli dans les provinces de Lorraine, Barrois, *Clermontois* et autres où il pourrait avoir lieu à l'égard des bois et autres biens qui sont possédés en pleine propriété par les communautés. Mais il

se percevant exclusivement sur le prix de vente des produits, il ne pouvait subsister, car en Lorraine l'usager ne peut prélever que les bois nécessaires à son usage, sans avoir la faculté de les vendre.

L'article 32, titre II de la loi de 1790, révoquait au profit des communautés, les arrêts du conseil et lettres-patentes, qui depuis trente ans avaient distrait au profit des seigneurs des portions du domaine communal. Cela visait le cas de conversion du droit de tiers denier en droit de triage. Nous avons vu qu'il n'en avait pas été ainsi dans le Clermontois.

L'Assemblée Législative devait aller plus loin. La loi de 1790 n'avait d'effet rétroactif que pour les triages faits en dehors des cas permis par l'ordonnance de 1669. L'article 1^{er} de la loi des 28 août-14 septembre 1792 révoque expressément les triages exécutés depuis 1669, sans distinguer s'ils ont été opérés régulièrement ou non. Pour rentrer en possession de leurs biens, les communautés seront tenues de se pourvoir devant les tribunaux, sans pouvoir prétendre aucune restitution des fruits perçus ¹.

La même loi, article 2, « révoque les édits, lettres-patentes, qui, sous prétexte du droit de tiers denier, ont distrait, au profit de certains seigneurs des ci-devant provinces de Lorraine, du Barrois et du Clermontois, certaines portions de territoire et qui ont été données depuis l'ordonnance de 1669 ».

Cette loi ne permettait aux communes d'exercer leur action

continue à être perçu sur le prix des ventes de bois et autres biens dont les communautés ne sont qu'usagères.

Les arrêts du Conseil et lettres patentes qui, depuis trente ans, ont distrait au profit de certains seigneurs desdites provinces des portions de bois et autres biens dont les communautés jouissent à titre de propriété ou droit d'usage, sont révoqués et les communautés pourront dans le temps et par les modes indiqués par l'article précédent rentrer dans la jouissance desdites portions, sans aucune répétition des fruits perçus, sauf au seigneur à percevoir le droit de tiers denier dans les cas ci-dessus exprimés.

1. Cf. Japiot, *op. cit.*, p. 55.

en délaissement que lorsque ces biens se trouvaient en la possession des seigneurs (art. 3 et 4). Mais elles ne pouvaient exercer « aucune action ou en délaissement, si ces ci-devant seigneurs avaient vendu lesdites portions à des non seigneurs par des actes suivis de leur exécution ».

Enfin par une disposition fort importante de l'art. 8 de la loi de septembre 1792, la commune était censée propriétaire, et c'était au défendeur à produire ses titres. Toutefois, elle devait montrer qu'ancien propriétaire, elle avait été dépossédée par l'effet de la puissance féodale.

Continuant dans la même voie et prenant le contre-pied du régime féodal, la Convention par la loi du 10 juin 1793 proclama que toutes les terres vaines et vagues, hermes et vacantes appartenaient aux communes de leur nature, que par conséquent, nul ne pouvait les posséder légitimement; « si donc les seigneurs les possèdent, c'est qu'ils les ont usurpées »¹. « La haine, dit Troplong, remplaçait la raison; on se riait de l'histoire comme des droits acquis, et l'attribution des terres vaines aux communes allait se faire nonobstant tout titre et toute possession »². Les communes devaient seulement prouver que le terrain réclamé par elles était « vain et vague », c'est-à-dire non productif, ni en état de culture au moment où la loi leur en avait fait souverainement l'attribution. Les seigneurs ne pouvaient plus opposer aux prétentions des communes que la seule exception d'un titre légitime d'acquisition, confirmé par une possession³ réelle et exclusive depuis quarante ans au moins, avant 1789.

Au reste les possesseurs de terres défrichées, et nous

1. Les lois des 13 avril 1791 et 14 septembre 1792, disposaient déjà quoique d'une manière plus modérée, dans le même sens.

2. Sur la définition des terres vaines et vagues, Cf. Japiot, *op. cit.*, p. 83 et s., et Merlin, p. 210.

Les bois et les terrains forestables n'en font pas partie.

3. Cf. arrêt 10 novembre 1813.

savons qu'il y en eut encore à la veille de la Révolution¹, étaient maintenus dans leurs possessions.

Enfin, cette loi admettait le rachat des biens aliénés par les communes en temps de détresse², et remettait en vigueur les dispositions de l'ordonnance de 1667. Les communes pour exercer ce droit, devaient rendre, en cas échéant, les biens qu'elles avaient reçus, ou en cas de vente, « rembourser aux acquéreurs dans les dix ans, en dix paiements égaux d'année en année, le prix principal desdites aliénations faites pour cause légitime et qui aura tourné au bien et profit desdites communautés ».

Quels résultats ces lois produisirent-elles dans notre canton ?

En étudiant les archives communales qui deviennent plus riches dans cette période, on voit qu'à l'opposé de ce qui se passera pour l'application des lois défavorables aux propriétés communes, les premières ne furent que peu ou pas appliquées. La jouissance des biens communaux continue comme par le passé, et les registres des délibérations ne reflètent guère le nouveau caractère de la législation. Le paysan semble peu se préoccuper de lois qui n'intéressent que l'universalité des habitants de sa commune et l'esprit de solidarité qui avait fait la force des laboureurs du Moyen âge, paraît l'abandonner au début de cette période. Il faudra que la loi du 10 juin 1793, autorisant le partage des biens communaux, lui fasse entrevoir un espoir de gain personnel pour qu'il sorte de sa réserve. Alors il dépassera les plus hardis, et l'exécution des décrets révolutionnaires n'aura pas de plus zélé partisan.

La nuit du 4 août 1789 elle-même, qui avait provoqué un mouvement généreux de la part des plus privilégiés, ne semble

1. Cf. Lettres de 1786 en vertu de la déclaration de 1766 pour Louis Goyeux, Archives de Boureuilles, citées *suprà*.

2. Art. 14, sect. IV.

pas l'émouvoir. Nous n'en trouvons trace que dans une délibération de la municipalité de Varennes, concernant le village de Boureuilles. Elle se contente de dénier le titre seigneurial, présenté par les héritiers de Malberg, titre datant de 1574, fabriqué, dit-on, par les seigneurs à leur profit. La communauté de Boureuilles déclare qu'il n'y a d'autre directe que sur deux arrière-fiefs de 250 arpents de bois chacun, sans nulle autre censive, ni droits seigneuriaux.

« Il ne semble pas exister de droits réels dans la commune en dehors des moulins et fours banaux. Le seul canton du finage de Boureuilles qui paraisse avoir été aliéné par les seigneurs, est un patis espave appelé le Ban Saint-Maurice, il n'est énoncé que dans les dénombrements de 1574 et encore sans aucune charge. Aussi le droit de reprise y est rayé par arrêt de 1766.

» Tout le finage a été possédé jusqu'à présent en franc alleu sans autre dépendance que de la justice seigneuriale »¹.

C'est là tout ce que l'on trouve ayant trait à cet acte remarquable, symbole de la Révolution. Par contre, en mars 1790², le procureur de la même commune représente « que l'usage de Beine était en jachères, depuis environ neuf ans, et était en état de produire du grain ». Le conseil décide de procéder à l'adjudication au plus offrant, comme jadis. Mais le 14 mars, les habitants déclarent « qu'ils n'entendaient pas que le dit usage de Beine serait loué, mais qu'il resterait libre pour la pâture des bestiaux ».

Cette question du pâturage semble beaucoup plus préoccuper les communautés que les lois nouvelles. Le 27 septembre 1791, le corps des laboureurs d'Avocourt délibère que seuls leurs bestiaux et non ceux des manœuvres, iront en pâture dans les embannis après la rupture. Ils sont imités par les

1. Arch. Boureuilles, 3 décembre 1789, Registre 1787-1789.

2. *Idem*, Registre 1790-1792.

autres cultivateurs des communes voisines. Et toujours, ils mettent en avant leur intérêt personnel. Ainsi à Boureuilles, les habitants accordent à MM. de Brossart, de Belvaux, de Grandrut et de Parfonrut, maîtres verriers au Four de Paris, de réunir leurs propriétés à la commune de Lachalade, mais se réservent formellement leur droit de parcours dans les bois de ces verriers. En 1793, il en sera de même; si nous voyons parfois les habitants s'émouvoir, c'est qu'une perspective d'accroissement de leurs propriétés ou de leurs usages sera en jeu. — Ainsi en mars 1793, la municipalité d'Esnes fait « opposition à une exploitation du Bois du Bouchet, appartenant à la citoyenne d'Ecosse qui est aux mains de la nation pour cause d'émigration ».

Les affouages, les arbres pour maisonner continuent à être distribués. La glandée, la vaine pâture subsistent également. Les délits semblent peut-être plus nombreux, particulièrement dans les bois. Déjà des lettres patentes de décembre 1789, cherchent à y remédier. « Avertie par l'administration des Eaux et forêts des délits multipliés qui se commettent jour et nuit par des particuliers, et même avec armes et par attroupements, soit dans les forêts royales, soit dans les bois des ecclésiastiques, des communautés d'habitants et de tous les particuliers du royaume.... voulons et ordonnons : 1° que les forêts, bois et arbres sont mis sous la sauvegarde de la nation et de ses loys....

» 2° Défenses sont faites à toutes communautés d'habitants sous prétexte du droit de propriété, d'usurpation et sous toute autre quelconque, de se mettre en possession par voye de fait d'aucun des bois, paturages, terres vagues et vaines, dont elles n'auront pas la possession réelle au 4 août dernier, sauf aux dites communautés à se pourvoir par les voyes de droit contre les usurpations dont elles croiraient avoir droit de se plaindre ».

Mais ces lettres ne semblent pas avoir grande influence. En

novembre 1791¹, la commune de Vauquois demande « l'autorisation de changer le quart en réserve de ses bois situés dans les marais, parce qu'elle fournit beaucoup de bois blancs et surtout parce qu'elle est trop proche du village, et que journellement les habitants sont exposés à se faire prendre en délit par le garde des forêts »².

L'exploitation des forêts communales semble être poussée plus loin que sous l'administration des princes de Condé. L'occupation ennemie en est une cause³, mais surtout les officiers communaux moins surveillés cèdent volontiers aux instances des habitants. A Vauquois entre autres, les affouages sont plus que suffisants à la consommation. Cependant on adresse une requête, le 30 octobre 1791⁴, aux directeurs du district de Clermont, pour obtenir la délivrance d'une réserve comme supplément d'affouage « vu que la commune a des deniers en suffisance, car cela occupera les ouvriers qui manquent d'ouvrage depuis lort longtemps, et qui sont dans une profonde misère ». Je cite cet exemple entre bien d'autres. Dans la plupart des communes, on voit les municipalités chercher à occuper les manouvriers, que les mauvaises récoltes et les troubles politiques, contraignent au chômage : plus tard la

1. Arch. Vauquois, Registre 1791.

2. Le 19 nivôse an X une circulaire était envoyée concernant les visites domiciliaires pour recherche des délits forestiers.

3. Cf. Arch. Varennes, délib. f° 8, 1792. « Le séjour des troupes ennemies a épuisé les bois qui fournissent en 1791 et 1792 seulement une 1/2 corde de bois par ménage et 20 fagots ».

4. A ce sujet un débat s'éleva entre la municipalité et un nommé Jean Gillon qui prétendait avoir pleine part dans les émoluments de la commune car il y avait plus d'un an qu'il était domicilié à Vauquois.

Marié, le 23 novembre 1790, il prétend que du taillis partagé en avril 1791, il n'a reçu que demi-part comme veuve.

Il se base sur un arrêt du département qui autorise les femmes veuves ou filles à en avoir pleine part.

Cet arrêt est du 2 novembre 1791; or le partage en argent du produit de chênes vendus est du 14 novembre. Donc il n'aurait droit qu'à part de veuve, délib. 17 décembre 1791.

République de 1848 fera de même. L'argent est rare, les assignats sont dépréciés ; plutôt que d'employer la main-d'œuvre à des travaux publics, on préfère exploiter, aussi souvent que possible, les forêts communales dont les produits sont toujours plus ou moins monnayables.

A Vauquois, on distribue à chaque bourgeois 7 livres 10 sols en assignats provenant de la vente d'un coupon du quart en réserve, alors qu'en juin 1791, on avait déjà accordé 12 livres en assignats à chaque bourgeois pour la réparation des chemins. On avait agi de même à Varennes en février 1791, où l'exploitation de la coupe d'Ausson avait été ordonnée pour procurer de l'ouvrage aux ouvriers¹. Enfin, à Cheppy le 16 décembre 1792, les habitants remontrent « qu'il y avait environ douze ans, qu'une sage économie avait porté les citoyens à renoncer à l'usage du pâturage dans la portion de leurs bois communs alors en broussailles et portant le nom de Taille des Faux, pour la laisser croître et en partager à temps l'exploitation. Il est nécessaire de l'exploiter car le taillis est trop serré et trop haut, d'autant que la misère était profonde dans toutes les familles qui ne pouvaient même se procurer du pain d'orge et qu'augmentait le défaut d'ouvrage de tous genres. C'est pourquoi il faut demander cette année la délivrance de deux coupes en futaye, pour procurer ainsi de l'ouvrage aux ouvriers ».

Les communautés voyaient, du reste, leurs revenus augmenter par l'application de la loi des 15 et 28 mars 1790 qui abolissait les droits de triage et de tiers denier. Certaines se montrèrent même si désireuses de profiter des avantages que dès le 26 mai 1790, l'Assemblée Nationale, informée des désordres et « voies de fait auxquels plusieurs communautés d'habitants et particuliers se sont portés dans différentes provinces du royaume, par une fausse interprétation », rendit

1. Arch. Varennes, 5 février 1791, Registre 1790-1792.

un décret interprétatif. L'Assemblée déclarait ne rien préjuger sur la communauté des bois, pâturages, etc., ni attribuer sur ces biens aucun droit nouveau aux communautés d'habitants, ni aux particuliers qui les composent. Mais dès le 28 mars 1790, la municipalité de Varennes avait déjà pris des mesures à ce sujet¹. « Étant assemblée en l'hôtel commun, il a été arrêté que l'Assemblée Nationale par son décret du avait aboli le droit de tiers denier perçu en Clermontois par le seigneur haut justicier sur les bois des communautés laïques de ladite province. Il serait à la diligence du Procureur de la commune, formé opposition entre les mains du sieur Martin, receveur général du Clermontois, à ce qu'il ne vide ses mains du tiers du prix des ventes de futaye et hauts gaulis des bois communaux dudit Varennes, tant de celles dont les paiements sont échus que celles à échoir et que ledit tiers restera en séquestre en ses mains avec défense a luy de s'en déssaisir jusqu'à ce que par justice et avec les habitants et communauté de cette ville, il en ait été autrement ordonné, à peine par ledit sieur Martin d'en être garant et responsable, même de payer deux fois ». Et au mois de mai suivant, la municipalité s'occupe de faire faire des recherches à la Chambre des Comptes de Bar-le-Duc, pour retrouver les titres concernant la ville.

Cependant le 14 novembre 1791, une délibération de la commune de Cheppy semble encore admettre l'existence du droit de tiers denier. Elle demande la vente de la coupe de Henry Vaux, comme supplément d'affouage, sous condition de la prendre à l'estimation de la cy-devant maîtrise, et d'en verser le tiers entre les mains du receveur du district, qui se serait donc substitué ici aux officiers du prince de Condé. Sans doute, un décret du 23 juin 1790, enjoignait aux communautés

1. Arch. Varennes, Registre 1790-1792.

ecclésiastiques et laïques de verser le prix de la vente des quarts en réserve de leurs bois dans la « Caisse des Districts, lesquelles sommes ne seront employées pour les municipalités que d'après la destination qui en sera faite par les directoires du département, de l'avis du directoire du district, précédé de la délibération du Conseil général des municipalités ». Mais il s'agissait ici d'une coupe ordinaire. En tout cas, le décret de 1790 n'avait pas stipulé le versement du tiers du prix de vente ou de l'estimation. Il semblerait donc que l'ancienne coutume ait survécu.

Quant à dire que le droit du tiers denier subsistait au profit de la nation, mis au lieu et place de la maison de Condé, cela n'est pas possible. Tout d'abord la loi du 15 mars 1790, en laissant subsister ce droit sur les propriétés où les communes avaient un simple usage, s'était méprise sur sa nature même, puisqu'il n'était perçu que sur le prix de vente des produits, et que d'après les coutumes de Lorraine et du Clermontois, le simple usager ne pouvait prendre des bois pour les vendre, mais seulement pour ses seuls besoins. Ensuite les actes du xvi^e siècle, en particulier le partage fait en 1557 entre les villages de Véry et Cheppy, nous montrent bien que ces bois étaient tenus en pleine propriété par les deux communes.

Il semble du reste que des difficultés furent soulevées au sujet du droit de tiers denier, car le 23 juin 1793, il est fait mention dans un registre des délibérations de la commune d'Esnes « d'un voyage fait à Varennes pour lever une sentence sur le tiers denier sur les bois communaux rendue l'année dernière contre le citoyen Drouot Villay ». Rien dans les archives ne donne plus de renseignement sur ce point ¹.

1. Les archives des communes d'Esnes et Malancourt semblent avoir disparu à cette époque. Le 30 septembre 1792, J.-B. Sartellet, secrétaire greffier, comparait au conseil de la commune d'Esnes. Il fait observer « qu'au moment du passage des armées prussiennes et autrichiennes un certain nombre de

Ce sont là les seules traces subsistantes des lois de mars et septembre 1792. Celle du 10 juin 1793, en ce qui concerne les terres vaines et vagues, ne semble pas s'être appliquée. Par contre on trouve une lettre des administrateurs du district de Clermont adressée le 13 décembre 1791, à la municipalité de Montblainville, disant que l'usage au profit de la commune de vendre ou de se partager les arbres situés sur son finage, dans les héritages des habitants, était abrogé par la Constitution... « En particulier l'article 7 du 15 août 1790, duquel il résulte que quelque possession qu'ait eu un cy-devant seigneur ou autre dans la jouissance des arbres plantés sur le terrain d'autrui, le propriétaire de ce terrain a le droit incontestable en payant les frais de plantation de jouir des arbres de sa terre »¹.

C'était là déjà une stipulation en faveur de l'individu, au détriment de la communauté qui antérieurement possédait ce droit. Cependant encore à ce moment, la commune jouit paisiblement de ses biens, soit qu'elle les laisse à l'usage de ses membres, soit qu'elle en tire un revenu. Ainsi à Esnes en juin 1792 et en février 1793, la commune loue le pâquis pour payer ses dettes, acquitter les impôts et le traitement du desservant. Elle agit de même au mois de mars de la même année, met en location pour un an le pâquis Lambinet, en culture depuis plusieurs années. Et ce « en conformité de la loi du 11 octobre 1792 qui autorise à continuer la culture des biens communaux suivant les usages des lieux jusqu'à l'époque du partage ».

hussards se sont introduits dans leur maison notamment à la chambre de notre greffe où ils ont ouvert l'armoire qui contenait les papiers de la dite communauté. Et se sont lesdits hussards emparé d'une partie d'iceux papiers, ce qui nous rend dans la plus grande consternation et inquiétude, notamment ledit Sartellet comme civilement responsable du dépôt d'iceux papiers ». Arch. Esnes, Registre 1792.

1. Arch. Montblainville, liasse P, n° 5.

Mais ces mots annoncent un nouvel esprit. Déjà la commune voisine d'Avocourt vient, le 17 du même mois, d'engager ses biens communaux pour subvenir à l'équipement de volontaires¹ : « La commune doit fournir pour son contingent vingt-cinq hommes pour aller aux armées de la République. Il sera payé à chacun d'eux la somme de cent livres des deniers que la commune se pourra procurer, et les volontaires partis auparavant jouiront du même avantage. La somme nécessaire sera empruntée là où les officiers municipaux se pourront la produire et à tels termes, clauses et conditions qu'ils trouveront les plus avantageuses, engageant par ces présentes les biens communaux dudit lieu pour l'exécution d'icelle. Bien entendu aussy que si la communauté d'Avocourt est obligée de fournir par la suite des hommes pour la défense de la patrie, ils leur seront attribué la même somme sur le taux des revenus communaux si aucun il y a et à défaut il sera fait de même un pareil emprunt ».

Ainsi les circonstances poussent les communautés à détourner les aisances et forêts communales de leur destination originaire; elles ne sont plus réservées à la seule jouissance de la population. Tantôt on veut en faire un moyen artificiel de subsistance, tantôt on les affecte à des besoins momentanés. Dans tous les cas, on néglige le principe que « la génération présente n'est que la dépositaire de ces biens et en doit un juste compte aux générations futures ».

1. Avocourt, 17 mars 1793, Arch. Registre 1793 à floréal an II.

CHAPITRE III

LES LOIS DÉFAVORABLES LE PARTAGE DES BIENS COMMUNAUX (14 AOUT 1792-10 JUIN 1793)

Plus encore que les timides entreprises des communautés, la Convention allait mettre à bas la vieille théorie royale qui considérait les biens communaux comme grevés de substitution perpétuelle, « propriété de la communauté, corps immortel composé de ceux qui n'existent pas encore, comme des habitants actuels »¹.

Après avoir abattu la noblesse en lui enlevant la plus grande partie de ses biens, après avoir provoqué les communes à étendre leurs possessions territoriales en se portant adjudicataires des biens frappés de confiscation et mis en vente au nom de l'État, on songea, sous l'Assemblée Nationale et la Convention, à les dépouiller à leur tour au profit des habitants ou de l'État.

Les économistes du xviii^e siècle, les politiciens, s'élevaient contre les propriétés communales, landes, pâtis, bruyères, qui, au moment de la Révolution, étaient dans le plus mauvais état².

« Les nouveaux maîtres du pouvoir ne songeaient qu'à faire

1. Henrion de Pensey.

2. Cf. le marquis de Mirabeau qui déclare qu'un arpent de commune qui ne rapporte pas 40 sols pourrait rapporter 20 à 30 livres à un propriétaire ; Arthur Young est également opposé à la propriété communale. Cf. Turgot, *Enquêtes*.

table rase de l'ancien régime, pour créer une société nouvelle qu'ils voulaient venger de l'ancienne. L'unification de la République et la centralisation du gouvernement n'étaient possibles qu'en anéantissant les propriétés communales qui, donnant aux communes une certaine indépendance, tendaient à en faire pour ainsi dire « des Républiques diverses, au milieu de la République mère ». Il fallait donc ne plus reconnaître que deux espèces de propriétés : « la propriété hors du commerce comme propriété nationale, et la propriété dans le commerce comme propriété privée ».

Enfin, donnant aux paysans un moyen d'accroître leur terre, la Révolution trouvait en eux désormais de zélés défenseurs.

L'Assemblée Nationale rendit, le 14 août 1792, le premier décret relatif au partage des biens communaux, autres que les bois. Le comité de l'Agriculture devait dans les trois jours présenter le projet du décret fixant le mode de partage. Le projet exigeait trop de méditations pour qu'il fût prêt dans un espace de temps aussi court; il ne fut présenté à la Convention que le 10 juin 1793 par le citoyen Fabre de l'Hérault¹. Pendant cet intervalle, la Convention avait rendu, le 13 octobre 1792, un décret concernant le mode actuel des biens communaux déjà en culture. « Les communaux en culture continueront jusqu'à l'époque du partage à être cultivés et ensemencés comme par le passé, suivant les usages des lieux et les citoyens qui auront fait les dites cultures et semences jouiront des récoltes provenant de leurs travaux ».

C'est à ce décret que se reporte le conseil de la commune d'Esnes, lors d'une location des pâquis le 31 mars 1793².

La loi du 10 juin 1793 (sect. I, art. 3) portait « que tous les biens appartenant aux communes, soit communaux, soit patri-

1. Japiot, *op. cit.*, p. 153.

2. Elle met le décret à la date du 11 octobre.

moniaux, de quelque nature qu'ils puissent être, pourront être partagés, s'ils sont susceptibles de partage » :

En étaient exclus, le domaine public et les bois communaux¹. La seule condition, imposée aux communes pour pouvoir opérer le partage, était de justifier qu'elles avaient pourvu à l'acquittement de leurs dettes. Ce sera là une cause continue de conflits entre l'administration et les habitants. Déjà la loi des 5-10 août 1791, relative à l'extinction des dettes des communes, avait décidé de parvenir à ce but, soit au moyen des bénéfices réalisés par les communautés sur la revente des biens nationaux, soit, et c'est le mode qui s'applique dans le canton, par l'aliénation de tout ou partie de leur domaine communal².

La loi de juin 1793 permettait, elle aussi, la vente des biens communaux et le partage du prix entre les habitants, mais sous autorisation du Directoire. Au contraire lorsqu'il s'agissait de les partager entre les habitants, le tiers des voix de l'assemblée était seulement nécessaire. En pratique la majorité était généralement beaucoup plus forte et presque toutes les assemblées du canton se prononcent, à l'unanimité, en faveur de « cette loi bienfaisante ».

Le partage avait lieu, non par feu, mais par tête entre tous les citoyens français de tout âge et de tout sexe, domiciliés dans la commune. Il n'est plus question ici des bourgeois, mais des simples habitants, et à ce titre les métayers, valets

1. Art. 4. Seront exceptés du partage les bois communaux, lesquels seront soumis aux règles qui ont été ou qui seront décrétées par l'administration des forêts nationales.

Art. 7. L'assemblée des habitants devait statuer s'il y avait lieu de partager ou de repeupler les bois qui n'étaient pas d'un revenu suffisant pour rester en cette nature dans l'état où ils se trouvaient.

2. A l'exception des édifices et des terrains destinés à un service public. Si les dettes excédaient le produit de la vente, les communes étaient tenues d'ajouter à leur contribution mobilière un sou par livre et d'en appliquer le produit au paiement des dettes (art. 3).

de labour, domestiques peuvent y prendre part. C'est là une grande innovation, car malgré le mouvement égalitaire de cette époque, les privilèges de bourgeoisie semblent subsister encore dans l'Argonne. Ainsi à Varennes, le 1^{er} ventôse an III¹, lors de la vente de la futaie des 23^e et 24^e coupes sur le paterre, l'assemblée décide : « que les forains ne pourront en acheter ni en faire acheter par les citoyens de Varennes. Même lesdits citoyens ne pourront s'accommoder n'y se rendre adjudicataires qu'après le refus de la totalité des bourgeois »².

Enfin, pour mieux assurer le but qu'ils se proposaient : multiplier le nombre des possesseurs du sol pour créer en quelque sorte « les habitudes de la propriété dans une classe qui y avait été jusque là étrangère », les législateurs avaient déclaré les lots échus, inaliénables et insaisissables, pendant dix ans.

La loi du 10 juin 1793 n'autorisait le partage qu'après le remboursement des dettes communales existantes, qui, à cette époque, semblent plus nombreuses que jamais. Les lots ayant été déclarés insaisissables, les habitants ne se préoccupent pas de se partager entre eux le passif, et d'un autre côté, les revenus communaux sont fort diminués. La loi des 24 août et 13 septembre 1793 transporte à l'État les dettes des communes, lui donnant comme compensation toutes les créances des communautés, et tous les biens communaux dont le partage n'avait pas été décrété, jusqu'à concurrence du montant des dettes. Mais alors les communautés opposèrent au fisc une force d'inertie telle, que la loi ne put jamais recevoir son entière application. « Les dettes communales restèrent comme elles restent encore aujourd'hui à la charge du Trésor ; mais un grand nombre des municipalités, les 19/20

1. Arch. Varennes. Registre pluviôse an III à brumaire an IV. Le partage des aïssances a été décidé le 25 floréal an II.

2. La vente de la coupe produit 5.062 livres.

d'après un rapport du ministre de l'Intérieur¹, ne déposèrent jamais l'état général de leur actif qu'elles devaient, aux termes de l'article 92, adresser à l'administrateur des domaines nationaux, et continuèrent d'administrer elles-mêmes leurs biens ».

Application de la loi du 10 juin 1793.

A l'opposé des premières lois de la Révolution, celle du 10 juin 1793 fut pour les populations le symbole d'un régime nouveau, permettant à tous d'acquérir gratuitement une propriété foncière. Sans doute les communes doivent, avant de procéder au partage, liquider leur passif. Mais au premier moment on y attache peu d'importance, chacun étant hypnotisé par la perspective d'un bénéfice. La loi des 5 et 10 août 1791 avait déjà permis aux communautés d'acquitter une partie de leur passif par un moyen extraordinaire alors qu'auparavant, l'administration des princes de Condé affectait à cet usage le produit des quarts en réserve des bois communaux. Les communautés virent donc assez favorablement la loi nouvelle et les deux modes de remboursement mis à leur disposition. Le premier, consistait à affecter à cet usage le bénéfice qu'elles pourraient tirer de la revente des biens communaux mais ne semble pas avoir été fort employé, peut-être parce que les communes manquaient des subsides nécessaires pour cette acquisition. Seule la municipalité de Vauquois peu endettée², à cause des revenus qu'elle tirait de ses bois, délibère le 18 août 1793 pour « reprendre et acheter en corps de communauté, tout ce qui se trouvera du domaine du ci-devant Clermontois situé sur son territoire »³. Au contraire, les autres communes ont un

1. Rapport de M. Lendret, 28 août 1848.

2. Cette commune semble n'avoir de dettes que celles causées par l'occupation étrangère (n. 3 juin 1793).

3. Arch. Vauquois, Registre 1793 à an III.

budget déficitaire. Varennes doit 3.600 livres au sieur Dupré et n'a pas payé les intérêts depuis cinq ans¹; Véry a plus de 2.000 livres de dettes, et Cheppy, par contrat de constitution du 25 février 1789 soit à Jacques Wanauld de Montzéville une rente annuelle de 150 livres tournois au capital de 3.000 livres. Presque tous les autres villages sont dans le même cas.

Les communes vont employer, pour sortir de cette situation, le second moyen qui leur est donné par la loi de 1791. Le 16 nivôse an II, la municipalité de Cheppy procède à la vente de toutes les aisances sises sur le Ban et finage de Cheppy, appartenant à la commune, lot par lot, au plus offrant et dernier enchérisseur, argent comptant et 20 sols par adjudication.

Cette vente porte sur des terrains situés dans le village et sur des terres vagues, qui se trouvent à l'extrémité du territoire, vers Vauquois au lieu dit la Grosse-Côte. Dix-sept lots sont ainsi adjugés, pour la somme globale de 1.380 livres. Les pâtures communales des Clairs-Chênes en sont exceptées, parce que sans doute encore utilisées². Le 1^{er} pluviôse an III, la commune d'Avocourt déclarant qu'elle a de nombreuses dettes et qu'elle est poursuivie par le sieur Martin, horloger à Récicourt, pour paiement de la somme de 240 livres demande l'autorisation de vendre divers terrains communaux³, « que n'ayant aucun pacquis ni aisances communes a pouvoir être partagés entre les individus, mais bien seulement quelques petits cantons, bouchés d'épines contenant 10 à 11 arpents de mauvais terrains et à coteaux, et aussi quelques petits cantons de terre situés autour de leur clairs chênes, que le conseil croyait qu'il était

1. Arch. Varennes, Registre 19 ventôse à an III.

2. Arch. Cheppy, liasse N.

3. Arch. Avocourt, Registre an II à an III, se fonde sur les lois de 1791 et de 1793. Les autres communaux ont été partagés le 11 messidor an II.

de sa prudence de demander aux citoyens administrateurs du département, à les autoriser à faire une vente en détail des objets mentionnés cy dessus ».

Et le 3 messidor an III, une nouvelle pétition est faite sur le même sujet ; on ajoute aux cantons désignés plusieurs petits prés pouvant contenir 35 à 40 verges.

Il semble en être de même dans les autres communes, car il est fait mention un peu partout de ventes réalisées pendant cette période mais sans donner des indications précises à leur sujet.

Ainsi des pétitions (non datées) de nombreux habitants de Véry mentionnent une vente de biens communaux sans en indiquer la date¹.

Au contraire, les pièces concernant le partage des aisances communales fait en vertu de la loi du 10 juin 1793 sont fort nombreuses. Partout se manifeste le même enthousiasme des populations.

Dès le 10 août 1793², la municipalité de Esnes nomme un arpenteur pour procéder à la livraison des biens communaux et rechercher les anticipations. « Le 23 octobre trois bourgeois de Montzéville sont désignés pour procéder au lotissement des terrains. Comme les Pâquis sont de qualités différentes, on

1. « Lettre, André Duchange pour J. Chamon son beau-père au sous-préfet de Verdun.

» A l'honneur de vous exposer qu'il possède depuis plusieurs années 111 verges provenant de la vente de biens communaux dont le produit a été réparti entre les habitants lequel terrain était de nul valeur et en friche.

» Qu'il l'a amélioré.

» Qu'il a fait déclaration conformément à l'article 3 de la loi du 9 ventôse an XII portant que les détenteurs de biens communaux non partagés doivent en faire la déclaration pardevant le sous-préfet.

» Qu'il demande à en devenir définitivement propriétaire ».

Il existe de même d'autres pétitions montrant que la vente de plusieurs hectares a été ainsi effectuée.

2. Arch. Esnes. Registre et plan.

fera des lots dans chacun d'eux en ayant soin de mettre le bon avec le mauvais ». On forme ainsi 71 lots divisés chacun entre huit bourgeois. Les parts des volontaires aux armées de la République ont été réservées, et on en voit faire la location le 18 germinal an III.

Le 30 floréal an II, le partage des aisances a lieu à Malancourt-Haucourt¹, en 40 lots composés chacun de 20 parts. On dissémine ainsi deux pâquis d'une contenance totale de 3.375 verges un jour (soit 13 ha. 57 a. 85 ca.).

La commune d'Avocourt semble agir de même le 11 mesidor an II², mais se montre plus prévoyante. « L'assemblée formée, elle a délibéré que la partie des clers chênes seraient réservée en commun, que les abreuvoirs seraient ouverts aux endroits reconnus pour abreuvoir des bestiaux, d'après les observations, les citoyens ont pris le parti de voter conformément à l'art. 8 sect. III par ouy et par non ».

A Boureuilles, qui du xiv^e siècle à la fin du xviii^e fut indivise entre deux seigneurs, la période révolutionnaire laisse des traces plus profondes que dans d'autres communes. Le 13 octobre 1793, les habitants nomment un arpenteur pour rechercher les anticipations faites sur le domaine communal, et le 17 pluviôse an II « ils revendiquent 10 arpents de pré ou Paquis, aisance commune au lieudit le Petit Harmehaux, touchant à leurs aisances et à des propriétés du cy-devant seigneur. L'assemblée accorde de rentrer dans les droits et actions que l'agent national de la commune prétend avoir sur lesdits héritages qui leur ont été usurpés par le ci-devant seigneur par les droits féodaux qu'ils croient lui être dûs. Et

1. Arch. Malancourt, pièce.

2. Arch. Avocourt. Registre an II à an III. Cette délibération n'est pas signée, mais il semble bien que le partage se soit effectué sur certaines parties du territoire.

qui contraignant par leur force et puissance les pauvres malheureux habitants par quelque modération de ses droits honéreux qu'il exigeait sur eux, ce qui avait obligé d'abandonner au ci-devant seigneur les héritages ci-dessus dénommés ».

Ici donc le partage débute par une revendication de propriété. Il se continue assez lentement : le 10 thermidor an II, on décide de lotir les aisances de Besnes et de l'Offrichon, ce qui a lieu le 30 ventôse an III. Le tirage au sort des lots, par individu, ne s'effectue que le 2 germinal an III, d'après une délibération du 22 floréal an II. Les habitants sont taxés d'une somme de 15 sols et « à défaut par les habitants de tirer leur part et de payer la taxe dans la huitaine, les parts seront vendues par la municipalité dans la forme prescrite pour les biens nationaux pour le prix en provenant leur être remis à déduction néanmoins des frais du partage »¹. Comme une partie des aisances est empouillée en froment, les habitants qui tomberont au sort sur cette partie entreront en jouissance immédiatement. Une indemnité sera versée par la commune aux précédents locataires².

Déjà le « 4 frimaire an II » la commune de Vauquois³ ayant convoqué « tous les citoyens de tous sexes depuis l'âge de 21 ans conformément à la loi du 10 juin 1793, lecture faite de cette loi bienfaisante » il a été arrêté, conclu et accordé que les biens communaux de ce pays étaient dans le cas d'être partagés en totalité. On ne réserve qu'un petit canton de chênes pour payer les dettes de la communauté. — Après avoir nommé les scrutateurs et le doyen d'âge, on procède « à l'élec-

1. Toutes ces délibérations : Arch. Boureuilles. Registre 1792 à an V et plan 30 ventôse an III.

2. Ces aisances sont divisées en 62 lots partagés entre plusieurs bourgeois et de contenances inégales à cause de la diversité des terrains. Leur contenance totale est de 5.089 verges $1/4$ soit 19 à 20 hectares.

tion pour le partage des biens communaux dans les formes prescrites par la loi..... Il en résulte que 107 voix se sont trouvées consentant au partage sur 108 votants et une voix opposante ». D'où on décide d'y procéder sans délai. Cependant le 29 frimaire, on délègue le maire pour demander à l'administration du département d'autoriser cet acte¹. Le 21 du même mois, on avait procédé à la vente des chênes, situés dans ces aisances, et le prix en avait été affecté au paiement des dettes.

Toutes les communes agissent de même, à des dates plus ou moins rapprochées.

Le 5 ventôse an II, le lotissement des pâquis de la commune de Montblainville a lieu, et le 2 floréal suivant on procède au tirage au sort. Mais en opposition avec la loi du 10 juin 1793, le partage se fait « par tête de chef de famille qui les diviseront ensuite entre leurs enfants et domestiques », semble poussé plus loin que dans les autres villages; peut-être les ouvriers, employés à la forge du pays, imposèrent-ils leur volonté.... car ne possédant que quelques parcelles de terre, le peu de terrain qu'ils acquéraient ainsi constituait pour eux un gain appréciable. Dans beaucoup d'autres communes, les Clairs-Chênes sont exceptés du partage, soit de la volonté même des habitants, qui élevaient encore beaucoup de pores, soit par assimilation à la propriété forestière dont ils étaient une dépendance. A Montblainville au contraire, dès le 25 ventôse an III, on procède à la vente des arbres, situés dans les Clairs-Chênes de la commune. Un peu plus tard, le 3 brumaire an IV, on procède au lotissement d'une partie de cette propriété communale en exécution d'un arrêté du Conseil exécutif provisoire du département², et le

1. Arch. Vauquois.

2. Arch. Montblainville, Registre et liasse n° 4.

9 pluviôse les lots sont tirés au sort entre les 696 habitants du pays.

Les Clairs-Chênes de la commune de Cheppy, eux aussi sont dispersés entre les habitants. Le 25 prairial an II, le lieu dit la Taille des Faux est loti entre 574 copartageants¹ et près de 30 hectares de pâture, retirés de la jouissance commune.

A Baulny, où cependant la propriété communale est fort restreinte, dès le 15 août 1793 « les habitants ont donné leur voix à ce que les biens faisant partie des propriétés communales soient partagés ».

Le 25 ventôse an II, les habitants insistent à nouveau sur la nécessité de se conformer aux dispositions de la loi de juin 1793². Des actions en revendication contre des particuliers qui ont anticipé sur le domaine communal, retardent la mise à exécution jusqu'au 14 pluviôse an IV. Le canton de Bazeilles est divisé en 26 lots, chaque lot pour six individus, et il ne reste plus à la commune que 6 arpents de mauvais terrains absolument inutilisables. Cet acte n'avait laissé subsister du domaine communal que quelques parcelles éparses, anciens chemins de parcours ou pâtis en côtes. Néanmoins le 26 floréal suivant les habitants se les partagent. Mais quelques citoyens plus perspicaces, ou simples mécontents, font opposition à cet acte le 28 prairial, parce que lotissant des portions de terrains affectés à l'usage public. Le 6 avril 1826 le préfet de la Meuse devait le déclarer nul « parce que on a partagé un chemin au lieu dit la Grande Prairie, qui servait à aller à Apremont avant la construction de la grande route ». Mais s'acharnant sur les débris des propriétés communes, les habitants sollicitent à plusieurs reprises, en l'an IX, l'autorisation de se les partager entre eux, ce qui leur est refusé à juste raison³.

1. Arch. Cheppy.

2. Arch. Baulny, Registre et plan.

3. Opposition du 28 prairial an IV.

A Véry, les Clairs-Chênes sont également dispersés. Le 10 prairial an II « les habitants ont délibéré que les Clairs-Chênes de Véry seraient partagés en totalité, ainsi que la petite quantité d'autres communaux encore existants ¹. Sur ce oui l'agent national, le conseil général reconnaît que c'est le grand intérêt de tous les citoyens de procéder au partage des dits Clairs-Chênes; avons unanimement délibéré qu'ils seraient partagés ainsi que les arbres encore existants entre tous les citoyens de Véry et conformément à la loi décrétée par la Convention Nationale ». Une pétition dans ce sens est envoyée au district, mais le 18 thermidor suivant, le receveur de la régie nationale fait un commandement à la commune pour obtenir le paiement d'une somme de 104 livres lui restant due, pour l'enregistrement de la vente des aisances communales. Non seulement il veut poursuivre les débiteurs, mais il semble faire opposition au partage des Clairs-Chênes. Le directoire du département y est également contraire, toujours par assimilation de ces aisances aux propriétés communales boisées. — Au contraire les habitants semblent se fonder sur l'article 7 de la loi de juin 1793, qui permet à l'assemblée des habitants de statuer « s'il y avait lieu de partager ou de repeupler les bois qui n'étaient pas d'un revenu suffisant pour rester en cette nature dans l'état où ils se trouvaient ». Le 7 fructidor, la commune envoie « une députation pour porter au département de la Meuse les requêtes et Pièces y jointes, tant des Clairs-Chênes de Véry que pour être otorysé et approuvé par les administrateurs de la vente faite des aisances et biens communaux ». Le même jour, en réponse à un arrêté du directoire du département, en date du 28 messidor, la commune fait dresser un acte constatant le peu de valeur de la portion des bois

1. Arch. Véry, Registre et plan. Partage des biens communaux. Il y avait eu des ventes de propriétés communales. Cependant les registres de la Mairie accusent encore une dette de 2.000 livres.

qu'elle désire lotir. Du constat, dressé par les citoyens administrateurs des bois, il résulte que l'estimation des Clairs-Chênes de la commune de Véry se monte à 4.579 livres 10 sols. Cette somme doit se répartir : 4.410 livres pour l'impôt foncier desdits Clairs-Chênes, bois, et quart en réserve pour l'exercice de 1793, « à laquelle somme la communauté est portée sur les rôles de l'impôt foncier. Plus la somme de 280 livres pour le gage du garde forestier des bois pour ladite année 1793. Le reste pour payer les ouvriers salpêtriers »¹.

Retardé encore, ce partage ne devait avoir lieu qu'en l'an V².

Enfin, la ville de Varennes avait, elle aussi, pris les mesures nécessaires pour procéder au partage de ses aisances. Le 25 floréal an II³, elle nommait des commissaires pour rechercher les anticipations faites sur son domaine, arpenter et lotir les propriétés partageables. Le 28 messidor, elle intentait une action au citoyen Charles Aimond, revendiquait un terrain anticipé d'environ 60 verges qui aboutissait sur le Chemin des Bois, et mettait sous séquestre la récolte en blé qui s'y trouvait. Elle arrêta que ledit blé serait vendu sur pied, les deniers versés dans la caisse communale. Mais il ne semble pas que les partages aient eu lieu. En effet, la ville compte plus de mille habitants, ses aisances communales sont fort peu étendues, les plus vastes sont englobées dans la forêt (les Périères, la Folie) ou en nature de Clairs-Chênes.

1. Depuis le début de la Révolution l'extraction du salpêtre avait pris une grande extension dans nos pays. De nombreuses protestations s'élevèrent contre les exactions de ces agents.

Les habitants devaient également fournir des cendres pour la confection des poudres. Enfin la forge de Montblainville était affectée à la fonte des boulets.

2. Cf. Plan Arch. Véry.

3. Arch. Varennes, Registre an II à an III.

Telle fut l'action néfaste que les lois des 5, 10 août 1791, 10 juin 1793 ont exercée sur les biens communaux existant alors dans le canton. Aucune des communes qui le composaient ne s'élevait contre ces dispositions. Si quelques biens subsistèrent encore après cette tourmente, c'est que leur peu d'étendue, leur nature forestière, les contestations des mécontents, et surtout l'opposition tardive de l'administration, s'opposèrent à une complète destruction.

CHAPITRE IV

LES CONTESTATIONS SOULEVÉES PAR L'EXÉCUTION DE LA LOI DU 10 JUIN 1793

A une époque où tous les esprits étaient surexcités, les moindres faits devaient donner lieu à des contestations. « Révolution », pour certains, voulait dire abolition de toute règle; et un habitant de Varennes, dont une construction récente obstruait la voie publique, répondait au maire « que sous un régime de liberté, chacun avait le droit de faire ce que bon lui semblait ».

La loi de juin 1793, en faisant miroiter aux yeux des paysans une possibilité de s'enrichir sans aucune peine, augmentait encore les passions. Dans la période qui s'étend de 1789 au Directoire, certains individus semblent être à l'affût de toutes les occasions favorables. La loi du 14 août 1792 avait donné l'éveil. Des indigents, pères de familles nombreuses s'empressent de quitter les pays où ils résident. Si ceux-ci ne possèdent que peu ou pas de biens communaux susceptibles d'être partagés, et émigrent dans les villages voisins plus favorisés. C'est la répétition de ce qui s'était produit au xvr^e siècle, lorsque les Champenois spéculant sur les parts de maronage amenèrent la commune de Véry à demander en 1557 le partage de ses bois d'avec ceux de la communauté de Cheppy. Le long intervalle qui exista entre les deux lois de 1792 et de juin 1793 favorisa encore ces entreprises.

Les cas de ce genre sont nombreux dans la région, sinon dans le canton, et le souvenir s'en est perpétué. Laissant

de côté quelques oppositions aux partages faits en exécution de la loi du 10 juin 1793, telle à Baulny celle déjà citée, et à Boureuilles, en germinal an III une autre dont il n'existe que la mention, nous dirons quelques mots d'un différend qui s'éleva entre la communauté de Véry et un nommé Jean-Baptiste Sartellet, maréchal ferrant.

Tout naturellement la question qui se pose ici est une question de domicile. La commune de Véry ayant aliéné différents biens communaux, Sartellet, domicilié à Véry depuis le 23 avril 1792, fit citer le 17 germinal an II, les officiers et communauté de Véry, « pour lui donner sa part dans les biens communaux, ainsy qu'à sa femme et à ses enfants; or la loi (10 juin 1793, art. 1, sect. II) dit que sera réputé habitant tout citoyen françois domicilié dans la commune, un an avant, pour la promulgation du décret du 14 août 1792, ou qui ne l'aurait pas quittée un an avant cette époque pour aller s'établir dans une autre commune »¹.

« A cette époque, dit la communauté de Véry, ledit Sartellet avait son domicile à Montfaucon depuis cinq années ou environ et y doit avoir sa part et non à Véry ».

Le 8 prairial an II, la communauté faisait signifier à Sartellet par exploit d'huissier les arbitres qu'elle avait choisis : un citoyen de Cheppy et un de Varennes. Un jugement rendu précédemment, le 1^{er} floréal, par le tribunal de Varennes, avait ordonné aux plaideurs ainsi qu'à la ville de Montfaucon de nommer des arbitres compétents. La section V de la loi de juin 1793 avait en effet décidé, que les contestations relatives au mode de partage des biens communaux devaient être tranchées par le directoire du département, sur simple mémoire de celui du district, qu'au contraire les procès entre communes ou entre communes et particuliers devaient être tranchés par voie d'arbitrage.

1. Cf. Japiot, *op. cit.*, p. 159.

C'était ici, à la fois une contestation entre particulier et commune, et entre les deux communes de Véry et de Montfaucon. L'une disait que le plaignant n'était pas encore domicilié chez elle, l'autre qu'il ne l'était plus.

Sartellet avait conclu à ce que « la commune de Véry ou celle de Montfaucon fût tenue de lui donner partage dans les biens communaux, sauf à lui payer la somme de 600 livres pour tenir lieu de sa part avec dépens ».

Le 11 messidor, les arbitres se réunissent. La commune objecte que Sartellet s'est d'abord établi à Baulny, puis à Véry, puis à Montfaucon, où il est resté cinq ans, puis est revenu à Véry le 20 avril 1792. Si l'année de son retour, il a reçu une part d'affouage, c'est que c'est la coutume dans cette commune d'en délivrer une part à chaque citoyen entrant, et cela par grâce sans tirer à conséquence.

A cela le demandeur objecte que la loi ne date que de juin 1793, ce qui était une erreur d'argumentation, le délai partant de un an avant la loi d'août 1792. Il oppose surtout qu'il a payé sa contribution mobilière (3 l. 14 s. 3 d.). Se basant sur l'article 5 de la loi de 1793 qui dispose que tout citoyen est censé domicilié dans le lieu où il a eu son habitation, et sur ce que le demandeur a payé sa contribution mobilière et la taxe de 40 sols pour frais d'administration des bois communaux, les arbitres condamnent la commune à donner à Sartellet sa part dans le partage et dans le prix de vente des biens communaux.

Le 24 thermidor, la commune lui faisait l'offre réelle d'une somme de 106 livres lui revenant, déduction faite de 8 livres pour frais et de 126 livres montant d'une adjudication à lui faite d'une portion d'aisances. Sur le refus de Sartellet, la procédure reprend, mais nous en perdons la trace.

Ces contestations n'étaient pas les seules que souleva l'application de la loi du 10 juin 1793. Cette loi exceptait du partage les propriétés forestières des communes, mais ne réglait pas la manière dont devaient être réparties les coupes annuel-

les. Le décret du 26 nivôse an II « déclare que les bois alors coupés provenant des biens communaux devaient se partager par tête conformément au décret du 15 juin » ou plutôt conformément à son esprit, puisque celui-ci est muet sur ce point. Enfin, le 28 ventôse suivant, la Convention déclara que tous les partages exécutés par feu depuis cette époque étaient inégaux et nuls.

C'était faciliter les procès. Mais ici, l'avantage des bourgeois est plutôt le partage par feu. Autant ils étaient favorables à l'application de la loi de juin lorsqu'elle concernait les partages des aisances, autant ils s'y montrent hostiles lorsqu'elle concerne les affouages. Le 8 nivôse an III, les citoyens de Véry délibèrent d'une voix unanime que le partage des affouages et futaies se ferait par bourgeois et non par individu.

Le 10 brumaire an III, la commune d'Avocourt agit de même. Mais des protestations s'étaient élevées et le 17 du même mois, le conseil général du district avait annulé cette décision¹. Cependant les habitants ne changent en rien leur coutume ancestrale, non seulement les portions sont affectées à chaque ménage, mais encore la coupe est délivrée sur pied et chaque chef de triage responsable dans son lot, sans que l'on procède à l'adjudication de la façon sous la responsabilité d'un maître de coupe². A Cheppy subsiste également l'ancien mode de partage³.

Par contre, dans d'autres communes, la nécessité de se procurer de l'argent a poussé les communautés à vendre les produits de leurs coupes affouagères. Il en est ainsi à Varennes, où l'affouage est insuffisant (1/4 de corde de bois et 4 fagots). Le 30 vendémiaire an XII, on décide seulement de distribuer à nouveau des portions de bois, « parce que lorsqu'on

1. Refait le 20 du même mois délivrée sur pied. Taxes de 5 sols pour le bois blanc, 10 sols pour la futaie.

2. Cf. décembre 1810.

3. 23 nivôse an II.

n'en donne pas, les indigents commettent des dégâts dans les taillis, et que les usines de la contrée consomment tous les produits des bois voisins ».

On sent qu'une évolution s'est faite dans le mode de vie des populations. La réaction en faveur des propriétés communales se manifesterait en vain, au lendemain de la loi de juin, la scission est faite entre l'ancien régime et la période moderne.

Bientôt, en effet, des protestations se font entendre : le 20 thermidor an III, le député Baraillon demande l'abrogation de la loi de 1793 qui ne servait qu'à enrichir les gros propriétaires, en leur permettant de racheter les lots de leurs domestiques ou de leurs journaliers et qui, multipliant les ventes, livrait la terre à la spéculation.

La Convention ne voulant pas revenir sur ce qu'elle avait décrété, ordonna le 21 prairial an IV de surseoir à toutes les actions et poursuites résultant de l'exécution de cette loi, et maintint tous les possesseurs dans leur jouissance.

« Le 2 prairial an V un décret, considérant qu'il est nécessaire de conserver ce qui reste des anciennes propriétés communales », ôtait aux communautés la faculté de vendre, d'aliéner ou d'échanger leurs biens sans une loi particulière, mais validait les ventes légalement faites à l'époque de sa promulgation.

Cette loi mettait implicitement un terme au partage des communaux, les partages étant regardés comme une sorte d'aliénation, ils ne devaient plus avoir lieu sans une loi nouvelle¹.

Cependant le conseil des Cinq-Cents, après avoir déclaré valables les partages faits en vertu de la loi du 10 juin 1793, décida le 7 pluviôse an VII que le reste des communaux pourrait être partagé, que ce partage serait facultatif et se ferait par feu.

1. Cf. Japiot, *op. cit.*, p. 178.

Dès lors, la question du partage des biens communaux disparaît de notre législation ¹.

Les lois de l'an IV et de l'an V restèrent en vigueur, jusqu'à ce que celle du 9 ventôse an XII vint régler la situation des partages effectués. Lorsqu'un acte en avait été dressé, elle le maintenait et le légitimait. Elle permettait de régulariser les autres vis-à-vis des titulaires qui avaient apporté des améliorations à leur lot, ordonnait en outre la remise entre les mains de l'autorité communale de tous les autres biens partagés ou non ².

La liquidation de l'œuvre révolutionnaire va dès lors se faire rapidement. Le 27 frimaire an XIII, le préfet de la Meuse approuve le partage des communaux qui avait eu lieu à Baulny ; il agit de même vis-à-vis de Cheppy, tant en ce qui concerne les biens partagés que ceux aliénés. Dans d'autres communautés, le règlement de l'arriéré des dettes communales prolonge la situation. Parfois, comme à Malancourt-Haucourt, les décisions les plus contradictoires se succèdent. Un arrêt du préfet du 17 ventôse an XIII réintègre la commune dans les biens partagés « aucune pièce ne constatant qu'il ait eu lieu et vu que ces biens sont d'un très petit rapport, que plusieurs n'en font aucun profit ». Cependant copie du partage du 4 prairial an II est envoyée à la préfecture, et ses dispositions semblent maintenues. Enfin dans la plupart des communes, il n'est fait aucune mention de ces formalités.

Ainsi se terminait l'œuvre révolutionnaire. Alors que les lois favorables à la propriété communale avaient eu peu de conséquences dans notre pays, les lois d'août 1792 et de juin 1793 entraînèrent la dispersion de la plus grande partie des aisances communes.

1. Le 2 pluviôse an X. Circulaire du sous-préfet de Verdun : dit que si les conseils municipaux se décident pour le partage des communaux encore existants, il doit se faire par individu. Mais on doit acquitter les dettes auparavant.

2. Cf. Japiot, *op. cit.*, p. 182.

Dans trois villages, à Cheppy, Véry et Avocourt, une partie du domaine municipal fut aliénée. Dans la majorité des autres, les partages amenèrent le même résultat et les usages de vaine pâture, et surtout de paisson dans les Clairs-Chênes, subirent ainsi une grave atteinte. Ils disparurent complètement avant le milieu du ^{xix}^e siècle, tant à cause de la diminution des communaux, que de l'évolution de la vie agricole.

Il est du reste bien difficile d'expliquer quelle influence ces partages eurent sur l'agriculture. Dans la plupart des pays, on peut dire comme à Boureuilles, qu'ils n'en eurent aucune, parce que ces biens étaient de trop peu d'importance et de médiocre valeur. Beaucoup de lots furent laissés en friche, leur éloignement étant le principal obstacle à leur mise en valeur. L'artisan ou le manouvrier peut s'intéresser et tirer profit d'un coin de terre qu'il possède près de sa demeure, mais il ne peut que négliger un terrain distant de plusieurs kilomètres.

Le seul gain économique, réalisé par ces actes, fut la plantation de quelques terres vagues. Le plus souvent ce qui était en friche redevint une friche. Les Clairs-Chênes défrichés furent gagnés peu à peu par les accrues de bois. Un exemple en est donné à Cheppy. Les habitants s'étaient partagé 30 hectares de Clairs-Chênes à la Taille-des-Faux; moins d'un siècle plus tard, tous les lots réunis dans la main d'un même propriétaire, redeviennent une annexe de la forêt.

Ainsi reparait encore le caractère naturel des propriétés communales.

CONCLUSION

Avec l'Empire, l'évolution des biens communaux dans le canton de Varennes est terminée. La tentative faite en mars 1813, pour supprimer toute la partie de la propriété communale productive de revenus, n'y a pas de répercussion¹. Dès lors, les villages conservent intacts leurs domaines. Les fluctuations en sont infimes, la plupart causées par l'exécution de travaux publics.

La jouissance de la forêt se restreint aux portions affouagères. Le bois de maronage n'est plus distribué. Les produits des ventes de la futaie et du quart en réserve entrent dans la caisse municipale. Les usages en pâture n'existent plus. Le Code forestier les abolit, par une réglementation et une surveillance très strictes, et les mœurs nouvelles sont d'accord avec lui.

Ainsi à Montblainville, l'antique droit de pâturage et bois mort, dans les cantons de l'Ecaillotte et de la Taille-le-Loup, qui avait été concédé en 1294, disparaît peu à peu. Les habitants essayent bien de le faire revivre après la Révolution; un arrêt du conseil de préfecture rendu le 14 messidor an XII, les maintint dans leurs usages séculaires. Mais l'évolution du mode de culture, la création sans cesse

1. Le 1^{er} décembre 1817 le liquidateur de la Caisse d'amortissement constate que le compte de la commune de Malancourt se solde par 12.487 fr. 72. Cependant cette commune ne semble pas avoir aliéné de bois.

grandissante de prairies, de parcs, détournent bien vite les populations de ces pratiques. Les contrées grevées de cette servitude peuvent être cédées, sans que les actes fassent la moindre mention du droit qu'y possède la communauté des habitants de Montblainville.

Plus encore les droits de paisson du parcours, de troupeaux communs sont un souvenir. Se perpétuant quelque peu dans la vallée de la Meuse, ces coutumes disparaissent dans toutes les autres communes du canton et à la forêt. Les Clairs-Chênes sont réunis insensiblement.

Les portions ménagères, les parts de marais ne semblent jamais y avoir existé. Le seul mode nouveau de jouissance que nous rencontrons au milieu du xix^e siècle est spécial à la commune de Vauquois, et s'applique sur les anciens Clairs-Chênes, à proximité du village. Cette contrée avait cessé de faire partie du régime forestier, par décision ministérielle du 12 août 1830. — En mai 1841¹, on lotissait 41 hect. 80 ares, « restés jusqu'alors stérils et en très-ingrat pâturage ». Ce partage était fait à vie, et ne cessait de plein droit qu'à la mort du dernier des copartageants qui avaient commencé cette jouissance. On avait tenu à conserver à cet acte un caractère viager, l'intention en 1839² étant même de partager ces « terrains en tout droit de propriété entre les habitants et leurs héritiers, en stipulant qu'ils ne pourraient jamais être vendus, afin d'empêcher par ce moyen les étrangers à la commune d'en venir acheter pour les réunir en pièces et les planter en bois particuliers ». Mais en juin 1859, sous la poussée d'une génération nouvelle, on procède à un nouveau lotissement, en le limitant cette fois à une durée de 18 ans. On tire ainsi au sort 285 parcelles formant 95 lots de trois parcelles. Il en est de même en 1877 et 1895, et ce partage se fera à nouveau en 1913.

1. Cf. Copie. *Pièces justificatives*.

2. Délibération, 8 août 1839.

Ces terres prises sur la prairie, proche du village, devraient donc être en plein rapport. Cependant une grande partie est déjà remise en pâture par leurs concessionnaires ; les lots encore cultivés appartiennent pour la plupart à des cultivateurs aisés, sinon riches, à des travailleurs opiniâtres, c'est-à-dire à ceux-là mêmes qui ont le moins besoin du léger bénéfice que leur procurent les communaux.

L'influence de ces parts ménagères par suite de la diminution de la population devrait même grandir sans cesse, car partagés en 1859 entre 95 ménages, les Clairs-Chênes ne le sont plus qu'entre 57 en 1895. Ainsi la population suit à Vauquois, comme dans tous les autres villages du canton, une marche décroissante, tombant de 338 habitants en 1803, à 168 en 1911. Et cependant cette commune, comme celles de Varennes et de Véry, possédait en pleine propriété tout au moins depuis le ^{xiii}^e siècle des biens communaux importants, des bois qui actuellement sont parmi les plus beaux de la région. L'affouage même délivré sans frais aux habitants, dépasse de beaucoup leurs besoins, et par la vente de l'excédent procure à chacun d'eux une cinquantaine de francs.

Malgré tout, la dépopulation y est aussi sensible que partout ailleurs ; car il ne faut pas attribuer aux biens communaux une influence qu'ils ne peuvent avoir. Quelles que soient leur étendue et leur richesse dans un pays de civilisation avancée, de culture intensive, ils n'auront jamais qu'une minime influence économique. Si le pays est riche et prospère, si la population s'accroît, alors l'exiguïté des portions accordées leur enlève tout intérêt. Au contraire si la densité diminue, les parts augmentent en superficie, mais le bénéfice retiré du prix minime de location diminue parallèlement, puisque nombre de petites parcelles de terre seront mises sur le marché et par là perdront de leur valeur.

Au contraire la nature même des forêts les désigne tout naturellement à une appropriation communale. Le carac-

rière perpétuel des communes rurales permet mieux la création des futaies, réservant ainsi au pays une source de richesse. Le produit des bois durs permet aux municipalités d'équilibrer leurs budgets sans abuser des centimes additionnels. Les adjudications au détail sur le paterre de la coupe, offrent des facilités aux charrons, aux tourneurs de bois, d'acheter les arbres nécessaires à leurs industries; aux cultivateurs de se procurer des chevrons, des étais, des piquets de parc. Enfin les portions affouagères restent à l'heure actuelle le bienfait le plus certain que le manouvrier retire du domaine commun. Aussi est-ce l'usage le plus désiré même là où il est en quantité notoirement insuffisante pour subvenir à l'usage de la famille.

Il ne faut donc pas se laisser hypnotiser par un état de choses disparu. Ce qui convenait au bourgeois de la commune jurée, servait déjà moins à l'artisan du ^{xviii}^e siècle et devient à peu près négligeable pour l'ouvrier de nos jours et il ne semble pas que les communaux puissent jamais retenir la population, là où ne progresse pas l'activité économique. Les propriétés communales dans le canton de Varennes ne forment que le cinquième de la totalité du territoire, et plus des 4/5 sont en forêts. Il serait donc illogique de leur donner une grande importance.

Le plus grand avantage que la société retire de l'existence de ces biens est certainement d'ordre moral. Par elle la population prend plus de cohésion; sur un point commun elle unit ses efforts, et la distribution des bois par le tirage au sort fait mieux comprendre l'égalité, discipline le riche, donne un peu d'espérance à l'indigent. Elle forme enfin le lien qui rattache au passé et relie à l'avenir.

De même que l'on ne détruit les anciens vestiges des monuments anciens, de même doit-on conserver dans chaque commune, avec leur caractère propre, les biens pour lesquels ont lutté les ancêtres, et qui demain peut-être seront pris comme

symbole de la propriété nouvelle. Ainsi se perpétuera le sentiment de coopération qui constitue la force des humbles, ainsi les modestes habitants de nos villages resteront unis comme le furent jadis leurs aïeux, pour le meilleur et pour le pire.

Vu : le Président de la thèse,

A. SOUCHON.

Vu : le Doyen,

P. CAUWES.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Thibaut, comte de Bar, accorde la franchise de Beaumont à la ville de Vairy (Véry).

(Novembre 1243).

Donné pour copie subz le seng de moy, Wautier Choisel, cler juré en la prévosté de Waucoix pour ma très chière et très redoutée dame madame la comtesse de Bar et dame de Cassel le XI^e jour dou moix de février, l'an mil m^e lxxviii contenant ceste fourme. Je Thiebaus cuens de Bar fais savoir et cognoissant a tous ciaux que ces présentes lettres verront et orront que je ay jurée ma ville de Vairy a la franchise de Biaumont, entièrement sans mettre et sans osteir sauf ce que preteng que se aucuns bourgeois de Vairy s'en aloit en royalme ou que ce fust ne a Metz ne a Verdun y le convenrait que dedens l'an et un jour quil en séroit aleis ait vendue ou donnée a bourgeois ou a bourgoise de la ville sa remanance ne je ne sergens que je aye ny poons mestre contredit et se il ne l'avoit fait dedens le terme dessus dit elle seroit en ma main. Et se aulcuns bourgeois s'en alloit en aultre lieu que au lieu devant dit il soit de sa remanance ainsi con li droit de Beaumont dit et je y retong encore mes oos et chevauchiez et cilz que nyront en mes chevauchiez quant on les comonra seront demenez par lou droit de Biaumont, et est assavoir que les amendes sont moyez ainssi com devant, ne cilz de Vairy ne puent retenir nul de mes hommes ne des hommes a mes hommes se par moy non et pour que ce soit chose ferme et estable lor ais-je donneez ces lettres scelleez de mon scel. Ces lettres furent faites

l'an que lune liacres (sic) corroit par mil douze cens et quarante et troi^s ans en mois de Novembres.

Signé : Wautier, Choisel. Ita est.
Copie authentique en parchemin collationné,
(*Signé*) Le Glay.

Le ms. Fr. n. acq. 3425 = le tome LI des *Monuments de l'histoire du Tiërs Etat*, matériaux réunis en vue de la collection officielle dirigée par Augustin Thierry.

(N. Acq. Fr. 3425, fol. 200).

Thibaut II, comte de Bar, déclare avoir sous sa garde l'abbaye de La Chalade et toutes ses appartenances, sans pouvoir l'ôter de cette garde ou de celle de celui de ses hoirs qui tiendra Clermont, et promet aux religieux de leur rendre justice dans le différend qu'ils ont avec les gens d'Aubréville et de Neuville (D.).

(1247-1248, 2 avril).

Je Tiebautz, cuens de Bar, faz savoir à touz ces qui sunt et qui seront que j'ai an ma garde l'abbaie de la Chalaide et les granges et toutes les appendises de cel meismes lieu, et se ne les puis oster de ma garde ou de mon hoir celui qui enra Clermont. Après je leur aurai promis que touz les bestanz que ils avoient à ces d'Aubréville et de Nuveilli, de leur forez, que je leur an ferai tenir paiz et acquiter ce qu'ils clamoient. Après, je leur ai couvant à garder et à deffandre toutes leurs droitures et leur teneurs par touz les lieux où il les ont qui muvent de mon fié. Ce fut fait an l'an de l'Incarnacion Nostre-Seigneur mil et deus cens et quarante seth, ou secont jor d'avril.

(Lesort, *op. cit.* — Arch. Chantilly, Orig. E. 6).

**Thibaut II, comte de Bar, met la Ville de Vauquois
à la loy de Beaumont.**

(Juin 1255).

Je Thiebaus cuens de Bar, far savoir à tous ceulz qui ces lettres verront et oiront, que je ai jurée ma ville neuve dou mont notre Dame de Valkoys, à lus et à la coustume de Bellmont, en tel manière : que tuit cils qui il manront seront quitte de tous os, de toutes chevauchées, et de tous mes tonneux et de tous mes passages par toute ma terre. Et est assavoir que des forfais et des amendes de la ville, li moities en serat en la main dou maieur et des eschevins de la ville, pour mestre en lamendement de la ville, par mon conseil, et li autre sera moie. Et est assavoir que cilz qui seront maieur et eschevins de la ville, qui averont à conter à moy, ne se mouveront de la ville pour conter à moy, ains convenrra que je nu mes gens, aillours en la ville pour conter à aus. Et tous ceux qui à droit et à jour vourront venir, que je puis et doi retenir, je les retenrais. Et est assavoir que liz au bourgeois et à la bourgeoise et li raube la dame, li une se plusieurs en a, ne peut estre pris par mes sergens; et ce je ou mi sergens mets main à bourjoy ou à bourgeoise de la ville, nous le délivrerions au maieur ou à eschevins de la ville et en requerriens droit à aus. Et pour lamendement de la ville, je ottroy que my bourgeois de mes villes nueves, il puissent venir manoir la première année que elle serat jurée et joir de leur remenance pour tout, sauf ce que maieur et eschevins ne leur porront donner nulle des terres dou finage, ce par moy non. Et cil qui il manront pourront aqvester en terres des bans de mes autres villes, sauf mes frank fiez. Et se nuls des bourgeois se partoy de la ville, quil allat menoir on royaume ou desous le conte de Champagne ou à Verdun, il perderoit sa remenance; se il lavoit vendue ou despendue à bourgeois ou à bourgeoise de la ville, dedens an et jour après se que il en seroit alei, ne je ne my sergens ni poons mestre contredis. Et est assavoir que cil à cui maire et eschevins donront des terres dou finage, il les porront vendre et despendre dedens an et jour après ce que il averont faite leur raparance. Et ce on donnoit terre à aucun bourgeois ou à aucune bourgeoise et il n'avoit faite sa raparance dedens an et jour, li don que on li averoit donney seroit nul et le donroyent maire et eschevins à

autres nouvez bourjoie qui en la ville venroient manoir. Et cilz qui il venroient manoir feront raparence à lesgar du maieur et des eschevins de la ville. Et est assavoir que je ay establi et atournées dous foire chacun an, lune à la feste Notre Dame enmy aoust, et lautre à la feste Notre Dame en mars, et sauf conduyt quatre jour devanc et quatre après, sauf alant et sauf venant, par toute notre pooir en bonne foy. Et est assavoir que ce je lor fassoie nulle prière, que il ne sont tenu pour bezon, que my ne my hoir aiens à donner dou leur se par leur volonter non. Et quiconques feroit vigne an ban de la dite ville, il seroit quitte du terrage pour 4 parisis paient dou cens; et ce il ne la maintenoit et il la remestoit à terre, elle donnerait aussi comme les autres terres. Et, donra on à chascun bourgeois wit ans de terres, ce plus ne li donnent on jusques à tant que les terres dou ban seront toutes données. Et se je ou my hoir, quiquonques fust cuens de Bar apris moy, mestiens les bourgeois de la ville en querelle de héritage ou de meuble dont il fussent tenant, li maieur ou li eschevin de la ville en dirroie droit et je et mi hoirs nous en tenrins à tel droit comme il diroient, sauf querre droit allour. Et quiquonques soit cuens de Bar il ne puet mestre le Mont Notre Dame de Valkoye for de sa main. Et est assavoir que il pueent peschier enmi ieaux de Buant qui moye est pour moy sans contredit. Et lor ay otroié le pasturage en mes bans de mes autres villes par tout, sauf ce que je ne fasse tort à mes autres villes. Et ceste franchise que je lor ay jurée à tenir et à garder, doivent my hoir doir en hoir après moi jurer à tenir et à garder, et quiconques soit prévost dou leu, il la jurera à tenir et à garder. Varennes et toutes les autres villes qui estoient de la prévosté de Varennes, sont de la prévosté et seigneurie dou Mont Notre Dame de Vaucoie. Ce fut fait le jour de feste saint Barnabey lapostre, en lan de grace quant li milliaire courroit par mil dou cens et cinquante cinc ou moy de joing.

(B. N. de France : collection A. Thierry et Meuse. B. 262. — D'après Bonvalot, *op. cit.*).

Louis, chanoine de Metz, déclare avoir eu congé du comte (de Bar), pour faire les charrois qu'il a exécutés dans le bois de Malancourt (D.).

(1263, 25 octobre).

Conue chose soit à toz ceaus ki ces lettres verront et oront, ke dou charroy ke je Lowis, chanennes de Metz, ai fait ou bois de

Malencort, je en nay pris. congiest au conte, et bien connoys ke je l'ai fait par lui. Et en tesmongnage à veritey, sunt ces presentes letres celées dou mon ceel et dou ceel Renaut de Lucey, mon cosin et mon conchanone, ke furent faites kant li miliars corrait par MCC et LXIII ans, le jor des octobes saint Luc ewangelistre.

(Lesort, *op. cit.* — Arch. Chantilly, Orig. E. 15).

Accord entre Thiébaut II, comte de Bar, et l'abbaye de Lachalade, au sujet d'un bois sis à Montblainville, entre la voie « des Gipponnois » et le chemin de Vienne, du bois de « Dame Hawis », d'une vigne sise auprès de Varennes, de droits d'usage dans le bois de Montblainville, de granges sises aux Escomportes et à Montblainville, de bois à Apremont, d'une maison à Varennes et du commerce de vin dans cette même localité (D.).

(1264, juillet).

Je Thiebauz, cuens de Bar, faz savoir à touz ces qui ces lettres verront que, com descorz fust antre moi, d'une part, et l'abbe et le covent de la Chalaide, d'autre, dou bois qui est en finage d'Aubréville et siet antre dous voies, dont li une est dite la voie des Gipponnois, et li antre li granz chemins levez qui s'an va à Viayne, et de ceel bois il clamassent plus que je ne lour an coneusse, par le conseil de bones genz nos somes acordé an tel manière que touz li bois qui siet antre les dous voies et descent jusque à la rivière de Byème ou val, et par devers Clermont est anclos d'un fossé, lour demourra franchement à tenir en paix à touz jourz, an tel manière que je ne mi hoyr n'i porrons d'or an avant riens réclamer, sauve la seigneurie et la chace des bestes sauvages. De rechief, je faz à savoir que le marché que lidit abbes et li covenz ont fait au conte de Grandpré dous bois qui est diz li bois Dame Hawiz et de la Centanne, je lour ai confermei et conferme com souverains sires, an tel manière que li dis bois demorront adès an ma garde. Et après je faz à savoir que je ai otrié as frères de la Chalaide, ansinc com mes pères leur octroia, que il lour vigne qui siet antre Hugonportes et Varanne, et la maison qui est an la vigne, et l'usage dou bois de Montblainville pour paisseler cele vigne, et la commune voie qui est ancloze dedanz lour vigne, et la maison que il ont à Varanne, tanront en paix, et an lour maison de Varanne pourront vendre vin à lour volenté,

ansinc com li autre qui demourent an la vile; et pour là dite maison de Varanne auront il lour usage au bois que nos avons dit, pour ardoir seulement; et les dous granges que il ont, c'est-à-dire Hugonportes desore et Hugonportes desouz, et lour usage en bois de Montblainville pour ardoir et pour édifier et pour totes les necessitez des dous granges, tanront à touz jourz an paiz et sanz totes contradictions, fors tant que il an ces bois ne porront plus essarter..... Et tele armosne com li seignor d'Aspremont donnèrent jadis à cel de la Chalaide en bois d'Aspremont, si com il est contenu an la chartre de l'arcevesque de Rains Sanson, je l'otroi et conferme com souverains sires. Et totes ces choses desus dites sunt an ma garde souverainnement. Et pour ce que ces choses soient fermes et estables, j'ai saelé ces presentes lettres de mon sael, lesquels lettres furent données an l'an de l'Incarnation Nostre Seignor mil et dous cenz et sexante et quatre, ou mois de juillet.

(Lesort, *op. cit.* — Arch. Chantilly, Orig. E. 6).

Jeanne de Toucy, dame de Puisaye et comtesse de Bar, Geoffroy, sire de Termes, et Alix, sa femme, remettent à l'arbitrage de Henri, seigneur de Hans, et de Nicole dit le Gueullart des Armoises, la solution du différend qui les divise sur le droit de chasse prétendu par le dit Geoffroy et sa femme à l'encontre de la comtesse dans les bois des châtellemes de Vienne, Varennes et Clermont (D.).

(1299, 22 avril).

Nous Jehenne de Toussy, dame de Puisoie et comtesse de Bar, et je Joffrois, sires de Termes, escuiers, et je damiselle Aalais, sa femme, faisons cognoissant à tous que, comme contemps fut entre nous, suer ce que je Joffrois et Aalais, sa femme, disiens et réclamiens à avoir droit en la chace et en la poursuite des bestes sauvages des bois et des foureis des chasteiaus et chastelleries de Vienne, de Varennes, de Clermont, en demeines, en fiés, en arrièrefiés, en gardes et en arrièregardes, et aus appendises des dis lieux; et nous Jehenne deseur dite disiens et affermiens le contraire, et que nous et nostre devancier, dont nous avons cause, aviens droit et estiens en saisine de penre et d'exploitier tous ceaus qui chassoient ens dites foureis, et meismement les chiens ledit Joffroi, lesquels trouvez chassant en dites foureis nous teniens encore au jour que

ces lettres furent faites, à la fin, par le conseil de bonnes gens, nous Jehenne, Joffrois et Aalais, deseur dit, soumes venui à tel acorde, c'est à savoir que nous avons fait mise dou dit contemps seur nobles hommes et saiges monsignour Henri, signour de Hans, et seur monsignour Nichole dit le Gueullart des Hermoises, chevalier, et leur avons dounei plain pover de terminer ledit contemps dedans ceste Ascension proichainement venent

..... Et je Joffrois et damiselle Aalais, sa femme, deseurdit, avons jurei à tenir fermement ces choses deseur dites, de tant comme elles nous touichent et puient touicher, et avons souplié à honoraubles hommes et saiges les officiaus de la court du palais de Rains que il facent metre le saiel de la dite court en ces presentes lettres. Et nos officiaus deseur dit, à la relation de Pierre Beneoit de Varennes, clerc jurei de ladite court, envoié pour ce audit Joffroi et à ladite Aalais, qui nous a raportei que il a receyt le sairement d'eaus de tenir lesdites choses, lequel Pierre nous croions en ceste chose et en plus grant, avons fait metre le saiel de ladite court en ces présentes lettres, que furent faites l'an de grace mil dues cens quatre vins et dix et neuf, le mercredi après Pasques.

P. Benedicti de Var(ennis).

(Lesort, *op. cit.* — Arch. Chantilly, Orig. E. 4).

Édouard I^{er}, comte de Bar, exempte les habitants de Varennes, qui sont à la loi de Beaumont, d'aller chercher droit au conseil à Stenay, et leur permet en cas de débat d'aller jusqu'à Beaumont.

(1381, Février) (n. st.).

Nous Eduardz, cuens de Bar, fasons cognissant à tous, comme par bon et loaul conceil, nous aient ordenei et estaubli que toutes les villes de nostre contei de Bar, qui sont au droit de Beilmont, voient panre droit à Sathenai, teil comme il le pourroient avoir à ladite Beilmont, et espécialment cil de nostre ville de Varennes avet les aultres villes de nostre contei. Assavoir est que il n'est mie de nostre entencion, que ce que il iront a la dite Sathenay panre droit, ne lor tournoit mie en préjudice, ansois volons que toutes lor franchises et lor lettres que il ont de nos prédécessours soient et demoient en lor vertu, saulf pour nous et pour nos hoirs les choses

desus dites. Et volons que de ce dont il pourront avoir conceil et bon accort ensemble en lor ville de Varennes, soit pour ce que toucheroit ceulz de la ville de Varennes, ou ceulz des villes qui viennoient querre droit a Varennes, ce c'est par commun acort de parties, que il en puissent rendre droit ou conceil dedans lor ville, sens aleir à Sathenei. Et que nous ne les en puissiens repandre. Et sensi estoit, que de ce qu'il porteront au droit a Sathenai, cil de Sathenai ne les pooient concillier a plain, ansois lor conveynst aleir querre le conceil à Biaumont, il nous plut que li mares et li eschevins de laditte Varennes, ou cil cui il lor plarait a envoyer, voient à Beilmont avec ceux de Sathenai et soient présent a quérir le droit ou le conceil avec eulz, à la fin que il aient teil droit ou teil conceil comme celui de Beilmont. Et sauf pour les dis de Varennes; que si aucuns débas cheoit en temps à venir, entre nous et eulz, dont il conveynst aleir a droit, il nous plait que om cas qui toucheroit nous contre eulz, ou eulz contre nous, ils voient querre droit à Biaumont, pour ce que il n'aient soupesson que cil de Sathenai fussent plux favorable a nous que a eulz, en la manière et en la fourme que il ait estei acoustumei par aultrefois, om cas qui nous touchoit et pooit toucher. En tesmongnagne de la queille chose, et pour ce que ferme soit et estable, nous avons fait seeller ces présentes lettres de nostre seeil. Que furent faites l'an de grace mil trois cens et vint, le mercredi après l'octave de la Chandeleur.

(Archives de Chantilly, E. 10, Original, parchemin, sceau disparu. — Texte communiqué par M. le chanoine Aimond).

Lettres de Rémission accordées par Charles V aux habitants de la Ville de Varennes, « laquelle l'en dist estre assise en l'Empire », qui avaient brûlé des bois coupés par Jean de Monlaincourt en un territoire sur lequel ils prétendaient droit d'usage.

(1378, 7 septembre).

Charles, etc. Savoir faisons à tous présens et à venir que comme ja pieça Jehan de Monlaincourt, escuier, eust fait cooper certains bois en certains lieux près de la ville de Varennes, laquelle l'en dit estre assise en l'ampire, en la terre de nostre très chier frere le duc de Bar, esquelz bois coopez les habitans de la ville de Varennes

eussent bouté le feu en yceulx et ars, et pour ce, entre ledit escuier d'une part et yceulx habitans d'autre part, eust esté meü grant débat pour cause de ce que le dit escuier disoit lezdicts bois ainsi coopez et ars estre assiz en nostre royaume et de ce nous avoir fait hommage, et les diz habitans disoient que lesdiz bois estoient assiz en l'ampire et que en yceulx avoient et devoient avoir leur usage, et ainsi en avoient joy et usé ou temps passé, et pour ce nostre procureur en la prévosté de Sainte-Manehoust se feust efforcé de mener et tenir en procez lesdiz habitans par devant nostre bailli de Vitry, pour quoy yceulx habitans n'osoient entrer en nostre royaume, et combien que ilz offrissent audit bailli de monstrier bien et soffisamment que lesdiz bois contencieux estoient de leur héritage et que ilz avoient usé de leur droit, que ilz requissent que sur ce par nostre dit bailli leur feussent baillez commissaires qui se transportassent sur le lieu et s'enformassent des choses dessus-dites, néanmoins ilz ne peurent estre receuz à ce et pour ce se traîrent par devers nous, en exposant les choses dessus dites. Ausquelx nous octroyasmes nos lettres, par lesquelles nous mandions, en cometant, à nostre amé et féal chevalier et conseiller le sire de Louppi et audit bailli de Vitry, qu'ilz s'enformassent des choses dessus dites, et se par information il leur apparroit les diz habitanz avoir commis ledit fait sur leur bois, et que yceulx bois contencieux ne feussent situez ne assiz en nostredit royaume, yceulx habitans pour la cause dessus dite ilz ne molestassent et empeschassent, mais les feissent tenir quittes et paisibles doresenavant. Laquelle informacion a esté commenciée a faire, et pour ce ont esté plusieurs tesmoings produiz et examinez d'une part et d'autre. Et afin que lesdites parties soient mises hors de touz proces sanz plus procéder avant et que elles ne soient pour ce plus travaillées ne dommagées, de leur consentement a esté traité et accordé par noz ditz commissaires en la manière qui s'ensuit : « C'est assavoir que les diz bois dont contens est entre lesdites parties seront et demourront et appartiendront perpetuellement et héréditablement au dit escuier, (sans) aucun empeschement. Et si lui paieront ce que il y a despendu raisonnablement, pour l'empeschement qu'il lui ont fait et par l'ordenance des diz commissaires. Et par ce les diz habitans demourront quittes et paisibles envers nous ou autres qu'exconques, parmi ce que il nous feront seulement amende honorable par devant nos diz commissaires. Lequel traité et accord les dites parties accepteroient, tendroient et garderoient volentiers pour

bien de paix. Si nous (ont) fait supplier que à ce voulsissions consentir. Et nous inclinans à leur supplicacion, considéré ce que dit est, les diz traittié et accord loons et approuvons et, se mestier est, confermons par ces presentes, de nostre autorité royale et grace espéciale, en quittant, remettant et pardonnant ausdiz habitans toute et (*sic*) offense que ilz pourroient estre diz encouruz envers nous pour les causes dessus dites, et en imposant sur ce silence perpétuel à nostre dit procureur. Si donnons en mandement par ces présentes audit bailli de Vitry et à touz noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieux tenans, présens et à venir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que ledit traittié et accort facent tenir et garder par lesdites parties, sanz les travailler doresnavant ni les tenir en procès, mais les délivrent et metent hors de touz procès faiz et commencent pour ce, et de nostre présente quittance, rémission et pardon, laissent et facent joir et user lesdites parties sans les molester ou travailler, ne faire ou souffrir estre molester ou travailliez en aucune manière au contraire. Et pour que ce soit chose ferme et estable à tous jours mes, nous avons fait mestre nostre seel en ces présentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnée à Paris le VII^e jour de septembre l'an de grace mil ccc soixante dix huit, et le XV^e de nostre règne.

Par le Roy, L. Blanchet.

(Archives nationales, JJ. 113, fol. 168 v^o, n^o 347. — Stein et Legrand, *op. cit.*).

Lettre de Gérard de Haraucourt confirmant les droits d'usage aux communautés de Cheppy et de Véry dans les bois qu'elles possèdent indivisément entre elles.

(1469).

Gérard de Haraulcourt Chevalier, seigneur de Louppy, conseiller et chambellan du roi de Jérusalem, de Sicile, d'Aragon et duc de Bar (nostre très redoutable seigneur), son sénéchal et lieutenant audict duchié. A tous ceux qui ses présentes lettres verront. Salut.

L'humble supplication des manans et habitans des villes de Verrey et Cheppy lès Varennes avons reçues, contenant que de toute ancienneté et tel et si longtemps qu'il n'est mémoire du contraire à icelles villes comperte et appartient un Bois Bastiz qui est commun

en usage esdictes deux villes en telle manière que iceux supplians outre l'usage qu'ils ont en iceluy peuvent en temps de glands et paisson mettre pour paissonner en iceluy bois leurs porcqs qui seront achettez par eulx devant la Magdeleine sans danger ou repréhension et de ceulx qui après seroient achetés ny peuvent mestre chascun d'iceulx supplians, outre le nombre de deux sous peine de confiscation d'iceulx porcqs et pour iceluy bois gardé ont acoutumei d'élire chacun an ung forestier et garde duquel ils payent le salaire aicoy que mieulx peuvent convenir du prix, qui fait serment de bonnement et loyaument faire rapport de ceulx qu'il trouvera mal faisant ou mal usant en iceluy bois à huit hommes que des dicts habitans élisent chacun an esdeux villes; lesquels huit hommes ont la connoissance iuridiction et iugement de ceulx qui sont repris et rapportés par lesdicts forestiers et les taxent et condamnent a amandes telles que bon leur semblent être raisonnable selon la qualité du délit et dommage. Lesquelles amandes sont comptés et appartiennent audict seigneur Roy et aultres seigneurs desdits lieux et de ce yceulx supplians come ils ont entendus de leurs prédécesseurs ont eu lettres et chartes qui ont de pour ça esté mises et gardées en l'abbaye de Lachalade par le temps des guerres qui ont régné, lesquelles lettres et chartes yceulx supplians n'ont peu ny peuvent recouvrer. Mais des choses desus dictes ils en ont joy et usé plainement paisiblement de tout temps ancien iusque a présent sans contradiction. A l'environ desquel bois et es finages desdites villes sont venues plusieurs accrûes de bois lesquels iceulx supplians pour eux et leurs successeurs auroient et prendroient seulement pour mettre et joindre avec leur dicts bois en tel et pareil usaige comme il est, pour les tenir et posséder par eulx et leurs successeurs Habitans avec leurs dicts bois Bastiz pour avoir le même usaige et affouage et non autrement sans les pouvoir vendre en tout ou partie de ce seroient attenus rendre et payer chacun an a toujours au jour de la Purification Notre-Dame, chacun conduit d'icelles villes quatre deniers sols et la veuve femme deux deniers sols gros pour seize deniers sil plaisir dudict seigneur Roy ou de nous a son absence estoit leur laisser et bailler icelles accrûes a toujours mais pour joindre avec leurs dicts bois comme dict est. Dont il nous ont humblement supplié et requis. A laquelle supplication inclinant, informé suffisamment de l'usaige que iceulx supplians ont audict bois Bastilz comme déclarez est cy dessus et aussi que a leur octroyés et accordés ycelles accrûes pour en jouir

et user comme d'iceluy bois et par la manière que dict est, Et à profict dudict seigneur Roy. Avons, par advis des Gens du Conseil estant icy laissé, octroyé et accordé et par ces presentes pour et au nom dudict seigneur Roy laissons et octroyons et accordons ausdicts supplians pour eulx et leurs successeurs et non aultres, ycelles accrües en tel et pareil usaige qu'ils tiennent lesdits Bois Bastz pour ce quils seront tenus rendre et payer, rendront et payeront chacun an dorenavant aud. jour de la Purification Nostre Dame chacun conduit 4 deniers et la veuve femme deux deniers tel que dessus en la main du mayeur d'icelles villes pour en rendre compte avec les autres rentrées de sa recepte, moyennant et par coy que les amandes des reprises qui esdictes accrües seront faictes seront et appartiendront auxdits seigneurs. Si donnons en mandement par ces dictes présentes aux gruyers dudict baillage de Clermont, Prevost de Varennes et à tous aultres officiers dudict Duché présens et advenir et a chacun d'iceulx, si comme a luy appartiendra que de nos dits présents loix, octroy et concession fassent, souffrent et laissent iceulx supplians jouir et user plainement et paisiblement par la manière que dict est sans leur faire ou donner ny souffry estre faict aucun destourbiers ou empeschements au contraire. Car ainsy nous plaît-il estre faict. Ce nous avons scellé esdictes présentes de notre scel sauf en telle chose le droit dudit seigneur Roy dans tout en tout.

Donné à Bar le quinziesme jour de février mil quatre cent et soixante-neuf. Escript sur le reply. Par Monsieur le Sénéchal lieutenant signé Louis de Florimelle, bailly de Bar, les gens des Comptes dudict Duché et l'avocat, Procureur et Receveur généraux présents. Signé : de Nancel.

Collation faite par nous L. Villers, Prevost de Varennes et Warin Etienne juré au tabellionnage et Prevoté audict Varennes et des Montignons, etc.

Le cinquième jour de juillet l'an mil cinq cent dix-sept. Signé : Estienne et Villers avec paraphe.

(Arch. Véry, carton et Arch. Cheppy, Parchemin de 1625 par les notaires Portejoie et Bichebois).

**Titre concernant l'usage des habitants de Véry
dans les bois de Montfaucon.**

(1490, 5 avril).

In nomine domini (amen) par le teneur de ce présent public instrument comme chose manifeste soit à tous que Lan de la Nativité nostre Seigneur Jésus-Christ mil quatre cents quatre vingt et dix l'indication huitiesme, le cinquième jour d'avril du pontificat très Saint-Père en Dieu et Seigneur nostre Seigneur Innocent par la divine providence pape huitiesme et de sa coronation lan sixième. En la présence de nous Gérard Oudard de Bar-le-Duc, clerc du Diocèse de Toul des autorités apostoliques et impériales notaire juré es cours spirituelles de Reims et Verdun, scribe et secrétaire du vénérable chapitre de l'église collégiale Saint Germain de Montfaucon en diocèse de Reims et Warin Estienne demeurant à Varennes, clerc juré es-tabellionnages des Preuvostés dudit Varennes et Montignons, commissaires commis et députés en cette partie de par les Mayres, justices, communauté et habitans des villes dudit Montfaucon et de Varey, sur le différend qu'ils avoient entreux. C'est assavoir ceux de Varey pour l'usage qu'ils disoient et prétendoient avoir en un bois mouvant de Montfaucon nommé Besloy où les porcs desdits de Varey avoit esté reprins et rendus à jceux par caution, avec autres certains bois dont question et débat estoit, disoient ceux de Montfaucon au contraire et que a eux appartenoit la propriété desdits bois sans ce que autres peussent où deüssent anvoir usage sans leur licence avoué et congé. Pour le bien de paix entretenir l'amitié et bon voisinage qu'ils ont eü ensemble du passé et pour éviter rigueur de procès sont les dittes parties condessendues en appointment comparant en personne, pour apaiser les débats et question qui estoient entr'eux, assavoir Jehan Moreau mayeur, Colin Petitjehan eschevin, Jehan Le Roy lieutenant dudit manoir de Montfaucon, Jehan Colin, Jehan Lahente Joannes, Gobert, jehan Martin, procureurs de laditte ville de Montfaucon, illec la très grande et saine partie des habitans et communauté dicelle comme ils disoient eux faisant fort pour les absents d'une part, Jehan Varey mayeur, Colin Godin Eschevin, Jehannot Lecompte, procureur suffisamment fondé de lettres de procuration qui ont apparus à nous notaires et jurés dessus dit, et Didier La Branche, faisant et représen-

tant lesdits habitans et communauté de laditte Ville de Varey d'autre part. Après plusieurs altercations et questions mehûes entr'eux pour bien de paix comme dit est et pour garder le droit d'une chacune partie sans division ou discution aucune mais dun commûn accord et consentement. En entr'eux mehure délibération sur ce eûe, de leur plain gré et franche volonté sans cohection ou contrainte aucune comme ils ont reconnû, ont fait appointement de leurs bois *usages et limites diceux en la manière qui s'ensuit*. C'est à scavoir que premierement et avant toutes choses par avoir fait. Les bois de Besloy ainsi qu'ils se contiennent commencent a la bonne trouvée vers Avoucourt en venant au long du chemin tirant vers Montfaucon jusqu'au termes des prés alarive dudit Besloy montant jusques a la fontaine de Berthecourt demeurent a ceux dudit Montfaucon sans ce que ceux de Varey y puissent à l'avenir aucune chose demander paissonner ou paisturer. Touchant certains bois nommés [feucheures et lignée] commençant à laditte fontaine droit aux vieilles taissonnières ou chemin dudit Avoucourt et desdittes taissonnières tout du long du chemin jusques es champs de la partie dessusditte tirant vers le bois de Cuisy demeurent franchement ausdits de Montfaucon sans ce que lesdits de Varey prennent usage comme dit est, Et au résidu de tous les bois enclavés et non enclavés appartenants ausdits de Montfaucon lesdits de Varey ont leur usage et y peuvent aller et venir sans repréhension ou contredits comme lesdits de Montfaucon ainsi et par la manière qu'ils auroient ascoutûmé faire avant ledit procès jusques aux limites des susdittes moyennant et par eux lequel accord lesdittes de Montfaucon ont rendûs et restitués ausdits de Varey leurs porcqs franc et quitte et la caution sans jamais en faire aucune poursuite ou demande en quel que manière que ce soit par ainsi que lesdits de Varey ont payé cinq sols d'amende pour la reprinse desdits porcqs. Et doivent aller conjointement ensemble basser lesdits bois et limites des susditte. Sy, ont promis lesdits Jehan Moreau mayeur Jehan Cohel, procureur dudit Montfaucon, Jehan Varey pour et ès noms desdits habitans et communauté d'une chacune ville par la foy et serment de leurs corps pour ce signé et bailli ès mains de nous notaire juré des susdits recepvants et stipulants en lieu de serment solennel pour tous ceux de qui il appartiendra que jamais contre ledit accord ainsi comme dessus il est écrit ne pourront venir ou réclamer recours par eux-ny par autrui ains l'auront ferme et estable et agréable sans jamais pouvoir ny vouloir aller au contraire

sous hypothèques et obligations de tous leurs biens meubles et immeubles présents et avenir partout où ils seroient et pourroient estre trouvés et attenus. Renoncent presentement ad ce, a toutes cautions, cautions et subterfuges qui contre la teneur de ce présent public instrument pourroient estre dittes ou opposées et spécialement au droit, disant generaller enonciation non valoir si le spécial ne précède. Lesquelles choses dessusdittes lesdits mayeurs et procureurs de Montfaucon et Varey prièrent et requirent nous notaire juré et sous escrit en faire un ou plusieurs public instruments et pour une mesme substance pour les mettre et donner es mains de chacune partie pour eux en aider quand mestier leur sera. Ces choses furent faites audit Montfaucon. Lan, l'indiction, le jour du mois et pontificat que dessus présence Jehan Herbin demeurant à Chepy et Jacobe Lesthaude autrement dit Nivelles demeurant à Montblainville tesmoins ad ce spécialement appelés et requis.

(Copie du 12 février 1747. — Arch. Véry, Carton).

Lettres données à la communauté de Montblainville confirmant un titre de 1294 qui lui reconnaissait la propriété de ses bois.

(1510).

Anthoine, par la grace de dieu, duc de Calabre, de Lorraine et de Bar et marches, marquis du Pont, comte de Provence, de Vaudemont, de Blamont. A tous ceulz qui ces présentes lettres verront, salut. L'humble supplication et requeste des habitans de Montbleville en nostre prevosté de Varennes, nos subjectz avons receux contenant que feu de bonne mémoire le comte Henry de Bar que Dieu absoille par appointment faict avec lesdits habitans, leur avoit donné et laisse ung boys scitué et assis ou finage dudit Montbleville qui dure dès le champ dudit lieu et toutes les hayes estantz esdictz champs, jusques au ruisseau d'Escorchevache tirant a la Nef Veryart jusques au bois des Couvens et droict jusques au ruisseau de Vervaulx par devers Aspremont jusques a la voye des Chevalchiés et jusques aux tourelles qui sont faictes par devers le boys d'Escorchevache, ainsy que par les lettres et chartes sur ce faictes et a eulx données par ledit comte Henry pouvoit plus au plain apparoir; duquel boys dessus designé eulx et leurs pré-

décesseurs avoient jouy et usé dès lors paisiblement, y avoient couppé et couppoient journallement tant pour affouage que pour édifier audit lieu et y mener leurs bestes en toutes saisons excepté quilz n'en pouvoient vendre ny bailler a personne et pour ce que durant les guerres qui avoient regné, l'original de leurs dites lettres et chartres avoyt esté perdu et seulement en avoient une coppie, faisoient doubte que pour l'advenir ne leur fut mis ou donné empeschement en la jouissance dudit boys si par nous lesdites lettres d'appointement n'estoient ratifiées agréées et confirmées, nous supplians très humblement leur vouloir octroyer ladite confirmation, scavoir faisons que nous inclinans a leur supplication et requeste, ayant esgard quilz sont scituëz sur les estremitez apprez que nous sommes fait informer par les president et gens de nostre chambre des comptes du domaine et entendre lesdits habitans de Montbleville mesme de leur usage audict bois tant par nos officiers dudit Varennes et Clermont que aultrement et fait veoir ce qui concernoit ceste matière par especial ladite coppie dont la teneur s'ensuit : « Nous, Henry cuens de Bar faisons congnoissant a tous que comme discord feut entre nous d'une part et les manans et habitans le commun de la ville de Montbleville d'autre part si comme des boys qui sont ou ban de ladite Ville lesquelz boys séent entre ladite Montbleville et le boys que on dict La sainte Anne et selon le boys d'Aspremont et de Cernay et redure jusque au boys de Varennes et jusques a trois cens arpentz de boys que furent les convens delez les boys de la Haransé (lequel boys nous clamions et disions quil estoit nostre et cil de ladite ville de Montbleville le clamoient et disoient quil estoit lors; nous a la fin par le conseil des bonnes gens nous sommes apaisiez et accordé a ceulx de Montbleville dessus dict en la maniere que cy après s'ensuit, c'est a scavoir que lesdits manans de ladite ville de Montbleville cil qui sont manans et qui y venront manoir et leurs hoirs emportent a tousjours le boys deslez les champ de Montbleville et toutes les hayes qui sont esdictz champs jusques au ruissel de Escorchevache et en vient droict a la Neuf Veyart jusques au boys les couvens que nous les rassenames et droict jusqu'au ruissel devers Vaulx par devers Aspremont et jusques a la voye des chevalchiés et jusques aux tournelles qui sont faictes par devers le boys d'Escorchevache en telle maniere que nous ne nostre hoir ne pouvons ne devons jamais rien clamer en icelluy boys ne pour taillier ne pour houer ne pour faire vendange fors que

nous et nostre hoir avons nostre usaige pour le four de ladite ville et pour cosure pour les terres et pour les prez que nous avons ou ban de la dicte ville et debvons pranre pour ledit four et pour ladicte closture là ou les aultres preudhommes de ladite ville pranront en icelluy boys et ne debvons nous ne nostre hoir ledict boys faire de riens garder par noz sergens si ce n'estoit a la requeste de ladicte ville et y retenons la warde des gens forains par noz sergents et cely preudhomme de ladicte ville mectoient lesdits boys en warde ou en ban, cel que ly messiers de ladite ville y pranront il le repourtera au mayeur et aux eschevin de ladite ville et cez qui seront prins debvra cinq solz d'amende et ce il est de ladicte ville nous y aurons quatre solz et ladite ville douze deniers et ce ly messier y prent homme forain ly cinq solz seront entièrement a nous et peuvent ledict preudhomme de ladite ville mettre ledit boys en garde ou en ban toutes les foiz quilz voudront sans contredict de nous mais que nous n'ayons deffaulte por les usures dessus dites et esta scavoir toute la revenance dou boys dehors devisé, demoure a nous ou noz hoirs que cil de ladite ville n'y peuvent jamais rien reclamer ne leurs hoirs fors que le pasturage et boys vayré. En tesmoing de laquelle chose pour ce que ferme soit et estable nous avons fait sceller ces presentes lettres de nostre scel qui furent faictes l'an de grace mil deux cens quatre vingt et quatorze le jour de l'apparicion nostre seigneurs » ; — par l'adviz desditz de noz comptes avons ausdictz habitans ratifié et confirmé et par ces presentes rattifions et confermons ledit accort et appointement touchant ledict boys fait par ledict feu Comte Henry avec lesditz habitans estre valable selon sa forme et tenour pour diceluy user ainsy quilz et leurs predecesseurs ont fait du passé. Si donnons en mandement ausdictz president et gens de noz comptes, prevost, procureur et officiers de Varennes et Clermont et autres noz officiers qu'il appartiendra que de nostre presente confirmation fassent et souffrent les ditz de Montbléville jouyr et user plainement et paisiblement sans faire ne souffrir faire mettre ou donner aucun ennuy, destourbier ou empeschement au contraire, car tel est nostre plaisir. En tesmoing de ce nous avons a ces dites presentes signées de nostre main fait mettre et appendre nostre scel. Donnée en nostre ville de Bar le septième jour d'octobre l'an mil cinq cens et dix. Signé : Anthoine et scellé dung grand seal pendant a double queue de parchemin en cire rouge et sur le reply sont escritz ces motz :

Par monsieur le Duc, « les evesque et comte de Toul, senechal

de Barois grand maistre d'hostel, Présidens gens des comptes, lieutenant de bailly de Bar, procureur general de Barois advocat fiscal et aultres presens; Signé : du Pins Registrata = Alexandre P. Chasteauneuf.

Collation a esté faicte a son vray original escript en parchemin, sain et entier en escripture, signature et scel; ledit scel en cire rouge pendant en double queue de parchemin, mis dedans une boitte de fer blan caractère d'ung homme monté a cheval, tenant une espée en main et duquel l'inscription est telle : *Anthוניus Dei gratia Calabrie, Lotharingie Bar Gueldre dux Pontis-mousi Provence Vaudemont Comes* et est contre scellé dung cachet et se concorde de mot en mot a la presente par nous soubsignez notaires au bailage de Clermont demeuranz a Varennes le vendredy apres midy septièsme jour de septembre mil cinq cens quatre vingt et deux. Signé : le Gay et G. Warin.

Portejoye.

La presente collation a este faicte sur la coppie cy devant escripte en papier sain et entier en escripture et signature et se concorde de mot en autre par nous notaires soubsignez au baillage de Clermont demeurans a Varennes le vingt cinquiesme jour de janvier mil six cens et dix sept.

Portejoye.

Ponsardin.

(Archives Montblainville. Liasse Documents anciens).

**Confirmation des droits d'usage appartenant aux habitants
de Montblainville dans la forêt ducale.**

(9 avril 1626).

Charles, par la grâce de Dieu, duc de Lorraine, marchis duc de Calabre, Bar, Gueldres, marquis de Pont-à-Mousson, Nomeny, comte de Provence, Vaudémont, Blamont, etc.

A tous ceux qui verront ces présentes salut. Nos chers et bienaimés les habitans de Montblainville en notre Prévôté de Varennes, nous ont fait très humblement remontré que par Patente de *l'an mille deux cent quatre vingt quatorze*, il aurait plu a eux, le comte Henry de Bar que par Dieu aye en

gloire, leur faire don de la contrée ditte des *Bois Bâtis* contenant aprésent sept cent quatre vingt douze arpents quatre-vingt verges ou environ sous la faculté de pouvoir prendre en celle contrée tous les bois nécessaires pour la refection de ses pressoirs, four et moulin dudit lieu et a la réserve aussi l'affouage pour lesdits fours, et que par lettres de grâce notre très honoré seigneur et ayeul le duc Charles du dix septembre mil cinq cent soixante dix-neuf (1579) ils auraient été déchargés dudit affouage moyennant qu'un chacun conduit dudit village serait tenu de luy payer par chacun an *neuf gros* au jour de Noel, desquels octroy et concessions lesdits remontrants auraient non seulement jouis paisiblement et très comme il faut en bon père de famille, mais aussi de la permission a eux octroïé par le comte Henry de Bar, l'an douze cent quatre vingt quatorze (1294) et confirmé par patentes de feu et louable mémoire le duc Antoine du septième octobre mil cinq cent dix (1510) de pouvoir mener vaimpaturer leurs chevaux, beufs et vaches trayantes tout en non autres bêtes dans les contrées de l'Ecailllette et Taille le Loup dépendant de notre gruerie de Varennes en taillis et recrus de bois qui seront de défense et où lesdits bestiaux ne pourront faire aucun dommage à la recrue dudit bois. Et étant le tout jugé en défense par nos officiers de la gruerie, et ce dans la mi-carême jusqu'au dernier jour de septembre suivant, conformément aux patentes et règlements de notre chambre du Conseil et des Comptes de notre dit duché de Bar, intervenus le dernier janvier mil six cent dix-sept (1617). Dans lesquelles contrées ils sont aussi en possession de prendre et ramasser tous les bois vayrés et non vayrés qu'ils interprètent bois mort, sec, acablé et rompu, moyennant un bichet de Blé froment mesure de Grandpré par chacun conduit dudit village, et item nous faire pour chacun an, au jour de Saint Remy, pour reconnaissance de notre droit. Nous suppliant très humblement lesdits habitans qu'il nous plut les maintenir en la jouissance dessus octroïé et concessionné et leur y accorder nos lettres de confirmation requises à cet effet. — Sur laquelle requeste et supplication ayant trouvé bon, mandés à nos très honorés et féaux les présidents, gens du conseil et des comptes de notre dit duché, de reconnaître le mérite du tout pour nous en faire leur rapport que nous avons vu ce jour d'hui en notre conseil.

Savoir faisons que désirant traiter favorablement lesdits Habitans nos sujets avons pour nous et nos successeurs ducs de Bar

confirmé et confirmons par celles-ci, les droits octroy et concessions pour en jouir par eux et leurs successeurs habitants en la forme qu'ils sont cy dessus déclarés et le tout au contenu des lettres patentes et réglemens susdits qu'ils ont par devers eux et aux réserves et restrictions y portées.

Nous réservant par ces mêmes présentes pour nous et nos successeurs le droit de pouvoir prendre dans les bois dits bâtis cy-devant déclarés, tous bois nécessaires tant pour les réfections de nos pressoirs, fours, moulins et pour la forge que nous avons au lieu, ainsi que nous avons pu faire cy avant.

A charge et conditions expresse aux dits habitans de bien ménager les susdits bois et qu'il ne leur sera loisible avoir aucuns instrumens, haches ou sarpes dans lesdits bois des Ecaillettes et Taille le Loup y allant ramasser le bois mort, et ce à peine de confiscation d'iceux et d'amende contre les contrevenans, comme aussi de suivre et observer les ordonnances établies en nos grueries et à peine où ils contreviendraient aucune des conditions susdites de se voir priver du bénéfice des droits, privilèges et franchises dessus dites.

Et de toutes lesquelles et avant de jouir de l'effet d'icelles lesdits habitans seront tenus en corps de communauté d'y passer lettres de reconnaissance et obligation en notre dite chambre des Comptes avec Vidimus authentique, pour être le tout mis au trésor d'icelle et y avoir recours au besoin. Moyennant quoy mandons aux présidents et gens desdits comptes, Receveurs gruyers et contrôleurs de Varennes et a tous autres nos officiers, justiciers, hommes et sujets qu'il appartiendra, de faire et souffrir jouir lesdits supplians de l'effet des présentes, pleinement et paisiblement sans leur mettre ou donner, ny souffrir leur être mis ou donné aucun troubles ou empêchemens, au contraire.

Car ainsi nous plaît. En foy de quoy nous avons aux présentes signé de notre main, contresigné par l'un de nos secrétaires d'Etat audiencier, et ensuite fait mettre et apposer notre cachet.

Fait et donné en notre ville de Nancy le neuvième jour d'avril mille six cent vingt six. Signé, Charles, contresigné du seau du cachet susdit.

Plus bas est écrit :

Par son altesse sérénissime et trez Haut Comte de Tourniollles, Grand Maître de l'Hostel et Sur Intendant des finances, de Ligni-

ville, prévot de Saint-George de Vareannes, Bourgeois et Prud'hommes, maîtres des requêtes ordinaires et Remy, procureur général de Lorraine, présents.

SIGNÉ : Jamain, avec paraphe.

Sur le dos est écrit :

Et aujourd'hui vingt-troisième jour de février 1628, les lettres et placards de son Altesse d'autre part en lesquelles il aurait plu a sa ditte Altesse de confirmer aux habitans et communauté de Montblainville, les privilèges, franchises et immunités qui leur auraient cy devant été accordéez par nosdits seigneurs et prédécesseurs, ont été présentées, vues et lues de MM. les présidents, gens du Conseil et des Comptes du Duché de Bar et furent enthérinées selon leur forme et teneur, charges, conditions et réserves et restrictions y portées pour l'assurance desquelles les impétrants ont fourni lettres reversables et obligatoires avec Vidimus authentique et le tout mis au trésor de ladite Chambre.

Fait à Bar, les jours et an cy dessus, lesdits sieurs Maillet présidents, Bournous, Merlerat, Moulin, Lescamoussier, etc.

SIGNÉ : G. Maillot, avec paraphe.

(Arch. Montblainville. — Liasse Documents anciens).

Confirmation des Privilèges de la ville de Varennes.

*Extrait du registre du Greffe de la Maîtrise particulière
des Eaux et Forêts de Clermont.*

(3 novembre 1626).

Charles par la grâce de Dieu, duc de Lorraine, marquis de Calabre, Bar, Gueldres, marquis de Pont-à-Mousson et de Nomeny, Comte de Provence, Vaudémont, Blamont, etc.

A tous qui ces présentes verront. Salut.

Nous aiant nos chers et bien aimés les bourgeois de notre ville de Varennes, requis et supplié très humblement par requette à nous présentée de leur part qu'il nous plut de vouloir les maintenir et conserver à mêmes privilèges, immunités, franchises, droits, libertés et pouvoirs dont tant eux que leurs devanciers avaient jous très paisiblement sous les règnes de nos prédécesseurs ducs de Lorraine et de Bar, tels qu'ils se peuvent voir et reconnaître par

les chartes et documents qu'ils avoient nous fait présenter nomément et entre autres desdits droits ceux d'élection de la justice de Mairie, Echevinage, des Quarante jurés de la juridiction d'iceux, jugement de sentence, soit sur les mesus desdits *bois communaux*, rivières, des poids et mesures, façon de pain, et taxe d'icelui, affaurage du vin, tavernes et cabarets, et généralement de tous autres de ceux et octroient nos lettres de Confirmation.

Scavoir faisons qu'à ce favorablement estant reçue par une première et seconde fois en notre conseil, ladite requête avec le rapport sur icelle de nos très chers et féaux le président et gens de notre Chambre de Conseil et des Comptes du Barrois, suivant le renvoi qui leur en avait été fait et adressé ensemble, les Lettres patentes cy devant obtenues par les suppliants du feu duc Charles notre ayeul le *douzième de décembre 1576*, autres patentes de aussi par eux obtenues de Henry comte de Bar le jour de la fête de Saint-Luc (1441) *mil quatre cent quarante et un*, autres lettres et Placard obtenu du feu duc Henry, d'heureuse mémoire, notre très cher et très honoré oncle et beau-père qui soit en gloire, *du vingt-deux juin mil six cent dix neuf (1619)*.

Nous le tout bien et sérieusement entendu et considéré avons de grâce spéciale de notre certaine science, pleine puissance et autorité souveraine pour bonne et juste considération a ce nous mouvantes.

Confirmé et confirmons aux suppliants la Juridiction qui leur est attribuée par ledit feu duc Charles de la connoissance de tous mefets et délits qui se commettent dans *leurs bois communaux*, à charge de se conformer aux jugements qu'ils en rendront, aux ordonnances et règlements de gruerie, de ny faire ny souffrir estre fait aucun mesus ny commettre de aucun abus, à peine d'être privés tant de leurs dits bois communaux que de la juridiction en iceux et d'être réunis a la gruerie dudit Varennes, reserve aussi A. S. A. la faculté d'y (pouvoir) prendre Bois aux occurences qui se présenteront pour les entretenements et réfection de nos chateaux; maisons et usines et de donner tels règlements auxdits bois qu'ils se trouveront nécessaires pour la conservation d'iceux.

Confirmons pareillement, le droit à eux attribué par ledit Comte Henry de nommer et créer les Mayeur et échevins de Varennes pour chacun an le jour et fête de la Pentecôte sous les mêmes charges d'y pourvoir par nos officiers le lendemain au cas qu'ils auraient manqué ledit jour de procéder à la ditte élection, sans

qu'ils demeurent néanmoins privés du droit d'élection que pour l'année en laquelle sera tel manquement reuni, mais rentreront en l'exercice dudit droit l'année suivante.

Confirmons aussi le droit à eux accordé par le Duc Charles, de pêcher en la rivière de Varennes avec petit étiquet, petits filets dicts rassets, avec une palmeure pour prendre des loches, goujons et autres menus poissons de semblable espèce, tous autres engins, recz et filets leur étant interdits et défendus sous les peines portées par nos ordonnances, desquelles la connaissance appartient à nos officiers privativement des suppliants qui n'ont aucune juridiction sur la rivière, pour l'assurance de l'exécution de toutes lesquelles clauses, conditions et réserves, seront lesdits suppliants tenus de fournir lettres reversables et obligatoires en lesdites Chambres du Conseil et Compte de Barrois, par lesquelles ils seront obligés spécifier par menu toutes et un chacun les contrées de leurs bois communaux estimation et quantité d'arpents qu'ils contiendront avec Vidimus authentique desdites lettres de confirmation par eux obtenues pour être les dites lettres et obligations mises au trésor de laditte Chambre et y avoir recours quand il sera de ce besoin. Moienant quoi nous donnons en mandement à nos très chers et féaux les Bailly de Clermont, président et gens desdits Comptes du Barrois, procureur général dudit Clermont, prévot gruyer, receveur généraux et mayeur dudit Varennes, leurs lieutenant et substitut, et généralement tous autres, nos officiers, justiciers, vassaux, hommes et sujets, et à chacun d'iceux y connus, à lui appartiendra que des présentes nos lettres de confirmation, de leur contenu, bénéfice et effet, ils fassent, souffrent et laissent jouir et user librement pleinement et paisiblement les suppliants, sans ne leur faire mettre, ordonner ny souffrir ou permettre qu'il leur soit fait ni donné aucun trouble, ny ennuye, ni empêchement, au contraire, car ainsi nous plaît. — En témoin de quoy nous avons ces présentes signé fait mettre et posées en placard notre scelle. Données en notre ville de Nancy, le 3^e novembre 1626. Et plus bas est écrit, pour son Altesse les sieurs comtes de Tournelle, Grand Maître de l'Hotel, de Florenville, grand fauconnier, de Ligniville, Liégeois, Bailliny, Remy, procureur général, Bordin.

Et au dos desdites lettres est écrit ce qui suit :

Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à tous présents et avenir salut. Nos très chers et bien aimés échevins, H^{ts} et C^{ts} de notre ville de Varennes en notre notre Païs d'Argonne...,

nous ont fait remontrer que de tout temps et ancienneté le feu duc de Lorraine pour plusieurs grandes considérations leur avait accordé plusieurs beaux privilèges, franchises, immunités, droits et pouvoirs entre autres la juridiction et connoissance de tous crimes et délits qui se peuvent commettre dans leurs bois communaux, à la charge aux jugements qu'ils en rendraient de se conformer aux Règlements, Ordonnances de gruerie et de ne souffrir être commis aucun abus ny malversation sous peine d'être privés de leur bois et juridiction en iceux et être renvoyé en la gruerie dudit Varennes s'estant lesdits Ducs réservés les Bois nécessaires pour l'entretienement et réfection de leurs chateaux, maisons et usines et de faire tels réglemens pour la conservation desdits Bois qu'ils jugeraient à propos. Leur ayant lesdits Ducs donné en outre le droit de nommer et élire le mayeur et échevins de ladite Ville de Varennes pour chacun an le jour de la fette de Pentecote sans aucune remise, sinon et à défaut de ce faire le dict jour qu'il serait procédé à ladite élection le lendemain par les officiers desdits Ducs sans néanmoins être les habitans privés du droit que pour l'année en laquelle ils auraient manqué et en outre le droit de pêcher dans la rivière dudit Varennes, avec petit étiquet, petit filet dit raset avec une palmeure pour prendre les loches, goujons et autres menus poissons de semblables espèces, tous autres engins, retz et filets leur aïent été défendus, sous les peines portées par les ordonnances desdits Ducs dont la connaissance appartient à leurs officiers privativement auxdits Habitans qui n'ont aucune juridiction sur la rivière, a la charge de fournir par lesdits habitans, lettres de déclaration en la chambre du Conseil et Comptes de Barrois, contenant les contrées de leurs dits Bois communaux situation et quantité d'arpents et copie dûment collationnée de leurs lettres et privilèges par eux obtenues pour être mis au trésor de ladite chambre et y avoir recours quand le besoin sera. Lesquels privilèges lesdits Ducs ont confirmé et approuvé de tous temps par plusieurs de leurs lettres registrés au conseil et chambre des comptes du Barrois, même par le duc Charles, le 3 novembre 1626, desquels lesdits Habitans ont toujours paisiblement jouis, maintenant que lesdits Duché et Comtés sont reuni à Notre Couronne et que lesdits Habitans sont aprésent sous notre obéissance, craignant que pour n'avoir depuis notre avènement à notre dite couronne obtenus nos lettres de confirmation et aiant par le malheur des guerres perdus tous leurs anciens privilèges, même ceux spécifiés par lesdites lettres qui leur restent et

qu'ils ont pu conservés, nos officiers ou autres voulant lesdits troubler en iceux ils nous ont très humblement supplié lesdits leur vouloir accorder. Scavoir faisons, qu'après avoir fait voir en notre conseil lesdites lettres de confirmation dudit Duc Charles du 3^e novembre 1626, cy attachées sous le contre scel de notre Chancellerie, désirant favorablement traiter lesdits Habitans pour lesdits obliger se maintenir en l'obéissance et fidélité qu'ils nous doivent. Leur avons de l'avis de la Reyne Régente nostre très Honorée Dame et Mère de notre grace spéciale, pleine puissance et autorité roïalle, continué, confirmé et approuvé, continuons, confirmons et approuvons tous et chacun, les privilèges, franchises, immunités, libertés, droits et pouvoirs cy-dessus déclarés pour en jouir par eux et leurs successeurs plainement, paisiblement et perpétuellement aux charges, clauses et conditions portées par lesdites Lettres dudit duc Charles tout ainsi qu'ils en ont et dûment jouis et usés, jouissent et usent encore aprésent, Sy Donnons en mandement à nos amés et éaux conseillers, les gens tenant notre cours de Parlement de Metz et Chambre de notre Comté de Barrois, Grand maître Enquesteur et Général de nos Eaux et forêts, maîtres particuliers et autres officiers de nos Eaux et forêts, et tous autres qu'il appartiendra, que ces présentes ils fussent requis et du contenu en icelles ils souffrent et laissent jouir lesdits Habitans plainement, paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements au contraire. Car tel est notre plaisir, et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel, à cesdits Présentes. Sauf en autres choses, notre droit en toutes. Donné à Paris, le 7^e jour du mois d'aouût L'an de grâce mil six cent quarante-cinq. Et de notre règne le troisième. Signé sur le repply, pour le Roy, la Reyne régente sa mère présente. Signé de Lausmeny et scellé au grand sceau de cire verte.

Au bas est écrit ce qui suit :

Registré ce quinzième février 1646. Et arrêté lesd^{es} lettres rendues à François Maupassant, mayeur de Varennes. Leur mayeur auquel a été baillé acte de l'enregistrement Lequel a signé. Signé enfin — Maupassant avec paraphe.

Délivré par G^{de} Eaux et forêts, 8 janvier 1728.

Délivré à Boulhant maire, 4 juin 1781.

(Archives Varennes, carton 6).

**Vidimus et Reversalles passées par les gens de Justice de Varennes,
des lettres confirmant leurs privilèges de juridiction.**

(1627, 21 octobre).

Vidimus et reversalles passées par Jean Barborin, mayeur, les eschevins de la mairye de Varennes et partye des quarante jurés dudict Vareynes et Jean Bricquenay, procureur sindicque de la communauté dudict lieu, tant en leurs noms que de tous les autres bourgeois et habitans d'icelle communauté, ayant charge et pouvoir d'iceux ayans esté assemblés a cest effect en corps de communauté, des lettres par lesquelles S. A. le III^{me} novembre 1626 avait confirmé aux bourgeois et habitans de la ville de Varennes la juridiction qui leur fut attribuée par lettres du duc Charles son ayeul du XII^{me} septembre 1573, de la cognoissance de tous mefaits et délicts, qui se commettent dans leurs bois communaux, à charge de se conformer aux jugemens qu'ils en rendront, aux réglemens et ordonnances de gruierye, de ny faire ny souffrir estre fait aucun méfait ny commettre aucun abus, à peine destre privés tant de leurs dicts bois communaux que de la iurisdiction en iceux et destre réunis à la gruyerie de Varennes, réservé aussy a S. A. la faculté de prendre bois occurences qui se présenteront pour les entretenemens et réfections de ses chasteaux, maisons et usuynes, et de donner ausdits bois tel règlement qui se trouvent nécessaire pour la conservation d'iceux et confirme pareillement le droict, qui leur est attribué par les lettres de Henry, comte de Bar, du jour de Sainte Luc 1441.

« Confirme aussy le droict a eux accordé par ledict duc Charles, de pescher en la ripvière dudict Varennes avec petits ethicquets, petits filets dicts rassets avec une palmeure pour prendre des loches, gouvions et autres menus poissons de semblable espèce, tous autres engins, rêts et filets leur estant interdits et deffendus soubz les peines portées par ses ordonnances, desquelles la cognoissance appartient a ses officiers privativement desdicts de Varennes qui n'ont aucune iurisdiction sur la ripvière : leur enjoinct de fournir une déclaration par le menu de toutes les contrées de leurs bois communaux, en suite de quoy dans les reversalles ils déclarent que leurs bois communaux sont tout en une pièce contenans huit cent arpens ou environ, commençant sur les périères de Varennes au chemin de la Chalaide du costé du midy lizérant les terres

et près de Boureulles, iusques au jardinnet, bois de la seigneurie de Boureulles, remontant le long du Chemin royé dudict jardinnet iusques a la Seiche-Coigne, de la du costé d'occident alant au chemin de la Haulte-Chevaulchié, royé des bois de la gruerye de Vienne-le-Chastel iusques a la Gruerye de S. A. *vers la vieille grange*, de là retournant du costé du septentrion royé la dicte gruyerie alant au bois des four deppendant de la dicte gruerye et descendant jusque pres des Escomportes et de la retournant du costé d'orient, lizérant les terres et prés des Escomportes et de Varennes, traversant les chemins d'Aultry et de la Vieille Grange, des chastel Charlemaigne et des périères iusques au chemin de la Chalaide. Dans les mêmes reversalles est inséré le décret du xnr^e febvrier 1627, par lequel sur les remontrances desdits habitans, elle défend a ses gruyers et autres officiers de sa ville de Varennes de faire prendre, marquer et délibérer aucunes pièces de bois des bois communaulx de la dicte ville, pour subvenir aux réfections de ses chasteaux, maison et usuynes (nestoit qu'il y eust du péril au retard et que l'on ne peust y promptement pourveoir d'ailleurs, que par ordonnance de la Chambre al aquelle est mandé d'en user comme cuydront) pour le plus grand mesnage et la considération des bois et soulagement desdicts habitans, etc..., le xxi^e octobre 1627, à Varennes.

(Arch. départ. de la Meuse. B. 261, f^o 989. — Texte communiqué par M. le Chanoine Aimond).

Partage des bois d'entre les communautés de Cheppy et Véry.

(22 juillet 1557).

L'an mil cinq cents cinquante sept, le vingt deuxième jour du mois de juillet de la part des Manans. Et habitans de Verry ès pré-voté de Varennes auraient esté exhibé à nous Blaise Prud'homme, licencié èz loys, conseiller de notre souverain seigneur auditeur des Comptes de Barroys et Lieutenant général au Baillage de Clermont. Et Didier Dupuis aussi conseiller de notre souverain seigneur auditeur et Greffier desdits comptes. Certaine requette par eux présentée à Monseigneur le Comte de Vaudemont, tuteur et administrateur des Corps biens et Pays de notre dit souverain seigneur et trois décrets par eux obtenus sur Icelle le premier de Mondit sei-

gneur de Vaudemont et Les deux et Trois de Messieurs Les présidents et Gens du Conseil des Comptes du Barrois avec une commission de nos dits sieurs des Comptes en date du huitième jour du mois de May dernier passé, à nous adressés desquels requette décrets et commission la teneur s'en suit.

A Monseigneur, Monseigneur le Comte de Vaudemont Tuteur., etc... vous représentent humblement. Les manans et habitans du village de Verry prévoté de Varennes, Baillage de Clermont que dès long temps les Feus Ducs de Lorraine vos prédécesseurs a qui Dieu fasse paix auraient donné au habitants de Cheppy et aux supplians tous Bourgeois et sujets de notre souverain seigneur, Le Duc votre neveu, quelque quantité de Bois de haute futaye pour leur usage tant pour maisonner que pour leur chauffage : pour la garde et deffense desquels bois y a certain nombre d'entre eux qui par chacun an sont élus pour cognoistre Et juger des amendes, dommages et intérêts qui se commettent es dits Bois lesquels jusque à huy sont demeuré indifféremment et généralement communs pour tous usages entre eux. Ce qui tourne auxdits habitans de Verry supliants à grand préjudice et dommage pour ce que depuis un grand temps que Eux et aux dits de Cheppy fut fait la ditte donation ny avoit esdits lieux de Verry et Cheppy que bien peu d'habitans signammen audit Cheppy et netoient les bois de si grande estimation et valeur qu'ils sont à présent même depuis environ vingt ans que Lesdits Bois sont venus en plus grande valeur et estimation, plusieurs gens de pays étrangers comme de Troyes Champagne et d'ailleurs pour jouir du droit privilège Et Usage des dits Bois, sont arrivés Et arrivent encore tous les jours en demeurence audit Cheppy davantage que audit lieu de Verry. Lesquels étrangers pour quelque peu de temps qu'ils sont demeurés audit lieu de Cheppy dissipent et ruynent beaucoup lesdits bois. Mesme aucuns en font coustume et érigent nouveaux bâtimens qu'ils laissent imparfaits, les autres vendent les bois qu'ils disent et semblent apprêter pour batir et les autres vendent leurs dits batimens incontinent qu'ils ont faits, en prennent l'argent et s'en vont en demeurence à aultre part, ce qua esté le grand destriment desdits bois et usages et seront encore à l'avenir contre le gré et volonté desdits remonstrans. A quoi ils observeroient très volontiers et garderoient lesdits Bois Bastils à l'advenir pour leur part sans les ruiner si à telles fins que de droit il fut permis à eux poursuivre la séparation et division des choses qui sont communes comme sont lesdits bois entre eux

et les habitants dudit Cheppy et que seront leur grande commodité et utilité mesme de nostre souverain seigneur à l'advenir si lesdits bastils étoient partagés et séparés entre eux remonstrans et lesdits habitants de Cheppy.

Supplient humblement qu'il vous plaise leur permettre poursuivre la division et séparation desdits bois bastils contre lesdits habitans de Cheppy et ordonner à Monseigneur le bailliy de Clermont ou son lieutenant audit lieu que avec les parties qui seront à convenir et à appeler juridiquement soit procédé au partage et division desdits bois en gardant les droits de N. S. Seigneur sur ce et leur fasse et administre bonne et brève justice et vous ferez chose équitable, lesdits remonstrans prieront Dieu pour vous.

Nous aians entendu le contenu de la présente requette, la renvoyons à nos très chers et très feaulx conseillers les présidents et gens du Conseil des Comptes de Bar auxquels mandons entendre le contenu en icelles et les lettres de concession faites par nos prédécesseurs ducs de Lorraine, que Dieu absolve, aux habitans de Cheppy supplians de quelques quantités de bois de haute futaye pour leur usage dont plus ample mention en est faite en ladite requette sauf après y donner la provision par Eux telle qu'ils trouveront convenable et à raison appartenir de ce faire leur avons donné et donnerons plein pouvoir puissance autorité et mandement espécial par cette — Expédiée à Nomeny le vingt huitième jour d'avril mil cinq cents cinquante six, signé : Nicolas. Et pour secrétaire Blansenons, Messieurs du conseil et des comptes du duché de Bar pour satisfaire au décret de Monseigneur de Vaudemont sous la requette escrite en l'autre feuillet ont envoyé icelle à leur confrère Maitre Blaise Prud'homme Lieutenant Général de Clermont auditeur desdits Comptes Et au prévôt de Varennes pour par eux voir et entendre le contenu esdites Lettres de octroi de concession y mentionnés à ce d'en faire rapport. Et avertis Lesdits sieurs amplement ensemble de leur avis sur ce que les supliants requierent afin d'y estre par après ordonné ce que de raison suivant le Mandement que lesdits sieurs en ont par ledit décret fait audit Bar *Le dernier jour d'avril Mil cinq cents cinquante six que René Boudet président* Philbert Prud'homme François Aurilleau. Tous auditeurs Et Moy souscrit aussy auditeur Et Greffier desdits comptes avons signé D. Dupuis.

Messieurs les présidens et Gens du conseil des comptes du compté de Bar qui ont veu la requette ci attachée sous le cachet de laditte

chambre présents de la part des manans et habitans de Verry à Monseigneur le comte de Vaudemont tuteur et admin. des corps biens et pays de notre S. Seigneur Monseigneur le Duc. Le decret de Mondit seigneur de Vaudemont au bas d'Icelle portant pouvoir auxdits sieurs des Comptes de donner provisions telle qu'ils trouveront convenable et à raison appartenir sur le contenu en laditte requette autre décret desdits sieurs des comptes mis au bas et d'autre part de celui de Mondit seigneur de Vaudemont par lequel lesdits sieurs des Comptes ont renvoyé ladite requette à Clermont vers Maitre Blaise Prud'homme Lieutenant Général au baillage de Clermont. Et au prévot de Varennes pour entendre le contenu en icelle requestre veoir les Et Lettres des octroyes et permission ymentionnées et d'en faire rapport et avertir amplement lesdits sieurs Ensemble avoir leur avis sur ce que Lesdits supplians Requièrent afin d'en Etre par apres ordonne et qu'avisera notre dit seigneur et rapport sur ce fait par notre dit confrère Et ledit prévost de Varennes, même le procès verbal de leur besogne et de la procédure faite pardevant Eux par lesdits supplians et les habitans de Cheppy contenant entre aultres choses plusieurs déclarations et confessions soumissions et consentement respectivement faits par lesdits de Verry et Cheppy et tout ce qui faisait avoir et considérer en cette partie Ont ordonné et ordonnent en vertu du pouvoir à eux donné par notre dit seigneur de Vaudemont tuteur que suivant le consentement desdittes parties, lesdits bois bâtis amplement spécifiés esdittes requestres et procédure seront partagés et divisés également à frais communs entre lesdits habitans de Verry et Cheppy par deux desdits sieurs des Comptes qui seront cejourd'huy daté de cette ou cy après par eux commis moitié desdits bois auxdits habitans de Verry et l'autre moitié auxdits habitans de Cheppy aux charges et conditions, que nonobstant ledit partage les grasses et vaines pâtures seront et demeureront communes auxdits de Verry et de Cheppy tout ainsi qu'elles ont été en passé et que la juridiction connaissance procédure. Et jugement des abus et dégats qui seront commis cy après par quelque personne que ce soit d'indifféremment Bourgeois ou forains au dedans de la part et portion qui adviendra cy après par le dit partage aux dits habitans de Verry seront traittez et faite par devant et par les quatre hommes du Bois Elus par les dits de Verry et réciproquement. Les juridictions connaissances procédures et jugement des abus et dégats qui seront commis au dedans de la part et portion des bois eschéant par ledit partage aux

dits de Cheppy seront traittez et faitte au dit Cheppy par les quatre hommes du bois choisis et élus par les dits habitants de Cheppy sans ce que lesdits juges dudit Cheppy ayent aucune Juridiction sur la portion des dits Bois afférante aux dits de Verry, ny semblablement ceux dudit Verry sur la portion des dits de Cheppy les interets des dits abus et dégats demeurant à ceux dud. Verry seuls. Et pour le tout quant ils seront faits sur les dittes portions et en semblable aux dits de Cheppy s'il survient à la leur et si il advient cy après que lesdits habitans de Véry et Cheppy mettent en Ban ou en taille pour le tout ou partie des dits bois. Ils seront tenus respectivement laisser aux autres à scavoir lesd. de Verry aux dits de Cheppy et lesd. de Chep. auxd. de Véry un chemin pour meiner et conduire leurs bêtes aux Bois batis de Montfaucon et aultres desquels ils seront usagiers, le surplus de ce qui sera expédient Et concernant le fait des dits partages demeurant aux modérations et jugement desdits Commissaires fait et expédié en la chambre des dits comptes à Bar Le septième jour de May Mil-cinq cents cinquante sept. Le président Maitre Philippe Preud'homme, Blaise Preud'homme, Jean de Rozierre, Loys de la Mothe, maistre aux requestres, Christophe Merliet, Renauld; Colson, François Malot, Jacques Drouin. Tous auditeurs et Moy Didier Dupuis aussi auditeur et greffier des dits comptes présents, signé : Dupuis.

Les présidents et Gens des Comptes du duché de Bar à nos très chers frères et co-auditeurs maitre Blaise Prud'hommé Gruyer, Receveur général au baillage de Clermont auditeur des Comptes Et Didier Dupuis aussi auditeur et Greffier des dits comptes salut. Nous à la requeste des habitants de Verry nous avons commis et députez comme tous et députons pour faire le partage et divisions des Bois qui étaient communs à Eux et aux habitans de Cheppy y faire asseoir bornes et limites et séparations appelés avec nous à ce faire les prévosts gruyers, clerc juré de Varennes et les dittes parties présentes ou appelées ou les commis de leur part Et aussi ordonner sur le fait des reprises qui se feront es dit bois contre les mesuseurs de la connaissance, juridiction et iudicature d'icelle respectivement de la partie et contrée desd. Bois que par le dit partage et division sera et appartiendra à chacun d'icelles parties, le tout selon l'accord et consentement de ce donné par icelle parties et passé entre elles En présence de Mons Lieut. de maire Jean Déjardin Prévot de Varennes, ainsy qu'il est amplement con-

tenu au procès-verbal qui en a été fait Et dont avons lu le rapport de ce faire dons en avons donné et donnons pouvoir et commission pour le bien et soulagement desdittes parties mandons ordonnons à tous officiers hommes et sujets de notre Très redouté Souv. seigneur Mons^e le Duc, avons en ce faisant obéir et diligement entendre. Donné en la chambre desd. Comptes sous le cachet d'Icelle en placard et seings manuels de nous Cy mis de notre ordonnance le 8^e jour du mois de May Lan *mil cinq cents cinquante sept*, signé : Aurillot et requis que suivant lesdits derniers decrets et commissions desdits sieurs des Comptes, nous voulussions procéder le plutôt que commodément pouvons aux partage et division des bois bastils communs entre eux et les habitants de Cheppy. Ce que accordé nous aurions fait Le 27^e jour du mois de Juillet et pour mieux y procéder aurions cedit jour mandé Nicolas Chardin et Claude Chardin frères et arpenteurs jurés pour venir le lendemain vers nous au dit Clermont pour en attendant l'assignation donnée afin de besogner audit partage arpentée Et mesurer les dits bois et Ledit jour de lendemain 28^e dudit mois aurions ordonné audit Nicolas Chardin et Claude Chardin arpenteurs et Jean Fournier maître forestier de la Gruerie de Clermont et expres appelé et venu vers nous audit Lieu de se transporter incontinent auxdits Bois bâtis, les arpenter mesurer aviser à leur loyauté et conscience comment ils se pourraient partager et diviser également ce qu'ils nous auroient promis par leurs serments et assuré faire, et le 25^e dudit mois de Juillet aurions..... nos lettres de commission auxdits habitans de Verry pour faire appeler à comparoir pardevant nous au 27^e jour dudit mois six heures du matin Les manans Et habitans de Cheppy en l'hotel et domicile de Thierry Baron et chatelain de Varennes et demeurant audit Varennes pour voir par nous procéder à l'exécution de notre commission pour laquelle vaquer nous serions le 26^e dudit mois environ les deux heures de relevés parti dudit Clermont et allez audit Varennes en Châtel dudit Baron ou étant le 27^e jour dudit mois de juillet à ladite heure de six heures du matin Lesdits habitans de Verry comparants par Jacquemin Ponsignon mayeur dudit Verry et Didier Lambinet demeurant audit Verry et lesdits habitants dudit Cheppy adjournei par Thiéry Brouillard sergent audit baillage comparants et Jacques Ponsardin lieutenant de Mayeur, Jean Herbin et Didier Jeanjean demeurant audit Cheppy nous auroient déclarés que depuis l'impétation et octroy de nos Lettres de commission ils avoient convenus et accordés entre eux

pour obvier à la procellation desdits partages et division desdits Bois bâtis que lesdits Nicolas Chardin et Claude Chardin et Jean Fournier les arpenteroient et diviseroient et feroient les formes des bornes nécessaires à planter pour l'assurance desdits partages et que lesdits de Verry auroient pour leur part les bois qui seront de leur coté et plus prochain d'eux. Et lesdits de Cheppy réciproquement leur part desdits Bois qui sont plus prochains d'Eux du coté de Vaucois requérant que nous voir mettre lesdits bornes nous voulussions ce même jour aller auxdits Bois Bâtis ce que nous aurions fait Environ l'heure de Midy. Et Illecque lesdits de Verry et Cheppy comparant comme dessus pardevant nous auroient persévére audit accord Et pour plus grande connaissance et assurance desdits Partage et division fait mettre et asseoir en note présence par lesdits Chardin Et Fournier Onze Bornes faisant séparation de leurs dites Portions à eux afférantes par ledit partage à sçavoir six entre les terres labourables de la Neuve Grange et les Bois situés au dedans desdits Batis — communement dit et appelé le Rondbois appartenant aux vénérable Chapitre et Chanoines de Montfaucon. La première d'Icelle six bornes mises en ligne droite Et quarrées sur lesdites terres de ladite Neuve Grange en lieudit Lapannièrre et les autres desdits surcontinuant et retirant en ligne droite au dessous de la fontaine de Baussogne, près dudit Rondbois, les dites six bornes à ce moyen apposées depuis laditte première mise en lieudit de la pannièrre jusqu'au dit Rondbois et les cinq autres auraient été mises et apposées depuis ledit Rondbois. La première desdits cinq au lieudit en la taille des Louchettes, versaines Demoncourt au-dessous de la maison de Maulfroy ¹ en tirant en ligne droite sur les versaines au dessous de la Maison de Maulfroy lesquelles bornes apposées aurions ordonné que tous lesdits habitants de Verry et Cheppy ou la plus grande et saine partie d'Iceux comparaitroient en personnes ou par procureur spécialement fondé par devant nous le lendemain 28^e dudit mois, six heures du matin sur laditte première borne posée joignant lesdites terres labourables de ladite Neuve Grange pour dire ce que bon leur semblerait sur la position d'Icelles Bornes et partages desdits Bois ad ce d'y estre par nous ordonné ce que de raison. Lequel appointment donné serions allés au greffe dudit Varennes. Et ledit jour du lendemain environ les six heures du matin serions retournés esdits bois bâtis au lieu de

1. Ces lieux dits existent toujours dans les bois communaux de Véry et de Cheppy.

laditte première borne et plantée près des terres labourables de ladite Neuve Grange ou Etant lesdits habitants de Verry et Cheppy comparants par devant nous à scavoir lesdits de Verry.

(Enumération des noms des comparants).

Tous demeurant audit Verry, Et les dits de Cheppy.

(Enumération des noms des comparants).

Tous demeurant au dit Cheppy se disant estre et représenter la plus grande et la saine partie de tous les manans et habitants desd. villages de Cheppy et Verry avons conduits et menés yceux habitants de Verry et Cheppy du long des dittes Bornes et leur montré une chacune d'Icelles commençant à lad. première Borne apposée joindant lesd. terres labourables de lad. Neuve Grange Et continuant jusqu'à ladite dernière Borne apposée du coté près desd. versaines d'Avaucourt au dessous de lad. Maison de Maulfroy Et ayant traversés les di Bois batis selon l'assiette desd. Bornes avons requis Lesd. habitants de Verry et Cheppy de déclarer s'ils voulaient et entendaient persévérer aud. accord aquoy lesd. habitants de Cheppy auroient répondu que tous les partages devoient estre égaux et nentendaient persévérer aud. accord fait audesçèus de leur communauté par aucuns particuliers d'entre eux parce que lune des dittes portions desd. Bois excédoit en qualité et quantité de quarante-cinq arpens ou plusque lautre en laquelle ny avoit sy grande abondance de chesnes quen celle desd. de Verry demandoient leur estre donner et pour mieux entendre l'inégalité de ladite division offroient donner cent francs pour une fois aux dits de Verry et qu'ils leur baillassent le choix desd. deux portions de Bois et si ils ne vouloient accepter leurs offres ils insistaient ad ce que les lots fussent gettés aux charges et Conditions et modifications amplement especifiés audit dernier decret de nosdicts sieurs des Comptes donné ledit septieme jour de May et en oultre que lesdits de Verry et Eux ne pourroient *mettre à ban* leur portion afférante esdits Bois bâtis en totalité ou partie sans délaisser un chemin aux habitants dudit Montfaucon et autres leurs voisins qui avoient usages esdits Bois pour mener pasturer et paissonner leurs bestiaux esdites contrées desdits Bois Bâtis qui ne seroient mises *en Ban* tant de la part desdits de Verry que desdits de Cheppy affin d'obvier que si lesdits chemins étaient clos ils ne voulussent priver lesdits de Verry et Cheppy du droit d'usage, passage qu'ils ont d'accoutumance à

leurs Bâtis. Et par lesdits de Verry a été dit que ledit accord ne pouvait ou devoit estre retraits, parce qu'il avoit été fait par devant les prévôts et Clercs Jurés dudit Varennes pouvoir leur étant accordé et par ceux choisis et élus de la part desdits de Cheppy pour vaquer audit partage. Lequel partage avoit esté fait par lesdits — Chardin et Fournier pour ce faire, étant nommés par lesdits parties d'un commun accord donné, après lequel partage lesdites Bornes avoient été le jour précédent mises et apposées de la part et du consentement desdits parties et ne faloit trouver étrange si en la portion de leur dits Batis située du coté dudit Verry et Montfaucon lesdits arpenteurs avoient mis les quarante cinq arpens ou plus grande quantité de Bois qu'à celle seiturée du coté dudit Vaucois et de la Neuve-Grange à raison que ladite portion seituée du costé dudit Vaucois et Laneuve Grange tenoit ensemble et en étoit le terroir fort fructueux Et au contraire celle assise du costé de Montfaucon et Verry n'étoit ains séparé en divers lieux et sy en avoit grande quantité en querelle et debats de long Temps avec lesdits habitans de Montfaucon.

Surquoy ayant ouï amplement lesdits de Verry et Cheppy et prévot et clerck Juré de Varennes et lesdits arpenteurs par serments qui ont dit et affirmé par leursdits serments à scavoir lesdits prévost et clerck Juré ledit accord avoir été fait selon que lesdits de Verry le proposaient par lesdits Elus de leur part Et ceux choisis par lesdits de Cheppy pour vaquer audit partage. Et lesdits arpenteurs avoir justement, également et en leur conscience partagé et divisé lesdits bois Bâtis selon l'assiette desdits Bornes et qu'ils avoient, etc..... à Mettre environ quarante cinq ou quarante sept arpens de Bois à la portion située du costé desdits Montfaucon et Verry plus qua celle du Costé desdits Vaucois et Laneuve Grange par les raisons mises avant par lesdits de Verry; aurions après que lesdits de Verry et Cheppy nous auroient déclarés qu'ils entendoient garantir aulcunement Lun et Lautres les portions desdits bois qui leur échoiroient par lesdits partages et divisions ains. Les prendre à toutes charges, ordonné que lesd. de Verry accepteroient les offres desd. de Cheppy ou à leur choix uroient icitez à nous présenter les Lots des diverses parts et portions n'est que lesd. de Verry voulussent Bailler cents francs auxd. de Verry payables le Lundi d'après la feste de tous les saints Mil cinq cents cinquante sept réduit d'iceux cent francs et précomptés les frais faits et à faire desd. partages pour le regard desdits de

Cheppy auquel cas lesd. de Véry-auraient pour leur part desd. bois la portion d'iceux située du côté desdits lieux de Verry et Montfaucon et lesd. de Cheppy celle seituée du côté de Vaucois et la Neuve Grange. Et notre quel présent appointement et ordonnance Les dits de Verry auraient offert donner les dits cent francs auxd. de Cheppy selon que dit estre à charge que lad. portion de bois par eux prétenduë et requise leur demeurerait. Ce que lesd. de Cheppy auroient acceptés et consentis et à ce moyen aurions ordonné que ladite portion desd. bois située du Côté desd. lieux de Verry et Montfaucon et iusque aux dittes Bornes seroit et demeureroit perpétuellement et à toujours aux dits de Verry et à leurs successeurs habitans dudit lieu. Comme à eux appartenant et escheux par ledit partage et semblablement seroit et demeurerait aux dits de Cheppy à leurs successeurs, Et habitans dudit lieu l'autre portion de bois seituée du Côté dudit Vaucois et de la Neuve Grange selon les divisions ci-dessus pour lesd. portions jouir par lesd. parties et leurs successeurs respectivement aux charges, conditions et modifications cy devant déclarés. Et spécifiées au présent procès-verbal, même audit décret desd. sieurs des comptes fait led. septième jour de May et aussi que lesd. habitans ne seront tenus aucunement garantir les uns aux autres les portions adférentes par lesdits partages en quelque sorte et manière que ce soit tant pour procès meu et à mouvoir pour raison du droit de la propriété et usage desd. bois comme autrement aquoy lesd. habitans de Verry et Cheppy ont volontairement acquiesés. Le tout fait par nous commissaires ci-dessus nommés les jours et an que dessus en présence desd. prévots et clerc juré de Varennes Ad ce par nous appelés en tesmoings de ce nous avons signés notre procès-verbal de nos seings manuels et scellé de nos sceaux Le dit 28 j. de juillet Mil cinq cent cinquante sept. Signé : Prud'homme et Dupuis, scellés en deux sceaux sur cire rouge de notaires, signé : Jean Desjardins Collation faite à l'original des Lettres de partages ci-dessus transcrites par nous notaire au baillage de Clermont.

Signé avec paraphe Preud'homme, Dupuis, Lestaudins.

(Archives communales de Véry. Liasse non classée).

**Donation au grand Condé des Comtés de Clermont,
Stenay, Dun et Jametz.**

(Décembre 1648).

Louis par la grace de dieu Roy de france et de Navarre; A tous presents et avenir Après avoir reconnu comme nous faisons du plus profond de nôtre Cœur que nous tenons de la Bonté et Toute puissance divine Les prospéritées insignes et les avantages notables que Nous avons recus depuis nôtre avenement à Cette Couronne, Nous estimons qu'il n'y a rien de plus convenable que d'en faire paroître nôtre ressentiment envers Ceux qui par leur vertu et leur affection au bien de notre service en ont été les ministres. Sur ce fondement nous ne pouvons assez à nôtre gré tesmoigner l'estime que nous faisons de la personne de Notre très Cher et très amé Cousin Le prince de Condé premier prince de Notre Sang premier pair et Grand Maitre de France gouverneur et Notre Lieutenant General en nos provinces de Bourgogne Bresse et Berye ni Lui donner une assez digne Récompense eu égard à La grandeur des services qu'il nous a rendus et à Notre État, les victoires qu'il a remportées ayant Le Commandement de nos armées contre Celles de L'empereur et du Roy Catholique et des Princes leurs alliés ennemis déclarez de Cet État, les places qu'il a conquises sur Eux et de tous les bons succez dans les emplois que nous Lui avons donnés, ont esté suivis, ont élevé la réputation de nos armes a un si haut point de gloire que par son moyen elles ont été rendues redoutables ainsy que victorieuses jusqu'au cœur de l'Allemagne et des pays où depuis plusieurs siècles Celles des plus grands Roys nos prédécesseurs n'avoient pu parvenir, si Bien que les maux, les confusions et les désordres de la guerre ont été éloignés de Notre Royaume et portés dans les états des princes qui se sont engagés a des intérêts contraires aux nostres dont la suite a été telle que les dommages qu'ils ont soufferts et la crainte de les voir augmenter par la force de nos armes dans la poursuite de nos justes desseins les ont fait penser a les éviter en se réduisant aux termes de la raison dont nous avons tout sujet d'espérer de recueillir des fruits si avantageux pour cette Couronne qu'ils ne seront pas moindres que d'y voir unir des provinces entières et de rétablir une paix universelle dans la Chrétiennté et surtout un repos glorieux et assuré pour ce

Royaume. Et Comme les qualités de la personne de nôtre dit Cousin répondent à la grandeur de sa Naissance ayant l'honneur de Nous toucher en un prochain degré de parenté Il n'a pas donné des preuves moins considerables de sa capacité et de sa prudence dans nos Conseils et dans nos affaires que de son courage et valeur dans les armées et dans la guerre ; ayant ressenti combien ses prudents et sages avis nous ont été utiles depuis qu'il occupe la place de Chef de nôtre Conseil en l'absence de nôtre Très cher et ami oncle le duc d'Orléans et qu'il en fait les fonctions au lieu de feu nôtre Très cher et Très ami Cousin Le prince de Condé son père duquel durant le cours de sa vie cet Etat a semblablement reçu de si grands et notables services dans les occasions et les affaires les plus importantes et même dans les premières années de nôtre Regne que nous estimons encore être obligés de témoigner au Public le souvenir que Nous en conservons et de les reconnaître envers ceux de sa maison, et particulièrement à l'endroit de Notre dit Cousin Le Prince de Condé d'apprésent qui en est le principal ornement et appuy : C'est ce qui Nous a donné sujet de porter nos pensées a donner un accroissement considérable à l'établissement qu'il possède dans notre Royaume en biens, charges, et gouvernement en Le gratifiant de quelques terres, seigneuries et places sachant que nous ne pouvons faire du bien ni confier la conservation de nos places et la conduite de Nos sujets a personne qui ayt merité davantage de Nous et de Nôtre Royaume et sur qui nous en puissions plus assurément reposer. Et ayant considéré d'une part qu'en donnant à Nôtre dit Cousin nos terres, Comtés et Seigneuries, de Stenay, Dun, Jametz et Clermont en Argonne et les domaines et prévostés de Varennes et des Montignons, l'estendüe quelles ont, les revenus quelles pourront produire en temps de paix et les forteresses qui y sont construites et qui en dépendent serviront à jamais de témoignage public de la bienveillance que nous portons à Nôtre dit Cousin du désir que nous avons d'accroistre sa maison et de la confiance entière que Nous prenons a sa fidélité a Nôtre Service et a son affection pour le bien et la grandeur de Nôtre Etat et d'autre part que ces Terres et Seigneuries et places n'étant pas de L'ancien domaine de Nôtre Couronne, et n'ayant, point été jusqu'apprésent compté des revenus d'icelles en Notre Chambre des Comptes de Paris, Nous pouvons sans apporter aucune diminution à Nôtre domaine et Nos revenus et finances effectuer la résolution que Nous avons prises d'en

gratifier Nôtre Cousin : sçavoir faisons que nous pour ces causes et autres Bonnes Considérations a ce : Nous nommons de La Reine Regente nôtre Très honorée Dame et Mère et de nôtre Conseil où étoient Notre très cher et très amé oncle Le duc d'Orléans et autres grandes et Notables personnes de nôtre Conseil et de nôtre Grace Spéciale Certaine Science, Pleine Puissance et Autorité Royale avons a nôtre dit Cousin Le Prince de Condé donné et octroyé Donnons et octroyons par ces Présentes signées de Nôtre main par donation pure et irrévocable Lesdits Comtés, Terres et Seigneuries de Stenay, Dun, Jametz Clermont en Argonne, domaines et Prevostés de Varennes et des Montignons, leurs appartenances et dépendances; en toute l'étendue d'icelles les dites Terres a nous appartenantes au moyen de la cession, démission et transports qui en ont été faits par Le duc Charles de Lorraine au profit du feu Roy Notre Très Cher et Très Honoré Seigneur et Père que Dieu absolve et de ses successeurs Roys par Le Traité fait en Son Nom entre feu Notre Cousin Le Cardinal de Richelieu et Ledit Duc à Paris le 29 mars 1644 juré en Saint Germain en Laye les deux avril en suivant Ratifié par Luy en la Ville de Bar-le-Duc par acte du.... desdits mois et an, et juré encore une seconde fois par ledit duc en La Ville de Bar le vingt neuf dudit mois d'avril audit an, desquels actes, coppies collationnées aux originaux sont attachées sous le contresel de ces présentes et a quelque titre que ce soit que le tout nous appartienne ou puisse appartenir lesquelles Terres et Seigneuries de Stenay, Dun, Jametz, Clermont en Argonne, domaines et prévosté de Varennes et des Montignons Leurs appartenances et deppendances En quoy qu'elles se consistent et se comportent. Nous avons de Nôtre même avis que dessus et de Nôtre même Grâce spéciale Certaine Science, pleine puissance, et autorité Royale, cédé quitté et transporté et délaissé, cedons, quittons transportons et delaissons dès maintenant et à Toujours pour les Causes et Considérations susdittes à Notre dit Cousin Le prince de Condé Promettons en foy et Parole de Roy garantir La présente Cession et Donation envers tous et contre tous pour en jouir par Luy, ses hoirs successeurs et ayant causes comme de choses à eux appartenant en tous droits de propriété et de justice. Laquelle justice il fera exercer en son nom par les officiers qui sont à présent ou par ceux qui seront par Luy établis dans les Bailliages prevostés et autres justices desdittes Terres en dédommageant ceux qui y sont a present au prix

courant de leurs offices à la reserve de Cas Royaux pour lesquels Nous etablirons un juge à chacun Baillage et un procureur pour nous dont la premiere Provision nous appartiendra et à l'avenir vacation avenante il y sera par nous pourvu sur la nomination de nôtre dit Cousin Le Prince de Condé et de ses successeurs auxdittes Terres, exercée au Nom de Notre dit Cousin aux charges desquels il pourvoira ainsy qu'aux offices à luy appartenants et faisant partie des terres. En la même forme et manière que les ducs de Lorraine faisoient exercer celle du duché de Bar mouvant de Notre Couronne à la réserve néanmoins des droits Régaliens de ressort et de souveraineté que nous Voulons nous appartenir et à nos successeurs Roys dans l'estandue desdittes Terres et Seigneuries, et seront les appellations de Jugemens qui seront rendus par les officiers du Bailliage desdittes et Seigneuries relevées nüement et sans moyen en nôtre Cour du Parlement de Paris, tant en matière civile que criminel avec les mêmes Privileges et prérogatives que les Pairies de Notre Royaume, et pour cet effet avons lesdits Baillies et Prevostés distraits de toutes autres Juridictions subalternes et souveraines sans que pour raison de la ditte distraction Notre dit Cousin soit tenu et obligé a aucun droits, indemnités envers nos officiers et autres Personnes quelconques dont en tant que besoin nous l'avons déchargé et déchargeons par ces présentes. Voulons et Entendons en outre qu'en la donation et cession, soient comprises les Villes, Chateaux et forteresses construites ausdittes Seigneuries de Stenay, Dun, Jametz, Clermont, Varennes, et Les Montignons. Lesquels nous donnons et octroyons pareillement, Cédons, Transportons et Délaissons à Nôtre dit Cousin, ses hoirs successeurs et ayant Cause, nous réservant seulement sur icelles les Pouvoirs, autorités et droits à nous appartenants en toutes les Villes et Places de Nôtre Royaume avec La provision des charges de gouverneur desdittes Places de Stenay, Jametz et Clermont lesquels ensemble les Gens de Guerre qui sont ou seront Par nous employés à l'égard desdittes Places même les Lieutenants pour nous audit Gouvernement qui seront établis par nôtre dit Cousin en Vertu du Pouvoir que Nous Luy avons donné seront entretenus et soldoyés au fond de nostre Espargne, et jouiront nôtre dit Cousin, ses hoirs successeurs et ayants causes desdittes Terres et seigneuries par nous données et cédées en toutes propriétés et avec tous les droits, fruits, profits, revenus et émoluments y appartenant cens, rentes, droits de Bourgeoisie, amandes, droits

de hallage, Gabelle de vin, stilage et minage de grains, dixièmes de tous fruits décimables, fours Bannaux, pressurages de vin, Tabelaionage, droits de Bien-venue, moulin Banneaux et non Banneaux a Eau, et a vent, forges, près, vignes, terres labourables, Bois taillis et futaye, terres vaines et vagues, droits de six deniers pour francs du dixième pour vin et Bière, droits d'aubaine desherence, Espaves et Confiscations, droits de Tavernes, Terrages de Bled et de vin, droits de Rivière et de Peitse et Passages, Peage par eau et par terre, les droits de Tontie, foire de saint Gille Plaids Banneaux, Ceux des bouchers et tous les autres mestiers sur lesquels les seigneurs desdites Terres ont droit de lever quelque chose, Pressoirs Bannaux et Particuliers jauage de vin et de faicende de Bière, mairies et doyennez, tuilleries, Gagnages, fermes. Corvées, sauvements, droits de Chasse, aide de saint Remy, droits et conduits impots de fredeau, fiefs, arrière-fiefs et mouvances, droits seigneuriaux. En cas de mutation desdits fiefs foyes et hommages, Lots et Ventes, provisions, nominations d'office et Bénéfices qui ne sont Consistoriaux et tous autres droits et Redevances Généralement quelqueconques quoique non exprimés par les présentes, deppendants desdites terres et seigneuries selon que lesdits droits sont deubs à cause de la seigneurie d'icelle sans aucune chose en excepter réserver et retenir à nous et à nos successeurs Roys, fors et exceptés les droits Régaliens La souveraineté, ressort et juridiction des cas Royaux et en outre Luy avons donné et octroyé donnons et octroyons par ces présentes et à ses successeurs et ayant causes esdites Terres et seigneuries ce qui nous appartient ou pourroit appartenir à cause de l'imposition de la Gabelle sur les Vassaux et habitans desdites Terres et Seigneuries avec faculté de faire vendre le Sel en provenant à son profit à ce même prix qu'il se vendra dans les Greniers des Evêchés, de Metz, Toul et Verdun, à la charge de Nous rendre et aux Roys nos successeurs par nôtre dit Cousin ses hoirs successeurs et ayans causes les Foyes et Hommages desdites Seigneuries en la forme et manière accoutumée par un seul acte de Foye et Hommage comme d'un fief de notre Couronne et d'en bailler les..... et denombrement En notre Chambre des Comptes à Paris a chaque mutation de Seigneur et duquel fief Composé desdites et Seigneuries. Nôtre dit Cousin nous a présentement rendus Foye et Hommages et fait le serment de fidélité auquel nous L'avons Reçu et à Condition de payer et acquitter par nôtre dit Cousin ses hoirs successeurs et ayans Causes

esdittes Terres et Seigneuries, les fiefs aumosnes et autres charges foncières estant sur icelles à commencer a en jouir par nôtre dit Cousin au premier jour de janvier l'année prochaine mil six cent quarante neuf. Et d'autant qu'il n'y a eu jusqu'aprésens aucune Règle Certaine pour l'administration et exercice de la Justice des Eaux et forêts dans l'estanduë desdittes terres et Seigneuries Il y sera pourveu par notre dit Cousin ainsi qu'il avisera pour le mieux soit pour l'establissement d'officiers particuliers des eaux et forêts ou en la faisant exercer par les Juges ordinaires. Les droits du Ressort de souveraineté et de juridiction des cas Royaux Nous demeurons toujours comme dit et sera tenu Nôtre dit Cousin de payer les gages des officiers des Bailliages, Prevostés et autres juridictions desdittes Terres et Seigneuries attendu que nous luy en délaissions la provision sans que nous soyons tenu de payer aucun gage d'officiers de Justice ni autres que ceux que nous ordonnerons aux officiers qui seront par nous pourveu pour exercer la juridiction des Cas Royaux Et y donnons en mandement a nos améz et féaulx les gens tenans nôtre Cour du Parlement de Paris et Chambre des Comptes dudit lieu, présidents et Trésoriers Généraux de France establis à Chalons, Baillis, Sénéchaux leurs Lieutenants et tous autres nos officiers qu'il appartiendra que nos présentes, Don, Cession, octroy, transport et délaissement, etc., fassent, souffrent et Laissent Nôtre dit Cousin ses hoirs successeurs et ayans cause jouir et user pleinement paisiblement et perpétuellement Tout ainsy et à la même forme et manière que cy dessus est dit cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements contraires et a le faire souffrir et obéir. Ils contraignent et fassent contraindre tous ceux qu'il appartiendra et qui pour ce seront à contraindre, Car tel est nôtre Plaisir nonobstant que la valeur desdittes Terres ne soit ny spécifiée ny déclarée, ordonnances, Edits et Lettres a Ce contraires auxqueles et aux dérogatives des dérogatoires y Contenues nous avons dérogé et dérogeons par ces dittes présentes et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours Nous y avons fait mettre notre scel sauf en autre Chose nôtre droit et L'octroy en tout donné à Paris au mois de décembre L'an de Grâce mil six cent quarante-huit et de Notre Regne le sixième : signé Louïs, et à coté visé Seguyer et plus bas « par Le Roy », La Reine Régente présente et Scellé en Lacs de Soye et Cire Verte Collationé à L'original par moy Conseiller-Secrétaire du Roy et de ses finances signé Morin. Registré au Parlement

de Paris, le 4^e septembre 1660 en la Chambre des Comptes. Le 18^e novembre 1660 et En la Cour des Aides Le quinze Janvier 1664.

(Archives Varennes, carton 6, manuscrit).

**Ordonnance du duc Charles IV de Lorraine pour remettre en vigueur
le droit du Tiers Denier sur les bois communaux de ses états.**

(1664, 23 mai).

Charles, par la grâce de Dieu, duc de Lorraine, duc de Calabre, Bar, etc., à tous présens et à venir; salut. Quoique les bois, forêts, taillis et rapailles dont jouissent les communautés, les villes, bourgs et villages des pays de notre obéissance, leur aient été donnés par nous et nos prédécesseurs ducs, pour leur bien commun, à titre d'usage et d'usufruit seulement; néanmoins comme la vicissitude, mère des changements, a fait que par la desertion et diminution des habitans, les fruits et usages des dits bois s'étant trouvés plus grands que le besoin qu'ils en ont eu pour leur simple usage, lorsqu'ils en ont voulu faire profit par quelques coupes extraordinaires, ils ont été obligés de recourir à nous ou à nos prédécesseurs pour en obtenir la permission; laquelle ne leur a été octroyée qu'à condition qu'ils procéderaient esdites coupes avec la participation de nos officiers de gruerie, et en leur payant le tiers denier à nous dû pour raison des coupes et ventes extraordinaires des bois taillis et même des hautes futaies; mais la longueur des guerres passées et la négligence ou connivence de nos dits officiers ayant beaucoup altéré l'ordre ainsi établi, partie desdites communautés, sous prétexte de leurs urgentes nécessités, ont, de leur autorité privée, coupé et vendu leurs dits bois taillis et de hautes futaies, sans permission préalable. D'autres les ont dégradés et réduits en état de n'en pouvoir faire profit qu'après une patience de beaucoup d'années, et enfin les derniers, plus téméraires, en ont vendu et aliéné le fonds, à notre grand préjudice et du public, sans se soucier d'encourir la rigueur des ordonnances par lesquelles eux et leurs acquéreurs sont privables desdits fonds. Et comme il est tout à fait important de remédier à ce désordre, l'affaire mise en délibération en notre conseil, nous, de l'avis d'icelui, et de notre

certaine science, pleine puissance et autorité souveraine, avons dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît que toutes les forêts, bois taillis et rapailles qui ont ci-devant appartenu aux communautés, et été dépendantes des villes, bourgs et villages de nos dits pays, y soient réunis, et que les habitants desdites villes, bourgs et villages soient rétablis en la possession et jouissance effectives desdites forêts, bois taillis et rapailles, nonobstant tous les contrats de ventes, engagères ou autres aliénations qui en peuvent avoir été faites, que nous avons cassés, révoqués et annulés, cassons, révoquons et annulons, sauf aux particuliers acquéreurs de se pourvoir en justice, et de poursuivre ceux qui ont touché les deniers, ou profité du prix de leurs acquisitions à la restitution d'icelui par les voies de droit. Voulons et ordonnons que celles desdites communautés qui ne seront rentrées effectivement en la possession et jouissance de leurs dites forêts, bois et usages, dans un mois après la publication des présentes, elles et leurs acquéreurs et possesseurs en demeureront privés et exclus; et ce faisant, qu'à la diligence de notre procureur général ou de ses substituts, lesdites forêts, bois taillis et rapailles soient réunis à notre domaine; faisant très expresses inhibitions et défenses auxdits habitants et communautés de prendre, ni couper, leurs dits bois taillis que pour leur simple usage, suivant l'ordre qui leur en a été une fois donné par nos officiers de gruerie en la juridiction desquels lesdits bois se trouveront situés; comme aussi de couper ni abattre des hautes futaies que pour les réparations de leurs édifices publics ou de leurs maisons particulières, s'ils en ont le droit, sans auparavant avoir fait connaître de la quantité desdites hautes futaies nécessaires par rapport de gens experts, et qu'elles ne leur aient été marquées et délivrées en présence de nosdits officiers de gruerie, et sans auparavant en avoir obtenu de nous la permission. Voulons et ordonnons que du prix desdites ventes et des fruits de leurs autres usages, le tiers denier en soit payé par préférence à nos gruyers, qui seront tenus en rapporter le profit aux comptes qu'ils rendront du fait de leurs charges, le tout aux peines des amendes, dommages et intérêts ordinaires, et suivant la rigueur de nos ordonnances. Si donnons en mandement à nos très chers et féaux les présidens et conseillers de notre cour souveraine, présidens, conseillers et auditeurs de nos chambres des comptes de Lorraine et Barrois, grands gruyers, leurs lieutenants, gruyers et contrôleurs des grueries particulières,

officiers, justiciers, hommes et sujets qu'il appartiendra, que ces présentes ils fassent lire, publier et registrer, et chacun en droit soi le contenu en icelles fassent exécuter, garder et observer de point en point, selon leur forme et teneur, cessant et faisant cesser tous troubles ou empêchemens au contraire; car ainsi nous plaît. En foi de quoi nous avons, aux présentes signées de notre main, et contresignées par l'un de nos secrétaires d'état, fait apposer notre scel secret. Donné à Plombières le vingt trois mai mil six cent soixante quatre. Signé Charles, contre-signé Woillot de Valleroy. Cacheté en placard du cachet secret de son altesse.

La présente ordonnance lue, vérifiée et enregistrée : ouï et ce requérant le procureur général; et sera publiée et affichée dans tous les lieux du ressort de la chambre, pour y être exécutée selon la forme et teneur, a la diligence dudit procureur général, qui en certifiera au mois. Fait en la chambre des comptes de Lorraine à Nancy le 9 août 1664.

(D'après Henriquez et Rogéville, *op. cit.*).

Plantations de Poiriers champêtres par les nouveaux mariés.

(1707, 3 janvier).

De par A. S. M. le Prince.

Nous Maire, lieutenant Eschevins modernes tenans et exerçans la Justice. Police et Gruerie en la mairie et ban de cette ville de Varennes, sur la Remontrance a nous faite par Louis Bichebois en sa qualité de procureur syndic de laditte Ville que du passé pendant le siècle dernier les Bourgeois et habitans dudit Varennes par une prevoiance fort Louable avaient plantéz, conservez et entretenus de temps en temps des poiriers champêtres ou sauvages dans l'Estendue du ban et finage dudit lieu afin que cela puisse procurer un profit et revenu en commune par le produit desdits arbres; qu'en effet ce lieu en avait ressenti le mérite et l'avantage par le moyen des ventes qui se sont faites annuellement des fruits qui en sont provenus et que les dernières sont tournez au soulagement de la communauté comme ayant servis a payer partie des charges. Sy non depuis plusieurs années que les récoltes se sont trouvées beaucoup moindres que les précédentes a cause de la cheutte de quantité

des arbres fruitiers qui sont tombez les uns par la violence des vents, les autres par caducité. Mais que pour conserver et entretenir la durée des soulagemens il estoit fort convenable et a propos a l'exemple des anciens mesme des autres lieux voisins d'obliger *les nouveaux mariez taillables* de remettre et planter de nouveaux arbres *Le long des grands chemins et dans les places vaines et vagues* et les entretenir pendant trois ans en les entourant de pieux ou petites clostures pour les deffendre et conserver, que cela était d'une très bonne police d'autant plus efficace qu'ils ne feroient que suivre et se conformer a ce que leurs autheurs ont fait et observé eux-mêmes, joint que lesdits habitans n'ont aucun Revenu en commun et en cas de contravention ou desobeissance les mettre d'amende.

A quoi ayant égard ordonnons que les nouveaux mariëz taillables en cette ville tant cette présente année que les suivantes planteront chascun deux poiriers sauvages d'une belle venue et de hauteur environ cinq Pieds le long des grands chemins et dans les places vaines et vagues du ban et finage de ce lieu dont ils nous rapporteront certificat signé de deux témoins non suspects ou du forestier desdits habitans, qu'il sera tenu de leur donner sans frais. Lesquels jeunes arbres lesdits nouveaux mariez fermeront allentour pour leur conservation et donner lieu de croistre et empescher les bestiaux ou mal avisez d'y faire dommage a peine de 30 sols d'amende contre chascun deffailants.

Faisons deffenses à toutes Personne de toucher ny nus faire ausdits arbres de 3 livres d'amende et de plus grandes s'il y eschet ce qui sera exécuté nonobstant à quelque opposition quelconque et sans préjudice d'icelle comme pour fait de Police et de bien Public.

Et afin que nul n'en ignore seront ces presentes lues publiées et affichées dans les carfours et places publiques accoutumées.

Fait et donné à Varennes en la chambre du Conseil de Ville cejourd'hui 3^e janvier L'an de grace 1707, bien entendu que cette plantation se fera a commence de mars prochain.

Approuvé par acte des quarante jurés, le 30 janvier 1707.

**Requête des Habitants de Baulny contre les moines de Chéhéry
(Ardennes) à propos de leurs bois communaux.**

(1756, 2 septembre).

Au Roy et à Monseigneur en son Conseil.

Sire,

Les Habitants et Communauté de Baulny,

Représentent humblement à V. M. et à N. S. de son Conseil que dans l'instance pendante entre les religieux de Chéhéry il s'agit de l'opposition faite par ces religieux à un arrêt du Conseil du trente avril 1748 qui autorise les suppliants à couper dans la coupe du Taillis les Baliveaux au-dessus de l'âge de 40 ans.

Les religieux prétendent que ce Bois du Tronsol leur appartient et que les dits habitants n'ont que des droits d'usage.

Le titre des Habitants pour jouir de ce Bois est une transaction passée entre les religieux et les suppliants, le 10 mars 1709. Les suppliants prétendent avoir droit dans le bois de la contrée de Monterbeau que l'on appelle communément le bois de Baulny dont les religieux se sont emparés dans le temps de la guerre et des troubles. — Les religieux de Chéhéry pour que lesdits suppliants se désistent de cette dernière prétention leur ont abandonné le petit bois de Tronsol pour la redevance annuelle de deux boisseaux d'avoine payable à la Saint Martin par chacun ménage, ce qui était une prestation considérable que les suppliants n'ont jamais discontinué de payer ce qui rend ces religieux non-recevables même suivant l'ordonnance à pouvoir demander LE TRIAGE dans ces bois lesquels ne sont pas de la concession gratuite des seigneurs aux termes de l'ordonnance des eaux et forêts de 1669 mais ne peuvent répéter que les cens.

Les religieux de Chéhéry ont si peu pensé que ces bois puissent leur appartenir qu'ils ne les ont jamais compris dans l'état des Bois par eux fournis pour poser le quart en réserve des manses conventuelles et abbatiales.

Avant même cette transaction, les suppliants avaient des Bois communaux, car ayant eu des réparations à faire à l'église en 1698, ils furent autorisés par un arrêt du Conseil du 17 juin 1698 à

couper 800 chênes dans ces bois communaux sans que lesdits Religieux de Chéhéry s'y soient opposés, ce qui les rend non-recevables à s'opposer à la délivrance qui leur a été faite par l'arrêt de 1748 des arbres au-dessus de l'âge de 40 ans qui se trouvent dans les taillis.

Les coupes de ces bois ont été réglées et le quart mis en réserve par les officiers de la maîtrise sans que les religieux s'y soient opposés.

Enfin les suppliants ont toujours payé le 10^e et le 20^e pour raison de ces Bois lorsqu'ils ont eu lieu, ils n'ont même aucun autre bois pour faire paturer les bestiaux qui servent à leur subsistance ensuite qu'ils se trouveraient dans la dernière misère si la prétention de ces religieux pouvait avoir lieu.

C'est en conséquence tant de cette transaction que de leur droit ancien que lesdits Habitants jouissent de ces Bois contre lesquels les religieux ne peuvent revenir. C'est même sur la foy de cet abandon qu'ils se sont désistés de leur prétention sur d'autres bois possédés par les religieux. Comment donc après une possession de 47 ans et l'exécution de cette transaction de leur part. Ces religieux peuvent-ils tenter de leur enlever cette partye de Bois qui est la seule qu'ils possèdent à titre onéreux, ils n'ont même aucune portion à y prétendre pour que la concession n'est pas gratuite et qu'avant 1709, ils avaient d'autres Bois dont lesdits Religieux jouissent. Pareille contestation s'est présentée entre le Seigneur de Chatel et les Habitans du lieu au sujet d'un Bois de même qui avait été cédé aux habitans par une transaction. Le seigneur voulut revenir de même contre et par arrêt de la table de marbre du 13 juin 1750, cette prétention a été préteritté.

Pour justice du contenu en la présente requête lesdits suppliants y joindront les pièces suivantes :

La première du 17 juin 1698 est l'arrêt qui permet aux dits Habitans de couper 800 chênes dans leur bois.

La seconde du 13 juin 1750 est l'arrêt de la table de marbre rendu en faveur des habitans de Châtel.

De ces causes, Sire, plaise à V. M. et à N. S. des Conseil donner acte aux suppliants de ce que pour plus ample moyen dans l'instance ils emploient le contenu de la présente requête avec ce qu'il est dit et écrit et les pièces y énoncées qu'ils produiront par production nouvelle, procédant au jugement de l'instance, leur adjuger ces conclusions qu'ils y ont prise avec deppens et ils redoubleront

leurs vœux et leurs prières pour la santé et la prospérité de V. Majesté et de N. S. de s. Conseil.

Signé : Burcher, avocat des Gens de Baulny, 2 septembre 1756.

(Arch. comm. de Baulny).

Dés remontrances, plainte et doléances de la Communauté de Vauquoy pour être remis à ses députés à l'assemblée générale de la province du Clermontois, convoqués à la ville de Varennes, le 19 mars 1789.

(15 mars 1789).

Le Tiers-État du village de Vauquoy empressé de donner à sa Majesté des preuves de sa confiance respectueuse a ses intantions a la sagesse de ses ministres, de son atachement pour son auguste personne et de son dévouement aux intérêts de l'Etat, donne pouvoir a ses représentans à l'Assemblée Générale de soutenir : 1° Que les députés du Tiers État a nommer graduellement doivent l'être dans une délibération séparée et non commune aux trois ordres, de manière que ledit Tiers État puisse les choisir librement et de son propre mouvement. Que les dits députés doivent être pris et choisis dans l'ordre du Tiers ; que les ecclésiastiques, les gentilshommes et les anoblis et autres dans la dépendance absolue et chargé particulièrement des intérêts des seigneurs ecclésiastiques ou laïcs ne doivent point être nommé pour représenter l'ordre du Tiers. Que lesdits députés du Tiers État ne doivent consentir aucune distinction capable de l'humilié. Que dans toutes les assemblées du Tiers État doit voter séparément, et que dans le quas où les trois ordres seraient réunis les suffrages doivent être comptés par tête.

2° Que les représentants du Tiers État du Clermontois dans l'Assemblée des États Généraux doit demander la continuation des immunités, privilèges et concordats ; que ses impôts ne soient point augmentés et que du conseil du 8 août dernier, relativement aux vingtièmes ne soit définitivement retiré comme contraire aux franchises de la province.

3° Quaux cas ou lesdit immunités et privilèges feraient obstacle à une perception uniforme et établis dans tout le Royaume, le Clermontois doit consentir à être réuni définitivement à la province

des Trois Évêchés a la condition qu'il sera déchargé de tous les impôts qui s'y perçoivent actuellement aux effets d'être assujetti à ceux établis ou à établir dans ladite Province des Trois Évêchés.

4° Que ledit député du Tiers État doit présenter en considération le défaut de commerce dans le Clermontois, le peu de qualité de ses vins, le peu de produits des autres propriétés foncières, l'enclaut de plusieurs villages des provinces voisines qui gênent la circulation de toutes les denrées et enfin l'extrême misère qui y règne.

5° Qu'il doit s'accorder avec les autres députés de toutes les provinces du Royaume pour demander et conserver tout ce qui peut faire le bonheur des peuples et de l'État. Et que le pouvoir a donné audit député soit tel qu'il soit obligé de s'y conformer particulièrement en ce qui concerne le Clermontois ; qu'il ly soit libre au surplus de suivre son honneur et sa conscience en tous ce qui ne sera pas contraire à son pouvoir.

Fait et arrêté et signé en l'assemblée générale de ladite communauté de Vauquoy tenue ce jourd'huy, 15 mars 1789.

(Arch. comm. Vauquois. Registre délibérations).

Lettres Patentes au Roy contre les délits forestiers.

(Décembre 1789).

Par un décret de l'Assemblée nationale, concernant les délits qui se commettent dans les forêts et Bois.

Données à Paris au mois de décembre 1789.

Louis, par la grâce de Dieu et par la Loy constitutionnelle de l'État, Roy des Français; A tous présents et à venir. Salut. L'assemblée nationale considérant combien il importe non-seulement à l'Etat, mais à tous les habitans du royaume de veiller à la Conservation de maintenir le respect dû à toutes les propriétés et notamment celles des Bois objet de premier besoin; avertie par l'administration des Eaux et forêts, des délits multipliés qui se commettent jour et nuit par des particuliers et même avec armes et par attroupements. Soit dans les forêts royales, soit dans les bois des

Ecclésiastiques et des communautés d'habitans et de tous les particuliers du royaume, ainsi que sur les arbres plantés sur les Bords des Chemins, justement effrayés des suites funestes que de tels délits doivent nécessairement entraîner pour la régénération actuelle et pour celle avenir par la disette des Bois que des siècles peuvent à peine régénérer, a décrété le Onze de ce mois et voulons et ordonnons ce qui suit.

Primo. Les forêts, bois et arbres, sont mis sous la sauvegarde de la nation et de sa Loy, comme sous la nôtre et sous celle des tribunaux des assemblées administratives, Municipales, Communes et Gardes nationales qui sont expressément déclarées conservateurs desdits objets, sans préjudice des titres, droits et usages de ces Communautés et des Particuliers, àinsi que des dispositions des ordonnances sur le fait des Eaux et forêts.

Secondo. Défenses sont faites à toutes Communautés des habitants sous prétexte du droit de propriété, d'usurpation et sous tout autre quelconque, de se mettre en possession pour voye de fait, d'aucun des Bois, pâturages, terres vagues et vaines, dont elles n'aurent pas la possession réelle au quatre aoust dernier, sauf auxdites Communautés à se pourvoir par les voyes de droit contre les usurpations dont elles croiraient avoir droit de se plaindre.

Tertio. Toutes Coupes, dégats, vols et délits commis dans lesdits Bois et forêts, sur les arbres des Chemins et lieux publics, dans les plantations et pépinières seront poursuivis contre les prévenus et punis seules et coupables des peines portées par l'ordonnance des Eaux et forêts et autres Loix du Royaume.

Quarto. Défenses sont faites à toutes personnes de débiter, vendre ou acheter en fraude des Bois coupés en délits, sous peine contre les vendeurs et acheteurs frauduleux, d'être poursuivis suivant la rigueur des ordonnances, voulons que pour la garde des Bois, maréchaussées et huissiers sus requis la saisie desdits Bois coupés en délits soit faite, mais la perquisition dudit Bois ne pourra l'être qu'en présence d'un officier municipal qui ne pourra se refuser.

Quinto. Enjoignons au ministère public de poursuivre les délits, autorisons en conséquence les maîtrises des Eaux et forêts et tous autres juges, à se faire prêter main-forte pour l'exécution de leurs ordonnances, jugemens et saisies par les municipalités, Gardes nationales et autres troupes pour arrêter, désarmer et repousser les délinquans dans lesd. forêts et bois, en cas de refus desd.

Municipalités risques d'en répondre en leur propre et prévenans.

Sexto. Autorisons tous lesdits juges et municipalités de faire et constituer prisonniers tous ceux qui seront trouvés en flagrant délit, tant de nuit que de jour.

Mandons et ordonnons à tous les tribunaux ordinaires, Corps administratifs, Maîtrise des Eaux et Forêts, et Municipalités que les présentes, ils fassent transcrire sur leurs registres. Sera publié et afficher dans leurs ressorts et départements respectifs, notamment dans les Lieux qui avoisinent les forêts et Bois, et exécute de même Loy du Royaume, ordonnons pareillement que ces présentes seront luës au prône de toutes les paroisses dans l'Etendue du Royaume en foy de quoy, nous avons signé et fait contresigner ces dittes présentes auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'État à Paris au mois de décembre 1789 de notre règne le seizième. Signé : Louis, et plus bas, de la Tour du Pin et scellées du sceau de l'État.

Enregistré au greffe de l'hôtel de ville de Varennes, par le greffier ordinaire, soussigné, le huit janvier mil sept cent quatre-vingt-dix.

Signé : LEVASSEUR.

(Arch. comm. Varennes. Registre).

Partage des biens communaux du village de Malancourt-Haucourt.

(4 prairial an II).

Extrait des Liasses déposées à la sous-Préfecture du 4^e arrond^t du dép^t de la Meuse.

Cejourd'hui trente floréal deuxième année républicaine une et indivisible. Nous Louis Migeon arpenteur demeurant à Montzéville, Christophe Grozier et Jean Pierre, cultivateurs, demeurant à Béthincourt, choisis par le citoyen Didier Drouet marchand demeurant à Malancourt, adjudicataire pour faire le partage des aïssances communales de la commune de Haucourt et Malancourt par adjudication du quatre frimaire dernier certifiions qu'en conséquence de l'adjudication sus-datée et du pouvoir à lui donné par le conseil général de la dite commune, nous nous sommes transportés sur les dites aïssances communales, munis du décret de la convention nationale en date du dix

juin dernier (vieux style) concernant le partage des Biens communaux ou étant assistés du citoyen Nicolas Mansiaux et François Saint Jevin, tous deux cultivateurs, demeurant audit Haucourt, juges indicateurs nommés par le dit conseil par l'arrêté sus-datée et de partie des officiers municipaux de la dite commune soussignés et sous leur indication, nous avons reconnu qu'il était nécessaire de laisser un chemin sur toute la longueur des aisances du côté de Malancourt, savoir depuis la ruelle Charlot, du côté du couchant. Jusqu'au chemin qui conduit de Malancourt à Haucourt du côté du midi. Il sera laissé un chemin de dix-huit pieds de largeur sur toute la longueur connue : dit est le long des Enclos et aboutissant et roye ce qui a été convenu et arrêté d'une voix unanime comme chose urgente et nécessaire et avons procédé audit partage comme s'en suit savoir.

(Ensuite suit la désignation des lots au nombre de 20, contenant ensemble 1.879 verges).

Et de suite retransporté sur les dites aisances communales du côté de Haucourt ou étant accompagnés comme dessus nous avons reconnu qu'il était nécessaire de laisser le chemin dessus a son emplacement ordinaire et au-dessus du côté du midi pour l'Enclos des héritiers du citoyen Pierre Saint Jevin. Il sera laissé un chemin pour rejoindre, etc.

(Ensuite suit la désignation des lots au nombre de 20 (21^e à 40^e) contenant ensemble 13 hect. 57 ares).

Toutes lesdites parts et lots ont été séparés par des piquets et jalons et pots à côté dans la terre et lesdits piquets numérotés de leurs numéros chacun endroit, soit à chaque bout et sous lesquels 40 lots susdits faits sont composés de 20 individus chacun. Le tout fait conformément à la loi susdatée dudit jour dix juin dernier (vieux style) et selon nos consciences et connaissance de tout quois, nous avons dressé le présent procès-verbal que nous avons signé avec lesdits citoyens. Indicateurs sus-nommés partie des officiers municipaux, lequel nous avons déposé au greffe de la dite municipalité, de Haucourt et Malancourt les jour et mois susdits.

Signés : Migeon, Saint Jevin, Pierre Saint Jevin, maire Jean Pierre Christ-Grozier, Nicolas Mansiaux, D. Drouet et Clesse.

Enregistré à Varennes, le 4 prairial, 2^e année, rep. 2. vingt sous. sig. Toussaint.

(Arch. comm. Malancourt. Copie).

Partage de biens communaux du village de Cheppy.

(25 prairial an II).

Cejourd'hui, vingt cinq prairial l'an deux de la République française une et indivisible.

Je soussigné Jean Nicolas Chaillié, commis à forge de Chéhéry pour la partie des bois, demeurant à Exermont, expert nommé pour faire l'arpentage et le partage du territoire du ci-devant Clairs-Chênes de la commune de Cheppy, au lieu dit la Taille des Faulx, en vertu d'une délibération faite en la municipalité du dit lieu, en date du vingt floréal et du pouvoir qui a été donné à la dite commune par le pouvoir exécutif provisoire en date du... en conséquence de ce et après avoir recueilli tous les suffrages des citoyens de la dite commune étant réunis en assemblée générale il a procédé avec et assistés des citoyens J. B^{te} Raguét et Claude Brière experts et indicateurs, nommés pour cet effet, demeurant au dit Cheppy, tant à l'arpentage qu'à la reconnaissance du terrain et qu'à la division d'ice-lui et d'après tous les renseignements que nous en avons pris étant transportés sur les lieux et places pour y opérer, nous avons reconnu qu'il était nécessaire de conserver plusieurs chemins pour l'utilité publique, notamment un qui prendra le long des terres de la Neuve Grange venant du pont de Buante, qui conduira à celui qui va à la dite ferme, et un autre venant de Cheppy qui prendra tout le long de la réserve pour conduire aux coupes ordinaires. Les dits chemins auront de largeur savoir : le premier environ quinze pieds et l'autre trente-six. Il sera en outre réservé tout le terrain de toute sa largeur qui se trouve à prendre de l'angle du fossé de la Taille des Faulx qui est réservé en grurie en tombant en lignes directes au dit chemin le long de la réserve pour servir de parcs et d'abreuvoirs au troupeaux communs se trouvant à partir du ruisseau de Beausogne. Le surplus a été livré et arpenté et duquel il s'est trouvé la quantité de cinquante arpens quatre-vingt-seize perches et demie, mesure d'ordonnance. L'arpent de cent perches. La perche de vingt deux pieds, le pied de douze pouces, le pouce de douze lignes que nous avons divisés en quatre sections dont la première prendra du côté du Nord, royé le chemin qui est réservé le long des terres de la Neuve-Grange. Le deuxième en suivant lesquelles sections, seront divisés par un sentier de la largeur de trois pieds; le troisième en suivant de la seconde qui sera divisée par un chemin de servitude

qui prendra sur celui qui vient du Pont de Buante, qui conduira en ligne directe à celui qui est réservé le long de la Réserve de la largeur de huit pieds, et la quatrième section se trouvera au midi, donnant sur le fossé de la Taille des Faux en gruerie. Il y aura de même un sentier entre la troisième et la quatrième section comme celui d'entre la première et la deuxième pour que l'on puisse avoir la communication à chaque bout de toutes les parts et portions. Cela fait, Nous avons fait le partage du restant du terrain à tous les individus qui composent la dite commune au nombre de cinq cent soixante quatorze que nous avons réunis en soixante trois lots de neuf et un de sept. Lesquels lots ont été tirés au sort conformément à la loi et du consentement de toute la commune et d'après partages à tous les individus, famille par famille et toujours le chef en tête et en suivant de l'un à l'autre, à raison de huit perches et demie par chaque individu, mesure ci-dessus dite et divisée par piquet à chaque bout qui annonce le numéro qui appartient au chef de famille et à laquelle répartition et a été procédé comme il suit :

N° 64, 140 lots, 574 portions.

Tous lesdits lots ci-dessus ont commencé par le premier à la pointe de la première section du côté des près, le long des terres de la Neuve-Grange, c'est-à-dire du chemin réservé tout le long ; les autres en continuant et le dernier à la pointe de la quatrième section du côté de la Taille des Faux réservés en gruiis fait et arrêté double, en la maison commune du dit Cheppy le vingt-cinq prairial, l'an deuxième de la République française une et indivisible. Signé : Chaillier.

Le conseiller de Préfecture remplaçant le Préfet absent.

Vu le présent acte de partage des biens communaux de la commune de Cheppy l'approuve pour être exécuté conformément à la disposition de la loi du 9 ventôse an 12, fait à Bar-sur-Ornain en l'hôtel de la Préfecture le vingt sept frimaire, an treize. Signé : Henriot. Pour le conseiller, le secrétaire général de la Préfecture (signé : Gillon).

Pour expédition conforme

à M^e Guillemin, maire de Cheppy.

(Arch. comm. Cheppy. Copie).

**Adresse de la Commune de Varennes, District de Clermont,
département de la Meuse.**

(11 Ventôse an II).

*A la Convention Nationale,
Représentant du Peuple libre.*

Organes fidèles des sentiments douloureux dont est affectée la commune de Varennes, ce n'est pas sans en être vivement pénétré Nous-même que nous venons les déposer dans votre sein.

Nous allons déchirer vos Cœurs en vous traçant le vrai tableau de sa triste situation; vous l'auriez à Jamais ignorée, si elle eût pensé ménager les moyens d'en sortir sans implorer le secours de l'autorité supérieure.

Cette petite Commune composée de treize cent quatre Individus, consultant plutôt son zèle et le salut général que ses forces physiques s'est exposée à Périr en arrêtant le fugitif et trop Coupable Capet; et par le coup hardi et heureux, elle a sauvé la France, et a doté la Première Pierre de cet édifice majestueux que vous venez de fonder si glorieusement.

Menacée par les tirans coalisés, elle a vu son territoire longtemps occupé par leurs hordes barbares, des propriétés dévastées, et ses Citoyens prêts à tomber sous leurs fers homicides.

Ces horreurs n'ont servi qu'à doubler sa haine contre les despotes, et à l'enflammer de plus en plus de l'amour de la liberté.

Une population si mince a fourni aux armées républicaines Cent trente deffenseurs qui depuis le commencement de la Révolution versent Journallement leur sang pour la deffense de notre Constitution.

Peu fortuné, un sol ingrat, un territoire borné à une demie lieue quarrée, Entrecoupée de coteaux boisés, et couvert en Grande Partie de vignes qui n'ont rien produit depuis cinq ans, une récolte manquée par l'intempérie des saisons et par le séjour trop prolongé des Ennemis : Rien de tout cela n'a Refroidi son ardeur.

Dons patriotiques, contributions pour les armées, chemises, linges, charpies, bas, souliers et capottes, elle n'a cessé de faire des sacrifices, même de son nécessaire.

A peine a-t-elle connu les besoins de la Mère Commune qu'elle s'est empressée de porter sur son Autel sacré Cent six marcs d'ar-

genterie, ses cloches et tous les hochets du fanatisme; qu'elle a renversé les Idoles de la superstition et consacré dans son lieu un temple à la Raison.

Dans le temple Auguste, tous les decadi les Citoyens se rendent en foule, y Bénissent vos pénibles travaux Écoutent Religieusement les oracles émanés de la Montagne Sainte.

Dans ce temple, Ils forment en commun des vœux ardens pour la Continuation de votre Stabilité et de votre Inamovibilité jusqu'à l'entière affermisement de notre heureuse Constitution.

Dans le temple enfin Ils jurent de la maintenir et la deffrendre Jusqu'à la mort; ils jurent l'unité et l'indivisibilité de notre République Impérissable.

Vous avez un Jour, Jour le plus Beau de cette Commune, decretté qu'elle avoit Bien mérité de la Patrie; hélas! Ce jour heureux, Ces temps où la Joie éclatait sur tous les visages et pénétoit tous les Cœurs sont aujourd'huy Remplacés par des Jours de tristesse et de désespoir.

Dès le Dix-sept pluviôse, il ne lui restait plus que huit cent quintaux de froment, et Beaucoup moins d'orge, le Recensement fait ce jour et renvoyée aux Administrations en fait foi; cependant de nouvelles Réquisitions en froment viennent de lui être faite avec menace d'exécutions.

Elle avoit découvert une source abondante de cette Production dans le village district de Montagne sur Aisne, département de la Marne, le district en a refusé le passage et interdit le secours.

Le sept de ce mois Ventôse, six pauvres pères de familles nombreuses ramenoit de cinq lieues chacun quelques Boisseaux de farine, ils sont arrêtés dans les Bois de Vienne par dix-sept Bucherons de ce lieu, lesquels la hache levée sur leurs têtes enlèvent l'espoir de la subsistance de quelques jours à ces malheureux.

Enfin le Canton est épuisé, le marché est dépourvu ou plutôt Il n'existe plus.

En vain ces infortunés achèvent de s'affoiblir par des courses longues et pénibles, ils bravent l'intempérie de la saison la plus pluvieuse, leurs fatigues quelquefois mortelles, tous en pure Perte.

Il faut donc Périr et Périr de faim, s'écrient-ils, les prières, les pleurs et les gémissements sont inutiles, nous ne rencontrerons que des cœurs de rochers; les administrations nous rebuttent, les Municipalités nous rejettent; la loy de l'égalité est donc une loi illusoire. La fraternité est un mot vuide de sens; l'humanité, la simple

humanité, cette vertu de tous les tems, de toutes les Religions et de tous les Régimes est éteinte dans toutes les âmes.

La Patrie nous demande du Bled, et nous n'avons pas de Pain ; nous serons donc deshonorés par un premier refus.

La nature nous sollicite des secours pour nos enfants expirants, et nous mourons la Rage dans le Cœur de ne pouvoir obéir aux lois de la Nature.

Est-ce le fanatisme expirant ou le Royalisme terrassé qui nous cause la mort.

Ah ! si notre mort est de quelque utilité à la destruction de ces deux monstres : nouveaux Curtius, marchons sans regret au-devant des coups qu'ils nous portent.

Quoi ! Cruellement tantalises au milieu de l'abondance, ne pourrions-nous trouver aucun remède à nos Maux.

Demandons à nos sages Représentants et nous obtiendrons ce que des frères ingrats nous refusent. Présentons-leur l'affligeant tableau de ces innocents républicains, périssant de faim sur le sein de leurs mères éplorées. De ces mères tendres qui pressent de leurs faibles mains et arrosent de leurs larmes ces malheureuses victimes de l'Égoïsme et de l'humanité ; et nous serons sauvés.

Représentants, Laissez-vous périr aussi misérablement ces patriotes dignes d'un meilleur sort ? Non sans doute, Vous ne condamnerez pas à la mort du désespoir Ceux que vous avez jugé une fois mériter les honneurs du Civisme le plus Courageusement Prononcé, Vous dispenserez la Commune de Varennes de toutes les Réquisitions en froment qui lui sont faites et de Celle qui lui seroit faite à l'avenir. Vous lui permettrez provisoirement et momentanément en se conformant aux lois, de s'approvisionner de Bled, uniquement pour la Consommation, soit dans le district de Montagne sur Aisne, département de la Marne, soit dans tous autres de l'intérieur qu'il vous plaira indiquer ; les Varennois, ces vrais sans culotte employeront la vie que vous leur aurez conservée à Bien maintenir et faire exécuter vos décrets et la sacrifieront s'il le faut pour la République, une, indivisible.

Arrêtée en séance publique et permanente du Conseil général de la Commune de Varennes, le 11 Ventôse Lan deux de la République une et indivisible. Signatures suivent : Person, Roland, Haumont, Florentin, Duplessis, Joseph, Jean Nicolle, Henrion, Jean Mauchauffée.

(Arch. Varennes. Registre de correspondance, époque Révolutionnaire).

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE

**Extraits des registres des actes de la Préfecture
du département de la Meuse.**

(Commune de Montblainville).

Du quatre août, an mil huit cent six.

Le Conseil de Préfecture du département de la Meuse ;

Vu son arrêté du 1^{er} jour complémentaire, an douze, portant que la Commune de Montblainville est maintenue dans les droits d'usage qui lui sont concédés par lettres du Duc de Lorraine, du neuf avril 1626, à charge par elle de servir les redevances y stipulées, et d'acquitter celles arriérées si aucunes sont dues.

La déclaration des maire et adjoint, que leur intention est de renoncer au bénéfice du titre de 1626, si on ne dispense la Commune du paiement de l'arriéré des redevances pour le droit de parcours, attendu qu'elle n'en a pas joui pendant la Révolution, et qu'elle n'en a repris l'exercice qu'à dater du premier vendémiaire an treize.

L'arrêté pris le vingt-sept fructidor an 13, pour réunir extraordinairement le conseil municipal et s'expliquer sur la déclaration des maires et adjoint.

Le vœu exprimé par le Conseil dans sa délibération du 12 vendémiaire an 14, pour que la Commune jouisse du mérite du titre de 1626 sous l'offre d'acquitter les redevances, à l'exception de celle pour le droit de vaine pâture, quant aux arrérages qui en sont échus jusqu'au premier vendémiaire an 13, attendu que c'est seulement, à partir de cette époque qu'elle a repris l'exercice dudit droit.

Le titre de 1626 par lequel le Duc de Lorraine et de Bar fait donation aux habitants de Montblainville, 1^o du bois dit des bâtis, de la consistance de sept cent quatre vingt douze arpens, sous la réserve par le prince d'y prendre tous les bois nécessaires pour la réparation des fours, pressoirs, moulin et forge du domaine, et en outre l'affouage du four, qui, depuis a été converti en une redevance de neuf gros par chaque ménage. 2^o du droit de Vaine pâture et de celui de ramasser les bois morts dans les bois l'Escaillette et la Taille le Loup. Maintenant connus sous le nom de Pont-à-l'Aune, moyennant une autre redevance annuelle d'un Bichet de Bled froment, Mesure de Grand-pré, également par chaque ménage.

Les avis donnés tant par l'Inspecteur des forêts à Verdun et par le sous-préfet de l'arrondissement, que par le Directeur des Domaines.

Considérant que l'arrêté du 1^{er} jour complémentaire an 12, qui maintient la commune de Montblainville dans les droits à elle concédés par le titre de 1626, est motivé, tant sur l'authenticité de ce titre, que sur sa représentation en bonne et dûe forme dans le délai prescrit par la loi, quelle doit donc, continuer à jouir de ces droits, ou les charges et conditions imposées par le dit titre :

Considérant que cette commune ne peut être tenue au paiement de la redevance pour la Vaine pâture dans le bois du Pont à l'Aune, qu'à compter du premier vendémiaire an 13, puisque, d'après les observations de l'inspecteur des forêts, il est constant que depuis la Révolution et jusqu'à cette époque, elle a cessé d'en jouir;

Considérant enfin que les usines nationales pour la réparation desquelles le prince s'était réservé de prendre des bois dans celui dit des batis, ont été aliénées comme Domaines de l'État; que par là ledit bois des bâtis se trouve affranchi au bénéfice de la commune, du droit qui vient d'être spécifié, et qu'il est alors, de toute justice que le gouvernement soit indemnisé à cet égard.

Arrête, en confirmant la décision précitée du premier jour complémentaire an 12, que la commune de Montblainville continuera de jouir du mérite des donations et concession portées au titre de 1626 à charge par elle de payer les redevances stipulées au dit titre; sans, néanmoins, que l'on puisse rien répéter de celle due pour le droit de Vaine pâture, antérieurement au premier vendémiaire an 13, et à la charge en outre, quelle indemniserà l'État pour raison des droit sur le bois des batis que le prince s'étoit réservés et dont elle est dégrévée.

Arrête, au surplus, relativement à cette indemnité, quelle sera réglée par experts qui seront nommés, l'un par l'administration de la Régie, l'autre par ladite commune, lesquels experts devront procéder en présence des agens forestiers.

Il sera délivré au Directeur des Domaines et à l'inspecteur des forêts, à Verdun. Expédition du présent arrêté.

Fait à Bar-sur-Ornain, le quatre août 1806, présent MM. Lecler, Préfet, Humbert-Desaux, Henriot, conseillers de préfecture et Gillon, secrétaire-général.

Pour expédition au sous-préfet de Verdun, le secrétaire général de la préfecture signé, Gillon.

Pour expédition conforme au maire de Montblainville.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Verdun,

LEFEBVRE.

Note en marge du sous-préfet.

Après avis de l'inspecteur des forêts estime qu'il y a lieu de maintenir les habitants dans leurs droits, mais, à charge par la commune de payer une somme annuelle de 9 gros.

Sera maintenue à charge de payer les arrérages échus et à échoir
Receveur des domaines.

29 thermidor an XII.

Signé : *le sous-Préfet,*

LEFEBVRE.

¶ (Arch. comm. Montblainville. Liasse N).

**Extrait des registres des actes de la Préfecture du département
de la Meuse**

(du 16 mai 1807. — Commune de Cheppy).

Le Préfet du département de la Meuse.

Vu une pétition par laquelle le maire de Cheppy demande que sur le produit de la vente du bois de cette commune, il lui soit expédié une ordonnance d'une somme de 3.150 francs pour le libérer entièrement d'un capital de 3.000 francs qu'elle doit au sieur Wanauld de Montzéville, qui le lui a prêté par un acte notarié du 25 février 1789, ainsi que d'une année de rentes échue le 25 février dernier.

Vu aussi Copie sur papier libre fournie par le Créancier, tant du titre de Créance du 25 février 1789 que des délibérations de la Municipalité et autorisation de l'Intendant qui ont précédé et autorisé l'emprunt de ladite somme de 3.000 francs.

Les délibérations des 15 mai 1806 et 5 avril 1807, par lesquelles le Conseil municipal reconnaît que la dette dont il s'agit est légitime, qu'elle a été contractée avant le Partage des biens communaux

et déclare qu'il est dans l'impossibilité de représenter les comptes qui en constatent l'Emploi, parce qu'ils ont été compris dans un vol de papiers qui a eu lieu quelque temps après, et que les informations judiciaires qui ont été faites pour en découvrir les auteurs ont été infructueuses.

Et l'avis du Sous-Préfet de Verdun qui a estimé que l'emprunt dont il s'agit ayant eu lieu antérieurement au Partage des biens Communaux, ce Partage ayant été approuvé d'après la loi du 9 ventôse an 12, cette dette doit être acquittée par les Co-Partageants, sauf à eux s'ils trouvent que leurs Lots leur soient plus onéreux que profitables, à y renoncer et à en faire l'abandon authentique sur les registres de la Mairie.

Considérant qu'au commencement de 1789, la commune de Cheppy, pressée par ses débiteurs, fut obligée d'avoir recours à des emprunts, que le 15 février 1789, la municipalité alors en exercice, autorisa celui de 3.000 francs que le même mois, l'Intendant approuve cette délibération et que par suite de ces autorisations, deux des officiers municipaux empruntèrent au sieur Jacques Wanauld le Capital dont il s'agit, remboursable à la volonté de la Commune, sous une rente annuelle et perpétuelle de 150 francs exempte de toute retenue de dixième et autres taxes et impositions.

Considérant que le Conseil municipal déclare ne pouvoir justifier de l'emploi de ladite somme, parce que les comptes y relatifs ont fait partie du vol qui a été commis quelque temps après l'Emprunt, mais que cette dette est légitime, qu'elle a été portée chaque année au budget des dépenses et que les rentes en ont été régulièrement payées, jusques et y compris l'an 1806.

Considérant que cette dette, étant antérieure au Partage des biens communaux, aurait dû être acquittée avant qu'il y fut procédé, mais que cette obligation qui était prescrite par la loi du 10 juin 1793 demeure à la charge des co-partageants, puisque par arrêté du 27 frimaire an 12, l'acte de Partage a été approuvé d'après la loi du 9 ventôse an 12.

Arrête que l'Emprunt fait le 25 février 1789 pour la commune de Cheppy au sieur Jacques Wanauld, de Montzéville, de la somme de 3.000 francs tournois, sera acquittée par les co-partageants des biens de ladite commune, chacun dans la proportion du nombre de parts obtenues à chaque Chef de ménage, en vertu d'un rôle qui ne sera mis en recouvrement qu'après avoir été approuvé par nous, sauf à ceux desdits co-partageants qui préféreraient abandonner leurs

portions à acquitter leur côte-part de la dette dont il s'agit, à en faire la déclaration sur les registres de la municipalité.

Le Présent avant de recevoir son Exécution sera soumis à l'approbation de S. E. le Ministre de l'Intérieur.

Fait à Bar sur Ornain le 16 mai 1807.

Signé : Leclere, préfet,

Pour le Sous-Préfet.

Le Secrétaire général de la Préfecture.

Signé : Gillon.

(Arch. comm. Cheppy. Liasse N).

**Requête par les habitants de Cheppy,
acquéreurs des biens communaux
pour rester en possession de ces propriétés.**

A Monsieur le Préfet du département de la Meuse.

Monsieur,

Ont l'honneur de vous exposer, les habitants de la Commune de Cheppy, que le sieur Jacques Wanauld, de Montzéville, est créancier de leur commune d'une somme de trois mille livres, constituée par titre du 25 février 1789; que par votre arrêté du 16 mai 1808 et homologué par S. E. le ministre de l'Intérieur le 30 juin suivant, Vous avez décidé que cette somme lui serait remboursée par tous les co-partageants des aisances communales de cette commune, avec faculté à chacun d'eux de s'en dispenser, en faisant la remise des lots à eux échus.

Cet arrêté porte un grand préjudice aux habitants de cette commune, dont la majeure partie sont des pères de famille qui n'ont d'autres moyens d'exister que les portions de ces aisances.

Cet arrêté présente les plus grandes difficultés dans son exécution.

Les aisances communales de Cheppy ne sont pas d'une égale valeur partout. Il y a des cantons de bonne qualité, mais il y en a aussi de nulle valeur.

Lors de la formation des Lots, on n'a considéré que la quantité de mesure et non la qualité; on a donné à tous les lots la même

mesure; en sorte que nécessairement, ils sont inégaux. Les Propriétaires de bons Lots paieront, mais ceux qui ne possèdent que les mauvais lots les abandonnent.

Les choses étant ainsi, il n'y aura qu'une partie de la créance qui sera payée; et comment sera payé le surplus. Les portions abandonnées étant de nulle valeur.

Comme cette somme de trois mille francs n'a été empruntée que pour faire construire une Maison Commune qui sert aujourd'hui à loger M. le Desservant et l'Instituteur primaire.

Que la plupart des propriétaires de bons lots sont pauvres, chargés d'Enfants, qu'ils n'ont que cette faible ressource pour se nourrir et alimenter leurs familles, qu'ils seraient dans la nécessité de renoncer à ces faibles ressources, faute de pouvoir payer leurs contingents et qu'un grand nombre d'individus abandonneront aussi à cause de la faible valeur de leurs Lots.

Et que ladite Commune a dans la caisse d'amortissement des fonds plus que suffisants pour payer cette créance.

Les Exposants vous supplient de vouloir bien rapporter votre arrêté susdaté et ordonner que les sommes nécessaires pour acquitter cette Créance seront prises sur les fonds de cette Commune, existant dans la Caisse d'amortissement et provenant de la vente de ses Bois, et Vous ferez Justice.

Signatures.

Le maire de Cheppy déclare que l'exposé contenu dans la pétition ci-dessus est de toute vérité, surtout par rapport à l'inégalité des lots touchant la qualité du terrain; = une observation qui a été omise, c'est que le sieur Herbin, de Montblainville, créancier de la commune à la même époque du sieur Jacques Wanauld, créancier réclamant a été remboursé en l'an X de 2.400 francs; pris sur la caisse d'amortissement, ladite somme a été également employée à la bâtisse de la Maison Commune qui remplit bien à propos le double objet de loger le Desservant et l'Instituteur; elle sert en outre de réunion pour le Conseil municipal et l'École des enfants.

, Signé : Guillemin.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Verdun, vu la présente pétition des habitants de Cheppy tendant à faire rapporter l'arrêté de M. le Préfet de ce département, du 9 juillet dernier, qui.

ordonne au maire de Cheppy de dresser sur les co-partageants des Biens Communaux un rôle de répartition de la somme de 3.000 francs tournois et des ventes échues et à échoir pour acquitter une créance du sieur Wanauld, de Montzéville, ladite pétition motivée sur l'inégalité des lots de partage et le peu de valeur de ces mêmes lots auxquels les possesseurs préfèrent renoncer.

Considérant que ce motif a déjà été produit puisque l'arrêté de M. le Préfet dont on demande le rapport délaie aux copartageants la faculté de faire l'abandon de leurs lots.

Que cet abandon est définitif par l'approbation de S. E. le ministre de l'Intérieur est d'avis qu'il n'y a lieu à délibérer et qu'il convient au maire de ne plus apporter de retard dans l'exécution de l'arrêté dont il s'agit.

A Verdun, le 26 novembre 1808.

Le sous-préfet,

LEFÉBURE.

Le préfet du département de la Meuse.

Vu la précédente demande et l'avis du sous-préfet de Verdun qui a estimé qu'il n'y avait lieu à délibérer après avoir observé qu'il a été statué sur les motifs allégués par les pétitionnaires puisque l'arrêté du 16 mai 1808 dont ils sollicitent le rapport leur laisse la faculté d'abandonner leurs lots et que cet arrêté est définitif par l'approbation qu'y a donné S. E. le ministre de l'Intérieur.

Déterminé d'après les motifs énoncés en cet avis et en l'adoptant.

Déclare sur la demande qu'il n'y a lieu à délibérer.

Fait à Bar-sur-Ornain, le 12 décembre 1808.

(Arch. comm. Cheppy. Liasse N).

**Procès-verbal du partage en jouissance
des anciens Clairs-Chênes, appartenant à la commune de Vauquoy.**

(1841, 10 mai).

Aujourd'hui dix mai dix-huit cent quarante un à neuf heures du matin.

Devant nous Jean-Baptiste Desprez, maire de la commune de

Vauquois, étant en la maison commune dudit lieu, assisté de MM. Nicolas François et Charles Louis Cellier, membres du conseil municipal et en présence du Receveur municipal de la Commune.

En conséquence de la délibération du Conseil municipal de cette commune, du trois mai dix-huit cent quarante, de l'avis de M. le sous-Préfet de l'arrondissement de Verdun, du dix-sept juillet suivant et de l'autorisation de M. le Préfet de la Meuse du vingt-quatre mars dernier, à la suite et en marge de l'expédition de la susdite délibération, laquelle avec le plan général dressé et comportant par canton et portions, les divisions et parcelles diverses du terrain communal dont la jouissance entre les habitants va être réglée par forme de partage, sera annexée aux présentes, après avoir été ainsi que ce plan, certifié véritable; il va être procédé au Partage des terrains de la Commune appelés les Clairs-Chênes, sis au sud du village et à l'ouest de ses bois, du moins de la partie Partageable la plus considérable de quarante-un hectares quatre-vingts ares dont est question en la délibération relatée, restée jusqu'alors stérile et en un très-ingrat Pâturage.

Ce Partage ayant pour objet le moyen de Jouissance divise et séparée aura lieu par le mode de tirage au sort de chaque Lot, formé comme ci-après pour chaque habitant de la Commune ayant également droit acquis à ce jour aux affouages à délivrer en la présente année, dans cette Commune et aux conditions ci-après établies.

FORMATION DES LOTS

Premier lot composé de trois parcelles désignées sous le n° 17.

.....
Suit la composition des lots.

.....
Conditions et Charges du Partage de Jouissance et sa durée :

Art. 1^{er}. — Chaque habitant en acceptant son lot, s'engage de payer sitôt l'approbation du présent, de payer les frais d'enregistrement, timbre et expédition et autres que le présent partage donnera lieu et en outre de payer annuellement à la Caisse municipale de ladite commune pour chaque Lot la somme de cinq francs et le premier paiement se fera le 1^{er} Juin dix-huit

cent quarante-deux et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à la fin dudit bail.

Art. 2. — Chaque co-partageant s'engage également de mettre en bon état de culture ou de prairie et de les améliorer, toutes les parcelles de Terrains qui forment son Lot, sous peine de résiliation dudit lot au profit du premier chef de ménage non pourvu qui aura acquis ce droit.

Art. 3. — En cas de vacance d'un lot, soit par décès ou changement de domicile d'un habitant, sa portion sera dévolue au plus ancien Chef de ménage non encore pourvu.

Art. 4. — Pour les Etrangers qui viendraient habiter la Commune et qui auraient acquis le droit de domicile et qu'une part leur viendra comme plus ancien Chef de ménage non pourvu, ils seront tenus de verser dans la Caisse municipale de la Commune avant d'entrer en Jouissance de ladite portion, la somme de trente-cinq francs, pour cause qu'ils n'auront payé aucun frais de partage et défrichement, et en outre la taxe annuelle de cinq francs. Cette Condition n'aura pas lieu pour les jeunes gens nés dans la commune, ils ne seront tenus que de payer la taxe annuelle de cinq francs.

Art. 5. — Le Présent partage de Jouissance cessera de plein droit à la mort du dernier des Co-partageants qui auront commencé cette Jouissance et le terrain devra rentrer libre à la Commune.

Art. 6. — En Cas de décès ou changement de domicile d'un habitant, ayant un Lot et qui l'aura ensemencé, il aura droit ou ses héritiers à la récolte qu'il aura ensemencée.

Art. 7. — En cas de non acceptation d'un ou plusieurs lots, lors du tirage, ils seront loués au profit de la commune et le montant du prix de la location versé dans la caisse municipale de la commune.

Les habitants, au nombre de quatre-vingt-quinze, ayant droit à ce partage ayant été prévenus, tant à domicile qu'au son de la caisse, de se trouver au Jour, heure et lieu susdits et présents, y étant effectivement réunis, il leur a été donné lecture, par nous maire, de tout ce qui précède et annoncé qu'il allait à l'instant être Procédé à ladite opération de Partage par le tirage au Sort desdits Lots, par chaque habitant ayant droit, successivement et dans l'ordre de l'appel qui en sera fait sur le tableau dressé à cet effet. Lequel habitant sera tenu aussitôt le tirage opéré par lui, de signer ou de déclarer ne savoir. La mention qui sera faite de ses noms et

prénoms et qualité de la désignation du lot qui lui est échu et de son acceptation de même que de sa soumission aux Charges et Conditions ci-dessus.

En Conséquence, les numéros roulés, séparés l'un de l'autre, en nombre égal aux ayant-droits, ont été mis ostensiblement dans une boîte ouverte. Puis procédé audit tirage, le tout en présence des habitants réunis, lequel fait successivement et comme il est déjà dit, a présenté les résultats suivants : etc.

Ce tirage terminé, nous Maire, assisté desdits membres du Conseil sus-nommés, avons dressé le présent procès-verbal, lesdits jour, mois, an et lieu que dessus, que nous avons signé ensemble, lequel recevra son exécution aussitôt l'approbation s'il y a lieu, de M. le Préfet, auquel il va être immédiatement adressé par l'intermédiaire de M. le sous-Préfet; — il est ici déclaré qu'un seul des habitants, la nommée Marguerite Police a fait connaître son intention de ne point accepter sa part, laquelle d'après le tirage opéré porterait le n° 1, le seul resté dans la Boîte, disponible, et à l'égard duquel il sera ultérieurement statué.

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Verdun.

Estime qu'il y a lieu d'approuver le présent partage pour être exécuté; d'arrêter que le lot n° 1, non accepté par Marguerite Police sera loué aux enchères au profit de la commune pour neuf années consécutives, que les frais de partage seront payés par les co-partageants entre les mains du receveur municipal en vertu d'un rôle de répartition qui sera dressé par le maire après que le montant de ces frais aura été réglé par le sous-Préfet sur le vu d'un mémoire détaillé et d'une délibération du Conseil municipal.

Verdun, 14 mai 1841.

(Arch. comm. Vauquois. Liasse N).

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

A. — DOCUMENTS MANUSCRITS

- Archives nationales, B^a 84, C. 25, l. 169, B. III, 153.
Bibliothèque nationale, ms. Fr. 3425. Tome LI des monuments de l'histoire du Tiers-État. Collection Augustin Thierry.
Coll. Moreau 238, fol. 141 et 142, et man. français 18853, f^o 220 v^o.
Archives de Musée Condé à Chantilly. Fonds du Clermontois.
Registres 104^E21, 104^D22, 104^E9, 104^E17.
Archives départementales de la Meuse, B. 261, f^o 989.
Archives communales, Varennes. Cartons N. 6-7, etc.
Registres 1641, 1723, 1725, 1751 à 1765, 1774 à an IV, an VIII à nos jours. Pour les autres communes du canton, on a consulté les anciens registres subsistants, les pièces détachées, pour la plupart non classées.
Monographies des communes par les instituteurs.

B. — DOCUMENTS IMPRIMÉS

- Abbé Aimond (Ch.). — *Les relations de la France et du Verdunois*. Paris, 1910.
Arbois de Jubainville. — *Histoire des ducs et comtes de Champagne*. Paris, 1859-1869, 8 vol. in-8°.
Ardouin-Dumazet. — *Voyage en France*, 2^e éd. Paris, 1906, 21^e série.
Aucoc. — *Droit administratif*. Paris, 1885.
— *Des sections de communes, des communaux qui leur appartiennent*, 1864.
Aumale (duc d'). — *Histoire des princes de Condé*. Paris, 1896, 7 vol.

- Babeau. — *Le village sous l'Ancien régime*. Paris, 1878.
- Baugier. — *Mémoires historiques de la province de Champagne*.
Châlons, 1721, 2 vol.
- Bauguitte. — *L'âme meusienne*. Paris, 1904, 1 vol.
- Baupré. — *Les gentilshommes verriers en Lorraine*.
- Bergier. — *Les grands chemins de l'Empire*, éd. 1736.
Bruxelles.
- Bonnabelle. — *Monographies sur les communes de la Meuse*,
3 vol. in-8°.
- Bonvalot. — *Histoire du droit et des institutions de la Lorraine
et des trois évêchés*. Paris, 1895.
- *Les plus principales et générales coutumes du Duché
de Lorraine*. Paris, 1878.
- *Les Tiers-États d'après la charte de Beaumont*. Paris,
1884.
- Boulainvilliers (comte de). — *État de la France d'après les
mémoires des intendants*, 3 vol. in-f°. Londres, 1727.
- Bourguin. — *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*.
Paris, 1907.
- *Cours d'économie rurale*, 1908-1909.
- Brouillon. — *Histoire de Sainte-Menehould*, 1 vol. Sainte-
Menehould, 1909.
- Buirette. — *Histoire de Sainte-Menehould*, 2 vol. Sainte-Mene-
hould, 1882.
- Buridan. — *Les coutumes de la cité et ville de Rheims*. Paris,
1665.
- Calmet (dom). — *Notice de la Lorraine*, 2^e éd. Lunéville, 1840,
2 vol.
- *Histoire ecclésiastique et civile de la Lorraine*, 3 vol. in-f°,
1728.
- Cardinal Mathieu. — *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois*.
Paris, 1907, 4^e éd.
- Chantriot. — *La Champagne. Étude de géographie régionale*.
Paris, Nancy, 1906, 1 vol.
- Chavanne (A. de la). — *Histoire des classes agricoles en France*.
1858, Paris.
- Clerey. — *De la mise en valeur des biens communaux*. Paris,
1900, Thèse.
- Collinet (Paul). — *La frontière d'Empire dans l'Argonne et
l'Ardenne*. Paris, 1903.

- Costé. — *Dissertation sur le droit du Tiers Denier en Lorraine*.
Nancy, 1840.
- Coulonvaux. — Histoire manuscrite de Varennes.
- Coustumes du bailliage de Saint-Mihiel, Edit. 1649.
- Daresté. — *Histoire des classes agricoles*.
- De La Poix de Fréminville. — *La pratique universelle pour la rénovation des Terriers*. Paris, 1753, 5 vol.
- Deliège. — *Pays d'Argonne*. Reims, 1907, 1 vol.
- Defourny (abbé). — *La loy de Beaumont*. Reims, 1864.
- Digot. — *Histoire de Lorraine*. Nancy, 2^e éd., 1880, 6 vol.
- Durival. — *Description de la Lorraine et du Barrois*. Nancy, 1778, 4 tomes, 2 vol.
- Eichthal (Eug. d'). — *Pages sociales*. Paris, 1909, 1 vol.
- Esmein. — *Histoire du droit français, Cours*. Paris, 1908.
- Flasch. — *Les origines de l'ancienne France*. Paris, 1904, 3 vol.
- Flodoard. — *Histoire de l'Eglise de Reims*, 1854, 2 vol.
- *Annales*. Paris, 1906.
- France (Anatole). — *Vie de Jeanne d'Arc*. Paris, 2 vol.
- Garnier. — *Histoire de la verrerie*. Tours, 1886.
- Gide (Ch.). — *Économie sociale*, 1 vol. Paris, 1905.
- *Cours d'Économie politique*, 1 vol. Paris, 1904.
- Goethe. — *La campagne de France*, 1 vol. Paris, 1898.
- Guyot. — *Les forêts lorraines jusqu'en 1789* (Mémoires de la Société d'archéologie lorraine), 1884, 1885 et 1886.
- Haussonville (d'). — *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*. Paris, 1856, 4 vol.
- Havet. — *La frontière d'Empire dans l'Argonne, Enquête à Verdun en 1288*. Paris, 1881.
- Henrion de Pensey. — *Des biens communaux*. Paris, 1898.
- Henriquez. — *Traité des grueries seigneuriales*. Paris, 1786, 1 vol.
- Henriquez. — *Code des seigneurs hauts justiciers et féodaux*, 1761. Senlis et Paris.
- Japiot. — *Les biens communaux sous la période révolutionnaire*, Nancy, 1907. Thèse.
- Jaurès. — *Histoire socialiste*. Tomes I à IV.
- Inventaire des archives départementales de la Meuse, antérieures à 1790.
- Inventaire des archives communales de la ville de Verdun, 1 vol. Verdun, 1891.

- Karl Kautsky. — *La question agraire*, 1 vol. Paris, 1900.
- Laveleye (de). — *De la propriété et de ses formes primitives*. Paris, 1901, 5^e éd.
- Lavissee et Rambaud. — *Histoire générale*, 12 vol. Paris, 1893.
- Larzillière. — *Les forêts de la Meuse et leurs produits*, 1 vol. Verdun, 1890.
- Lemaire. — *Histoire de l'abbaye de Beaulieu*. Bar-le-Duc, 1873, 1 vol.
- Legrand. — *Coustumes du bailliage de Troyes*. Paris, 1681.
- Legrand et Stein. — *La frontière d'Argonne*. Paris, 1905, 1 vol.
- Lenôtre. — *Le drame de Varennes*. Paris, 1905, 1 vol.
- Lesort. — *Les chartes du Clermontois*. Paris, 1904.
- Lopinot. — *Les ouvrages défensifs de la forêt de Varennes en Argonne*. Nancy, 1892, 1 vol.
- Louchisky. — *La petite propriété en France avant la Révolution*. Paris, 1897.
- Mémoires de la Société d'archéologie lorraine.
- Mémoires de la Société des Lettres et Arts de Bar-le-Duc, 1909.
- Mémoires de la Société Philomathique de Verdun, 1846-1863, etc.
- Mémoires pour le maire de Châtel-Chéhéry contre Mademoiselle Jeanne-Marie de Salse. Nancy, 1863, 2 vol.
- Michel (E.). — *Monographie d'un canton-type*. Paris, 1911, 1 vol.
- *La propriété*. Paris, 1908, 1 vol.
- *Les habitants*. Paris, 1910, 1 vol.
- Michelet. — *Le peuple*. Paris (sans date), 1 vol.
- Mourin (Ern.). — *Récits lorrains*, 1 vol. Paris, 1895.
- Rabelais. — *Œuvres*. Edition Jouaust.
- Roussel. — *Histoire ecclésiastique et civile de Verdun*, 2 vol. Bar-le-Duc, 1863.
- Parizet. — *Carnet d'étapes du Dragon marquant*, 1 vol. Paris, 1898.
- Pionnier. — *Essai sur l'histoire de la Révolution à Verdun*. Nancy, 1906.
- Statistiques. — *Annuaire statistique*, 1909.
- *Statistiques agricoles décennales*, 1892.
- *Statistiques agricoles annuelles*, 1909.
- *Enquêtes monographiques sur la petite propriété rurale en France*, 1908-1909.
- Statistique des élections de Reims, Rethel et Saint-Menehoul de 1657. Reims, 1884.

- Sauzay. — *La verrerie de l'antiquité à nos jours*, 1 vol. Paris, 1868.
- Schmidt. — *Les sources de l'histoire de France depuis 1789 aux archives nationales*, 1 vol. Paris, 1907.
- Sée. — *Etude sur les classes rurales en Bretagne*. Paris-Rennes, 1896.
- Servais. — *Annales historiques du Barrois de 1352 à 1411*. Bar-le-Duc, 1865, 2 vol.
- Souchon. — *La propriété paysanne*, 1 vol. Paris, 1899.
- Tessier. — *La valeur sociale des biens communaux en France*, Thèse. Paris, 1906.
- Theuriet (André). — *Sous bois*, 1906. *La Chanoinesse*, 1894.
- Thiers. — *De la propriété*, 1 vol. Paris, 1848.
- Vanderwelde. — *L'Exode rural et le retour aux champs*. Paris, 1910.
- Vaissière (de). — *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*. Paris, 1904.
- Violet (Amédée). — *Les cahiers de doléances du Tiers-État aux États Généraux de 1789*. Paris, 1911.
- Viollot. — *Les établissements de saint Louis*. Paris, 1883, 4 vol.
- Youg (Arthur). — *Voyage en France*.
- Zévaes (Alexandre). — *Le socialisme en France depuis 1871*. Paris, 1908, 1 vol.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	V

PREMIÈRE PARTIE

Physionomie générale de la Ville et du Canton de Varennes-en-Argonne.

Habitat.....	10
Géologie.....	12
Orographie.....	14
Hydrographie.....	15
Climat.....	17

DEUXIÈME PARTIE

Formation coutumière des Biens communaux des origines au XIII^e siècle.

CHAPITRE I. — LA PÉRIODE GALLO-ROMAINE.....	21
— II. — LES BARBARES (406-751).....	32
— III. — DU VIII ^e AU XIII ^e SIÈCLE.....	45

TROISIÈME PARTIE

Constitution légale des Biens communaux du XII^e au XVIII^e siècle.

	Pages.
CHAPITRE I. — LA LOI DE BEAUMONT ET SES FILIALES DANS LE CANTON DE VARENNES (1182-1255).....	65
— II. — L'INFLUENCE FRANÇAISE DANS L'ARGONNE, DE PHILIPPE III LE HARDI AU TRAITÉ DE PARIS DE 1641.....	83
— III. — L'ADMINISTRATION COMMUNALE.....	105
— IV. — LES TITRES DES PROPRIÉTÉS COMMUNALES.....	112
— V. — LA JOUISSANCE DES FORÊTS COMMUNALES.....	132
— VI. — L'ADMINISTRATION DES BIENS COMMUNAUX DU XIII ^e AU XVII ^e SIÈCLE.....	147

QUATRIÈME PARTIE

Les Biens communaux du XVII^e siècle à la fin de l'Ancien régime (1644-1789).

CHAPITRE I. — LE CLERMONTOIS SOUS LA MAISON DE CONDÉ (1648-1660).....	159
— II. — ÉVOLUTION DES BIENS COMMUNAUX AUX XVII ^e ET XVIII ^e SIÈCLES. — LES DROITS DE TRIAGE ET DE TIERS DENIER.....	166
— III. — L'ADMINISTRATION DES BIENS COMMUNAUX JUSQU'À LA RÉVOLUTION.....	192
— IV. — LA JOUISSANCE DES FORÊTS COMMUNALES.....	197

CINQUIÈME PARTIE

La Période Révolutionnaire.

CHAPITRE I. — ÉTAT DES CAMPAGNES. — LES CAHIERS DE DOLÉANCES.....	211
--	-----

	Pages.
CHAPITRE II. — LES LOIS RÉVOLUTIONNAIRES FAVORABLES AUX BIENS COMMUNAUX (lois des 15 ET 18 MARS 1790, 28 AOÛT, 14 SEPTEMBRE 1792).....	218
— III. — LES LOIS DÉFAVORABLES. — LE PARTAGE DES BIENS COMMUNAUX (lois des 14 AOÛT 1792, 10 JUIN 1793).....	232
— IV. — LES CONTESTATIONS SOULEVÉES PAR L'EXÉCUTION DE LA LOI DU 10 JUIN 1793.....	246
CONCLUSION.....	253
PIÈCES JUSTIFICATIVES.....	259
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	327

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR. LE DUC